

L'URSS ET LA CONTRE-REVOLUTION DE VELOURS

LUDO MARTENS

Couverture: Liliane Pauwels

Photocomposition et impression: EPO

© 1991 Editions EPO

20A rue Houzeau de Lehaie

1080 Bruxelles — Belgique

Tél.: 32(0)2428.29.88

Lange Pastoorstraat 25-27 2600 Anvers — Belgique

Tél.: 32(0)3239.68.74

Fax.: 32(0)3218.46.04

ISBN 2-87262-057-5 D 1991/2204/19

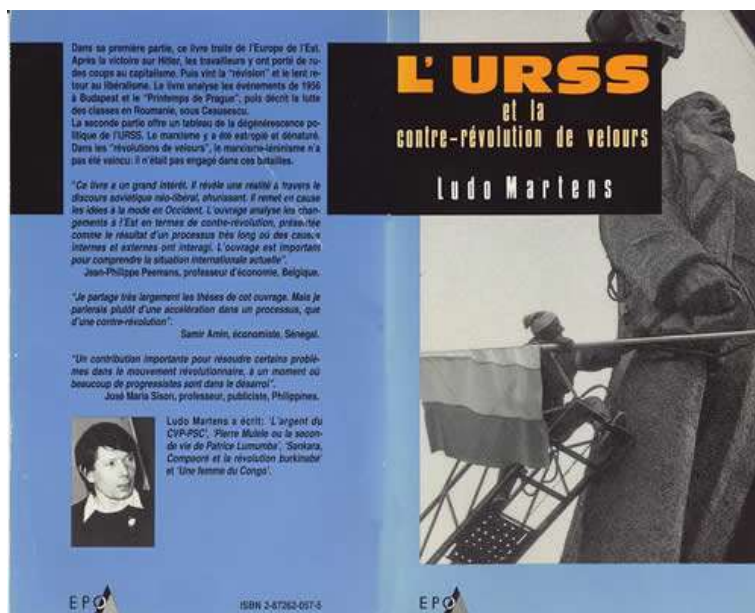


Table de matières

Table de matières

Avant-propos.

En guise d'introduction

Septembre 1987. L'espoir à l'Est?

Ouvrir un débat périlleux.

Carnages impérialistes, chimères "socialistes".

Le socialisme dans un seul pays.

Face à la terreur coloniale et fasciste.

Stalingrad, le symbole.

Le pseudo-communisme.

Nuançons...

Bref passage sur un long hiver.

Puis il y eut l'étoile Gorbatchev.

Lire Gorbatchev et lire la CIA.

La possibilité d'une évolution positive.

Notes.

Première partie. Août 1989: Prague 1968–1989 Réflexions avant la tempête.

Lech Walesa, le porte-parole des multinationales.

Hongrie: l'émergence d'une couche très riche...

Prague 68; la route vers la Communauté européenne?

Dubcek était-il un Rocard tchèque?

La lutte de classe continue sous le socialisme.

L'intervention: choisir entre deux maux?

Fidel Castro et l'intervention à Prague.

Une Tchécoslovaquie livrée au libéralisme...

Non-intervention et internationalisme.

La catastrophe retardée...

L'autocritique du Parti communiste de Tchécoslovaquie.

Charte 77: la voix de Radio Free Europe.

Vers la lutte finale?

Octobre 1990. Post-scriptum. Ils étaient du côté de la "révolution"...

Notes.

Janvier 1990. Les premiers fruits pourris de la "révolution démocratique".

Le diable se transforme en ange et vice versa...

La faune multipartite qui envahit la Hongrie.
L'entrée triomphale des bouchers du F.M.I..
Misère détestable et misère salvatrice....
Budapest: liberté pour les clochards et mendiants....
L'impérialisme aime ses "socialistes".
Notes.

Mai 1990. Budapest 1956: La contre-révolution armée..

La libération, après un quart de siècle de fascisme.
Le premier complot fasciste.
L'archevêque Mindszenty mise sur la Troisième Guerre mondiale....
L'établissement du pouvoir ouvrier.
Les aveux de Rajk.
Rajk, Nagy, Pozsgay, Nyers et la restauration.
L'offensive américaine.
Déclenchement de la lutte contre le "stalinisme".
La CIA dicte le programme de la "révolution".
Le révisionniste Nagy à la tête du gouvernement.
Nagy à la tête de la contre-révolution.
Kadar et son père nourricier Khrouchtchev.
Lénine à propos de la révolution hongroise.
Comment Kadar a pourri le Parti.
Notes.

Juillet 1990. Lorsque le Vampire des Carpates frappa à Timisoara..

Et puis il y eut la Roumanie..
Démocratie impérialiste, dictature des multinationales.
Lénine, Staline et la dictature du prolétariat.
La percée des thèses sociales-démocrates.
De Khrouchtchev à Ceausescu: trente-cinq ans de révisionnisme.
Colère populaire et "totalitarisme".
Ceausescu versus Kohi et Thatcher.
Mains coupées, femmes éventrées, hommes vidés de leur sang.
Le bon assassinat et les droits de l'homme.
La continuation de la lutte de classe sous le socialisme.
Notes.

Deuxième partie.

Janvier 1990. L'Union soviétique au bord du gouffre.

Khrouchtchev sur la pente glissante.
Brejnev: sclérose et folie.
Gorbatchev: revirements et promesses alléchantes.
Glasnost pour les anticommunistes.
Les attaques contre le stalinisme visent le socialisme.
Valeurs universelles: Le grand retour en arrière.
Dieu et son prophète, le révérend Moon.
Le cancer du nationalisme bourgeois.
Gorbatchev: pitoyable.
Friedman, aidez-nous à restaurer le capitalisme.
La longue marche vers l'entreprise privée.
Cet impérialisme qui n'existe plus....
Vive les multinationales et le FMI!.
Les déshérités du tiers monde: des terroristes en puissance....
CIA et KGB, main dans la main contre la révolution?.
Coups d'Etat à l'Est, orchestrés par l'URSS.
Construire le socialisme avec Solidarnosc?.
La révolution de qui contre quoi?.
Glasnost et les mensonges roumains.
Vers l'éclatement.
Vers des crises qui secoueront le continent européen.
La crise finale du révisionnisme.
Notes.

Janvier 1991. La restauration du capitalisme dans le chaos et la guerre civile..

Glasnost: la préparation des esprits au capitalisme.
Glasnost: qui parle? La parole à la CIA.
 La parole à la grande bourgeoisie d'avant 1917.
 La parole au tsar.
 La parole à l'Eglise orthodoxe.
 La parole aux fascistes.
Glasnost: pour aboutir à quoi?
 Au socialisme bourgeois.
 Au pluralisme bourgeois.
 A l'anticommunisme.
 A la contre-révolution ouverte.
Le passage à l'économie capitaliste.
 Le Congrès de la restauration.
 L'apologie du marché.
 La bataille pour le Capitalisme Sauvage.
 Et voilà la "classe moyenne", et vive la "liberté pour les forts"!.
 L'emprise impérialiste.

Démocratie à l'américaine en Union soviétique.

Les Soviets contre le Parti.

La social-démocratisation du Parti communiste.

Le multipartisme bourgeois.

Les formations nationalistes bourgeoises.

Les mouvements de masse réactionnaires.

La crise politique et économique générale.

Les éléments de la crise.

La bourgeoisie libérale et pro-occidentale.

Les tenants de l'économie mixte et du pouvoir central fort.

Le rétablissement du régime monarchiste?.

Le rétablissement de la dictature du prolétariat?.

Hostilité envers les pays socialistes et le tiers monde.

Réconciliation avec l'Occident, exploitation du Sud.

Mort à Cuba! Mort à l'Irak!

Notes.

Pour conclure.

Mars 1991. Deux points de rupture.

Notes.

Avant-propos.

Cet ouvrage traite des bouleversements qui se sont produits dans les domaines idéologique et politique en Europe de l'Est et en Union soviétique au cours des années 1986-1990. La dégénérescence politique, intervenue à partir de 1956, a déclenché, par la suite, une subversion progressive de la base économique du socialisme.

Comme toute crise d'importance mondiale, l'effondrement du socialisme en Union soviétique a mis en pleine lumière certaines vérités restées longtemps à l'ombre ou dans un clair-obscur. La confusion idéologique et politique, intensifiée et amplifiée au cours des trente-cinq années écoulées, a découragé et paralysé plus d'un révolutionnaire et en a rejeté un certain nombre dans les bras de l'ordre établi. A présent, nous voyons clairement l'aboutissement du cours nouveau engagé dans les années cinquante par Nikita Khrouchtchev: la restauration du capitalisme n'est plus une hypothèse ou un spectre, mais une réalité indéniable. Dans le monde entier, des communistes et des révolutionnaires, suivant en cela les raisonnements de la direction soviétique, ont parcouru les méandres de la dénonciation des "crimes staliens", de "l'approfondissement de la démocratie socialiste" et de "l'application créatrice du marxisme aux réalités nouvelles", pour déboucher, aujourd'hui, sur le grand océan du capitalisme mondial. A la lumière de cet échec éclatant, ils peuvent observer, avec un nouveau regard, le chemin parcouru et percer les tactiques, les manœuvres et les paroles enchanteresses qui ont accompagné leur voyage.

Le capitalisme sauvage clame à tous vents qu'il sera désormais le seul à écrire l'histoire. Pour se libérer de l'étreinte étouffante de ce libéralisme triomphant, il faudra tout d'abord revenir sur des questions essentielles de l'idéologie et de la politique marxistes. On imagine difficilement propagande apologétique plus grossière que les dissertations américaines sur "la fin de l'histoire". La "grande victoire", que vient de remporter l'Occident, ne fait qu'aiguiser ses contradictions internes et aggraver la déstabilisation au niveau planétaire. En effet, cette "victoire historique" s'accompagne d'un renforcement de l'oppression intolérable du tiers monde, d'une relance des luttes entre puissances impérialistes et d'une lourde menace de troubles politiques et sociaux et de guerres civiles en Europe de l'Est et en Union soviétique. La fin de l'histoire? Et si c'était seulement le début du combat réellement planétaire où l'impérialisme, avec sa panoplie de technologies de pointe au service d'une barbarie inégalée, devra affronter toute l'humanité civilisée qui, plus que jamais, aspire à la paix, à l'indépendance, au progrès social, à la démocratie populaire et au socialisme?

Les clameurs de victoire du libéralisme sur le marxisme ne sont que de la propagande grossière, disions-nous. Parce que le capitalisme mondial n'a nullement vaincu le marxisme, il a seulement mis au tapis des structures échinées qui n'avaient plus de socialistes que l'étiquette.

En Europe de l'Est et en Union soviétique, nous avons assisté, en 1989-1990, à la défaite historique du révisionnisme. Les adeptes de ce courant qui, sur un parcours de trente-cinq années, ont liquidé tous les principes marxistes-léninistes pour ressusciter les valeurs et les idées bourgeoises, viennent simplement de vivre un passage crucial dans leur croissance: la classe bourgeoise adolescente vient d'atteindre l'âge adulte. Aujourd'hui, il crève les yeux que le révisionnisme au sein du mouvement marxiste, représente bel et bien la bourgeoisie.

Le capitalisme mondial a indiscutablement remporté une bataille contre le peuple travailleur des pays ex-socialistes, mais c'était un peuple sans défense qu'une direction fourbe a dépouillé de ses armes. Le marxisme-léninisme n'a pas été vaincu dans les "révolutions de velours" pour la simple raison qu'il n'était pas engagé dans ces bagarres.

Pour comprendre, d'un point de vue matérialiste et d'un point de vue de classe, la signification réelle des bouleversements à l'Est, il faudra en revenir au marxisme. Et c'est dans une analyse marxiste-léniniste de la catastrophe de velours que, dans le monde entier, les hommes qui se battent contre l'oppression et l'exploitation, pourront puiser une confiance renouvelée dans l'avenir.

Au moment où des réformateurs s'apprêtent à organiser des funérailles d'un faste majestueux, heureux qu'ils sont de pouvoir se débarrasser pour de bon de Lénine, les communistes du monde entier peuvent retrouver un langage commun. La réflexion et l'échange de vue sur les causes idéologiques et politiques de la mort du "socialisme réel", prennent ici toute leur importance. Dans les cinq continents, des communistes ont marché sur des routes parallèles, séparés par une forêt de divergences au point de se perdre de vue: des Philippines au Pérou, certains ne juraient que par Mao Zedong, du Bénin au Brésil, d'autres ne s'inspiraient que d'Enver Hoxha, du Viêt-nam à Cuba, en passant par la Palestine et l'Afrique du Sud, d'autres encore collaient aux enseignements de Léonid Brejnev. Le grand crash à l'Est, qui a révélé un opportunisme d'une force destructrice souvent insoupçonnée, peut contribuer à aplanir nombre de divergences d'antan.

Dans cet ouvrage, nous avons voulu exposer aussi bien la cohérence d'une pensée révolutionnaire que l'évolution de nos réflexions.

La cohérence ne peut être trouvée que dans le combat multiforme, au niveau

mondial, contre l'impérialisme, ce stade suprême de la barbarie technologique. La débâcle à l'Est prouve qu'en face d'un adversaire aussi puissant et impitoyable, le socialisme ne peut se maintenir qu'en tant que dictature des travailleurs contre les exploiters et il ne peut se développer qu'en continuant la lutte des classes contre les anciens et les nouveaux bourgeois. Pour préserver son idéal, sa vitalité et sa pugnacité, le socialisme se doit d'être généreux en se mettant au service de la révolution nationale et démocratique, anti-impérialiste et antiféodale, dans le tiers monde; il y trouve, par ailleurs, ses réserves les plus importantes et son avenir. Et le socialisme ne peut contrer la menace de la dégénérescence interne et défaire la subversion extérieure, qu'en se tenant du côté des forces anticapitalistes et révolutionnaires des pays industrialisés: il y entend un rappel constant de ce qu'une restauration éventuelle implique pour les travailleurs.

L'évolution de la réflexion a son intérêt, puisque les bases idéologiques et politiques de l'Union soviétique ont été secouées, au cours des années 1986–1991, par des tremblements de terre successifs qu'il a fallu mettre en carte. Pour cette raison, chaque chapitre porte en tête la date de sa rédaction.

Le livre s'ouvre sur les espoirs que la nouvelle politique de Gorbatchev a suscités, en 1985–1987, pour le renouvellement du mouvement communiste, après l'hiver brejnévien.

Dans sa première partie, il commence par une réévaluation du Printemps de Prague de 1968, ce prélude lointain de la révolution de velours.

Il se poursuit avec la description du rétablissement intégral du capitalisme dont la première a été jouée en Pologne et en Hongrie.

La victoire de la contre-révolution pacifique dans ce dernier pays, nous amène à jeter un nouveau regard sur la lutte des classes et la répression en Hongrie au cours des années 1945–1953, puis pendant et après l'insurrection armée de Budapest en 1956.

Les affrontements politiques violents qui ont bouleversé la Roumanie, fin 1989 — début 1990, permettent d'approfondir l'analyse des mécanismes de la lutte des classes sous le socialisme.

Dans sa seconde partie, l'ouvrage aborde l'effondrement du socialisme en Union soviétique.

Fin 1989, la conclusion s'impose que deux années de glasnost ont poussé l'Union soviétique au bord du gouffre. Au nom de l'antistalinisme, toutes les conceptions socialistes sont mises au rebut et, au nom des valeurs universelles, l'idéologie libérale fait sa rentrée. Au moment où les nationalismes bourgeois se déchaînent et menacent l'Union soviétique d'éclatement, le

pays se rapproche de l'Occident et orchestre, comme preuve de ses bonnes intentions, des coups d'Etat de facture libérale en Europe de l'Est.

Début 1991, le XXVIIIe Congrès du PCUS apparaît comme celui de la rupture et de la restauration du capitalisme. La glasnost a préparé les esprits au capitalisme en bouleversant toutes les conceptions politiques. Ainsi, le XXVIIIe Congrès a pu transmuter le parti communiste en parti social-démocrate et transformer les structures politiques soviétiques sur le modèle occidental. La crise politique et économique est devenue inextricable, aggravée encore par la guerre entre la bourgeoisie libérale pro-occidentale, autour d'Eltsine et Landsbergis, d'un côté, et les partisans d'une économie capitaliste mixte et d'un pouvoir central fort, autour de Gorbatchev, de l'autre. La politique extérieure s'insère de plus en plus nettement dans la logique du capitalisme mondial.

Bruxelles, le 6 avril 1991.

En guise d'introduction

Septembre 1987. L'espoir à l'Est?

Le 25 octobre 1987, dans le monde entier, des hommes vont fêter le soixante-dixième anniversaire de la révolution soviétique. Aucune date de l'histoire des cinq continents n'est comparable à ce 25 octobre: il marque la destruction du pouvoir séculaire des classes exploiteuses, des propriétaires fonciers et des grands capitalistes, et la naissance du pouvoir des ouvriers et des paysans pauvres, dans un grand pays euro-asiatique. Ouvrant la voie au socialisme sur le vieux continent, la révolution soviétique a jeté en même temps un pont vers le mouvement de libération des colonies: les provinces asiatiques de Russie étaient une partie du tiers monde, annexée par les tsars. Le 1er octobre 1949, la révolution soviétique trouva son prolongement dans la révolution chinoise, annonciatrice de la libération du monde colonisé.

Au lendemain de la Révolution d'octobre, la production industrielle de l'URSS était négligeable. A l'heure actuelle, un tiers de la population mondiale se réclame de la voie de Lénine et réalise 40 pour cent de la production industrielle mondiale.

Et pourtant, contrairement aux apparences, ce soixante-dixième anniversaire ne sera pas l'occasion de ressasser les clichés-vrais sur les victoires acquises dans des luttes héroïques, sur les trahisons abominables des déviationnistes divers et sur le cours irréversible de l'histoire. C'est que nous nous trouvons agressés par une multitude d'impressions bizarres et ambiguës, par une pléiade de questions et d'interrogations qui restent sans réponse.

Ouvrir un débat périlleux.

Il y a cinq ans, Reagan nous transmettait ses visions cauchemardesques de ces troupes de chars soviétiques se ruant vers l'Atlantique, de cette pluie de SS-20 ravageant nos villes. Demain, le pouvoir satanique de Brejnev déclencherait l'attaque finale. Or, aujourd'hui, Gorbatchev est devenu la vedette numéro un en Allemagne de l'Ouest, le bastion traditionnel de l'anti-communisme intégriste. Un étrange vent de sympathie pour le communisme souffle sur nos rues. Terrorisée par la crainte d'une guerre nucléaire en Europe, la jeunesse se réjouit des propositions de paix téméraires que Gorbatchev lance sans répit. On disait l'Union soviétique fermée, terne, maussade et taciturne, nous y voyons éclore des bouquets d'opinions contradictoires, les discussions se suivent à un rythme endiablé. L'Afghanistan était la preuve la plus palpable de la nature expansionniste des tsars rouges; Gorbatchev fait comprendre que la présence de ses troupes en Afghanistan le

gêne et qu'il y mettra bientôt fin. Alors, que se passe-t-il en Union soviétique?

Il ne s'y passe rien. A l'Est, rien de nouveau. C'est ce que prétendent certains experts de l'OTAN, pour qui tout ce cinéma n'est qu'une campagne d'intoxication, un stratagème pour déjouer notre vigilance. Gorbatchev modernise l'empire communiste pour le rendre plus énergique à l'attaque.

Mais il y a aussi pas mal de révolutionnaires qui se méfient du trompe-l'œil de la transparence. Gorbatchev est un révisionniste comme les autres, et si le discours est plus fleuri et plus feutré, tant l'oppression intérieure que l'expansion extérieure persistent.

Peut-être. Mais il reste cette suite de constats qui cadrent mal dans l'analyse que le Parti communiste chinois et le Parti du Travail albanais ont présentée, au cours des années soixante, de la dégénérescence en URSS.

Voici, en résumé, leurs positions, qui furent partagées par une partie notable des forces révolutionnaires de par le monde.

En Union soviétique, le coup d'Etat de Khrouchtchev a marqué la prise de pouvoir par une nouvelle grande-bourgeoisie, constituée de hauts fonctionnaires du Parti et de l'Etat, qui possèdent de facto les moyens de production et qui s'approprient la plus-value créée par les travailleurs. L'Etat soviétique est un capitaliste collectif. Le capitalisme d'Etat est le stade suprême de la concentration capitaliste. L'URSS connaît un régime d'oppression généralisée et de social-fascisme. Ceux qui osent critiquer la nouvelle bourgeoisie et revendiquer leurs droits démocratiques, sont accusés d'activité anti-soviétique et de subversion.

Le social-impérialisme a repris la vieille politique tsariste d'oppression des minorités nationales et d'expansion. Il exerce une domination coloniale en Europe de l'Est, à Cuba, au Viêt-nam et dans d'autres pays du tiers monde. Dernière venue sur la scène mondiale, cette nouvelle puissance impérialiste doit miser sur ses moyens militaires pour se tailler une place sous le soleil, ce qui la rend particulièrement agressive et dangereuse. Le militarisme soviétique prépare le peuple à des guerres d'agression pour la domination de l'Europe et du monde entier.

Pour avoir partagé cette analyse pendant vingt ans et l'avoir défendue avec acharnement, nous avouons notre trouble devant certaines observations.

Il fut un temps où Mao critiquait les réformes économiques entreprises par Khrouchtchev, réformes qui sont aujourd'hui reprises et amplifiées par Deng Xiaoping. Deng avait l'habitude de fulminer contre "la superpuissance la plus perfide", à quoi Brejnev répondait par une tirade contre "la Chine, alliée de

l'impérialisme américain et de toute la réaction mondiale". Aujourd'hui, l'Union soviétique et la Chine s'acheminent vers la réconciliation. Qui s'était trompé dans le passé et sur quels points? Et qui se trompe aujourd'hui?

A l'époque, nous avons compilé des centaines de preuves de l'orientation agressive imprimée aux armées soviétiques. "Comme résultat de l'emploi d'armes nucléaires, écrit le colonel Tonkikh, des brèches conséquentes seront ouvertes dans les défenses antichar, qui devront être exploitées par des unités et des sous-unités attaquant dans un mouvement rapide de l'avant."¹ Et il y en avait de meilleures. Aujourd'hui, Gorbatchev démantèle ses SS-20, il s'apprête à quitter l'Afghanistan, il desserre les vis en Europe de l'Est. Comment expliquer?

On parlait d'implacable répression sociale-fasciste sous Brejnev. Une des principales victimes, l'académicien Sakharov, devient aujourd'hui l'allié et l'ami du nouveau secrétaire général. C'est comme si Hassan II sortait Abraham Serfaty de la prison de Kenitra pour en faire son confident. Qui pourrait comprendre?

Ces constats mènent à la conclusion que certaines des affirmations précitées sont devenues intenable, parce que fausses ou unilatérales. Nous pensions que la nature de classe de l'Union soviétique la condamnait à s'enfoncer, poussée par une logique interne aveugle, dans la voie du militarisme et de la répression. Or, nous assistons à des changements d'orientation brusques, profonds et, pour nous, tout à fait inattendus. L'Etat et le Parti soviétiques sont des phénomènes plus compliqués que nous ne l'avions pensé. Celui qui veut servir le mouvement révolutionnaire dans le monde, ne peut pas se cramponner à d'anciennes thèses qui, manifestement, ne suffisent pas à cerner la complexité de la réalité. Il faut donc réétudier la question pour faire rentrer dans le tableau les changements que nous voyons se produire en Union soviétique.

Mais si, aux yeux de certains, rien de significatif n'a changé en URSS, d'autres estiment que nous assistons à un bouleversement total de grande signification historique pour l'avenir du socialisme. Gorbatchev rend son véritable visage humain au communisme. Au fond, l'Union soviétique n'a jamais cessé d'être socialiste et tous ceux qui ont gravement dénigré et insulté la patrie du socialisme, doivent battre leur mea-coulpa. Après ce retournement déchirant, nous avons vu un ami, ancien combattant de la cause afghane, pleurer de remords et passer au Parti communiste belge pour y faire pénitence.

C'est dire que le débat, devenu incontournable, est périlleux. Il importe donc de bien peser les termes dans lesquels il sera posé. Pour ne pas nous perdre dans une fuite en avant inconsidérée, pour ne pas nous tromper de bataille,

pour ne pas nous aventurer en Sibérie sans boussole, essayons de résumer les leçons que nous retenons de soixante-dix années de luttes révolutionnaires et de déviations opportunistes en Union soviétique.

Carnages impérialistes, chimères "socialistes".

A la fin du dix-neuvième siècle, le capitalisme européen a su se préserver de la montée du mouvement ouvrier révolutionnaire, en colonisant et en exploitant l'Asie et l'Afrique. Les partis socialistes ont soutenu ces conquêtes coloniales, dont Bernstein, le fameux réformiste allemand, s'est fait l'apôtre. En 1914, ces partis ont soutenu "leurs" capitalistes nationaux qui se lancèrent dans une guerre mondiale des plus criminelles pour un nouveau partage des colonies. En Russie, les mencheviks, ces frères de nos réformistes, ont soutenu l'effort de guerre entrepris d'abord par le tsarisme, puis, après la révolution de février 1917, par la grande-bourgeoisie.

Alors qu'ils comptaient déjà plus de deux millions de morts dans leurs rangs, les ouvriers, les paysans et les soldats ont renversé, le 25 octobre 1917, le gouvernement provisoire à participation menchevik, pour réaliser les deux conditions de leur survie: la fin de la guerre criminelle et la remise de la terre aux paysans. Dès le lendemain, le 26 octobre, les mencheviks et leurs alliés dénonçaient "l'esclavage" qu'apporteraient les bolcheviks, c'est-à-dire les communistes qui entouraient Lénine...²

Pour écraser la première République socialiste au monde, les réactionnaires anglais, français, japonais et tchécoslovaques y envoyèrent des troupes d'intervention. Ils s'appuyaient sur les troupes tsaristes regroupées autour des généraux Koltchak, Denikine, Alexeiev. Cette fine fleur de la réaction internationale reçut le soutien de toutes les tendances du prétendu "socialisme démocratique": Plekhanov, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les populistes.³ Dès décembre 1917, les mencheviks fulminèrent contre "la dictature bolchevique" s'appuyant sur un "régime arbitraire, terroriste".⁴ La Russie n'étant pas mûre pour le socialisme, les mencheviks dénonçaient une politique "qui est objectivement réactionnaire", une politique "d'anarchisme paysan". Les bolcheviks formaient, selon les termes de Vera Zassoulitch, célèbre dirigeante menchevique, une "nouvelle autocratie" contre laquelle Potressov, autre grand menchevik, en appelait à "une intervention internationale"...⁵

Le socialisme dans un seul pays.

Après la mort de Lénine, le parti bolchevik, sous la direction de Staline, a réalisé une tâche impossible. Débarrassant le pays des exploiters capitalistes, dans une situation de ruine totale provoquée par la guerre mondiale et les interventions étrangères, les ouvriers et les paysans ont mené à bonne

fin l'industrialisation de l'Union soviétique et la collectivisation de son agriculture.

Depuis le seizième siècle, l'accumulation du capital en Europe occidentale a été réalisée par la spoliation éhontée de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie. L'Union soviétique a accompli son industrialisation en comptant uniquement sur les forces de ses ouvriers, paysans et techniciens: dans sa grande majorité, le peuple soviétique a accepté des sacrifices inouïs pour jeter les bases d'une économie socialiste indépendante. Le peuple vivait dans des conditions extrêmement dures, mais il faisait preuve d'un enthousiasme et d'un dévouement sans précédent dans l'histoire: les travailleurs étaient conscients que, pour la première fois, ils œuvraient à la réalisation de leurs intérêts propres et non à l'enrichissement d'une classe exploiteuse.

A la campagne, deux voies s'offraient. On pouvait développer la production grâce à l'émergence d'une classe de paysans riches disposant de moyens de production privés ou on pouvait moderniser l'agriculture par la collectivisation. Il n'y avait guère de choix: le développement capitaliste à la campagne aurait submergé et balayé le pouvoir socialiste. Les paysans riches ont organisé de nombreuses insurrections contre le pouvoir soviétique; ils ont reçu un appui multiforme de la part des impérialistes et des réactionnaires tsaristes. La résistance acharnée des classes exploiteuses a rendu la collectivisation fort complexe, pénible et coûteuse.

En plus, les bolcheviks ont été obligés de réaliser l'industrialisation et la collectivisation à une allure forcée: en 1931, face à la montée du fascisme, Joseph Staline déclara que l'Union soviétique disposait de dix ans pour rattraper l'Europe occidentale...

Bien sûr, des erreurs ont été commises en ce qui concerne les rythmes et les méthodes avec lesquels certaines transformations ont été introduites. Mais pouvait-il en être autrement au cours d'une entreprise tellement gigantesque, accomplie pour la première fois dans l'histoire?

Les socialistes de droite, en Europe, se plaisaient à écrire des articles haineux contre "les massacres de paysans" et contre "la collectivisation par la terreur". Ils prenaient bien soin de ne point mentionner comment toute la vieille société occidentale se démenait pour susciter et soutenir les insurrections des paysans riches.

En 1917 déjà, Plekhanov, le patriarche des mencheviks, avait prédit l'effondrement du régime bolchevique à cause de l'impossibilité d'introduire le socialisme dans un pays arriéré à majorité paysanne.⁶ Les socialistes de droite en Europe avaient repris ces prophéties. Trotski ajoutait sa voix à ce chœur. Or, à la fin des années trente, l'exploit était accompli: l'Union soviétique

avait réalisé pour l'essentiel son industrialisation socialiste et pouvait désormais tenir tête à l'agressivité impérialiste.

Face à la terreur coloniale et fasciste.

Les réalisations du premier pays socialiste au cours des années 20-30 ne peuvent être estimées à leur juste valeur qu'en comparaison avec le développement du monde capitaliste "avancé". Pendant les années 20 et 30, l'Europe "démocratique" s'est nourrie en grande partie grâce à l'exploitation effrénée de centaines de millions de paysans et d'ouvriers dans les colonies. Travaux forcés, cultures obligatoires, salaires de famine et, pour ceux qui se révoltaient, d'impitoyables tueries. Ryckmans, le gouverneur général du Congo belge disait en 1946: "Le niveau de vie de nos indigènes des villages est inférieur au minimum vital. La limite est atteinte".⁷ Les socialistes de droite, si alertes pour déceler "la terreur" contre les paysans riches en Union soviétique, feignaient l'aveuglement devant la terreur autrement plus implacable que subissaient des peuples entiers du tiers monde. Que l'on compare les durs sacrifices consentis par les travailleurs soviétiques, pour construire leur propre avenir socialiste, aux sacrifices inhumains imposés par la force brutale aux paysans et ouvriers africains et asiatiques, au seul profit des puissances colonisatrices étrangères. Que l'on compare la répression en Union soviétique, exercée pour la première fois de l'histoire dans l'intérêt des masses populaires pour mater les classes exploiteuses, à la terreur imposée aux travailleurs du tiers monde pour enrichir démesurément le capital financier occidental.

A partir de 1933, les efforts du parti et du peuple de l'Union soviétique ont été tendus à l'extrême dans le combat pour l'industrialisation et la défense contre la menace fasciste.

A mesure que se rapprochaient les nuages de la guerre mondiale, l'activité antisoviétique des réactionnaires et des services secrets nazis s'intensifiait. Dans ces circonstances, Staline et la direction du parti ont organisé une épuration au cours de laquelle de nombreux agents secrets et éléments antisoviétiques incorrigibles ont été frappés. Mais en même temps des milliers de communistes ont été injustement accusés et exécutés. Les succès dans l'édification, ainsi que la confiance inébranlable des masses les plus pauvres dans le parti communiste, avaient créé un climat dans lequel il était de plus en plus difficile de s'opposer aux infractions au centralisme démocratique et à certaines décisions arbitraires dont Staline se rendait coupable. Sur 1.966 délégués au XVIIe congrès du Parti bolchevik de 1934, on a compté 1.108 condamnés et un grand nombre d'exécutions. Comme des centaines d'autres, Eïkhe, membre suppléant du Politburo, déclara, avant d'être fusillé:

"Je mourrai en croyant à la justesse de la politique du Parti comme je l'ai cru durant toute ma vie."⁸ Staline et les dirigeants du parti estimaient que leurs mesures extrêmes étaient nécessaires pour maintenir la pureté et la fermeté du parti en prévision des batailles impitoyables contre les nazis.

Tous les fanatiques du colonialisme et les fervents du fascisme en Europe se sont immédiatement servis de certaines erreurs du pouvoir bolchevique pour essayer de miner la confiance des masses dans la cause communiste. Mais il ne faut pas oublier qu'en Union soviétique, ce sont essentiellement des communistes qui ont été victimes des erreurs d'autres communistes. Le général Gorbatov, condamné à quinze ans de prison, a connu la déportation en Sibérie. Libéré au début de la guerre, il devint un des héros de l'Armée rouge.⁹ Sans les dizaines de milliers de Gorbatov, victimes d'injustices mais restés fidèles à l'idéal bolchevique, l'Union soviétique n'aurait pas pu vaincre le monstre nazi.

Les erreurs, commises par Staline et la direction, n'ont pas altéré le caractère révolutionnaire du Parti, qui s'est acquitté de façon admirable de ses devoirs historiques et internationalistes au cours de la guerre antifasciste.

On peut y ajouter que l'Union soviétique n'a connu qu'un nombre infinie de traîtres parmi ses cadres. En Europe occidentale occupée, les partis de tendance catholique et libérale ont vu le gros de leurs cadres rejoindre les organisations fascistes ou pactiser avec Hitler. De nombreux dirigeants des partis socialistes allemand, français, belge ont suivi une politique d'apaisement vis-à-vis des fascistes, pour entrer, par la suite, au début de la guerre, dans la collaboration. Le président du Parti socialiste belge, Henri De Man, a salué l'arrivée de l'armée hitlérienne en Belgique comme une "délivrance".¹⁰ Cet homme avait, bien sûr, dénoncé dans les termes les plus exaltés, la répression stalinienne démentielle...

Stalingrad, le symbole.

De juin 1941 au début 1943, l'Union soviétique a porté, pratiquement seule, le poids de la guerre antihitlérienne. L'Armée rouge a livré la plupart des batailles stratégiques qui ont mené à la destruction des armées nazies. En même temps, les partis communistes ont été à l'avant-garde de la résistance armée antifasciste, et ce, de la Chine, en passant par la Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce, jusqu'en Italie, en France et en Belgique.

Les cadres et les membres du parti bolchevik ont fait preuve d'un héroïsme et d'une fidélité à la cause communiste qui ont forcé l'admiration des démocrates du monde entier. L'Armée rouge a joué un rôle essentiel dans la liquidation des forces fascistes dans les pays d'Europe de l'Est et ses combats victorieux ont facilité les luttes des peuples chinois, vietnamien et coréen pour

la libération nationale et le socialisme. Ainsi, l'Union soviétique, sous Staline, a contribué largement, dans les conditions historiques de la guerre antifasciste, à la réalisation de la révolution socialiste dans onze pays d'Europe et d'Asie. Ce sont là des victoires bien réelles, remportées, au cours de batailles de classe des plus âpres, par des centaines de millions d'hommes, sous la direction des partis communistes. Des victoires payées par le sang de 37 millions de morts, rien qu'en Union soviétique, en Chine, en Pologne et en Yougoslavie.

A l'issue de la guerre, Staline a pu dire à juste titre: "Notre victoire signifie avant tout que c'est notre régime social soviétique qui a triomphé. On sait que la presse étrangère a affirmé que le régime soviétique n'était qu'un 'château de cartes', sans racines dans la vie et imposé au peuple par les organes de la Tchéka. La guerre a montré que le régime social soviétique est un régime véritablement populaire, issu des profondeurs du peuple et bénéficiant de son puissant appui. Peut-on affirmer qu'au seuil de la Deuxième Guerre mondiale, notre pays disposait déjà d'un minimum de ressources matérielles indispensables pour pourvoir, dans l'essentiel, à ses besoins? Je pense qu'on peut l'affirmer. Il avait fallu pour préparer cette immense œuvre, l'exécution de trois plans quinquennaux. Force est de reconnaître que treize ans est un délai excessivement court pour accomplir une œuvre aussi immense. Au moyen de quelle politique le Parti communiste a-t-il pu assurer ces ressources matérielles à son pays, en un temps aussi réduit? Tout d'abord au moyen de la politique soviétique de l'industrialisation du pays. En second lieu au moyen de la politique de la collectivisation agricole."¹¹

Combien pitoyables apparaissent, face aux réalisations des bolcheviks, dirigés par Staline, les analyses d'avant-guerre d'un Trotski, dénonçant le "rôle cyniquement contre-révolutionnaire" de l'Internationale communiste et "son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois!"¹² Combien écoeurants sont ses appels de 1938 au "soulèvement" et "à l'insurrection" contre "la clique bonapartiste de Staline".¹³ Combien son "analyse" pêche-t-elle par mauvaise foi et aveuglement lorsqu'il écrit, en 1938: "L'appareil politique de Staline ne se distingue en rien de celui des pays fascistes, sinon par une plus grande frénésie".¹⁴ Combien ses prophéties prennent-elles un ton farfelu, lorsqu'il prédit la défaite inévitable de l'URSS en cas de guerre avec l'Allemagne nazie. Combien risibles sont ses affirmations selon lesquelles au cours de la guerre mondiale à venir, des "millions de gens" rejoindraient l'organisation trotskiste et que les Internationales communiste et socialiste s'effondreraient: "Leur effondrement sera la condition indispensable d'un franc mouvement révolutionnaire conduit par la Quatrième Internationale"...¹⁵

Continuant sur cette lancée, un des principaux collaborateurs de Trotski, James Burnham, déclarera que Staline et Hitler étaient deux "dictateurs totalitaires", et que les masses soviétiques subissaient "l'exploitation au profit d'une nouvelle classe, basée sur la possession de l'économie par l'Etat".¹⁶ Burnham se sépara en 1940 de Trotski pour devenir un idéologue renommé de l'impérialisme américain. Après la victoire de l'Armée rouge en 1945, toute la haine des fascistes et de l'extrême droite internationale se concentra sur le nom de Staline. La nouvelle puissance impérialiste dominante, les Etats-Unis, ne rencontraient dans leur politique d'hégémonie mondiale qu'un seul adversaire de taille: l'Union soviétique et le mouvement communiste international. Frénétiquement, la machine de propagande américaine dénonçait "le capitalisme d'Etat soviétique" et le "totalitarisme stalinien, successeur du totalitarisme hitlérien. Et le principal idéologue de la guerre froide, ainsi lancée, était... l'ancien lieutenant de Trotski, James Burnham.

L'existence même de l'Union soviétique construisant le socialisme dans les années 20 et 30, et la guerre antifasciste qu'elle a menée, ont été des facteurs déterminants pour le développement de la révolution nationale et démocratique dans le tiers monde.

En envisageant les grandes forces sociales à l'œuvre à l'échelle mondiale, au cours de la première moitié du vingtième siècle, il est clair que toutes les forces révolutionnaires devaient se tenir fermement du côté de l'Union soviétique de Lénine et de Staline contre le monde impérialiste, du côté du mouvement communiste international contre les différents courants bourgeois et opportunistes. Mais il importe aussi que le mouvement tire des leçons des erreurs commises. Les communistes doivent s'en tenir aux principes et oser critiquer toutes les erreurs, les fautes ou même les crimes qui peuvent se produire au sein de leur mouvement. Ces critiques, pour être révolutionnaires, doivent renforcer la combativité du mouvement communiste, améliorer ses liens avec les masses et rendre plus solide son unité dans la lutte. En critiquant courageusement ce qu'il croit être une erreur, un communiste ne doit jamais s'écarter de son devoir fondamental de solidarité avec les pays socialistes, avec le mouvement communiste international et avec les mouvements de libération nationale.

Le pseudo-communisme.

Dans un document publié en 1964, "Le pseudo-communisme de Khrouchtchev", le Parti communiste chinois avançait la thèse que le coup d'Etat de Khrouchtchev en Union soviétique, a marqué la prise du pouvoir par une nouvelle bourgeoisie. C'est un document remarquable qui a exercé une forte influence sur le mouvement révolutionnaire mondial. Mais aujourd'hui,

d'hui nous pouvons formuler quatre observations à son propos.

D'abord, Khrouchtchev s'est effectivement comporté comme un plagiaire peu imaginatif des vieux écrits enflammés que mencheviks et trotskistes avaient lancés contre les bolcheviks. Il a pondu un nombre de thèses fumeuses contre lesquelles, à juste titre, le Parti chinois en appelait aux principes formulés par Marx et Lénine.

En Union soviétique, Khrouchtchev convoqua, en 1956, le vingtième congrès du PCUS. Il y présenta son rapport secret contre Staline, une attaque-surprise qui prenait de court, tant les dirigeants du parti soviétique que les autres partis communistes. Il mêla des critiques justifiées à l'adresse de Staline à des attaques haineuses et irresponsables contre l'ensemble de son œuvre. Dulles, qui dirigeait à l'époque la CIA, n'a pas raté l'occasion: le rapport de Khrouchtchev lui fournit la matière première de la campagne anticomuniste la plus virulente et la plus efficace jamais entreprise par son service. Faire de l'anticommunisme depuis quarante ans est méritoire, mais quelle aubaine de voir toute une brochette de ses affirmations reprises par le pape du mouvement communiste international!

Khrouchtchev a emboîté le pas aux scribouillards du Readers Digest en taxant Staline de "fou", de "pervers" et de "despote pris de vertige" et en inventant de toutes pièces des attaques grotesques du genre: "Staline dressait ses plans (durant la guerre) en utilisant un globe terrestre".¹⁷

Rappelons aussi ses deux idées fondamentales qui expriment bien son approche opportuniste de la réalité soviétique: "Après avoir assuré la victoire totale et définitive du socialisme et le passage de la société à la construction en grand du communisme, la dictature du prolétariat a cessé d'être une nécessité en URSS. L'Etat, qui a surgi comme Etat de la dictature du prolétariat, s'est converti à l'étape actuelle en Etat de tout le peuple."¹⁸ "Le parti communiste, qui s'est formé en tant que parti de la classe ouvrière, est devenu le parti du peuple tout entier".¹⁹

L'absence d'un style scientifique chez Khrouchtchev s'exprime dans sa prévision qu'en 1980, l'Union soviétique "aura construit, dans les grandes lignes, la société communiste, (...) société sans classes, suppression des différences essentielles entre la ville et le village".²⁰

Au sein du mouvement communiste international, Khrouchtchev prôna le "passage pacifique" au socialisme, offrant ainsi des munitions de choix aux réformistes qui, en Europe occidentale, livrent, depuis 1917, une guerre en règle contre les communistes.

Khrouchtchev encouragea d'une main lourde les orientations réformistes

prises par certains partis. "La classe ouvrière peut conquérir une solide majorité au parlement, le transformer, d'instrument au service des intérêts de la classe bourgeoise, en instrument au service du peuple travailleur, déployer largement la lutte extraparlamentaire des masses, briser la résistance des forces de la réaction et créer des conditions nécessaires à l'accomplissement pacifique de la révolution socialiste".²¹

Dans le même esprit, Khrouchtchev s'opposa, en général, à la lutte armée dans les pays du tiers monde et y poussa à la scission des organisations révolutionnaires.

Khrouchtchev exigea que les autres partis communistes acceptent sa ligne et notamment "les décisions du XXe congrès".²² "L'unité véritable des partis communistes ne peut se faire en passant sous silence la ligne vicieuse de la direction albanaise."²³ Khrouchtchev prévint "une économie communiste mondiale gérée par les travailleurs d'après un plan unique"²⁴... mais déchira tous les accords avec la Chine et l'Albanie lorsque celles-ci refusèrent de s'incliner.

Nuançons...

Mais il faut dire aussi que certaines positions extravagantes de Khrouchtchev furent contrebalancées par d'autres affirmations, qu'elles ne reflétèrent pas toujours la pratique sociale du PCUS et que certains courants du parti les contestèrent.

La négation des mérites de Staline par Khrouchtchev a soulevé, en Union soviétique, de grandes controverses. Dans ses mémoires publiées en 1969, le maréchal Joukov, chef d'état-major général pendant la guerre antifasciste, livre une description objective des mérites historiques de Staline à la tête des armées soviétiques, sans, pour autant, passer sous silence certaines erreurs.²⁵

L'Union soviétique, naviguant sous les drapeaux du "Parti du peuple tout entier" et de "l'Etat de tout le peuple", doit pourtant, contre toute logique, livrer d'âpres batailles contre des forces hostiles intérieures et extérieures. De façon embrouillée, on dira que "l'Etat du peuple tout entier" doit faire face à des luttes de classes exacerbées..."En rapport avec tel ou tel changement de la conjoncture intérieure ou extérieure, pendant certaines périodes, la lutte de classe peut s'exacerber."²⁶

Ensuite, après avoir causé de grands torts pendant de longues années, bon nombre des positions de Khrouchtchev ont été abandonnées par le parti soviétique: ses promesses chimériques d'un communisme intégral pour l'année quatre-vingt, son rêve

de "la consolidation de la paix" grâce à "l'établissement de relations d'amitié durable" avec les Etats-Unis.²⁷

Et finalement, il faut reconnaître que le Parti communiste chinois s'est manifestement trompé dans nombre de ses critiques économiques contre la ligne du PCUS sous Khrouchtchev. Les méthodes de gestion économique adoptées du temps de Staline ont été, certes, très efficaces pour jeter les bases d'une industrie nationale indépendante. Mais est-ce que les mêmes méthodes convenaient pour passer d'un développement extensif à un développement intensif, basé sur l'intégration accélérée des acquis scientifiques et technologiques dans la production? Le document chinois passe à côté des problèmes réels soulevés par le PCUS: le centralisme exagéré, les méthodes administratives pour diriger la production, le bas niveau de la productivité, de l'efficacité et de la qualité. Le texte du Parti communiste chinois critique mal à propos les "stimulants matériels" dont l'utilisation complémentaire à l'éducation politique a toujours été prônée par Lénine et Staline. Plus loin, nous lisons: "Khrouchtchev a sapé l'économie socialiste planifiée, appliqué le principe du profit capitaliste, développé la libre concurrence capitaliste et détruit la propriété socialiste du peuple tout entier."²⁸

Sans analyse concrète des difficultés réelles de l'URSS et des mesures proposées, ces critiques sont dogmatiques et déplacées. On a des raisons de croire que la portée de la planification en URSS était exagérée, que les lacunes de la gestion entraînaient des pertes injustifiables et que l'introduction de certaines formes de concurrence socialiste entre les entreprises pouvait aider à éliminer les produits de mauvaise qualité et démodés.

Le texte du Parti communiste chinois contient en plus cette position fondamentale: "La ligne adoptée par Khrouchtchev est révisionniste à cent pour cent."²⁹ Une telle affirmation peut entraîner toutes sortes d'exagérations gauchistes puisqu'elle dispense de l'effort de distinguer le faux du vrai dans les positions du PCUS.

Bref passage sur un long hiver.

Puis, vint le long hiver sous Brejnev.

Arrogance dominatrice en politique extérieure.

Avec des moyens économiques beaucoup plus faibles que les Etats-Unis, l'Union soviétique atteindra la parité militaire avec la superpuissance américaine. Et la production d'articles de consommation s'enlisera dans la médiocrité...

La Tchécoslovaquie agressée et occupée sous le drapeau de la "souveraineté limitée". La Chine, traitée de tous les noms, doit faire face, en 1969, à une

menace militaire, conventionnelle et nucléaire. Aventurisme dans le tiers monde. Brejnev soutient le "socialisme" de Siad Barre en Somalie, puis change de camp et embrasse les putschistes qui viennent de réussir un coup d'Etat en Ethiopie. Mengistu fabriquera désormais "du socialisme" et Brejnev lui procurera les armes nécessaires pour d'interminables guerres internes. Encouragé et poussé par l'Union soviétique, le Viêt Nam enverra deux cent mille de ses soldats régler les affaires intérieures du Kampuchea: il y laissera son prestige, son crédit politique, sa crédibilité et ses ressources, tellement nécessaires pour le redressement économique. Puis, vint l'expédition en Afghanistan. Des centaines de milliers de morts lors des pacifications.

Parasitisme et sclérose en politique intérieure. Hôpitaux psychiatriques pour les contestataires. Militarisation de la jeunesse. Un marxisme rituel qui secrète l'ennui.

Puis il y eut l'étoile Gorbatchev.

Dans ce désert idéologique a surgi le camarade Gorbatchev. Il est passé tel un ouragan sur un pays en état de léthargie, secouant toutes les consciences endormies.

Sous Brejnev, cela va sans dire, l'Union soviétique volait de victoire en victoire, au-devant d'un avenir toujours plus radieux. Gorbatchev, lui, en a assez de ces victoires qui ne font que rapprocher la débâcle finale. Le triomphalisme, dit Gorbatchev, crée "un climat de quiétude, de permissivité et d'impunité"³⁰ qui corrompt toute l'activité du parti. Il faut que les communistes cessent de "rabâcher des lieux communs", il faut qu'ils posent des "actes pratiques", fassent preuve d'ouverture d'esprit et de modestie et pratiquent la critique et l'autocritique.³¹ Contre la vantardise d'un Khrouchtchev et l'aveuglement infatué d'un Brejnev, Gorbatchev veut un parti "affranchi du complexe d'infailibilité (qui) regarde d'un œil critique les résultats obtenus".³² Les litanies pseudo-marxistes de Brejnev grondent dans les oreilles comme les hurlements lugubres des rites sacrés tibétains. Gorbi en a assez: "La scolastique, le byzantinisme et le dogmatisme ont toujours été des entraves à un accroissement véritable du savoir. Les seuls courants scientifiques valables sont ceux qui partent de la pratique et y retournent, enrichis par des synthèses profondes et des recommandations pertinentes."³³ Sous Brejnev, l'idéologie socialiste n'était plus une arme pour les combats de la vie, elle était atrophiée, réduite à un rituel sclérosé: "Des conceptions simplifiées du communisme, toutes sortes de prédictions et de jugements abstraits ont eu droit de cité. Cela entamait à son tour l'importance historique du socialisme, affaiblissait l'impact de l'idéologie socialiste."³⁴

Certains idéologues soviétiques s'occupaient "de recherches scolastiques qui n'affectaient pas les intérêts de qui que ce soit."³⁵ "Les graves insuffisances dans l'éducation idéologique et politique étaient marquées par des campagnes d'apparat et par la célébration de nombreux anniversaires."³⁶ Voilà ce que Gorbatchev pense de l'idéologie invincible de l'immortel Léonid Brejnev.

Et comment celle-ci se traduit-elle dans la politique concrète? "Les tendances conservatrices, l'inertie, le désir de contourner tout ce qui n'entre pas dans les schémas habituels, le refus de résoudre les problèmes économiques et sociaux ont pris le dessus quand il s'agissait de définir la politique et d'agir concrètement. Les organes dirigeants du Parti et de l'Etat en portent la responsabilité."³⁷ Il n'y a plus de mobilisation ni de conscientisation des masses, l'heure Brejnev s'est arrêtée sur le diptyque commander-obéir. "Le style technocratique de la 'pression administrative' a causé un grave préjudice à la cause du Parti".³⁸ Pire: "Pendant de longues années, des dirigeants qui n'assuraient pas l'accomplissement des tâches assignées, ont été aux commandes de plusieurs branches (de l'économie)."³⁹

Faut-il s'étonner que certains bureaucrates se soient comportés en véritables tyranneaux? "Certains camarades ont commencé à considérer les organes éligibles comme un fardeau, cause de difficultés et de servitudes."⁴⁰ Et Gorbatchev de dénoncer "l'intransigeance de certains dirigeants envers les actions et les réflexions indépendantes de leurs subalternes".⁴¹

Or, il est impossible de mobiliser les masses travailleuses au combat conscient pour un avenir socialiste, sans mettre en pratique une réelle démocratie socialiste. "Sans large information, il ne peut y avoir de démocratie, de créativité politique des masses, de participation de celles-ci à la gestion. C'est, pour ainsi dire, la condition pour amener des dizaines de millions d'ouvriers, de kolkhoziens et d'intellectuels à considérer leurs tâches avec une attitude d'homme d'Etat et un sens des responsabilités, c'est le point de départ d'une refonte psychologique de nos cadres."⁴²

Les tares qui fleurissent sur ce fumier du bureaucratisme et de l'autoritarisme, ont pour noms: "revenus illicites", "primes sans fondement aucun", "parasitisme", "recherche du gain par tous les moyens", "détournements de fonds, malversations, faux en écriture", "escroqueries, dilapidations, concussions".⁴³

Et après avoir fait l'inventaire de toutes ces infirmités idéologiques et politiques qui amoindrissent le parti, Gorbatchev soupire: "Les causes des problèmes accumulés dans la société sont plus profondes que nous ne l'imaginons".⁴⁴

Le pourrissement dans ce système nerveux du socialisme que constitue le travail politique et idéologique, a provoqué la stagnation économique. Gorbatchev dénonce "l'inertie, l'immobilisme des formes et des méthodes de gestion, la baisse du dynamisme dans le travail, la montée de la bureaucratie, (...) (les) phénomènes de stagnation".⁴⁵ L'heure est à la "réforme radicale". "Elle consiste à soumettre toute notre production aux besoins sociaux et à la satisfaction des besoins de la population; elle consiste à orienter la direction vers l'élévation de l'efficacité et de la qualité, vers l'accélération du progrès scientifique et technique; elle consiste à intéresser davantage les travailleurs aux résultats du travail, à promouvoir l'initiative et l'esprit d'entreprise socialiste à chaque échelon de l'économie nationale."⁴⁶

La négligence dans les domaines social et culturel, a entraîné, parmi les travailleurs, le désintérêt, l'indiscipline, le parasitisme. Pour mobiliser et motiver à nouveau les Soviétiques, il faudra réaliser des programmes sociaux "dans les délais les plus brefs". Il est devenu impérieux de résoudre les problèmes de l'alimentation, de la qualité des marchandises et des services; l'assistance médicale, l'habitat et la protection de l'environnement doivent être améliorés.⁴⁷

Fonceur, Gorbatchev proclame que la gabegie intérieure a été accompagnée de gâchis dans les relations internationales. "Le tournant ne s'impose pas seulement dans les affaires intérieures. C'est aussi le cas dans les affaires extérieures".⁴⁸

C'est dans les rapports avec les autres pays socialistes qu'a pointé, pour la première fois, l'hégémonisme soviétique, dont l'excommunication de la Chine et de l'Albanie a annoncé la couleur. Arrogant, Khrouchtchev claironnait qu'il réaliserait le communisme en deux décennies et il chassait, pour hérésie, les partis qui ne marchaient pas exactement dans ses sillons vers cet avenir de rêve. Devant un pays où couvent des crises politiques et économiques, Gorbatchev chante un ton plus bas. "Aujourd'hui, il importe tout particulièrement d'analyser sur l'exemple de plusieurs pays et pas seulement d'un seul, les caractéristiques du mode de vie socialiste, les processus de perfectionnement de la démocratie, des méthodes de travail, de la politique des cadres. L'attitude attentionnée et respectueuse envers l'expérience de chaque pays, son application pratique sont une réserve immense pour le monde socialiste."⁴⁹ Il est connu que la rupture entre les partis chinois et soviétique provint de la volonté exclusive du Kremlin, pour qui une Chine récalcitrante aurait constitué un défi permanent à sa volonté hégémonique. Gorbatchev est amené à constater "l'immense diversité du mouvement communiste". Il annonce un revirement déchirant dans l'attitude envers la Chine. "La diversité de notre mouvement n'est pas synonyme de division. De

même que l'unité n'a rien à voir avec l'uniformité, la hiérarchie, l'ingérence de certains partis dans les affaires d'autres, l'aspiration d'un parti quelconque à monopoliser la vérité. Le mouvement communiste peut et doit être fort de sa solidarité de classe, de la coopération égale en droits de tous les partis frères en lutte pour leurs objectifs communs."⁵⁰

En ce qui concerne l'avenir de la révolution socialiste en Europe occidentale, Gorbatchev se montre beaucoup plus prudent que Khrouchtchev. "L'avenir, la lutte des travailleurs pour leurs droits, pour le progrès social, montreront comment se développera la contradiction fondamentale entre le travail et le capital, quelles conclusions seront faites de la situation qui s'est établie."⁵¹

Lire Gorbatchev et lire la CIA.

Placés devant toute cette violence verbale contre un système jugé immuable, il y a trois ans à peine, nous devons bien constater que certaines trames d'analyse qui semblaient parfaitement opérationnelles pour l'ère Brejnev, — capitalisme d'Etat, social-fascisme, social-impérialisme, superpuissance la plus agressive -, ne sont plus guère appropriées. Donc, il faudra commencer à lire Gorbatchev. Lire Gorbatchev? Certains nous objecteront sans doute que l'homme n'est que du Brejnev remis au goût du jour et que nous l'aiderons à semer des illusions dans un système irréversiblement condamné. Nous répondrons que le refus d'étudier attentivement les bouleversements qui se produisent dans cette puissance géante, que l'obstination à répéter des analyses qui ne font manifestement plus l'affaire, causeront aux révolutionnaires des dangers encore plus grands. La réévaluation de l'analyse de l'Union soviétique est devenue une nécessité incontournable. L'ancienne analyse comporte, de toute évidence, des lacunes et des erreurs. Mais les identifier ne sera point facile, un effort soutenu de réflexion, d'étude et d'analyse s'impose.

Un élément à prendre en compte au cours de notre réflexion, est l'escalade de la guerre idéologique que mène l'Occident. Suite aux changements positifs qui se produisent en Union soviétique, les services de propagande américains ont été placés dans une situation fort inconfortable. Le fameux "homme de la rue" qui peuple nos villes et qui ne porte point d'intérêt au socialisme, a quand même l'impression que ça bouge en Union soviétique, que les choses s'y améliorent. Or, pour tous les spécialistes attitrés de l'anti-communisme, l'URSS restera l'enfer, aussi longtemps qu'il y sera question d'un parti communiste et de l'idéologie marxiste-léniniste. Les professionnels de la guerre froide ont réajusté le tir dans notre presse "libre". Le Vif-l'Express du 15-22 mai 1987 nous livre de beaux échantillons de cet anticomunisme dernier cri. Titres raccrocheurs, d'abord: 'L'illusion Gorbat-

chev — La Réforme impossible'.⁵² Explication avantageuse des changements en cours: Gorbatchev tente de "moderniser son empire" dont les structures sont "façonnées par soixante-dix ans de pesanteurs conservatrices".⁵³ Entre en scène le terrible néo-stalinien "Egor Ligatchev, numéro 2 du régime, dont la réputation de gardien de l'orthodoxie n'est plus à faire".⁵⁴ Bref, l'empire du mal reste impénétrable à tout changement effectif. Voilà ce qui rassure. Demain, les chevaliers de la guerre froide ne perdront pas l'objet de leur haine sacrée. Et de toute façon, tous les chemins de l'anticommunisme mènent à Rome-1'Apocalypse. Si l'URSS, contre toute prévision scientifique, connaissait quand même une réforme authentique, on aura encore l'occasion de se réjouir..."Impossible de toucher à quoi que ce soit dans ce système, sans en atteindre très vite les fondements essentiels."⁵⁵ Pas de changement, et ça reste l'enfer; réforme timide, et tout le système se fracasse. Qu'on le tourne comme on le veut, l'Occident écrasera le communisme. Et ainsi de suite: tout un "dossier spécial" de trente-quatre pages pleines.

Un si beau dossier se doit d'être dignement clôturé par des éditorialistes de renom. Vladimir Boukovski et Alain Besançon tiennent la plume.⁵⁶ "Le danger de guerre vient de la nature de ce régime qui n'admet pas notre existence". C'est donc en pacifistes que ces messieurs œuvrent pour "la décomposition de l'ensemble politique URSS". Pacifistes? C'est peu dire pour de si belles âmes. Décolonisateurs, quoi! Et les voilà lancés: "Décolonisateurs, nous n'apercevons aucune légitimité dans l'ensemble impérial soviétique". Maintenant, les espoirs les plus fous sont permis. Aucun prix ne sera trop lourd. Pour notre paix, que tonnent les canons! D'ailleurs: "Nous avons assisté à la disparition d'un autre régime totalitaire, le nazisme".

Beaucoup de communistes, partisans de la théorie de la restauration du capitalisme en URSS, ont trop longtemps côtoyé tous ces énergumènes de l'anticommunisme.

Certains ont cité Michail Voslenski pour appuyer leurs dires que la "nomenklatura" constituait, déjà du temps de Staline, une "nouvelle grande bourgeoisie". Sur la pointe des pieds, ils ont annoncé, avec modestie, qu'ils voulaient seulement "examiner attentivement les faits apportés et les critiques formulées par Voslenski pour y chercher la part de vérité". C'est par des faux-fuyants de ce genre, que des militants de gauche ont glissé, progressivement, dans le giron de la droite. Lénine avait l'habitude de dire qu'un parti révolutionnaire doit s'épurer, à des intervalles réguliers, de ses éléments opportunistes incorrigibles. Cela se trouve dans Que Faire. Et pour nous renseigner sur l'homme Voslenski, voyons son analyse de cet ouvrage capital de Lénine.

Ce livre, commence Voslenski, "c'était l'obligation de transformer le marxisme en dogme et de renoncer à la libre critique de la pensée marxiste". Lénine a figé le marxisme "en un dogme infaillible, ne supportant aucune critique". Son but était de "transformer le mouvement ouvrier en appendice mineur du parti". D'après Lénine, dit Voslenski, le syndicalisme étroit est une trahison des intérêts de classe des travailleurs. "Où est la trahison? Elle serait plutôt du côté de ces intellectuels qui vont s'emparer du pouvoir. Dans l'intérêt de qui? Le leur ou celui des travailleurs?" L'organisation est "une sorte de mafia révolutionnaire où la démocratie sera considérée comme un accessoire superficiel et où tout reposera sur la conspiration et sur la confiance réciproque. Le mafioso jugé indigne par l'organisation — c'est-à-dire par la direction — est passible de mort." "Ni le parti léniniste, ni son noyau n'ont jamais été ni l'avant-garde ni même une simple partie de la classe ouvrière." "Si la révolution qu'il préparait était victorieuse, ce petit groupe deviendrait automatiquement une organisation de dirigeants professionnels. C'est ainsi que Lénine a créé l'embryon d'une nouvelle classe dirigeante".⁵⁷

Cette analyse "de la nouvelle grande bourgeoisie soviétique", ne diffère en rien des "réflexions" sur le Parti bolchevik, faites, à l'époque, par Hitler, Pétain ou Pie XII.

Dans le même ordre d'idées, la théorie de "l'appareil de la gestion de la production", qui selon Sergei Andrejev constitue une nouvelle classe d'exploiteurs, n'est qu'une reprise de la théorie originale de James Burnham. Quelques mois après sa rupture avec son patron, Trotski, en 1940, Burnham publia un livre sur "la théorie de la révolution directoriale". En voici les explications: "Les directeurs exerceront leur contrôle sur les instruments de production et obtiendront un droit préférentiel dans la distribution des produits, non pas directement, en tant qu'individus, mais par leur contrôle de l'Etat, qui sera propriétaire des instruments de production. L'Etat sera, peut-on dire, la "propriété" des directeurs. Il n'en faudra pas davantage pour faire d'eux la classe dirigeante".⁵⁸ Conclusion du futur idéologue en chef de la CIA: "Le lien historique entre le communisme et le fascisme s'aperçoit aujourd'hui bien plus nettement qu'il y a quinze ans. La diversité de leurs origines masquait l'identité de leur direction. Ils se sont dépouillés, l'un après l'autre, de leurs différences et s'approchent d'une norme commune".⁵⁹

Toute la nouvelle droite française, type "anciens maos, nouveaux philosophes", est partie de l'analyse de la restauration du capitalisme sous Khrouchtchev, pour découvrir ensuite que les "bases" de la restauration furent déjà jetées sous Staline. Partis de la volonté affichée "d'approfondir certaines critiques de Staline faites par les Chinois, pour mieux combattre le révisionnisme", ils n'ont pas tardé à virer à l'anticommunisme vieux style.

Nous avons à réfléchir aux thèses qui ont constitué le pont entre un gauchisme flamboyant et le libéralisme militant.

La possibilité d'une évolution positive.

La nécessité de réévaluer nos analyses de l'Union soviétique part aussi de la situation complexe créée au sein du mouvement communiste international.

Il y a des organisations communistes "antisoviétiques" qui, semaine après semaine, ont stigmatisé des faits et des actes scandaleusement incompatibles avec le marxisme-léninisme, cloués au pilori comme autant de preuves de la restauration du capitalisme. Aujourd'hui, ces mêmes faits et ces mêmes actes sont pourfendus pour leur incompatibilité avec la morale communiste, par ceux qui, en toute logique, devaient occuper les fonctions de "principaux responsables irrémédiablement engagés dans la voie capitaliste". Il y a problème. En plus, le Parti communiste chinois qui a particulièrement vociféré contre la restauration capitaliste en URSS, a "révisé" l'essentiel de ses critiques, Il faut donc essayer de faire la part des choses, dresser un bilan des affirmations et contre-affirmations, des luttes et des revirements.

D'autre part, il y a des organisations communistes "pro-soviétiques" qui, pendant de longues années, ont peint dans les plus belles couleurs des phénomènes... qui aujourd'hui se révèlent des plaies puantes. Les critiques meurtrières que Gorbatchev adresse à ses prédécesseurs, jettent le trouble dans bon nombre de ces organisations communistes et rendent leurs membres disponibles pour une révision du passé. Il est avisé de chercher, dans les nouvelles orientations de Gorbatchev, un terrain commun pour le débat.

Réévaluer notre analyse de l'Union soviétique, c'est rouvrir un débat sur des questions qui nous semblaient entendues, il y a peu. Réévaluer, c'est envisager l'hypothèse que les bases économiques et le cœur des structures politiques sont restés socialistes, malgré l'effet corrosif du révisionnisme, dominant la direction. Réévaluer, c'est peser la possibilité d'une évolution positive, d'une renaissance marxiste-léniniste.

Et si les déclarations de Gorbatchev que nous avons rapportées, n'étaient que des mots et du vent? Tout changement politique en Union soviétique devra, de toute façon, débiter par des paroles et des idées. Et manifestement, de nombreux bouleversements concrets se produisent déjà en URSS, au milieu d'accrochages souvent âpres avec l'immobilisme bureaucratique ambiant.

Mais si les paroles de Gorbatchev était le nouvel Evangile? Alors nous pourrions fermer boutique, parce que nous ne vendrons pas cette eau bénite-là.

Notre ami, le combattant de la cause afghane, que nous avons déjà présenté au lecteur, avait à peine eu la révélation de l'esprit gorbatchévien, qu'il se hâtait d'abjurer tous les mânes de ses ancêtres. Alors il faut préciser: si nous lisons Gorbatchev, ce n'est pas pour effacer tout ce que nous avons vu, lu et compris dans le passé. Si certaines extrapolations théoriques sur la période Brejnev — capitalisme d'Etat, superpuissance la plus dangereuse -, ne tiennent pas, la plupart des phénomènes négatifs en politique intérieure et extérieure que nous avons enregistrés et qui ont servi de matière première à notre analyse, restent des faits dûment établis. La plupart de nos critiques des périodes Khrouchtchev et Brejnev, tiennent debout. Mais un certain nombre de tendances que nous voyons surgir aujourd'hui à la surface, nous avaient échappé. Il nous faudra intégrer les constats et conclusions du passé qui se confirment, et les faits nouveaux que nous enregistrons sous Gorbatchev. Avec cette matière première, nous devons réaménager notre cadre d'analyse. Quelles thèses devons-nous maintenir, lesquelles corriger et quelles idées nouvelles trouveront leur place dans une théorie cohérente sur la société soviétique? Nous ne pourrons le dire qu'après un travail d'étude et de réflexion en profondeur. C'est en marxistes que nous devons enquêter auprès des partis communistes des pays se réclamant du socialisme. Pendant trop longtemps, nous avons, par apriorisme, fermé un œil pour ne voir que les preuves de la restauration.

Mais ne pensez pas entendre maintenant un plaidoyer pour un apriorisme inverse. Avec en tête notre propre compréhension du marxisme-léninisme, nous devons faire des enquêtes, des recherches et des études avec un esprit ouvert et sans nous sentir traqués par l'obsession de devoir proférer dans un avenir rapproché, des vérités définitives sur tous les problèmes fondamentaux soulevés en Union soviétique. Deux questions sont au centre du débat. Quelle est la nature spécifique de l'Union soviétique et des pays de l'Est? Quelles sont leurs possibilités de changement dans le sens d'une nouvelle compréhension révolutionnaire du marxisme-léninisme? Il faudra adopter un style matérialiste et scientifique, s'efforcer d'englober tous les aspects de l'histoire et de la réalité actuelle de ces pays et utiliser le marxisme-léninisme comme notre boussole. La discussion se poursuivra sans doute pendant quelques années. Nous n'allons pas anticiper sur les conclusions et des hypothèses contradictoires devront être envisagées.

Notes.

1. Tonkikh A. V., colonel, 'Overcoming antitank Défense, ministry of défense, USSR', traduit dans: *Stratégie Review*, winter 1980, p. 83.
2. Kerenski Alexandre, *La Russie au tournant de l'histoire*, Ed. Plon, p. 592.

3. *Ibidem*, p. 629–653.
4. Burbank Jane, *Intelligentsia and Révolution 1917–1922*, Oxford Univ. Press, 1986, p. 13.
5. *Ibidem*, p. 42 et 44.
6. *Ibidem*, p. 36.
7. Ryckmans P., *Etapas et Jalons*, discours 5 juillet 1946, p. 205–206.
8. Elleinstein Jean, *Histoire de l'URSS*, Tome 2, p. 218 et 221.
9. *Ibidem*, p. 226.
10. De Man Henri, *Après coup*, Ed. de la Toison d'Or, p. 319.
11. Staline Joseph, *Oeuvres* Tome XVI, Ed. NBE, p. 190, 193 et 195.
12. Trotski L., *Programme de Transition* (1948), brochure publiée en France, août 1946, p. 6.
13. *Ibidem*, p. 33.
14. *Ibidem*, p. 32.
15. Deutscher I., *Trotsky, le prophète hors-la-loi*, Ed. 10–18, Tome VI, p. 568.
16. Burnham James, *L'Ere des organisateurs*, Ed. Calmann-Lévy, p. 248 et 258.
17. Khrouchtchev, *Le rapport secret*, Ed. Sociales, p. 200.
18. Vers le communisme, Recueil des documents du XXIIe congrès du PCUS, Moscou, 1961, p. 585.
- 19.. *Ibidem*, p. 459.
20. *Ibidem*, p. 546 et 211.
- 21.. *Ibidem*, p. 517.
22. *Ibidem*, p. 144.
23. *Ibidem*, Kozlov, rapport sur les Statuts au XXIIe congrès, p. 416.
24. *Ibidem*, p. 623.
25. Joukov G., *Mémoires*, Ed. Fayard, 1970.
26. *Ibidem*, p. 499.
27. *Rapport au XXe congrès*, 14 fév. 1956, éd. en langues étrangères, Moscou, 1956, p. 35.
28. *Débat sur la ligne générale*, Ed. en langues étrangères, Pékin, 1965, p. 451.

29. *Ibidem*, p. 452.
30. Gorbatchev, *Rapport politique au XXVIIe Congrès du Parti*, Ed. Novosti, 1986, p. 103.
31. *Ibidem*, p. 101.
32. *Ibidem*, p. 100.
33. 33. *Ibidem*, p. 109.
34. *Ibidem*, p. 4.
35. Gorbatchev, La réorganisation et la politique des cadres du PCUS, discours 27 janvier 1987.
. Supplément Etudes Soviétiques fév. 1987 n° 467, p. 6.
36. *Ibidem*, p. 8.
37. *Ibidem*, p. 5.
38. *Ibidem*, p. 30.
39. *Ibidem*, p. 32.
- 40.. *Ibidem*, p. 33.
41. *Ibidem*, p. 32.
42. Gorbatchev, *Rapport politique au XXVIIe Congrès du Parti*, Ed. Novosti, 1986, p. 70 et 77.
43. *Ibidem*, p. 57, 58, 59 et 104.
44. Gorbatchev, La réorganisation et la politique des cadres du PCUS, discours 27 janvier 1987. Supplément Etudes Soviétiques fév. 1987 n° 467, p. 4.
45. Gorbatchev, *Rapport politique au XXVIIe Congrès du Parti*, Ed. Novosti, 1986, p. 4.
46. *Ibidem*, p. 42.
47. *Ibidem*, p. 30.
48. *Ibidem*, p. 5.
49. *Ibidem*, p. 93.
50. *Ibidem*, p. 95.
51. *Ibidem*, p. 17.
52. Le Vif-L'Express, 15–21 mai 1987, p. 72 et 95.
53. *Ibidem*, p. 73.
54. *Ibidem*, p. 80.

55. *Ibidem*, p. 76.

56. *Ibidem*, p. 103.

57. Voslenski Michail, *La nomenklatura*, Livre de Poche, p. 51–63.

58. Burnham James, *L'ère des organisateurs*, éd. Calmann-Lévy, 1947, p. 79.

59. *Ibidem*, p. 191.

Première partie. Août 1989: Prague 1968–1989 Réflexions avant la tempête.

"Nous sommes les témoins, en Tchécoslovaquie, d'une situation qui, sous plusieurs aspects, rappelle les derniers mois avant le Printemps de Prague, cette brève période de libéralisation d'Alexandre Dubcek en 1968. Alors, comme aujourd'hui, disparaissait dans la société la peur devant le régime communiste croulant."¹ L'homme qui nous présente cette analyse, largement partagée dans les milieux du pouvoir en Occident, enseigne l'histoire de l'Europe de l'Est à l'Université de Groningue. A l'intervention militaire du 21 août 1968 ont participé, entre autres, les forces armées de l'Union soviétique, de Pologne et de Hongrie. Dans ces deux derniers pays, les réformes actuelles dépassent de loin celles proposées à l'époque par Dubcek. Les services secrets occidentaux ne cachent pas leur intention de s'appuyer sur les "acquis" de Hongrie et de Pologne, pour pousser, en Tchécoslovaquie, tant les dissidents que les réformateurs du Parti, sur la voie de la contre-révolution pacifique. Prague aussi, sera-t-elle bientôt balayée par une vague de fond pro-capitaliste et pro-impérialiste? Si la Tchécoslovaquie tombait dans les bras de la Pologne et de la Hongrie pour sortir ensemble du socialisme, quelles en seraient les répercussions au sein de Parti communiste de l'Union soviétique? Comment doit-on évaluer les réformes de Dubcek de 1968, à la lumière des réformes capitalistes qui finissent aujourd'hui d'étouffer la Hongrie et la Pologne socialistes?

Depuis plusieurs mois, les contacts entre Solidarnosc et les dissidents tchécoslovaques se multiplient. Cinq représentants de Solidarnosc, dont Adam Mîchnik et Jan Litynski, sont arrivés le 20 juillet 1989 à Prague pour des rencontres officielles avec la Charte 11, avec l'Eglise et... avec Alexandre Dubcek. Solidarnosc et Dubcek sont tombés d'accord pour qualifier l'intervention de 1968 "d'inacceptable et illégale". La Charte 77 a signé, avec la nouvelle droite polonaise, un texte commun qui souligne le "rôle inspirateur de la Table ronde polonaise (entre le Parti communiste et Solidarnosc) pour le développement politique en Tchécoslovaquie".²

Lech Walesa, le porte-parole des multinationales.

En Pologne, les forces antisocialistes qui se cachent sous le drapeau de Solidarnosc, dominant désormais toute la vie civile et le Parti communiste, ayant perdu pratiquement toute influence au sein des masses, est devenu l'otage impuissant de Solidarnosc. Lech Walesa est aujourd'hui le porte-parole direct des multinationales en Pologne. Après une rencontre avec Charles Ferdinand Nothomb du Parti Social Chrétien, il a dit: "Quand je dis 'aide', je ne pense pas aux donations. Il s'agit d'investir en Pologne, d'y créer un véri-

table marché de capitaux, de contribuer à la transformation des structures de notre industrie". Nothomb a précisé cette dernière idée en soulignant qu'il s'agit d'une "véritable privatisation de certains intérêts". Sur quoi Walesa a continué: "J'ai dit à Nothomb d'encourager la Belgique à ouvrir des filiales de ses banques en Pologne et à entrer avec les capitaux belges dans les entreprises polonaises".³ En même temps, Lech Walesa et ses conseillers américains préfèrent que le Parti communiste polonais continue de pourrir pendant deux ou trois années encore, en gouvernant un pays où il ne contrôle pratiquement plus rien, précipitant ainsi son éclatement final. Aujourd'hui, en Pologne, des responsables du comité central du Parti communiste évoquent publiquement l'éventualité de la dissolution du parti ou de sa division en un parti communiste et un parti social-démocrate. "Il y a des gens qui pensent que le parti appartient au passé en tant que formation idéologique", avoue Rakowski, le nouveau secrétaire général.⁴

Mariam Orzechowski, membre du Comité central, est d'avis que les soi-disant réformateurs sont des "nostalgiques des lois sauvages du capitalisme".⁵ Des hommes de gauche autour d'Alfred Miodowicz, dirigeant du syndicat officiel, disent que les communistes doivent d'ores et déjà reconstituer leurs forces dans la lutte de classe à la base contre un régime qui n'a plus rien de socialiste.

Hongrie: l'émergence d'une couche très riche...

En Hongrie, de vieux cadres communistes, regroupés dans la Société Ferenc Munnich et dans le Centre de la plate-forme marxiste, dénoncent "la restauration bourgeoise" dans leur pays. Les principes du marxisme-léninisme ont été liquidés à un point tel que le nouveau numéro un, Rezso Nyers, ne trouve plus nécessaire de maintenir les apparences: il se profile ouvertement comme un allié de l'impérialisme américain, comme un représentant des nouveaux capitalistes hongrois et comme un coreligionnaire de la social-démocratie occidentale. Voyons les faits.

Le sommet des sept plus grands pays industrialisés, à Paris, a décidé de fournir, aux pays de l'Est, "selon les besoins et d'une façon coordonnée, une aide économique destinée à transformer et à ouvrir leur économie d'une manière durable".⁶ En clair: en échange de quelques miettes, les sept imposent des mesures économiques qui permettent le développement du capitalisme privé, un peu comme ils le font avec un quelconque pays du tiers monde. Nyers, le nouveau président du Parti socialiste ouvrier hongrois s'est félicité des résultats du sommet: "Nous nous réjouissons que les six autres dirigeants du groupe des sept aient suivi la proposition de M. Bush. L'intérêt primordial de la Hongrie, c'est que les Occidentaux, qui le souhaitent, l'ai-

dent à éviter la crise financière".⁷ Que monsieur Nyers aille demander aux travailleurs brésiliens, mexicains, argentins, zairois et philippins comment les impérialistes "aident" ces pays à "éviter la crise financière". Quand on lui demande s'il ne s'agit pas d'ingérence, Nyers, répond: "Absolument pas. La démocratisation politique et l'instauration d'une économie de marché relèvent de notre intérêt national. J'ai totalement approuvé M. Bush lorsqu'il a souligné que les Etats-Unis sont intéressés par les droits de l'homme, mais neutres en ce qui concerne nos affaires politiques internes".⁸ Il faut être possédé d'une passion malade pour les Etats-Unis pour oser affirmer, connaissant les agissements des Américains contre Cuba et le Nicaragua, que la CIA est "neutre" en ce qui concerne les affaires internes des pays socialistes. Se féliciter de l'intérêt des Américains pour "les droits de l'homme", est tout aussi cynique: les dirigeants américains réservent la défense des "droits de l'homme" aux seuls réactionnaires aptes à leur rendre service.

"Il me semble inévitable", continue le réformateur, le progressiste, l'adversaire du stalinisme, le camarade Nyers, "que dans une première phase, les réformes économiques amènent l'émergence d'une couche sociale très riche. Pour les plus défavorisés, c'est la politique sociale qui permettra de réduire les inégalités. Grâce à la généralisation de la croissance, des couches plus larges devraient ensuite pouvoir améliorer leur situation".⁹ Cette conception ne serait pas répudiée par madame Thatcher, si elle devait être portée, lors d'un nouveau développement "courageux" en Hongrie, à la tête du Parti socialiste ouvrier.

Les sociaux-démocrates qui gèrent depuis huit ans l'impérialisme français, constatent la "crise du communisme totalitaire" et affirment que "la seule réponse historique, ce n'est pas, à l'Est, le retour au capitalisme et à l'Ouest, son accentuation, c'est le "socialisme démocratique".¹⁰ Or, il est maintenant clair comme de l'eau de roche que, dans la bouche de Mitterrand, le "socialisme démocratique" est le terme littéraire le plus approprié pour décrire le capitalisme monopoliste et l'impérialisme aux couleurs de la France. "Voulez-vous organiser la transition vers le capitalisme?", demande-t-on à Nyers. "Non, répond l'émule de Mitterrand, ce que nous voulons, c'est le socialisme démocratique, une combinaison d'une économie de marché avec une politique économique basée sur des valeurs socialistes. Nous avons une opposition qui préconise une économie de marché complètement libéralisée".¹¹ A la question suivante: "Y a-t-il des différences entre les programmes économiques des partis d'opposition (de droite) et celui du Parti socialiste ouvrier", Nyers répond bêtement: "Il y a des différences mais pas d'opposition fondamentale".¹² On sait qu'entre le capitalisme de Mitterrand et de Rocard et celui de Giscard d'Estaing et de Chirac, il y a des différences mais pas

d'opposition fondamentale. Mais aucun démagogue social-démocrate français ne commettrait la gaffe de l'avouer aussi crûment. "Les privatisations sont nécessaires et utiles", continue Nyers qui, décidemment, a avalé tout le programme de Fabius et de Rocard. "Le processus de privatisation ne va pas faire disparaître le capital public, ni celui des coopératives, mais va le compléter. Nous voulons faire participer le capital privé à une économie mixte."¹³

Prague 68; la route vers la Communauté européenne?

En Pologne et en Hongrie, le démantèlement du Parti communiste en tant que force marxiste-léniniste d'avant-garde, la liquidation des principes politiques socialistes, la liberté pour les forces économiques et politiques du capitalisme privé et des multinationales, sont devenus évidents aux yeux de tous les observateurs. Alors, comment réagissent les porte-parole du Printemps de Prague devant cette liquidation ouverte des principes communistes? En 1968, ils avaient déclaré vouloir "libérer le marxisme de la déformation stalinienne et bureaucratique" et "formuler la vocation humaniste du mouvement communiste".¹⁴ Quoi de plus alléchant que ces promesses d'un marxisme et d'un communisme remis à neuf dans un langage moderniste?

Or, aujourd'hui, Alexandre Dubcek insiste, dans une lettre adressée le 23 juin à la direction du Parti, pour qu'elle ne condamne pas les projets de réformes en Pologne et en Hongrie!¹⁵ La "vocation humaniste du communisme" se concrétiserait-elle donc dans le capitalisme sauvage hongrois?

En 1968, Jiri Pelikan a été élu au comité central, aux côtés de Dubcek, lors du quatorzième congrès clandestin du PCT. Il déclare aujourd'hui: "Je pense que dans les pays qui ont une tradition plus démocratique que l'URSS, comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie ou la Pologne, le processus de démocratisation ira beaucoup plus vite et plus loin qu'il ne peut aller en Union soviétique". "Le mouvement démocratique d'Europe occidentale doit développer le dialogue avec Solidarnosc ou Liberté et Paix en Pologne, avec le Forum démocratique et les autres organisations en Hongrie, avec la Charte 77, le Comité pour la défense des personnes injustement persécutées (VONS), l'Association indépendante pour la Paix en Tchécoslovaquie."¹⁶ On sait que Brzezinski, l'ancien conseiller pour la Sécurité de Carter, a récemment prôné, mot pour mot, cette même tactique afin d'importer l'idéologie bourgeoise occidentale en Europe de l'Est. Or, Pelikan, le "communiste réformateur" de 1968, siège, en 1988, au parlement européen où il représente le parti socialiste italien. Chantre de l'impérialisme européen, il déclare: "L'intégration des pays de la Communauté européenne, est un pas positif et nécessaire pour le développement de l'économie des pays occidentaux. Si la Commu-

nauté peut devenir un exemple attractif de dynamisme économique combiné avec la justice sociale et avec l'approfondissement de la démocratie, elle peut avoir un effet positif, notamment sur les pays de l'Europe centrale et de l'Est. Si l'on pouvait voter demain en Europe centrale sur l'adhésion à la Communauté européenne, il y aurait 90% de voix favorables".¹⁷ Est-ce un hasard, si certains porte-parole les plus en vue du Printemps de Prague, sont aujourd'hui devenus des idéologues de l'impérialisme européen et d'autres, parmi eux, des partisans de la voie hongroise vers le capitalisme?

Dubcek était-il un Rocard tchèque?

En 1968 déjà, l'idéologie dominante de l'équipe de Dubcek est clairement d'orientation sociale-démocrate. Ses attaques contre la dictature du prolétariat sont mot pour mot une copie des thèses de Vandervelde et de Kautsky. Dubcek déclare: "Jusqu'alors (1968, ndla), les idées en faveur du socialisme et du communisme étaient issues des conditions d'aggravation des conflits de classe à l'époque de la dictature du prolétariat et de l'industrialisation. Elles érigent ainsi en système des institutions et des méthodes provisoires qui ne sont qu'un pis-aller et sont, à vrai dire, en contradiction avec les buts humanistes du mouvement".¹⁸ Ces positions de Dubcek ne se distinguent en rien de celle de Vandervelde, ce chef du Parti socialiste belge devenu le chantre de l'impérialisme et du colonialisme belge. De nos jours, peu de gens se rappellent à quel genre de démagogie cet homme a dû recourir pour contenir les masses excédées par les horreurs de la guerre impérialiste. Et en 1918, au moment où Vandervelde entrait dans le monde sélect des gestionnaires du capitalisme, contenir puis entamer la force révolutionnaire des masses révoltées, était précisément ce que lui demandait la bourgeoisie. Voici en quels termes le chef socialiste s'adressait aux travailleurs belges: "La dictature du prolétariat, oui, pour briser les résistances bourgeoises, pour ouvrir, fût-ce par le fer et par le feu, les voies à la Révolution sociale". (Voilà les termes fracassants que devait utiliser, à l'époque, un traître pour garder son influence sur les masses radicalisées!) Puis il continuait: "Mais la dictature à titre d'expédient, d'expédient temporaire, et non la prolongation indéfinie de l'état de siège et de la terreur, en mettant les autres partis hors la loi".¹⁹ Aujourd'hui, Dubcek fait écho au vieux Vandervelde: la dictature du prolétariat, oui, à titre provisoire, puisqu'elle jure avec cet humanisme que je partage avec la bourgeoisie...

Mais retournons à la Tchécoslovaquie de 1968. Afin d'estomper la vigilance politique des communistes, Dubcek affirme: "La lutte des classes a cessé d'être un aspect important de l'évolution sociale dans notre pays".²⁰ A chaque crise politique dans un pays socialiste, les opportunistes crachent cette thèse pour protéger les nostalgiques du paradis bourgeois. Pour Dub-

cek, il faut cesser de réprimer les contre-révolutionnaires et les nouveaux capitalistes, et, au contraire, leur accorder le droit de créer des partis politiques: "En dépassant les limites de la lutte des classes, la société socialiste doit envisager la liquidation des fonctions contraignantes de ses organes d'Etat et la démonopolisation de ses activités dans le domaine politique".²¹ Ces idées printanières de 1968 s'accordent parfaitement avec les éloges de la Démocratie occidentale qui nous parviennent aujourd'hui de Hongrie et de Pologne.

Et qu'en était-il de l'éloge de la Liberté avec une majuscule, c'est-à-dire de la liberté d'exploiter, d'accumuler, de faire fructifier le capital privé? Voici quelques idées clés de la nouvelle politique économique de Dubcek, formulée à l'époque par son ami Kolder. "Des entreprises socialistes autonomes, séparées de l'Etat, agissant pour leur propre compte et exposées aux pressions du marché et de la concurrence économique, se constituent comme sujets de l'économie de marché." Il faut développer le "marché des investissements et des échanges internationaux", le "marché du travail, comme instrument de la modification des structures des salaires" et "rendre aux prix leur fonction économique en rapport avec les prix du marché mondial".²² C'est ce que clairoignent de nos jours les amoureux du FMI, qui régneront sur Budapest et sur Varsovie.

L'avènement du Printemps de Prague a suscité, en 1968, chez les nantis de l'Occident, ces mêmes réactions enthousiastes qui accompagnent aujourd'hui les réformes en Hongrie et en Pologne. Dans son livre *L'alternative de la scission*, publié en 1965,

Brzezinski dit qu'en Europe de l'Est, "le mode de transition le plus souhaitable devrait commencer par une libéralisation intérieure", "Cela concerne en premier lieu la Tchécoslovaquie." Brzezinski donna le 14 juin 1968 une conférence à Prague... comme il le fit récemment à Varsovie. Il déclara à l'époque: "Ma thèse de départ est que le léninisme est dépassé dans les conditions de la société développée actuelle". Puis il exprima son soutien "à l'intéressante expérience tchécoslovaque".²³ Après l'intervention soviétique, le social-démocrate autrichien Kreitsky dit au journal *Die Welt*: "En Tchécoslovaquie se développait justement la dernière phase d'un véritable processus de démocratisation. La Tchécoslovaquie avait cessé d'être un Etat de dictature communiste. L'appareil du pouvoir de la dictature communiste était paralysé par le développement interne".²⁴ Ainsi, à entendre les idéologues les plus avertis de nos multinationales, le Printemps de Prague a bien anticipé la présente contre-révolution pacifique de Budapest.

La lutte de classe continue sous le socialisme.

L'impérialisme dispose de forces productives supérieurement développées, il organise scientifiquement l'exploitation de la classe ouvrière, il se procure des avantages supplémentaires en pillant les richesses du tiers monde. Tout ceci lui permet de mener des offensives économiques, politiques et idéologiques incessantes contre les pays socialistes. Loin de s'atténuer, comme le prétendent les fatigués du marxisme, ces offensives redoublent de force à cause de la crise générale de l'impérialisme et grâce aux moyens supplémentaires qu'offre la révolution technologique. A l'intérieur des pays socialistes, l'impérialisme rencontre les intérêts des anciens réactionnaires et capitalistes qui se maintiennent, pendant des dizaines d'années, en tant que forces idéologiques et politiques. Il rejoint aussi les intérêts d'une fraction des bureaucrates et des hauts fonctionnaires qui ne recherchent que leur intérêt personnel. Le combat pour l'édification d'une société socialiste reste une tâche relativement nouvelle. Des erreurs et même des erreurs graves sont inévitables; et puis, à chaque nouvelle phase du développement surgissent de nouveaux problèmes. L'idéologie bourgeoise reste, dans le monde, de loin la plus élaborée, la plus documentée, celle qui dispose des moyens de communication les plus puissants.

A chaque tournant, quand il s'agit de corriger des erreurs ou d'aborder des problèmes nouveaux, des apprentis-sorciers imbus de Dallas nient l'essence révolutionnaire de ce qui a été réalisé dans le passé, ils en donnent une estimation unilatéralement négative, pour rejeter finalement les principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Ainsi, Pelikan, reprenant le langage des capitaines de la guerre froide, affirme qu'un "système bureaucratique et policier du socialisme" a été réalisé en Tchécoslovaquie entre 1948 et 1968. Il sera maintenant remplacé, prétend Pelikan, par un tout autre système, par un "socialisme à visage humain".²⁵

Corriger les erreurs et résoudre les nouveaux problèmes, présuppose un effort conscient et soutenu pour maintenir et développer l'esprit révolutionnaire et les principes communistes. Il est évident que l'équipe Dubcek avait délibérément rejeté cette position de classe. Pelikan affirme qu'en 1968, "les communistes étaient les véritables porte-parole de leur nation et le parti était sa force dirigeante". Il n'y avait que "nos staliniens qui brandissaient l'argument selon lequel le socialisme était gravement menacé par les forces de droite". "Aucun changement dans la structure économique et sociale n'a été apporté (au cours du Printemps de Prague)."²⁶ Pelikan présente de la sorte une "défense du communisme" purement verbale qui cache des propositions pratiques de nature sociale-démocrate et libérale. Si aucun changement n'a été apporté dans les structures économiques, les raisons en étaient strictement d'ordre tactique: il ne fallait pas dévoiler prématurément ses

plans de restauration. Mais personne ne se trompait sur l'orientation politique et idéologique vers le marché, l'entreprise libre et le pluripartisme bourgeois. Pelikan, qui niait en 1968 la présence des forces de droite et affirmait défendre la propriété collective des moyens de production, se range aujourd'hui publiquement aux côtés des réactionnaires de Solidarnosc et des multinationales de la Communauté européenne.

L'intervention: choisir entre deux maux?

En 1968, le Parti communiste de Tchécoslovaquie, paralysé par la direction droitière de Dubcek, n'avait pas la force nécessaire pour vaincre les forces antisocialistes qui déferlaient sur le pays. Si la Tchécoslovaquie avait gardé Dubcek à sa tête, elle aurait probablement connu, au cours des années soixante-dix, l'évolution à laquelle nous assistons aujourd'hui en Hongrie. L'intervention soviétique du 20 août 1968 a mis un frein aux activités des groupes antisocialistes et contre-révolutionnaires liés à l'Occident et elle a porté des coups à l'aile révisionniste du Parti tchécoslovaque. Mais elle a aussi ancré et consolidé les sentiments antisoviétiques et anticomunistes chez une partie des masses qui ont, pour diverses raisons, suivi les dirigeants du Printemps social-démocrate de Prague.

La direction du Parti et de l'Etat, aux mains du groupe de Dubcek, s'était opposée à l'entrée des troupes du Pacte de Varsovie. L'intervention violait donc clairement l'indépendance nationale et la souveraineté de la Tchécoslovaquie. Ceci pouvait se justifier dans le cadre de la lutte mondiale entre l'impérialisme et le socialisme. Mais l'affaire se compliquait davantage, puisque l'Union soviétique, qui intervenait en Tchécoslovaquie pour mettre fin à une dégénérescence droitière déclarée, connaissait elle-même des déviations extrêmement graves. Khrouchtchev avait liquidé les principes de la dictature du prolétariat. Le bureaucratisme, avec son cortège de corruption et de privilèges, se développait depuis douze ans en Union soviétique. Un marxisme formaliste éloignait pas mal de cadres de la vie réelle du peuple. Le poids de l'appareil militaire pesait de plus en plus lourd sur l'économie et la vie politique. L'Union soviétique de Brejnev faisait peu de cas du principe de l'égalité entre les partis communistes et elle piétinait leur indépendance; elle pratiquait l'ingérence, le contrôle et l'hégémonie. La théorie de la "souveraineté limitée" donnait à l'Union soviétique un droit d'intervention et d'ingérence dans les affaires intérieures des partis dont l'orientation semblait, vue de Moscou, mettre en danger les acquis du socialisme.

Comment avons-nous analysé ces événements à l'époque? Nous savions que des forces sociales-démocrates couvaient sous le Printemps de Prague et qu'une dérive vers le capitalisme était probable, sinon certaine. Mais une

autre menace nous semblait plus grave encore: l'intervention militaire soviétique s'imposait à nous comme le signe manifeste d'une tendance à l'hégémonie d'une Union soviétique où le révisionnisme avait triomphé sous Khrouchtchev et Brejnev. Nous croyions que ce dernier aspect était de loin le plus important, le plus fondamental et le plus durable. Sur ce point, l'histoire nous a donné tort. Le Parti du Travail albanais a eu raison, en 1968, de parler d'une confrontation entre les ultra-révissionnistes de l'entourage de Dubcek et leurs pères spirituels, les révisionnistes autour de Brejnev. Nous avons eu tendance à mettre une sourdine à la critique du révisionnisme dans les pays socialistes. Le combat contre l'hégémonisme soviétique, sans doute une tâche importante au niveau mondial, a souvent obscurci la lutte contre le révisionnisme. Aujourd'hui, il apparaît que la tendance hégémoniste de l'Union soviétique n'était pas aussi durable et fondamentale que nous l'avions pensé toutes ces années.

L'Union soviétique de 1989 est paralysée par une économie très peu performante et par des conflits entre nationalités d'une extrême gravité. La direction du PCUS a adopté d'importants changements de politique, notamment en reconnaissant à chaque pays socialiste le droit de définir sa ligne en toute indépendance. Aujourd'hui, sachant une nouvelle intervention soviétique pratiquement exclue, les services secrets occidentaux veulent faire jouer une reprise du Printemps de Prague: tactique habile pour rameuter la droite tchécoslovaque et la pousser sur la voie polonaise et hongroise.

Fidel Castro et l'intervention à Prague.

L'intervention soviétique de 1968 a été diversement interprétée par les partis communistes. Le Parti communiste belge a, bien sûr, dénoncé l'intervention sur base de son adhésion aux positions antimarxistes et antiléninistes du groupe de Dubcek. Les partis révolutionnaires qui se sentaient directement menacés par la tendance à l'hégémonie de l'Union soviétique, ont mis l'accent sur l'aspect ingérence, occupation, violation de la souveraineté; il s'agit entre autres des partis chinois, albanais et roumain. D'autres partis révolutionnaires ont jugé que la politique procapitaliste de Dubcek constituait l'aspect principal de la contradiction. Ce fut le cas du Parti communiste cubain. La thèse essentielle de Fidel Castro a été formulée ainsi: "Le camp socialiste ne pouvait pas permettre le développement d'une situation politique qui aurait conduit à un dégagement d'un pays socialiste et à sa chute dans les bras de l'impérialisme".²⁷ En même temps, Fidel Castro souligne que "le remède était dramatique, draconien et douloureux. Cette décision ne peut s'expliquer que du point de vue politique et non du point de vue légal. Elle n'a aucun soupçon de légalité. La souveraineté (de la Tchécoslovaquie) a dû céder devant l'intérêt plus important des droits du mouvement révolution-

naire mondial et de la lutte des peuples contre l'impérialisme".²⁸ Fidel Castro indique aussi que l'intervention soviétique ne pourra pas résoudre durablement les problèmes fondamentaux qui minent le Parti en Tchécoslovaquie: "Les méthodes bureaucratiques dans la direction du pays, le manque de contact avec les masses — question essentielle de tout mouvement véritablement révolutionnaire -, l'oubli des idéaux communistes".²⁹ Fidel critique le "relâchement et le ramollissement de l'esprit révolutionnaire des pays socialistes: ignorance des problèmes du monde sous-développé, ignorance de l'effroyable misère qui subsiste, tendance à conserver les pratiques de commerce avec les pays sous-développés qui sont celles du monde capitaliste".³⁰

Une Tchécoslovaquie livrée au libéralisme...

Il est toujours difficile de dire quel était, en 1968, le moindre des deux maux. Une Tchécoslovaquie libéralisée, introduisant des structures bourgeoises de type social-démocrate, aurait impulsé des phénomènes de dégénérescence dans toute l'Europe de l'Est, comme la Hongrie le fait actuellement. Quelles en auraient été les conséquences du point de vue de la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste mondiale?

Il n'est pas inutile de rappeler ici dans quel contexte historique le Printemps de Prague a éclos. En 1964-1965, les Etats-Unis et la Belgique écrasent l'insurrection paysanne au Congo-Kinshasa; en 1965, les marines débarquent à Saint-Domingue et, en Indonésie, Suharto massacre entre cinq cent mille et un million de "communistes"; en 1967, les sionistes israéliens agressent la Jordanie, l'Egypte et la Syrie; en 1968, la guerre du Viêt-nam fait rage, l'agression américaine contre le Cambodge est encore à venir. La résistance se développe dans les colonies portugaises. L'Ethiopie, l'Iran, le Nicaragua crouissent toujours sous des régimes néo-coloniaux et féodaux.

Le Parti tchécoslovaque, quoique plus solide que les partis hongrois et polonais, n'aurait probablement pas pu trouver des forces suffisantes en son propre sein, pour mettre fin à la dérive droitière, transformée en torrent par le soutien occidental. Le triomphe de la contre-révolution sociale-démocrate en Tchécoslovaquie, en 1968, aurait provoqué des mouvements du même genre en Hongrie et en Pologne. On voit difficilement comment l'Europe de l'Est, dans ces conditions, aurait échappé aux guerres civiles auxquelles se seraient mêlés, tôt ou tard, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Les mouvements anti-impérialistes dans l'ensemble du tiers monde, en auraient subi les conséquences.

Non-intervention et internationalisme.

Quoi qu'il en soit, l'histoire a réalisé l'autre mal, celui de la perte d'influence et de crédit pour le mouvement communiste, due à la violation de l'indépendance de la Tchécoslovaquie et à la pratique de l'hégémonisme par l'Union soviétique.

Mais pour être en mesure de faire une estimation correcte de l'intervention soviétique de 1968, il importe de se mettre d'accord, avant tout, sur un certain nombre de principes de base.

Dans la lutte pour le communisme, les intérêts immédiats doivent être subordonnés aux intérêts fondamentaux, les intérêts de la partie aux intérêts de l'ensemble du mouvement. La politique et la tactique doivent être définies après une analyse concrète de la situation présente du mouvement communiste international et de la situation politique nationale et internationale. C'est dire qu'il n'y a pas de "recettes" applicables dans toutes les situations.

Peu après l'agression nazie du 1er septembre 1939, le gouvernement réactionnaire polonais fut défait. En 1920, la Pologne féodale avait annexé l'Ukraine et la Biélorussie occidentales en y instaurant un régime de terreur et d'oppression pour les Ukrainiens, les Biélorusses et les Juifs. Devant l'effondrement du régime polonais, l'Armée rouge entra dans ces territoires et y élimina les forces des seigneurs fonciers, rencontrant un grand enthousiasme parmi les ouvriers et les paysans pauvres. Les intérêts de la lutte antifasciste, de la défense de l'Union soviétique socialiste et des masses opprimées de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales devaient prévaloir sur l'indépendance formelle de ces territoires. L'intervention de l'Armée rouge rendait possible l'expression, par la majorité de la population, de sa haine du fascisme et de son soutien au régime soviétique.

Après la victoire sur les armées nazies en 1944–1945, la présence de l'Armée rouge a facilité le développement de la lutte des classes opprimées, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie. A cette époque, la menace principale pour l'indépendance de ces pays, pour ne rien dire des intérêts des classes travailleuses, résidait dans la politique agressive de l'alliance anglo-américaine, comme le prouve leur agression contre la Grèce antifasciste. Un prétendu "respect absolu" de l'indépendance de ces pays, les aurait livrés, en fait, à la domination anglo-américaine, comme ce fut le cas pour la Turquie, la Grèce et l'Italie. La présence de l'Armée rouge dans ces pays a permis de contrer les intrigues américaines et de protéger le développement des forces révolutionnaires et démocratiques.

Nous ne pouvons juger la période 1944–1953 en fonction du critère absolu de "l'opposition à toute forme d'ingérence de la part de l'Union soviétique",

en faisant abstraction de la lutte de classes internationale et de la politique de conquête et de domination américaine. La critique que Staline et le PCUS ont formulée en 1948 contre la ligne développée par Tito, était probablement correcte pour l'essentiel. C'est ce que le Parti du Travail albanais a toujours soutenu. Dans d'autres circonstances historiques, le Parti communiste chinois a exprimé son opposition à toute forme d'ingérence dans les affaires d'autres partis et il a, en conséquence, dénoncé la critique de Staline contre Tito. Enver Hoxha et le Parti albanais ont affirmé que cette position relevait du nationalisme bourgeois et faisait fi des considérations idéologiques et politiques. Or, l'évolution de la Yougoslavie a donné plutôt raison à Staline et à sa critique de la ligne bourgeoise de Tito. Toujours est-il que Staline et le Parti bolchevik, à partir de leur analyse de la situation internationale dans son ensemble, ont décidé de ne pas intervenir militairement en Yougoslavie pour y défendre le socialisme, menacé, selon eux, dans ses fondements.

L'internationalisme prolétarien exige que les intérêts de l'ensemble du camp socialiste prévalent sur les intérêts de la partie. Mais ces intérêts de l'ensemble doivent être définis de commun accord entre les partis authentiquement communistes. L'intervention de l'Armée rouge à Berlin, en 1953, était nécessaire pour sauver le socialisme en RDA. L'intervention en Hongrie, en 1956, était, elle aussi, indispensable pour défaire une contre-révolution dirigée par des forces fascistes et pro-américaines. Mais ce cas contient déjà de multiples complications, du fait que Khrouchtchev, tout en écrasant la contre-révolution, développait lui-même des positions révisionnistes et donc une politique de conciliation avec le capitalisme et l'impérialisme.

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie est encore plus sujette à discussion.

La catastrophe retardée...

De toute façon, aujourd'hui la preuve a été amplement faite que l'Union soviétique ne pouvait pas défendre valablement les acquis du socialisme mondial en pratiquant le révisionnisme dans ses affaires intérieures et l'hégémonisme dans ses relations extérieures. Le Parti communiste tchécoslovaque étant idéologiquement et politiquement pourri, il fallait qu'il corrige radicalement ses erreurs, faute de quoi l'effondrement devait tôt ou tard se produire. Dans ce cas, l'intervention soviétique n'aura fait que retarder la catastrophe.

Pour défendre valablement et à long terme les acquis du socialisme international, l'Union soviétique aurait dû prouver la supériorité de son développement économique comme de sa démocratie socialiste. Les cadres du Parti

soviétique auraient dû être des exemples en ce qui concerne l'esprit révolutionnaire, les liens avec les masses et la pratique d'aide désintéressée au mouvement révolutionnaire mondial. Le Parti communiste de l'Union soviétique aurait dû réaliser des analyses matérialistes, pénétrantes et convaincantes des différents courants opportunistes qui traversaient la communauté socialiste, tout en respectant l'indépendance et l'autonomie des autres partis. Or, dans la décennie qui a suivi 1968, les dirigeants du parti et de l'Etat soviétique ont perdu toutes les qualités marxistes-léninistes et leurs interventions et diktats ne procédaient plus d'une politique marxiste-léniniste authentique.

En plus, lorsque la majorité de la direction tchécoslovaque a adopté une orientation libérale et sociale-démocrate pour la construction socialiste, les communistes authentiques de ce pays n'auraient pas dû s'en remettre essentiellement à l'aide extérieure, comme ils l'ont souvent fait, mais reprendre le chemin du travail révolutionnaire à la base, puisque seules les classes travailleuses, armées d'un idéal socialiste, peuvent constituer la garantie ferme d'un redressement dans le sens marxiste-léniniste.

L'autocritique du Parti communiste de Tchécoslovaquie.

Après la normalisation, le Parti communiste de Tchécoslovaquie a formulé un certain nombre de conclusions correctes de l'expérience dramatique qu'il venait de vivre.

"Une des causes déterminantes de cette évolution catastrophique a été la pénétration graduelle, dans les organes dirigeants du Parti, de personnes qui avaient plus ou moins trahi le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, qui violaient les normes de la vie du Parti et les principes du centralisme démocratique. Ces gens ont graduellement pris le dessus dans la direction du Parti. Au cours de ces dernières années, le point de vue de classe sur les problèmes s'était affaibli, la vigilance révolutionnaire et les principes idéologiques avaient rétrogradé, les méthodes petites-bourgeoises se sont développées ainsi que l'arrivisme et l'opportunisme. La formation de l'homme socialiste, la grande lutte pour sa conscience socialiste, la lutte contre l'inertie, contre les tendances étrangères au point de vue de classe, n'étaient pas fondées sur un programme efficace, adapté à nos conditions, où se manifestait l'action de fortes couches de la petite-bourgeoisie et de diverses traditions et influences sociales-démocrates. Les aspects internationaux de notre évolution, déterminés par l'antagonisme de classe aigu du monde contemporain, renforçaient substantiellement l'urgence de la lutte politique et idéologique. Une lutte suffisante n'a pas été menée contre l'opportunisme de droite grandissant dans le parti, qui reflète l'action des

couches petites-bourgeoises et des influences internationales. La direction du Parti n'a pas tiré non plus les conclusions nécessaires de la contre-révolution hongroise et elle n'a pas préparé le Parti à affronter les méthodes de diversion idéologique, que les impérialistes commençaient à utiliser comme arme principale contre les pays socialistes."³¹

Ces analyses nous semblent valables. Mais la question reste: le Parti communiste de Tchécoslovaquie a-t-il trouvé les voies et moyens pour réaliser les rectifications profondes qui devaient en découler? Nous n'avons pas les informations nécessaires pour en juger. Des mesures autoritaires contre les ennemis du socialisme étaient sans nul doute nécessaires en 1968. Mais la permanence de leur effet dépend de la ténacité des efforts pour redresser, à la base, les erreurs politiques qui ont rendu possible le développement des thèses pro-capitalistes et pro-impérialistes. L'offensive redoublée de l'impérialisme contre les pays socialistes, à laquelle nous assistons aujourd'hui, mettra la direction tchécoslovaque à l'épreuve. Les faits nous montreront bientôt si elle a été capable, au cours des deux décennies passées, de reconquérir la confiance des masses et de rallier une partie des communistes qui se sont détachés du Parti en suivant la tendance Dubcek.

Charte 77: la voix de Radio Free Europe.

Nous ne sommes pas en mesure de prédire si la direction du Parti communiste de Tchécoslovaquie aura la capacité politique nécessaire pour repousser les attaques renouvelées de l'impérialisme et de ses agents, qui font actuellement tellement de ravages en Pologne et en Hongrie.

En revanche, ce que nous pouvons déjà affirmer, c'est que la Charte 77 jouera un rôle important dans tout mouvement antisocialiste à venir en Tchécoslovaquie.

Joignant étroitement leurs efforts, les réactionnaires tchécoslovaques et les milieux des renseignements occidentaux ont depuis longtemps fait le bilan de l'expérience de la lutte des classes sous le socialisme. Autour d'un noyau dur d'anticommunistes, ils visent à constituer un mouvement aussi large que possible sur une plate-forme démocratique, large, "innocente". Ils exploitent toute expression de mécontentement, toute erreur de la part du Parti, pour élargir l'audience de leur mouvement "démocratique". Grâce à leurs relations étroites avec les radios et les médias occidentaux, la CIA et les autres services secrets assurent une large publicité aux courageux "mouvements démocratiques" en lutte avec les "staliniens". La Charte 77 a été conçue selon ce schéma.

Deux forces principales ont constitué la Charte 77: la droite catholique et la social-démocratie allergique au socialisme réel. Mais pour être en mesure de

toucher un public plus large, ses initiateurs se sont donné beaucoup de peine pour rallier une troisième force, celle des révisionnistes sortis du Parti communiste, Jan Tesar, un des signataires de la Charte, souligne cette "nécessité de la pluralité politique" et il poursuit: "Seule la coopération entre les trois tendances fondamentales peut permettre le développement d'une lutte contre le despotisme".³² Jiri Nemec, autre signataire, est un représentant de la tendance réactionnaire chrétienne qui aime l'underground et ses grands concerts de rock... parce que, dit-il, "l'underground cherche son orientation dans l'Evangile". Nemec a trouvé son orientation à lui, dans les œuvres des philosophes de l'extrême droite, Teilhard de Chardin — dans sa période fasciste —, Hanna Arendt et Heidegger avec son bavardage incompréhensible sur la liberté, sur "l'existence propre, authentique, l'homme se pensant en référence à sa propre fin", bavardage qui pare joliment la liberté d'exploiter. Après cette citation d'Heidegger, Jiri Nemec continue: "La théologie évangélique et la théologie catholique mènent aux sources profondes de la liberté humaine". L'homme libre est "le contraire du révolutionnaire classique qui ne fait qu'attendre l'occasion de sa vie pour se mettre à la tête des foules en délire".³³

Rudolf Battek, ancien député au Conseil national tchèque, signataire de la Charte 77, est un anticommuniste qui se réclame de la social-démocratie. Fustigeant le "totalitarisme" qui règne en Tchécoslovaquie, il est d'avis qu'une "solution de rechange, dans un système totalitaire, ne peut se ramener à des 'salades' réformistes. (...) On ne peut écarter le système totalitaire qu'en écartant par une politique appropriée tous les éléments d'une structure de dictature politique".³⁴

Jiri Hajek, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Dubcek, communiste "réformateur", a été le porte-parole de la Charte 77 au début de son existence. Le "communisme démocratisé" du Printemps de Prague resta son idéal. Mais il accepta de servir de paravent à tous les anticommunistes, tout en prévoyant, en 1978 déjà, "une explosion de ressentiment populaire beaucoup plus spontanée et violente que tout ce qu'on a pu voir en 1968", au cas où le soutien soviétique au PCT ne serait plus garanti.³⁵

En août 1978, eurent lieu les premières rencontres entre la Charte 77 et le KOR polonais représenté par Adam Michnik, Jacek Kuron, Jan Litynski, trois des principaux dirigeants de Solidarnosc. Commentant le Printemps de Prague, ils disaient alors dans une déclaration commune: "Toute l'Europe démocratique mettait ses espoirs dans le processus de démocratisation, en quoi elle voyait un essai de créer une alternative à un système totalitaire". Ainsi, Solidarnosc, avec son orientation ouvertement anticommuniste, était d'emblée considéré comme la suite logique du Printemps de Prague et de

son prétendu "socialisme à visage humain". En 1978, la Charte 77 et le KOR ont signé aussi des accords d'échange d'informations et de soutien mutuel et ils ont pris, ensemble, des contacts avec les "défenseurs des droits de l'homme" en Arménie, en Géorgie, en Lituanie et en Ukraine.³⁶

Vers la lutte finale?

Cette année-ci, la Charte 77 a lancé un appel, intitulé "Quelques phrases", devant servir à "une action permanente et de masse, à une sorte de référendum national". Proclamé le jeudi 29 juin 1989 sur Radio Free Europe, l'appel exige dans son point quatre: "De libérer les mass média et l'activité culturelle (en Tchécoslovaquie) de toute forme de manipulation (...), de les ouvrir à un débat libre". Malheureusement pour les "démocrates" de la Charte 77, certaines de leurs consignes, envoyées à Radio Free Europe, ont été rendues publiques. Il s'agissait, en fait, d'un plan de bataille détaillé, indiquant ce qu'il y avait à faire semaine après semaine, plan destiné à Radio Free Europe, ainsi qu'à la BBC et à la Voix de l'Amérique. Ses rédacteurs insistent lourdement sur la nécessité de publier l'appel dans Le Monde, The Times, la Frankfurter Allgemeine Zeitung etc. Toutes ces consignes confidentielles montrent clairement que le chemin de la Charte 77 vers les masses tchécoslovaques, passe essentiellement par les émissions des radios appartenant aux services secrets occidentaux et par la grande presse du monde impérialiste. "Nous nous sommes mis d'accord avec les Polonais, ajoute la Charte 77 dans ses directives confidentielles, pour qu'aussitôt après la publication de "Quelques phrases", la chose soit soutenue publiquement par la fraction parlementaire de Solidarité. Nous allons essayer d'obtenir le soutien des Hongrois."³⁷ Il est désormais évident que la Charte 77, marchant main dans la main avec la CIA, se prépare à la "lutte finale".

Ajoutons que le trotskiste Petr Uhl est parmi les plus actifs de ce concile des anticomunistes, réunis autour de la Charte 77. Il se vante d'ailleurs d'être un des principaux rédacteurs de cette Charte. Il note que l'opposition issue du Parti communiste tchécoslovaque et qui suivait la ligne Dubcek-Mlynar, a toujours refusé d'adhérer à la Charte 77. Il avoue aussi que "la majorité des signataires, c'est-à-dire à peu près tous", ne veulent pas entendre parler du marxisme.³⁸ Comme dans tous les pays socialistes, les trotskistes soutiennent, en Tchécoslovaquie, l'agitation entreprise par la CIA et par tout l'arc-en-ciel des nostalgiques du marché libre, en prétendant que ce beau monde aide, inconsciemment, l'avant-garde trotskiste à réaliser sa "révolution politique antibureaucratique" qui détruira le "système stalinien"...

Derrière Petr Uhl, son porte-parole tchèque, le groupe de Mandel se range avec fougue du côté du grand chambardement. La presse trotskiste titre, le

15 novembre 1988: "Tchécoslovaquie: Le moment des grands changements est-il arrivé?" L'article s'ouvre sur un éloge de Vaclav Havel, cet écrivain qui se targue de son courage à défendre les idées de l'extrême droite: "Quand les gens auront le courage de défendre leurs idées ouvertement, le moment des grands changements sera arrivé. Ainsi s'exprimait récemment Vaclav Havel, porte-parole du groupe tchèque dissident de la Charte 77."³⁹ Le groupe Mandel sait pertinemment que "les idées" que Havel, Nemec et Battek ont "le courage de défendre", sont celles de la droite pro-occidentale. Mais, reprenant les termes utilisés par Havel lui-même, il présente la réalisation de ces idées comme "le moment des grands changements". Aujourd'hui que le cours pro-capitaliste de la Hongrie est devenu évident, Mandel affirme que les mouvements de révolte en Tchécoslovaquie sont "aidés par les changements dans les pays voisins, la Hongrie, par exemple". Pour combattre le Parti communiste tchécoslovaque et les fondements socialistes de la Tchécoslovaquie, les trotskistes reprennent le programme social-démocrate et pro-impérialiste de Dubcek. Ils soutiennent la ligne de certains réformateurs du Parti tchécoslovaque, qui proposent "plus d'initiatives aux entreprises, l'introduction de certains mécanismes de marché, ainsi qu'un espace plus large laissé à l'initiative privée. Bref, une vraie perestroïka à la tchèque. Aussi indispensable qu'en URSS, si le pays veut échapper à la catastrophe économique". Mais, affirme la IVe Internationale, cette excellente ligne réformatrice pose un problème politique insoluble aux actuels dirigeants staliniens, puisque ces restructurations "ressemblent étrangement à la restructuration entamée lors du Printemps de Prague, sous la houlette de l'économiste Ota Sik..." Puis, poursuivent nos trotskistes, les bureaucrates tchèques "ont une peur bleue du Vent d'Est, de la politique de glasnost. On les comprend: la glasnost leur rappelle le Printemps de Prague, avec ses publications libres."⁴⁰

Ainsi, une fois de plus, Mandel enveloppe dans un emballage rosé, sa marchandise libérale, en l'occurrence, sa défense de la ligne sociale-démocrate du Printemps de Prague.

On peut s'attendre à ce que dans les mois et années à venir, la lutte des classes s'accroisse en Tchécoslovaquie sous la pression redoublée des puissances impérialistes. Son issue aura une grande signification pour l'ensemble des pays socialistes. Si le libéralisme économique et politique doit submerger la Tchécoslovaquie, alors la Yougoslavie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne constitueront une zone continue où les multinationales pourront étendre leur emprise. La République démocratique allemande sera complètement encerclée. Le déferlement des idées capitalistes influencera les droitiers qui se cachent dans l'équipe de Gorbatchev. L'af-

frontement entre le groupe pro-capitaliste de Sakharov-Eltsine et les marxistes-léninistes authentiques sera inévitable; où se situera Gorbatchev à l'heure de cette bataille décisive?

Octobre 1990. Post-scriptum. Ils étaient du côté de la "révolution"...

Il n'a pas fallu des années pour trancher la question évoquée plus haut: trois mois après la rédaction de cette étude, le régime socialiste tchécoslovaque, incapable d'opposer la moindre résistance à l'offensive de la droite nationale et internationale, s'effondrait. Nous avons assisté à des mouvements de masse importants à Prague. En Occident, des forces allant de l'extrême droite au trotskisme, en passant par la social-démocratie, ont salué "le peuple qui prend son destin en main" et ont acclamé "la révolution de velours".

Pour les marxistes, il était évident que ce brave peuple, complètement désorienté par le déferlement de la propagande de droite et par la capitulation honteuse de tous ceux qui s'affichaient comme communistes, marchait, les yeux fermés, derrière les bannières de la Restauration et de l'Ancien Régime. Personne ne dira que les dirigeants de la contre-révolution tchèque n'ont pas clairement annoncé la couleur. Le 15 octobre 1988 déjà, toutes les grandes figures de la Charte 77 et d'autres groupes d'opposition — Rudolf Battek, Jiri Dienstbier, Vaclav Havel, Jan Sabata, Ludvik Vaculik et une centaine d'autres -, avaient signé un Manifeste du Mouvement pour la Liberté civique.

En voici les thèses essentielles. "Le pluralisme économique est impossible sans pluralisme politique. Seule une transformation du système politique peut ouvrir la voie à une réforme économique véritablement radicale qui libérerait les entreprises du joug de la bureaucratie centralisée." "Nous sommes pour le pluralisme de diverses formes de propriété et de décision." Et, après avoir signalé les formes autogestionnaires et les coopératives, le Manifeste affirme: "Le plein rétablissement de l'entreprise privée est inéluctable dans les domaines du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises". "L'économie tchécoslovaque devrait s'intégrer, de façon naturelle, à l'économie mondiale, basée sur la division internationale du travail."⁴¹

La réaction du trotskiste Petr Uhl à ce Manifeste de la contre-révolution de velours, fut fort significative: tout en se déclarant solidaire de ses intentions fondamentales, il jugea opportun de ne pas signer un texte aussi compromettant. Uhl réaffirma son accord avec les signataires pour "une discussion de tous les problèmes politiques dans le respect du pluralisme".⁴² Le pluralisme d'Uhl englobe donc toute la gamme des forces pro-capitalistes et pro-impérialistes. Il s'agit, dit Uhl, d'unir "tous les adversaires du centralisme bureaucratique et du stalinisme", afin de "se libérer de l'enfermement dogmatique et de l'hégémonie bureaucratique", bref, de se libérer de ce qu'il

appelle "le socialisme réel".

Néanmoins, le Manifeste est si franchement à droite qu'il ne laisse pratiquement plus de place pour les petits numéros de démagogie qui constituent l'apport spécifique de Petr Uhl à la contre-révolution. Aussi est-il obligé de constater: "Il s'agit d'une plate-forme libérale démocratique proche du Parti libéral allemand et des libéraux anglais". "La prétention du Mouvement pour la Liberté civique de coordonner toutes les activités politiques démocratiques indépendantes a un caractère totalitaire."

Mais cette analyse tranchée n'empêche pas le trotskiste de continuer à faire les yeux doux à ses amis du pluralisme anticommuniste.

Il rappelle que beaucoup de signataires ont "un passé socialiste au meilleur sens de ce mot" et il salue, dans le Manifeste, "la revendication de l'autogestion dans les grandes entreprises", autogestion qui ne dépasse pas le cadre de l'actionnariat ouvrier de madame Thatcher.⁴³

Ainsi, la droite tchèque proclame haut et fort sa volonté de restauration, mais elle promène avec ostentation un petit appendice rosé qu'elle offre à l'admiration d'une certaine "gauche". Une poignée de trotskistes, sans la moindre emprise sur les masses, s'efforcera de maintenir la fiction que la droite, massive et agressive, agit selon la ligne de la "révolution politique antibureaucratique" de Trotski!

Après la victoire de la contre-révolution et la mise en application du Manifeste qu'il a lui-même qualifié de libéral, Uhl déclare: "On pourrait discuter dans quelle mesure la théorie de Trotski sur la révolution politique a été justifiée. Je pense que c'est en Tchécoslovaquie que la réalité est la plus proche de cette théorie".⁴⁴ Et l'homme, qui ne brille point par une grande intelligence, d'expliquer cette "révolution politique": "Tant qu'il s'agit de dire qu'on est contre le 'communisme', contre le stalinisme, contre la bureaucratie, tout le monde est d'accord."⁴⁵ Belle description du front uni de tout l'arc-en-ciel anticomuniste! "Il y avait ceux qui voyaient dans la Charte 77 un pas en direction de la révolution politique — c'était mon cas; d'autres y voyaient un moyen de propager la parole du Christ. C'était un véritable laboratoire de tolérance."⁴⁶ Pour renverser et détruire le socialisme (que ce soit un socialisme vigoureux et fort ou un socialisme malade et miné), les clérico-fascistes, les nationalistes réactionnaires, les agents de la CIA et les sociaux-démocrates se serrent les coudes et ils font, bien sûr, preuve d'une grande "tolérance" envers les pseudo-socialistes qui viennent renforcer leur agitation à coup de citations de Trotski.

La fameuse "révolution antibureaucratique" de la IVe Internationale est ainsi passée par le feu de la pratique. Elle a dévoilé, du coup, son caractère pu-

rement démagogique. Sa substance se réduit à des phrases ronflantes à consonance de gauche, pour parer un processus contre-révolutionnaire. Un exemple frappant: le groupe Mandel salue le 12 janvier 1990: "le brusque accès à la vie politique de centaines de millions d'hommes et de femmes des pays de l'Est".⁴⁷ Onze mois plus tard, il se voit obligé d'avouer, "en passant", que cette phrase pompeuse ne correspondait à rien. Le 23 novembre 1990, il écrit: "Selon Petr Uni, il n'existerait que quelques centaines, voire quelques milliers de militants du Forum civique au niveau régional et local". "Le mouvement étudiant qui a, pour une large part, été le moteur des événements de novembre 1989, n'existe plus."⁴⁸

L'accès à la vie politique des masses, signifie, en langage marxiste, que les masses deviennent conscientes des intérêts historiques de leur classe, qu'elles s'organisent dans un parti marxiste-léniniste et qu'elles tendent à instaurer la dictature populaire contre les forces de l'impérialisme, du capitalisme et de la bureaucratie. Mandel parle de l'accès à la vie politique des masses, au moment où celles-ci suivent une droite ivre de revanche. Cet "accès à la vie politique" s'est réalisé, en Tchécoslovaquie, en novembre 1989, au sein du Forum civique, dirigé par Havel dont les liens avec la CIA ne sont un secret pour personne. Selon Pavel Pechacek, chef de la section tchécoslovaque de Radio Free Europe, financée par le gouvernement américain, l'influence de sa radio dans l'évolution des pays de l'Est est manifeste. "Nous avons toujours joué un rôle important. Selon le dirigeant de la révolte étudiante à Bratislava, c'est Radio Free Europe qui a mis le feu aux poudres. Nous avons toujours eu des contacts étroits avec Havel, Carnogursky et Dienstbier qui sont aujourd'hui membres du nouveau gouvernement mais qui ont, pendant des années, travaillé pour nous comme correspondants indépendants". Le 20 novembre 1989, Pechacek a reçu un visa d'entrée de l'ambassade tchèque à Bonn. "Je n'arrive pas à le comprendre, dit-il. Havel refusait de croire que je l'attendais à Prague, et Petre Pithart disait qu'il voulait d'abord me toucher avant d'y croire."⁴⁹ Voilà les personnages qui ont "éveillé les masses à la vie politique"...

En octobre 1990, Vaclav Klaus a été élu à la tête du Forum civique. Klaus, qui s'était lié à Vaclav Havel en 1968, au cours du Printemps de Prague, est devenu un de ses principaux conseillers. Depuis de longues années, Klaus affiche son admiration pour Milton Friedman et pour Hayek, les deux économistes les plus en vue de la droite américaine, se prononçant pour "une économie de marché sans adjectif aucun".⁵⁰ L'accès des masses à la vie politique, est donc dirigé par des admirateurs de Reagan.

Ces vérités, toute la presse internationale les avait amplement exposées début 1990. C'est donc en connaissance de cause que Mandel a continué, en

mars de cette année, à louer un processus ayant pour programme la restauration complète du capitalisme. "Dans quelques Etats-satellites", déclara Mandel le 21 mars 1990 à un journal boursier belge, "le passage vers un modèle tout à fait occidental est possible, mais cela n'est pas le cas dans des pays comme l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie."⁵¹

Le groupe de Mandel sait pertinemment bien que l'écrasante majorité de la Charte 77 et, ensuite, du Forum civique, se situe entre la droite rétro et la droite disco. Il s'est uni à ces individus dans une haine commune du communisme. Et avec la désinvolture d'un homme pas très malin, Petr Uhl avoue qu'il restera solidaire de cette droite, aussi longtemps que les derniers restes du système socialiste ne sont pas éliminés! Commentant la façon dont les chefs du Forum civique se ruent sur les postes lucratifs, Uhl déclare: "Il y a une course aux postes de ministre ou de député, avec des procédés antidémocratiques. Pour l'instant, je critique cela d'une manière, disons, polie, parce que l'ancien régime n'est pas encore battu".⁵² Un de ses proches, Fiser, lui aussi co-fondateur de la Charte 77 avoue: "Havel n'est pas le démocrate que les médias présentent. Son programme se réduit à des imbécillités pseudo-humanistes. Ses conseillers, dont certains sont de connivence avec la CIA, l'isolent systématiquement de toute critique d'autres tendances au sein du Forum civique."⁵³ Bel aveu que le Forum est dominé par les partisans obtus de l'ordre bourgeois. Et comme elle est ridicule, la plainte de Fiser que les agents de la CIA empêchent le cher Havel d'entendre les critiques de la "gauche" du Forum! Cette pseudo-gauche a été utilisée pour influencer certains milieux progressistes en Occident. Une fois que la restauration a définitivement triomphé, ces marginaux ont perdu toute valeur.

Et pourtant, même après la restauration, un homme comme Uhl continuera à servir la droite victorieuse! En février 1990, faisant le panégyrique de la "révolution démocratique", Uhl décèle, en son sein, une aile technocratique, majoritaire, et une aile "autogestionnaire" qui a sa préférence. "Ou bien ceux qui sont engagés dans la lutte révolutionnaire essaient de canaliser tout le processus révolutionnaire dans les rails de l'Etat, ou bien ils essaient d'institutionnaliser des organismes ou mécanismes sociaux non étatiques. Ou bien les gens sont organisés par l'Etat ou bien ils s'auto-organisent."⁵⁴ Choisir entre l'Etat et l'autogestion, c'est un vieux cri anarchiste. L'Etat est toujours un instrument de la dictature d'une classe et Uhl a contribué à la restauration complète de la dictature de la bourgeoisie. Cette démagogie sur l'autogestion s'est terminée en farce grotesque, lorsque notre autogestionnaire a été promu à la tête de Agence de presse tchécoslovaque, la voix officielle de la nouvelle Tchécoslovaquie bourgeoise! Uhl dirige depuis février 1990 les 1.700 employés de l'APT pour informer le public des bienfaits des Havel et

des Klaus! Celui qui, hier encore, vantait l'autogestion, affirme aujourd'hui que l'Etat représente la société... "On sous-entend généralement que, si nous dépendons de l'Etat, nous soutenons le gouvernement. Ce qui n'est pas exactement le cas. Nous devons bien sûr 'respecter' le gouvernement, mais s'il y a un conflit, c'est plutôt à un comité parlementaire d'en décider parce que le parlement représente davantage l'Etat que le gouvernement. Nous avons la tâche de propager des informations sur la société tchécoslovaque à l'étranger. Cela concerne l'Etat tchécoslovaque parce qu'il représente pour le moment la société tchécoslovaque."⁵⁵ Ainsi, le trotskiste Uhl est devenu le porte-parole officiel des forces qu'il qualifiait un an auparavant, de bourgeoises-libérales... On trouvera difficilement meilleure illustration du contenu réel de la "révolution politique antibureaucratique".

Notes.

1. *NRC-Handelsblad*, 4 juillet 1989, p. 7, article de Hans Renner.
2. *Le Monde*, 26 juillet 1989, p. 4.
3. *La Libre Belgique*, 1 août 1989.
4. *Le Monde*, 1 août 1989, p. 24.
5. Ibidem,
6. *Le Monde*, 26 juillet, p. 4.
7. Ibidem.
8. Ibidem.
9. Ibidem.
10. *Le Monde*, 28 juillet 1989, p. 6 et 7.
11. *Le Monde*, 26 juillet, p. 4.
12. Ibidem.
13. Ibidem.
14. *Le Congrès clandestin — le 14e congrès extraordinaire*, éd. Seuil, 1969, p. 148 et 146.
15. *De Standaard*, 3 août 1989.
16. *Forum-dissidences n° 1*, mai 1989, Genève, p. 26–27.
17. *Le Monde*, p. 14.
18. *Le Congrès clandestin*, p. 145–146.
19. *Faut-il changer notre programme?* 1921, p. 101.
20. *Le Congrès clandestin*, p. 258.

21. *Ibidem*, p. 156.
22. *Ibidem*, p. 158 et 300.
23. Cité dans: Les événements en Tchécoslovaquie: Faits, documents, presse, témoignages, Moscou 1968, p. 90–91.
24. *Ibidem*, p. 89.
25. *Le Congrès clandestin...*, p. 357 et 346.
26. *Ibidem*, p. 346 et 348.
27. Fidel Castro, *Allocution du vendredi 23 août 1968*, Instituto del Libro, p. 10.
28. *Ibidem*, p. 10 et 19.
29. *Ibidem*, p. 12–13 et 15.
30. *Ibidem*.
31. XLVe Congrès du Parti communiste de Tchécoslovaquie, Prague, 1971, éd. Orbis, p. 19 et 16.
32. *Listy*, Organe de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, n° 8, 1978, p. 19.
33. *Listy*, Organe de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, n° 15–16, 1980, p. 29–33.
34. *Ibidem*, p. 28.
35. Jiri Hajek, *Dix ans après*, éd. Seuil, 1978, p. 200.
36. *Listy*, n° 9, 1978, p. 23.
37. Cité dans: Le scénario et la mise en scène de Quelques Phrases, *Rude Pravo*, 22 juillet 1989.
38. *Listy*, n° 8, 1978, p. 24 et 26.
39. *La Gauche*, 15 novembre 1988, p. 11.
40. *Ibidem*.
41. *Inprecor*, n° 283, 1989, p. 24.
42. *Ibidem*, p. 26–30.
43. *Ibidem*.
44. *Inprecor*, n° 304, 1990, p. 26.
45. *Ibidem*.
46. *Inprecor*, n° 300, 1990, p. 8.
47. *Ibidem*.

48. *Inprecor*, n° 319, 1990, p. 4.
49. *NRC-Handelsblad*, 13 janvier 1990.
50. *The Wall Street Journal*, 6 mars 1990, 'Trague's Free market Minister'.
51. *De Financieel Economische Tijd*, 21 mars 1990, Ernest Mandel: 'Gorbatjov is te vergelijken met Roosevelt'.
52. *Inprecor*, n° 300, 1990, p. 8.
53. *La Gauche*, 3 octobre 1990, 'Fiscer, co-fondateur Charte 77'.
54. *Inprecor*, n° 304, 1990, p. 26.
55. *Ibidem*, p. 27.

Janvier 1990. Les premiers fruits pourris de la "révolution démocratique".

Ces derniers temps, la presse nous a appris avec une insistance déconcertante que "seule la Roumanie résiste à la vague de libéralisation" qui déferle à l'Est et se bétonne dans un "stalinisme anachronique". Le 19 décembre 1989 encore, des habitués de la Bourse de Bruxelles soupiraient: "Malgré la libéralisation générale en Europe de l'Est, la Roumanie de Nicolae Ceausescu continue à défendre les valeurs du 'socialisme scientifique' et du rôle dirigeant du Parti communiste dans la vie politique du pays".¹

Depuis lors, il y a eu, si l'on veut bien en croire madame Thatcher et monsieur Bush, experts en la matière, "la révolution". Le socialisme signifie tyrannie, misère et corruption; le peuple a fait sa révolution pour obtenir la liberté, l'égalité et la fraternité. "Merveilleux peuple roumain", s'exclamait madame Thatcher dans un élan de cœur peu habituel chez elle. Et les Belges ont amassé du chocolat, du sucre, du lait en poudre, des vêtements usagés, des médicaments, avec la conviction ferme d'apporter leur pierre à la noble cause du combat contre la tyrannie et la misère.

Cependant, il est plus facile de donner en offrande un kilo de sucre, que de préciser le sens du mot liberté. Quel visage présenteront la liberté, l'égalité et la fraternité dans la Roumanie de demain? Et si liberté signifiait tout bêtement privatisation, et égalité, tout simplement possibilité pour tous d'acheter des entreprises — pour autant qu'ils en aient les moyens? Et fraternité, les liens d'intérêt qui unissent tous les exploités du monde?

Dans la "révolution" roumaine, on trouve des vedettes d'un jour pour chanter avec emphase la Liberté devant le peuple. Mais on y rencontre aussi, bien à l'écart des foules en délire, des économistes pour parler prosaïquement de l'essentiel. Comme le dit si bien un journal financier à propos des bouleversements à l'Est: "Cette dérive du communisme est accompagnée de réformes économiques qui mettent fin au dogme de la 'socialisation des moyens de production'. Les nouvelles lois adoptées un peu partout, feront de l'année 1990 celle de la privatisation des entreprises".² Ainsi, L'Echo de la Bourse a bon espoir que la révolution (ah oui, lecteur conservateur, il faut suivre un peu le mouvement, L'Echo de la Bourse est un partisan décidé de la Révolution!) connaisse une victoire totale. Bien sûr, la révolution pourrait être encore quelque peu freinée par "l'existence d'une bureaucratie qui fait tout pour mettre des bâtons dans les roues de ceux qui veulent aller de l'avant".³ Mais la révolution vaincra. La Bourse n'en doute point.

Le diable se transforme en ange et vice versa...

Pauvres esprits manipulés, qui croient que nos multinationales et nos chaînes de télévision s'intéressent à la "liberté", à la "démocratie" et à la "lutte contre la dictature" en Roumanie. Nos hommes politiques, n'ont-ils pas, il y a à peine quelques années, craché leur venin le plus noir contre le tyran Jaruzelski? Après son coup d'Etat du 13 décembre 1981 et la prise du pouvoir par un Conseil militaire pour le Salut national, Jaruszelki symbolisait le totalitarisme stalinien. Mais comme le type déroule aujourd'hui le tapis rouge devant nos multinationales, on vante désormais sa sagesse et sa stature d'homme d'Etat. Le Figaro Magazine, point de convergence de toute la droite anticomuniste française, titre le 21 octobre 1989: 'Exclusif: Jaruzelski. Le coup du Charme'. Et sous un portrait flatté de l'ancien monstre stalinien, on lit: "L'apprentissage du consensus. Communiste, militaire dévoué au parti, le général Jaruzelski cherche à inventer aujourd'hui un personnage nouveau: le président au-dessus des partis, qui incarnerait la nation et non une idéologie".⁴

Il n'y a pas dix ans, au moment où il fallait encore diviser les pays socialistes pour mieux les infiltrer un à un, Ceausescu reçut une médaille royale des propres mains de la reine d'Angleterre et il fut reçu en grande pompe par le roi Baudouin. En 1982 encore, Willy De Clercq (ex-chef du Parti libéral, homme de la Société Générale, Commissaire européen) nous entretenait de la Roumanie: "Nicolae Ceausescu est un pacifiste de longue date. (...) Malgré l'idéologie socialiste du Parti communiste roumain, le pays mène, dans la pratique, une politique exprimant les véritables intentions de cette nation".⁵ A ce moment, la droite disait Ceausescu "grand travailleur", "humaniste", "ennemi des abus de la bureaucratie" et "homme sobre menant une vie très simple".⁶

Le même Ceausescu devient aujourd'hui, pour ces propagandistes de la droite, un tyran sanguinaire, le "Dracula des Carpates", un "vampire", le "Roi-Soleil de la Roumanie", pour l'unique raison qu'il s'est opposé, bien tardivement, à la vague de capitalisme sauvage déferlant sur l'Europe de l'Est.

En un tour de main, nos spécialistes de la guerre psychologique peuvent transformer le tyran Jaruzelski en homme d'Etat et le réformateur courageux Ceausescu en dictateur effroyable. Ces méandres de la propagande n'ont rien à voir avec la duplicité ou l'hypocrisie. Ils servent un but constant, poursuivi avec esprit de suite: diviser le mouvement communiste, soutenir les tendances révisionnistes, promouvoir les intérêts du monde capitaliste.

Opposé à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 comme à l'occupation de l'Afghanistan en 1979, Ceausescu contribuait, aux yeux de l'Occident, au développement du nationalisme antisoviétique et à l'effrite-

ment du camp socialiste. Acceptant avec avidité les crédits plantureux que l'Occident lui offrait, Ceausescu permit l'accroissement des privilèges parmi l'élite du parti et de l'Etat et répandit l'idée que le socialisme pouvait se marier avec une mainmise croissante des multinationales sur le pays. Il n'y avait rien d'hypocrite dans la propagande habile de Willy De Clercq à la gloire de ce révisionnisme roumain.

Mais en 1989, des personnages qui déploient ouvertement le drapeau américain sont arrivés au pouvoir en Pologne et en Hongrie. Qui, en Occident, aurait encore besoin du révisionniste Ceausescu comme appui? D'autant plus que ce dernier, alarmé depuis plusieurs années par l'agressivité croissante du capitalisme, s'est rétracté. Ne disait-il pas, le 24 octobre 1989: "Les milieux impérialistes proclament de plus en plus instamment la toute-puissance du capitalisme et prédisent, à nouveau, une disparition imminente du socialisme. Ces réactionnaires ont déclenché à nouveau une offensive idéologique et politique visant à diffamer et à saper le socialisme, une politique d'ingérence dans les affaires intérieures et de déstabilisation des pays socialistes, en usant de tous les moyens de l'arsenal de la guerre froide, depuis l'information dénaturée de l'opinion publique et le dénigrement du socialisme, le chantage, la diversion, les sanctions économiques et politiques, jusqu'au financement direct de groupements et de forces antisozialistes et antinationales".⁷ Rien dans ces paroles n'est faux. Pour qu'on ne les écoute pas, les anciens laudateurs de Ceausescu le déclareront "vampire", "Néron", "fanatique de pornos"...

La faune multipartite qui envahit la Hongrie.

La liberté politique que la droite veut imposer en Roumanie à coups de mensonges, de mises en scène macabres et avec force fusils et chars, est déjà réalité en Hongrie. Impossible de fermer les yeux sur la contre-révolution bourgeoise qui s'empare de ce pays.

En mai 1989 déjà, une Conférence de la fraction "réformatrice" du Parti communiste hongrois adoptait un manifeste de rupture avec tout le passé socialiste. Sous l'autorité de trois membres du bureau politique, Imre Pozsgay, Rezso Nyers et Pal Vastagh, la Conférence abjurait le communisme, cette forme de "despotisme asiatique", pour embrasser le socialisme démocratique à l'occidentale. Elle réhabilitait la contre-révolution antisocialiste de 1956 et son chef, Imre Nagy. Et, en toute logique, elle sortait le programme de 1956 des tiroirs: "neutralité garantie par les deux superpuissances", "transition planifiée vers un système multipartite", "transformation complète de l'économie".⁸

Cette fraction est devenue dominante au Congrès du 7 octobre 1989 qui en-

terre le "Parti socialiste ouvrier hongrois, une formation de type bolchevik (!)", pour former le nouveau Parti socialiste hongrois dont les mots d'ordre sont: "Une démocratie parlementaire pluripartite", "l'économie du marché" et "la liberté de l'acquisition de biens".⁹ Imre Poszgay annoncera la couleur: "Le communisme n'est plus à l'ordre du jour. Notre objectif, c'est le socialisme démocratique. J'ai de très bons contacts avec Bettino Craxi, le numéro un du parti socialiste italien, avec Hans Jochen Vogel, le président du SPD ouest-allemand. J'apprécie la politique suivie par les socialistes français".¹⁰ Faisant, en octobre 1989, le bilan de six mois de travail gouvernemental, le premier ministre Miklos Nemeth mentionne parmi les changements fondamentaux introduits: l'instauration d'une "démocratie parlementaire", "l'initiation d'un programme de libéralisation sans précédent à ce jour dans les pays de l'Est européen" et "l'amorce d'une vaste réforme de la propriété". "Grâce à tout cela, l'économie hongroise s'est rapprochée des économies de marché modernes,"¹¹ Bref, l'ancien parti communiste se prononce sans fioritures pour un système politique et économique bourgeois.

Or, il faut savoir que la Hongrie compte aussi un Parti social-démocrate, fusionné en 1948 avec le parti communiste, mais qui renaît de ses cendres fin 1988. Comment ces socialistes peuvent-ils se profiler face à un parti ex-communiste, complètement social-démocratisé? Tout simplement, en parlant plus franchement que les partis sociaux-démocrates occidentaux ont l'habitude de le faire! "Les sociaux-démocrates hongrois", nous apprennent ces messieurs, "entendent créer le pont entre les entrepreneurs, c'est-à-dire les bourgeois moyens, et la classe ouvrière. Ils n'acceptent pas la contradiction travail-capital, puisqu'ils estiment que le revenu national ne croîtra que dans la mesure où la couche d'entrepreneurs en sera le moteur."¹² Que c'est bien dit!

Nous voilà renseignés sur la "gauche" hongroise. (Louis Van Geyt, président d'un parti, lui aussi en voie d'extinction, écrira à Rezso Nyers, président du nouveau Parti socialiste hongrois: "Nos meilleurs vœux de succès pour l'entreprise de renouvellement démocratique du socialisme en Hongrie".¹³ C'est de cette voix que doivent se parler les morts.)

Voyons maintenant le reste de la faune multipartite. Le 18 septembre 1989, les deux partis mentionnés ont signé un accord avec cinq partis de droite, le Forum démocratique hongrois, le Parti des petits Propriétaires, le Parti populaire hongrois, le Parti démocrate chrétien et la Société Endre Bajcsy-Zsilinsky.

Ensemble, ils proclament leur intention d'inscrire dans la nouvelle constitution que la nation hongroise "accepte les valeurs de la démocratie bour-

geoise et du socialisme démocratique"!¹⁴ Trois partis d'opposition ont refusé de signer cet accord parce qu'il contenait trop de concessions aux communistes...

Le socialisme, société révolutionnaire où dominant les intérêts des travailleurs, ne peut se défendre et se développer que sous la direction ferme d'un parti d'avant-garde marxiste-léniniste. Le parti communiste hongrois a mis 36 ans, entre 1953 et 1989, à dégénérer. Le multipartisme a été introduit en Hongrie par la "révolution de velours" de 1989, comme un nouveau régime à multiples partis bourgeois.

Et qu'en est-il de cette autre conquête de la "révolution": la liberté de la presse? En octobre 1989, Radio Free Europe, financée au départ par la CIA pour être reprise par la suite par le Congrès américain, a pu ouvrir un bureau à Budapest et commencer à recruter des journalistes sur place. Richard Murdoch a déjà acheté 50% des actions de deux journaux hongrois populaires et Robert Maxwell annonce qu'il investira dans des télévisions et des journaux hongrois. La liberté de la presse sera celle de tout pays capitaliste: la liberté, pour le capital, d'acheter toute l'industrie de l'information et la liberté, pour les services policiers, de la manipuler.¹⁵

Des révolutions qui rapportent gros à nos multinationales!

Le sens réel des événements en Roumanie ne peut être dégagé du cocktail de demi-vérités, de rumeurs, de critiques justifiées, d'intoxications et de haines anticomunistes que nous servent aujourd'hui les médias. Et pourtant, dans la lutte de classe féroce qui s'est déclenchée au niveau international, il n'est pas difficile de comprendre quelles forces sociales dirigeront la Roumanie "libre".

Il nous suffit d'examiner objectivement le cours des événements en Pologne et en Hongrie, pour nous rendre compte de ce qui se passe réellement en Roumanie: la chute finale d'un socialisme miné par ses erreurs et ses faiblesses, le retour au pouvoir d'une droite et d'une extrême droite ivres de vengeance, le rétablissement, par petits pas tactiques, de la dictature féroce des multinationales européennes et américaines.

Aujourd'hui, les multinationales ne discutent plus de l'avenir de l'Europe de l'Est: elles ont la certitude tranquille que le rétablissement de leur pouvoir y est désormais assuré. Leurs discussions portent maintenant sur la façon de s'y prendre, sur la tactique, sur les écueils à éviter. La presse américaine donne le ton. "Les insurrections populaires en Europe de l'Est se sont concentrées essentiellement sur le renversement des partis communistes autoritaires qui ont gouverné pendant plus de quarante ans. La question fondamentale, disent unanimement les experts, est de savoir jusqu'où il faut dé-

manteler les systèmes économiques communistes centralisés et aller vers le capitalisme du marché libre avec sa propriété privée et sa capacité de créer une société de gagnants et de perdants."¹⁶ "Comme, dans les différents pays, les larges structures de planification et de régularisation sont supprimées, les affaires avec l'Europe de l'Est commenceront à ressembler aux opérations dans les autres pays en voie de développement, disent les experts. 'Dans deux ou trois ans, ce sera le cas en Pologne, talonnée par la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est', dit David M. Kemme, un économiste à l'Institut pour les Etudes de Sécurité Est-Ouest de New-York."¹⁷

En Roumanie, les foules agitent encore les drapeaux troués de la victoire sur le socialisme. Mais à propos de la Pologne et de la Hongrie, les journaux boursiers qui, il y a un an encore, battaient le tambour de la mobilisation pour la liberté et la démocratie, parlent déjà plus prosaïquement. "A l'instar de ce que l'on connaît déjà trop bien en Amérique latine, écrit L'Echo de la Bourse, les restructurations auxquelles les Polonais et les Hongrois seront soumis risquent fort de faire mal."¹⁸ Mais, puis-je vous demander, ces Polonais et ces Hongrois, ne viennent-ils pas de sortir de l'enfer communiste? Et vous vous proposez de leur faire plus mal que ce qu'ils ont souffert en enfer?

Pas un homme d'affaires de Paris ou de New-York ne nous contredira: après la tyrannie de Ceausescu qui interdisait d'importer librement, d'investir et d'acheter des entreprises, nous voilà entrés tambour battant dans la grande époque de la liberté de piller, d'exploiter, de conquérir. Bientôt, les multinationales seront libres en Roumanie, comme elles le sont déjà en Hongrie. L'économiste Jacques Nagels parle d'un capitalisme sauvage en Hongrie. Ce n'est que partiellement vrai: la part essentielle du capital national passera aux mains des multinationales, le reste tombant entre les mains d'exploiteurs hongrois qu'on appellera à juste titre "sauvages". Depuis janvier 1989, trois lois déterminent le nouveau cours capitaliste en Hongrie. La première permet de créer des Sociétés Anonymes, occupant jusqu'à 500 travailleurs. La deuxième donne le feu vert à des participations étrangères majoritaires et à l'exportation des bénéfices en devises. La troisième régleme la privatisation des entreprises d'Etat.¹⁹ Peu après, la firme Ganz, important fabricant de matériel ferroviaire, passe dans des mains britanniques. 49,65% des actions de Tungsram AG, fabricant de lampes électriques, sont acquises par la Girozentrale autrichienne. Commentaire de Kal-man Mizsei, économiste hongrois: "Si la moitié d'une des entreprises les plus grandes et les plus performantes peut être achetée pour 110 millions de dollars, l'Allemagne fédérale peut acheter tout le pays".²⁰ Le secrétaire-général de la Chambre de Commerce hongroise, Peter Lorincze, estime que 25% de l'industrie hongroise peut passer dans des mains étrangères, "ce qui est à peu près le ratio

d'avant-guerre".²¹ Au nom de l'autogestion, 80% des entreprises hongroises sont dirigées, depuis 1984 et donc sous Kadar, par des Conseils d'entreprise dont les membres agissaient en fait comme des actionnaires privés. Dans les premiers onze mois de 1989, quarante entreprises importantes sont vendues par leur direction "autogestionnaire" à des investisseurs étrangers.²²

Tous les philanthropes qui apportent leur kilo de sucre et leur paquet de chocolat à la Roumanie, peuvent trouver là matière à réflexion. Comment ce peuple roumain adoré, pourra-t-il maintenir son indépendance, si le FMI lui dicte sa loi? Comment développera-t-il son économie, lorsque la libre concurrence extérieure y fera des ravages? Comment connaîtra-il le bien-être, quand les multinationales commenceront à drainer ses maigres richesses en direction de Paris, Bonn et New-York? Et c'est exactement ce qu'envisagent les banquiers occidentaux. "L'écroulement du rideau de fer pourrait donner un coup de fouet supplémentaire à nos économies occidentales. C'est en tout cas l'avis de la banque Indosuez qui prédit que d'ici 1995, les pays de l'OCDE bénéficieront d'un supplément de croissance annuel d'un demi pourcent. La République fédérale d'Allemagne accaparant à elle seule un supplément cumulé de croissance de 4,5% à 5% au cours des six années à venir."²³ Ainsi, le Produit national brut de la seule République fédérale d'Allemagne s'accroîtra de 35 milliards de dollars, grâce à la "liberté" retrouvée en Europe de l'Est. Est-ce que nous avons apporté notre modeste kilo de sucre pour rendre cela possible? Qui payera cette "croissance supplémentaire" dans le monde impérialiste, sinon les travailleurs polonais, hongrois et roumains? Qui pourra continuer à feindre que les multinationales ont aidé à renverser Ceausescu pour "sortir les Roumains de leur misère"?

L'entrée triomphale des bouchers du F.M.I.

Les multinationales peuvent étaler une telle confiance dans leur avenir en Pologne et en Hongrie, parce que leurs hommes y sont déjà au pouvoir. Bronislaw Geremek est le président du groupe parlementaire de Solidarnosc. De passage à Bruxelles, il déclare: "Nous savons ce que nous voulons: une économie de marché qui tourne rond. On peut penser aussi qu'il devrait y avoir une place pour des pays comme la Pologne et la Hongrie au sein de la Communauté européenne. Et si la méthode que nous employons actuellement pour arriver à l'économie de marché n'est pas la bonne, nous devons la changer. La CEE peut aider la Pologne à diminuer le coût social de ces transformations".²⁴ Ceci correspond aux vœux les plus téméraires que la droite européenne pouvait exprimer au cours des années soixante-dix: la Pologne doit se soumettre aux lois du marché et s'intégrer dans l'Europe impérialiste qui supervisera ces transformations. Et pour les besoins de la reconquête de l'Europe de l'Est, la Communauté européenne a créé d'urgence une "Banque

de développement pour les pays de l'Est" au capital de 11 milliards d'écus. Jacques Attali, le bras droit du très socialiste monsieur Mitterrand, en sera le président. "Si l'on en croit le premier rapport des experts, il serait possible d'accorder des crédits de l'ordre de 1,1 à 2,2 milliards de dollars, essentiellement pour financer des investissements privés."²⁵

Mais pour diriger le changement en Pologne et en Hongrie, l'Europe fera appel au Fonds Monétaire International, plus expert en la matière, plus rôdé à dresser les "plans de restructuration" et les "plans de sauvetage" qui sèment la misère, le dénuement le plus inhumain, la mort en Afrique et en Amérique Latine. Et effectivement, les bouchers du F.M.I. ont déjà été intronisés par la droite polonaise et hongroise.

Détruire des structures socialistes et réintroduire le règne des multinationales, voilà une tâche exaltante, certes, mais tout à fait nouvelle pour les wonderboys américains du F.M.I. "Le Fonds Monétaire International n'a jamais dû diriger la transition d'un communisme du style soviétique vers un capitalisme basé sur le marché. En fait, 90% de l'industrie polonaise est propriété de l'Etat. Il n'est pas du tout clair comment des privatisations aussi larges peuvent être mises en pratique."²⁶ Une agence de la Banque mondiale, l'International Financial Corporation, a déjà annoncé un plan en cinq points pour aider la Pologne à privatiser son économie et pour créer des marchés financiers. Ces développements sont considérés par les multinationales comme des conditions nécessaires pour investir en Pologne.²⁷ La Pologne "libre" se laisse donc coloniser avec complaisance par les experts du F.M.I. et les diplômés de Harvard University qui pullulent dans les cabinets occultes des nouveaux ministres. Sacrifices, austérité, déchaînement des forces du marché libre. "Selon Witold Trzeciakowski, le président du Conseil économique, le 'traitement de choc' pourrait comprendre une formule pour transformer l'industrie d'Etat en propriété privée, la dissolution des monopoles, raffinement des procédures de faillite, l'organisation d'une bourse d'actions, la création d'un secteur bancaire qui fonctionne selon des principes capitalistes, l'élaboration d'une nouvelle structure de taxes, l'ouverture d'agences pour chômeurs et, bien sûr, l'assurance d'aide financière occidentale pour toute cette opération."²⁸

Début décembre 1989, le parlement hongrois a rejeté les conditions du programme économique gouvernemental, rédigé en accord avec les experts du FMI. "Miklos Nemeth premier ministre hongrois, a tenu à mettre le parlement en garde, le priant d'adopter le programme économique, sous peine de se voir fermer les vannes des financements occidentaux et peut-être bien d'assister à un effondrement de l'économie du pays."²⁹ En écoutant ces paroles, rappelons-nous que ces braves Hongrois viennent tout juste d'échap-

per à la tyrannie communiste. Ils ont conquis la démocratie avec le multipartisme et un parlement bourgeois et tout le Saint-frusquin. La démocratie parlementaire est l'expression de la volonté du peuple, l'incarnation de sa souveraineté, nul ne doit en douter. Voilà pour la rhétorique. Mais la réalité terre-à-terre, ils doivent encore s'y familiariser, ces Hongrois un peu naïfs. Les parlementaires doivent encore apprendre à exprimer avec fidélité la volonté du Fonds Monétaire International, des multinationales et de la nouvelle race de requins, les entrepreneurs hongrois. Et Miklos Nemeth -ancien chef du parti communiste — devant quelques réticences, se voit obligé d'aboyer: Obéissez! Sinon les vannes des banques impérialistes se fermeront et l'économie hongroise s'effondrera! Pauvres Hongrois. Ils se sont réjouis de la mort d'un socialisme maladif; ils ne tarderont pas à sentir le talon de fer du capital, la dictature autrement plus terrifiante d'une classe qui accumule des capitaux en soumettant sans pitié la force du travail.

Misère détestable et misère salvatrice....

Depuis plusieurs années, l'impérialisme a saboté la coopération économique avec la Roumanie dans le but de saigner à blanc sa population et de nourrir ainsi le mécontentement populaire. On se rappelle qu'il y a vingt ans à peine, pour étendre l'influence occidentale en Roumanie, les financiers occidentaux avaient fait une cour assidue à Ceausescu en lui faisant miroiter les avantages d'une coopération multiforme...

En avril 1989, la CEE rompt les négociations pour une nouvelle convention économique avec la Roumanie. Les Etats-Unis lui ont déjà supprimé le statut de nation la plus favorisée. Aussi, durant les neuf premiers mois de 1989 note-t-on une chute de 51% du commerce USA-Roumanie.³⁰ Au moment où certains annoncent la fin de la guerre froide, parce qu'ils ont rejoint le camp ennemi, l'Occident conduit la guerre psychologique et économique avec une franchise arrogante. "La commission européenne est résolue", pourra dire Frans Andriessens, commissaire européen, "à encourager le passage pacifique à un système économique et politique pluraliste dans ce pays (la Roumanie)". C'était le 20 décembre 1989. La lutte finale sonnait. L'Europe capitaliste se ruait à la reconquête des territoires perdus.³¹

Cette guerre économique, présentée avantageusement comme une affaire de "sanctions économiques pour cause de violations des droits de l'homme", visait à aiguïser les souffrances du peuple roumain. Additionné aux maux causés par les erreurs du Parti communiste, cela devait suffire à susciter des insurrections contre-révolutionnaires en Roumanie.

Par contre, en Pologne et en Hongrie, pays que nos multinationales sont en train d'investir, la coopération tourne, depuis une année, à la vitesse maxi-

male. D'après Witold Trzeciakowski, la Pologne a reçu, depuis l'arrivée au pouvoir de Solidarnosc, des sommes "dépassant sensiblement les dix milliards de dollars", sous forme de crédits du FMI (2,1 milliards de dollars), de la Banque mondiale (2 milliards), de rééchelonnements de dettes, de dons et de crédits publics, etc.³²

A propos de la Roumanie, on nous a amplement décrit la misère insoutenable du peuple, comme si le rétablissement du capitalisme se faisait dans l'intention d'éliminer la misère et non pas d'enrichir les exploités. En écoutant nos grands industriels, qui dans un élan d'humanisme, s'apitoient lourdement sur la misère des Roumains, on a intérêt à se rappeler l'existence de la Pologne libre. Dès que ces mêmes philanthropes eurent mis leurs griffes sur la Pologne, ils y commencèrent à vanter les mérites du chômage, de la baisse des salaires et de la misère comme passerelles obligatoires vers la prospérité de la société de consommation occidentale! D'après Jeffrey Sachs, un économiste de Harvard University, devenu "conseiller" de Solidarnosc et un des architectes de la stratégie économique polonaise, le chômage, inexistant aujourd'hui, montera à 5 pour cent de la population active, début 1990, Les licenciements sont devenus légaux depuis que le gouvernement a arrêté les subsides à la sidérurgie et aux chantiers navals. Trzeciakowski et d'autres fonctionnaires polonais ont suggéré que la réforme pourrait laisser jusqu'à un tiers de la main d'œuvre sans travail.³³ La population active en Pologne est de 17 millions. "Jerzy Osiatynski, le chef de l'Office central du Plan, a déclaré que le gouvernement préparait la mise en circulation de coupons de nourriture pour les pauvres, estimés à quatre millions."³⁴ D'après les statistiques d'août '89, la production de l'industrie alimentaire a chuté de presque 26% par rapport à août 1988.³⁵ Le contrôle des prix a été éliminé et l'inflation dépasse les 50% par mois. Selon Die Zeit, la distance entre les riches et les très pauvres s'accroît de façon inquiétante. Les premières écoles privées ont fait leur apparition: le minerval par enfant représente un quart du revenu moyen.³⁶

En Roumanie, la droite veut conquérir "la liberté" et "l'Etat de droit" que sa contre-partie polonaise vient d'obtenir: la "liberté d'entreprendre" et "la protection de la propriété privée" sont désormais inscrits dans la nouvelle constitution de la Pologne bourgeoise.³⁷ Et que donne ce capitalisme dernier cru en matière d'éradication de la misère? Skubiszewski, le ministre des Affaires étrangères polonais, un intime de nos dirigeants sociaux-chrétiens, vient de déclarer: "Les mesures que le gouvernement doit prendre seront très sévères pour la population. J'ai parlé de la possibilité de voir les revenus réels réduits de vingt à trente pour cent".³⁸ L'Echo de la Bourse précise le sens que le mot "révolution" aura pour les travailleurs. "Pour juguler l'hype-

rinflation (900% en 1989), le gouvernement table sur une sérieuse réduction de la demande et de la consommation. Officiellement, le niveau de vie des Polonais doit chuter de 20%, mais de nombreux économistes font état, en privé, de 40%." ³⁹ Imaginez que l'abject dictateur Ceausescu, le "vampire des Carpâtes", avide de misère populaire, ait voulu diminuer les revenus réels de 40%! Aujourd'hui, nous avons contribué avec notre bâton de chocolat à lénifier la misère; demain, nous apprendrons que le FMI, fort de son expérience d'avant-garde en Pologne, voudra réduire la consommation des Roumains d'un quart. Hier, quand quelques socles du socialisme souffreteux étaient encore debout en Pologne, Solidarnosc menaçait de faire la "révolution" au vu des augmentations de prix de 50%. Aujourd'hui, la liberté économique acquise aux entrepreneurs privés, Solidarnosc fait multiplier par sept le prix du charbon à usage domestique, il augmente de 500% le prix du chauffage central, de l'eau chaude, de l'électricité et du gaz domestique. ⁴⁰

Budapest: liberté pour les clochards et mendiants....

D'ailleurs, une année après la "révolution démocratique" qui devait mettre fin à la misère causée par le socialisme réel, les populations commencent à goûter à la misère véritable provoquée par la liberté et la démocratie. Les retraités hongrois vivent dans un dénuement qui s'accroît de jour en jour; Budapest a déjà ses clochards et mendiants qui traînent dans les gares. Une correspondante d'AFP câble: "De plus en plus se crée une différenciation entre deux couches de la population, estime un diplomate. Une minorité importante axée sur l'Occident et marchant avec ses méthodes jusqu'à l'ultra-libéralisme, et le reste de la population qui vit dans un système social à l'abandon". ⁴¹ Début 1989, la Hongrie reconnaît officiellement 2.500 familles avec une fortune de 8 à 10 millions de Forints, le salaire moyen étant de 6.500 Forints. 2.260.000 personnes vivent avec un revenu inférieur au minimum vital de 2.800 Forints. ⁴² L'unité populaire autour de la liberté et de l'égalité n'a pas tardé à éclater. Dans une société divisée en classes sociales, on n'échappe jamais à la question: la liberté, pour quelle classe? Aujourd'hui en Hongrie, demain en Roumanie, liberté signifie ultra-libéralisme pour les entrepreneurs et les technocrates axés sur l'Occident, mais liberté veut dire aussi misère, désolation et exploitation pour ceux qui, par leur travail, nourrissent cette nouvelle classe capitaliste. On sait qu'en Roumanie, il y avait peu de choses dans les magasins et qu'il fallait faire la file. La Hongrie libre ne connaît pas de pénurie. On trouve tout, des parfums français aux chaînes hi-fi ultra-modernes... à condition d'avoir des devises étrangères ouvrant l'accès aux nombreux magasins où le Forint hongrois est banni. Les magasins sont pleins, mais pourquoi faire la file si vous n'avez plus d'argent pour acheter quoi que ce soit?

L'impérialisme aime ses "socialistes".

L'offensive de l'impérialisme pour reconquérir l'Europe de l'Est se mène ouvertement, tous drapeaux déployés. Celui qui ne s'efforce pas de masquer les réalités, se pose inmanquablement la question: pour qui travaillent, chez nous, certains individus qui se font passer pour socialistes? Comme un exalté, Guy Spitaels se propose d'exporter en Pologne les méthodes de gestion de Caterpillar, de GB, de la Société Générale... "Ce qui se passe en Pologne me semble le maximum envisageable à l'heure actuelle. Il faut aider la Pologne de façon structurelle en apportant nos méthodes de gestion, en intéressant les Polonais à l'avenir de leurs entreprises."⁴³ "Leurs" entreprises, qu'on est en train de vendre à nos multinationales et aux riches polonais...

Mais le Grand Prix de la Mystification revient sans doute au trotskiste Mandel. En mars 1989, au moment où il était devenu évident que l'impérialisme et la droite s'imposaient en Pologne et en Hongrie, Mandel a dû chercher une justification à son soutien indéfectible à toutes les forces anticomunistes et fascistes en lutte contre le "stalinisme". Il faut se rappeler qu'en 1981, Mandel a prétendu que Solidarnosc pratiquait, de façon inconsciente, c'est vrai, du trotskisme... Mandel dit alors: "Solidarnosc fonctionne de plus en plus comme un organe de double pouvoir; la révolution politique antibureaucratique a déjà commencé en Pologne".⁴⁴ Toujours fidèle à cette idée, Mandel nous apprend aujourd'hui: "La législation de Solidarnosc est une victoire pour la classe ouvrière".⁴⁵ En 1989, la "révolution politique" s'approche donc de sa consécration. Et pour conduire, au nom du trotskisme, certains braves jusqu'au bout de la route tracée par la CIA, Mandel fait la leçon, ce 6 mars 1989. "Contrairement à ce qu'un jugement superficiel pourrait faire croire, la bourgeoisie européenne ne voit pas d'un bon œil cette déstabilisation. Elle n'a pas l'espoir de récupérer l'Europe de l'Est au capitalisme."⁴⁶ Paroles historiques qui se passent de commentaire.

Notes.

1. *Echo de la Bourse*, 19 décembre 1989.
2. *Echo de la Bourse*, 3 janvier 1990, p. 1.
3. *Ibidem*.
4. *Le Figaro magazine*, n° 14.044, 21 octobre 1989, p. 101.
5. De Launoy Jacques: Nicolae Ceausescu — un combat pour le désarmement et la paix, éd. Paul Legrain, p. 7-8.
6. *Ibidem*, p. 17-18.
7. *Ceausescu*: Discours 24 octobre 1989.

8. *International Herald Tribune*, 23 mai 1989, 'Hungary Party Radicals'.
9. *Bulletin hebdomadaire*, 27 octobre 1989, p. 1.
10. *Le Figaro*, 11 octobre 1989, 'Imre Poszgay: Le communisme...'
11. *Ibidem*, p. 4.
12. *Ibidem*, p. 7.
13. *Le Drapeau Rouge*, 25 octobre 1989.
14. *Radio Free Europe*, Hungarian SR/15, 4 octobre 1989, p. 37.
15. *The Wall Street Journal*, 10 octobre 1989: Radio Free Europe Gets Budapest Office.
16. *International Herald Tribune*, 12 décembre 1989.
17. *International Herald Tribune*, 19 décembre, 1989.
18. *Echo de la Bourse*, 12 décembre 1989.
19. *Intermédiaire*, 11 septembre 1989, p. 31.
20. *The Wall Street Journal*, 28 septembre 1989, 'Knocking of Hongrie on Door...'
21. *Ibidem*,
22. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 décembre 1989, 'In Ungarn Widerstand...'
23. *Echo de la Bourse*, 12 décembre 1989.
24. *La Dernière Heure*, 7 décembre 1989.
25. *Echo de la Bourse*, 8 décembre 1989.
26. *Radio Free Europe Research Background* report 186, 10 octobre 1989, p. 4-5.
27. *Ibidem*, p. 4.
28. *Radio Free Europe*, 12 octobre 1989, Polish SR/15, p. 13.
29. *Echo de la Bourse*, 12 décembre 1989.
30. *Radio Free Europe Research*, weekly report on E.E.Vol 1 n° 1, p. 30, 5 janvier 1990.
31. *Echo de la Bourse*, 21 décembre 1989.
32. *Echo de la Bourse*, 12 décembre 1989.
33. *Radio Free Europe Research Background* report 186, 10 octobre 1989, p. 4-5.

34. *Radio Free Europe*, weekly records of events, 5–11 octobre 1989, p. 15.
35. *Ibidem*, p. 14.
36. *Die Zeit*, 10 novembre 1989.
37. *Echo de la Bourse*, 3 janvier 1990.
38. *La Libre Belgique*, 15 décembre 1989.
39. *Echo de la Bourse*, 3 janvier 1990.
40. *Dépêches AFR de Florence Biedermann*, 30 décembre 89, n° 3004743–3004745.
41. *Ibidem*.
42. *Blätter für Deutsche und internationale Politik*, 6 juillet 1989, S.827.
43. *La Wallonie*, 4 septembre 1989.
44. *Inprecor*, n° 105, 6 juillet 1981, p. 14.
45. *Inprecor*, n° 283, 6 mars 1989, p. 3.
46. *Inprecor*, n° 105, 6 juillet 1981, p. 14.

Mai 1990. Budapest 1956: La contre-révolution armée..

La restauration du capitalisme en Hongrie n'étant, en cette année 1990, plus sujette de discussion, d'éminents penseurs nous présentent leurs théories qui exposent les profondes justifications de ce processus "libérateur".

Selon les uns, cette résurrection du capitalisme serait la preuve finale de la faillite de quarante-cinq années de "stalinisme". D'autres estiment que le capitalisme a prouvé son dynamisme remarquable et que le socialisme a été cloué au tapis par échec économique. Une troisième explication justificatrice dit ceci: l'homme ne vivant pas seulement de pain, l'absence de démocratie et de liberté, propre au "stalinisme", voire au socialisme, a poussé les masses à se défaire du régime totalitaire. Et une dernière théorie vient chloroformer nos esprits: nous aurions tort de regretter la restauration actuelle, cet enterrement n'étant pas le nôtre; la Hongrie qui a subi un despotisme asiatique imposé par des chars soviétiques, n'a jamais connu le socialisme.

Ces quatre théories, diffusées par les philosophes officiels de l'Occident, nous poussent à la résignation devant la restauration, sinon à la sympathie pour la "libération" hongroise. Elles ont trouvé un écho favorable parmi la gauche domestiquée du monde impérialiste.

En retraçant quelques lignes essentielles de l'histoire hongroise, nous voulons faire ressortir quatre vérités.

Entre 1945 et 1948, les travailleurs hongrois ont mené à bonne fin une révolution socialiste et instauré la dictature du prolétariat.

En 1956, une contre-révolution violente, provoquée par la droite hongroise avec le soutien du "monde libre", a menacé les bases mêmes du régime socialiste.

Après le rétablissement de l'ordre par l'armée soviétique, Janos Kadar a maintenu certains traits du socialisme, tout en rompant avec le marxisme-léninisme révolutionnaire et en suivant une ligne de pourrissement interne lent.

En trente-trois années d'évolution pacifique, Kadar et ses successeurs ont réalisé finalement tous les objectifs avancés par les émeutiers de 1956. La contre-révolution armée a plongé dans les masses pour faire surface et triompher, trois décennies plus tard, comme contre-révolution pacifique.

La libération, après un quart de siècle de fascisme.

Dans la foulée de la révolution bolchevique, les révolutionnaires hongrois ont instauré, en 1919, la dictature du prolétariat sous forme d'une République des Conseils, dirigée par Béla Kun. Après 133 jours d'existence,

celle-ci a été écrasée avec l'aide d'armées étrangères. Miklos Horthy fonda alors un régime de terreur, en fait, le premier pouvoir fasciste établi en Europe, qui étouffera la Hongrie jusqu'en 1944. Pendant ces vingt-cinq années, toute propagande communiste a été sévèrement réprimée, le Parti se réfugiant dans la clandestinité.

En septembre 1944, l'Armée rouge repousse les troupes allemandes qui ont occupé le territoire de leur allié hongrois quelques mois auparavant, le 19 mars 1944. Le journal clandestin Szabad Nep, écrit à ce moment: "Horthy et ses acolytes répandent des fables alarmistes sur des millions d'ouvriers roumains qui auraient été déportés aux travaux forcés par l'Armée soviétique, et prétendent que le même sort sera réservé aux travailleurs hongrois, si le pays ne se maintient pas aux côtés d'Hitler".¹ Cette intoxication provoque une véritable psychose chez tous ceux qu'un quart de siècle de désinformation fasciste a rongé. Depuis ce jour, le nationalisme antisoviétique sera un des vecteurs essentiels de l'idéologie fasciste.

Le 15 octobre 1944 se tient un Conseil de la Couronne autour du régent Horthy. Parcourons le compte rendu de cette réunion.

"Selon le Premier ministre, 'il ne faut pas attendre jusqu'à ce que les Russes prennent complètement en tenaille nos deux armées, stationnant l'une en Transylvanie et l'autre sur la ligne des Carpates orientales'.

Selon le régent, il n'y a aucun espoir de recevoir de l'aide. Les promesses allemandes ne sont pas sérieuses. 'Ils n'ont tenu aucune de leurs promesses'.

Le régent espère que si nous concluons l'armistice avec les Alliés aujourd'hui même, 'des commissions anglaise et américaine pourraient se rendre à Budapest en même temps que les Russes ou peu après leur entrée'.

Le ministre de l'Agriculture craint l'arrivée, avec les Russes, d'un grand nombre 'd'agitateurs communistes, ce qui pourrait donner le départ à un fort mouvement communiste'.

Selon le régent, 'nous aurons suffisamment de force pour contenir ce mouvement'."²

Ce qui, manifestement, hante l'esprit de Horthy, est sa haine des communistes hongrois comme de l'Armée soviétique. Il veut conclure un armistice avec les Alliés pour permettre aux Anglais et aux Américains de voler à son secours et de sauver la crème de son armée. Horthy déclare encore que l'armistice facilitera "la survie du pays": le mot d'ordre de "l'indépendance de la Hongrie" aura désormais, dans la bouche de la droite, une connotation fasciste, antisoviétique et pro-anglo-américaine.

Mais ce même 15 octobre, sous l'instigation des Allemands, le major Ferenc

Szalasi prend le pouvoir. Il est le chef des Croix Fléchées, les bandes nazies jusqu'au-boutistes, qui, sachant la fin proche, instaurent une terreur démentielle.

Le 3 décembre 1944, le Front hongrois de l'Indépendance nationale, voit le jour. Il regroupe, outre le Parti communiste, des formations bourgeoises qui ont opéré légalement sous le régime fasciste de Horthy: le Parti social-démocrate, le Parti indépendant des petits Propriétaires, le Parti national paysan et le Parti démocrate bourgeois. Le programme du Front comprend la dissolution des organisations fascistes. Mais, avec ses stipulations qu'il "faut placer les cartels et les grandes banques sous le contrôle de l'Etat" et "promouvoir efficacement l'initiative et l'entreprise privées", il ne sort nullement du cadre bourgeois.³

La Hongrie a vu périr, au cours de la guerre, 700.000 de ses habitants, sur une population de 10 millions. 30% de ses installations mécaniques, 36% de ses voies ferroviaires et 25% de ses immeubles d'habitation ont été détruits.⁴

Dès la libération, des réformes démocratiques radicales permettent de mobiliser les énergies des travailleurs. 640.000 familles paysannes reçoivent 1,8 million d'hectares de terres. Un premier plan triennal permet aux ouvriers et aux techniciens de développer leur enthousiasme dans la reconstruction du pays.⁵

Le premier complot fasciste.

Mais, comme nous l'avons indiqué, les forces horthystes et réactionnaires ne sont nullement liquidées, au moment où débute la reconstruction du pays.

En décembre 1946, la Sûreté découvre un complot fasciste: des militaires se préparent à tirer profit de la signature du traité de paix et du retrait de l'Armée soviétique, pour prendre le pouvoir. Ils entendaient rétablir le pouvoir de Horthy au nom de la "continuité légale". Les conjurés font partie d'une organisation secrète appelée Magyar Kozossege (Communauté hongroise), structurée en 'Familles', puis en 'Clans' et en 'Tribus', le tout dirigé par un Comité de Sept. Parmi les chefs: Gyula Gombos, président du Conseil entre 1933 et 1936, Miklos Kal-lay, président du Conseil à partir de 1942, Andras Szentivanyi, officier d'état-major sous Horthy et Balint Arany, le secrétaire national du Parti indépendant des petits Propriétaires.

Lors de leur procès, ils révèlent que Béla Varga, président du Parti des petits Propriétaires et Ferenc Nagy, président du Conseil en fonction, se trouvent à la tête du complot. Ferenc Nagy a convenu avec des représentants des Etats-Unis de suivre une politique prudente de limitation de l'influence de la

gauche, pour n'agir ouvertement qu'après la ratification de l'accord de paix. Le général américain Weems, membre de la Commission de contrôle alliée en Hongrie dénonce, dans une lettre adressée le 5 mars 1947 aux responsables soviétiques "une intervention étrangère dans les affaires intérieures hongroises pour que les éléments minoritaires de Hongrie imposent leur volonté à la majorité élue par le peuple". Ainsi, dès 1947, l'impérialisme américain lie son soutien aux anciens éléments horthystes et réactionnaires, à la dénonciation de "l'intervention soviétique" en Hongrie.⁶

L'archevêque Mindszenty mise sur la Troisième Guerre mondiale....

La hiérarchie catholique a été un des appuis majeurs du régime de Horthy, tout au long de son existence. Devant la consolidation du pouvoir démocratique, la réaction intérieure, tout comme ses éléments émigrés et ses protecteurs américains, se reposent sur elle pour le travail d'information et de subversion.

Dans ses Mémoires, publiées en 1974, l'archevêque Mindszenty explique avec une franchise qui frise l'indécence qu'il se considère comme un homme politique dont la première vocation est le combat anticommuniste.⁷ Il cite son prédécesseur, le cardinal Seredi, qu'il appelle en passant "un brillant juriste", pour faire siennes ses paroles: "En la personne de chaque primat de Hongrie sont heureusement liées la plus haute dignité de l'Eglise catholique et celle du droit public hongrois, ce qui symbolise la royauté chrétienne et hongroise. (...) A la suite d'une loi émise par le roi Etienne, le primat est la première autorité de droit commun, après le roi ou le chef de l'Etat". Cela explique que Mindszenty ait pu prendre en 1919, pendant une brève période, la direction du Parti chrétien nouvellement créé et qu'il ait soutenu le régent Horthy sur tout son parcours, des années vingt aux années quarante. Dès que l'Armée rouge commence à balayer les troupes nazies, Mindszenty écrit le mot "libérateurs" entre guillemets, pour le remplacer parfois carrément par "occupants".⁸ La Hongrie à peine libérée d'un quart de siècle de régime fasciste, Mindszenty rédige des 'Lettres pastorales' pour attaquer le socialisme. En mai 1945 déjà, il fait lire ceci dans toutes les églises: "Aucun Etat n'a pu subsister, qui ne soit basé sur la justice et la moralité. Mais la base de la moralité, c'est l'Eglise. (...) Nous tirons les bases d'une véritable démocratie de l'Evangile et nous n'exploitons pas la démocratie comme couverture pour servir des ambitions égoïstes." Dans ses Mémoires, il note: "La première grande procession religieuse (!), le 20 août 1946, fut l'expression nette de ce rejet du communisme. Ce jour-là, 500.000 fidèles suivirent en procession la main droite de saint Etienne, restée intacte". En décembre 1945, à Rome, Mindszenty rencontre quatre cardinaux américains qui

"n'étaient pas très satisfaits de l'alliance russo-américaine"...⁹ Ils lui promettent de l'aide financière et matérielle. Aux élections de 1946, l'archevêque donne des instructions à ses ouailles pour qu'elles s'opposent à la gauche et soutiennent l'empire anglais: "Un électeur chrétien ne peut donner sa voix à un parti ou à un groupe qui porte à nouveau en lui l'oppression et la dictature et qui a déjà assez souvent abrogé tout droit de l'homme ou droit naturel. Le ministre anglais des Affaires étrangères a raison quand il dit qu'on a l'impression qu'en Hongrie un régime totalitaire ne sera remplacé que par un autre."¹⁰ Dans la même foulée, Mindszenty s'oppose à la réforme agraire (qui tend à "liquider certaines classes de la société"), il proteste contre l'intention du gouvernement "d'abolir la monarchie millénaire hongroise" et il se préoccupe "du sort de ceux qu'on appelait 'criminels de guerre', (dont) la majeure partie sont des gens innocents".¹¹

En juin 1947, l'archevêque Mindszenty et son secrétaire Andras Zakar partent pour Ottawa, assister à un congrès mariai. Ils font un petit crochet aux Etats-Unis où ils rencontrent le cardinal Spellman, le porte-parole des anti-communistes les plus exaltés. Spellman leur ménage une rencontre avec Tibor Eckhardt, un des principaux responsables du régime de Horthy, réfugié aux Etats-Unis, et avec Otto von Habsbourg, qui leur expose longuement ses projets pour la restauration des Habsbourg dans le cadre d'une union austro-hongroise. Depuis 1945, Mindszenty transmet régulièrement des informations à Selden Chapin et à Kocsak, deux diplomates américains. Lors de son procès, début février 1949, Mindszenty avouera, devant des accusations irréfutables, qu'il a écrit une lettre à monsieur Chapin lui demandant une voiture et un avion pour fuir la Hongrie. Début 1948, le chanoine Mihalovics, directeur de l'Action catholique et collaborateur direct de Mindszenty s'enfuit aux Etats-Unis. Il entre en contact avec le baron Gabor Apor, avec Endre Hlatky et d'autres hommes de l'entourage de Horthy. Dans une lettre à Mindszenty, le chanoine annonce sa décision de publier régulièrement des informations sur la Hongrie, pour mobiliser des appuis politiques et matériels. "Je me lance dans la lutte contre le communisme en me servant de l'intérêt éveillé par ma fuite", écrit-il.¹²

Dans un pamphlet fulminant contre la "terreur communiste" en Hongrie, Roland Varga note avec une certaine gêne: "Le fait que le cardinal se soit reconnu coupable, provoqua une stupéfaction intense en Occident". Pourtant, reconnaît-il, "Mindszenty était parfaitement lucide". Néanmoins, ceux qui l'ont accusé de "capitulation totale", sont allés trop vite en besogne: "En réalité Mindszenty conteste, d'une façon certes très embarrassée, les points essentiels de l'accusation". Et Varga de citer comme preuve ce passage effectivement fort embarrassant...:

"Mindszenty: Je me sens coupable en tant que j'ai commis une part considérable des actes dont je suis accusé. Naturellement, il n'en résulte pas que je reconnais les conséquences qu'en tire l'acte d'accusation.

Le président du Tribunal: Au cours de conversations, vous avez envisagé l'éventualité que vous occupiez provisoirement le poste de Chef de l'Etat.

Mindszenty: Nous n'y avons pensé que pour le cas où — vu qu'en 1947 dans toute l'Europe, la nouvelle d'une troisième guerre mondiale imminente circulait avec persistance — les changements historiques créeraient en Hongrie également une situation telle que, dans ce pays, les forces extérieures et la guerre produiraient un changement entraînant un vacuum juris; nous avons envisagé ce qui, en pareil cas, devait et pouvait être fait."¹³

Voilà donc un homme, prétendant parler au nom de Dieu tout-puissant, qui se préparait à diriger un gouvernement proaméricain dès que les Etats-Unis lanceraient la troisième guerre mondiale antisoviétique tant attendue... Et le monde "libre" de peindre les horreurs d'un abominable procès stalinien!

La CIA et les sociaux-démocrates de droite.

A partir de 1947, James McCargar, secrétaire de la légation américaine à Budapest et le capitaine McClemens utilisent plusieurs dirigeants de l'aile droite de la social-démocratie, dont Karoly Peyer et Frigyes Pisky-Schmidt, pour constituer des réseaux d'espionnage.¹⁴ On notera que ceci correspond aux activités, publiquement avouées depuis lors, que les services secrets américains ont entreprises à la même époque parmi les dirigeants sociaux-démocrates de Suède, d'Italie et de Belgique. Le 8 février 1948, le secrétaire général du Parti social-démocrate, Szakasits, annonce sa décision d'exclure du parti son aile droite. En juin 1949, son parti fusionne avec le Parti communiste

pour former le Parti des Travailleurs hongrois. Notons que lors des élections de 1947, le Parti communiste était devenu la première force politique avec 22% des voix, le Parti social-démocrate de Szakasits en obtenant 14%.¹⁵

L'établissement du pouvoir ouvrier.

Entre 1945 et 1948, les communistes ont pu développer la lutte politique contre les forces réactionnaires dans des conditions très favorables. Il y avait tout d'abord l'enthousiasme des travailleurs les plus pauvres, libérés d'un quart de siècle de terreur fasciste. Ensuite, la présence de l'Armée rouge provoquait une frayeur salutaire parmi la droite et rendait fort difficiles des interventions américaines ouvertes. En intensifiant la lutte de classe et en faisant un travail politique en profondeur, les communistes ont réussi à démanteler, l'un après l'autre, les noyaux irréductibles de toutes les

formations politiques bourgeoises et à rallier leurs forces démocratiques. A partir de 1948, l'Etat de démocratie populaire remplissait, en Hongrie, les fonctions de la dictature du prolétariat. De la même façon, le Parti a pu impulser, par étapes, la nationalisation de l'industrie. Partant au départ de la revendication d'un contrôle de l'Etat sur les banques, on passa à la nationalisation des trois plus grandes d'entre-elles, puis à la nationalisation des mines, des fabrications métalliques etc. Fin mars 1948, toutes les entreprises de plus de cent employés furent nationalisées et la base économique du capitalisme se rétrécit de façon importante.¹⁶

Il est utile de se rappeler qu'à l'époque, l'établissement de la dictature du prolétariat fut porté par un immense enthousiasme populaire que des libéraux éclairés ne pouvaient nier. Pierre Paraf écrit dans un livre publié en 1962 chez Fayot: "Entraîné par l'histoire à la plus frugale simplicité, le peuple des démocraties populaires a supporté mieux que d'autres les durs sacrifices que comportait le démarrage de la construction socialiste, payé parfois du prix de la rude contrainte du travail obligatoire. L'enthousiasme quotidien a vivifié la discipline imposée par la loi. La jeunesse ouvrière et intellectuelle s'est donnée à cette construction comme à une aventure exaltante et féconde: celle du sol et du sous-sol qui préparait celle du Cosmos. (...) Le communisme représente à cet égard ce qu'a pu représenter la chrétienté au moyen âge, appuyé sur les conquêtes foudroyantes de la Science. C'est cela, bien plus que les différences dans le niveau de vie, qui distingue un monde de l'autre."¹⁷

Le 17 mars 1949, la Hongrie, pour avoir épuré son système politique des anciens fascistes et des collaborateurs américains, s'entend accuser par le Département d'Etat américain de "violations des droits de l'homme". Ainsi, l'arme des "droits de l'homme" que les Américains brandissent aujourd'hui dans leurs nouvelles croisades, a été forgée lors du déclenchement de la guerre froide.

A l'époque, la réplique du gouvernement hongrois n'a pas tardé: vous, les défenseurs américains "de la liberté, de la démocratie et des Droits de l'homme" (c'est ainsi que parlaient, en 1950 déjà, les Américains en pleine bataille pour l'hégémonie mondiale!), vous donnez refuge à des chefs fascistes tels le général Karoly Bartha, ministre de la guerre en 1941, Henrik Werth, le chef de l'état-Major de Horthy pendant la guerre, Laszlo Bankuty et Béla Jurcsek, ministres sous Szalasi, le nazi dément; vous protégez, à l'extérieur, le régent Miklos Horthy lui-même, le général Kisbarnaki-Farkas et le lieutenant Gusztav Henneyei. Vous refusez d'extrader vers la Hongrie, conformément aux accords officiels, tous ces dirigeants fascistes.¹⁸

Les aveux de Rajk.

Le Parti communiste étant reconnu comme la force dirigeante dans la construction du socialisme, c'est dans son sein que surgiront, dorénavant, les menaces les plus dangereuses pour le pouvoir des travailleurs.

Le 26 avril 1949, un journal suisse, Die Tat, publie un article fort étrange basé, d'après ses propres affirmations, sur des confidences de John Poster Dulles: "Les Américains donnent leur aide active aux Eglises et aux syndicats non communistes illégaux, dans tous les pays situés derrière le rideau de fer. A Washington où les émigrés de l'Est sont particulièrement agissants, le lobby anticommuniste est très actif et ne prêche plus à des sourds. L'argent et les armes parviennent désormais dans les Etats totalitaires de l'Est par de nombreuses voies de contrebande. (...) Depuis que John Poster Dulles a annoncé, il y a un an, la naissance du mouvement clandestin, nommé Opération X et soutenu par l'Occident, beaucoup de choses se sont passées dans ce domaine. L'Occident a tenté, suivant l'exemple communiste, de s'introduire à proximité des cadres et des milieux dirigeants des démocraties populaires et il paraît que le succès dépasse les espérances."¹⁹

Ceci constitue une bonne introduction au procès de Laszlo Rajk, ancien secrétaire du comité central du Parti communiste hongrois, ancien ministre de l'Intérieur. Nous citons d'abord les déclarations faites par Rajk lors de son procès public tenu du 16 au 24 septembre 1949.

Rentré en automne 1945 en Hongrie et nommé secrétaire à l'organisation du parti de Budapest, Rajk a été, d'après ses dires, contacté par Kovach, membre de la mission militaire américaine. Ce dernier affirmait avoir des preuves que lui, Rajk, avait travaillé pour la police de Horthy. "Plus tard", dit Rajk, "j'informai Kovach que, selon les renseignements du Parti communiste, en Hongrie, les différents éléments de droite, les partisans du régime Horthy-Szalasi, les trotskistes, le groupe de Weiszhaus, les partis de droite comme le Parti des petits Propriétaires et l'aile droite du Parti social-démocrate avaient entrepris un puissant travail d'organisation et essayaient de placer partout dans les usines, les institutions et les bureaux, des éléments hostiles à la démocratie populaire, des éléments nationalistes, chauvins et antisoviétiques." Le lieutenant-colonel Kovach me disait, continue Rajk, que "je devais tout faire pour que ces éléments puissent déployer dans la mesure du possible, sans être gênés, leur activité politique". Kovach mit Rajk en liaison avec Marton Himmler, un agent des services secrets américains. "Il voulait me confier la tâche, déclare Rajk devant le tribunal, d'assurer la prise du pouvoir par les forces de droite, de désagréger la force du Parti communiste en organisant dans le parti une fraction à part, dirigée

contre Rakosi. Je devais introduire dans l'opinion publique l'idée qu'il existe une fraction Rajk, opposée au Parti communiste dirigé par Rakosi. C'était l'idée de Himmler que si on réussissait à répandre dans l'opinion publique l'idée qu'au sein du Parti communiste, il n'y avait pas d'unité, mais que, sous ma direction, il y existait une forte fraction nationaliste, antisoviétique et d'orientation américaine, cela créerait un tel trouble et une telle désorganisation parmi les forces de gauche, qu'il deviendrait bien plus facile aux forces de droite de prendre le dessus." "Comme ministre de l'Intérieur, fin 1946, et sur instruction des Américains, dit Rajk, je plaçai au ministère de l'Intérieur Sandos Cseresnyes, qui était l'homme des services de renseignements yougoslaves, Laszlo Marschall, qui travaillait pour le 2e Bureau, service de renseignements français, Frigyes Major, qui était l'agent du service de renseignement américain CIC, Béla Szasz, qui était l'homme de l'Intelligence Service anglais. En outre, le lieutenant-colonel Kovach mit à ma disposition, au début de 1946, Tibor Szonyi qui était leur homme."²⁰

Tibor Szonyi a fait devant le tribunal les déclarations suivantes:

"J'ai séjourné en Suisse, depuis la fin de 1938, comme émigré politique. En Suisse, pendant la guerre, se trouvait le centre européen du service américain de renseignements stratégiques de l'armée, l'OSS. Son chef était Allan Dulles. C'est en Suisse, en septembre 1944, que Micha Lompar, un Yougoslave, me fit la proposition d'entrer en liaison directe avec Allan Dulles. Nous nous sommes rencontrés régulièrement avec Dulles à Berne entre septembre 1944 et janvier 1945, jusqu'à mon retour en Hongrie. Dulles m'exposa longuement ses conceptions politiques pour l'après-guerre, me disant qu'il était évident que, dans toute une série de pays d'Europe orientale, qui seraient libérés par les troupes soviétiques, les partis communistes deviendraient des partis gouvernementaux et que, dans l'intérêt de l'orientation américaine et de la politique de coopération avec l'Amérique, il faudrait exercer notre activité en premier lieu à l'intérieur du Parti communiste." Plus loin, Tibor Szonyi parle de ses contacts avec Noel Field, un collaborateur de Dulles, puis déclare: "En mai 1949, Laszlo Rajk m'informa longuement et en détails du plan du coup d'Etat. Quinze jours avant mon arrestation, il me dit qu'on avait conçu le projet de l'élimination physique des hommes d'Etat dirigeants, à savoir les ministres Rakosi, Farkas et Gero et qu'il en avait délibéré avec le ministre de l'Intérieur yougoslave Rankovitch". Après la formation d'un nouveau gouvernement, présidé par Rajk, "on projetait de procéder à la modification de la structure politique du pays, en quoi la situation intérieure yougoslave aurait servi de modèle. Le rôle des partis, en premier lieu celui du Parti des Travailleurs hongrois, aurait dû être relégué au second plan dans la vie politique pour céder la place à un front popu-

laire à base élargie. On envisageait aussi des changements lents et graduels de ce genre dans le domaine de la politique extérieure. Quant au programme qui consistait à faire passer la Hongrie du côté de l'Union soviétique et des démocraties populaires amies aux côtés des Etats-Unis de l'Amérique, nous voulions l'exécuter également d'une manière lente et graduelle."²¹

Rajk, Nagy, Pozsgay, Nyers et la restauration.

Ces déclarations de Rajk et de Szonyi, se résument en quelques points essentiels.

Les partis bourgeois, sociaux-démocrates et trotskistes mettent tout en œuvre pour renverser le régime socialiste et, à cette fin, le soutien des services secrets étrangers leur est assuré.

L'activité de ces formations est couverte et protégée par les éléments chancelants au sein du Parti communiste.

Les fractions révisionnistes brisent l'unité du Parti et le minent de l'intérieur.

Les services secrets occidentaux font tout pour infiltrer le Parti afin d'y pousser en avant les éléments douteux.

Le nationalisme bourgeois est un facteur essentiel dans la désintégration des partis révolutionnaires.

La suppression du rôle dirigeant du Parti communiste, au profit d'un front "populaire" regroupant des forces bourgeoises, constitue une étape essentielle dans le processus de restauration.

L'élimination physique des éléments clés de la direction marxiste-léniniste peut également y tenir une place importante.

Aussi longtemps que les forces du socialisme sont assez puissantes, il importe d'adopter une démarche graduelle dans le processus de restauration.

La victoire de la contre-révolution pacifique, en 1989, jette sur ces déclarations de Rajk et de Szonyi un éclairage étrange: que Rajk et Szonyi aient été coupables ou non, il faut bien constater que le processus de la restauration du capitalisme, a, pour l'essentiel, suivi le chemin indiqué dans leurs aveux. Il est possible que les enquêteurs de l'époque aient voulu en faire trop et aient présenté pour preuves de la collusion entre Rajk et les Américains, des éléments qui n'étaient pas concluants.

Mais seule une nouvelle génération de révolutionnaires hongrois pourra sortir de l'ombre toute la vérité sur ces deux phénomènes capitaux: les agissements des services secrets occidentaux et l'évolution de l'opportunisme au sein le Parti au cours des années 1945-1953. En voici quelques raisons.

Aujourd'hui, la CIA a rendu public un nombre de ses activités en Europe de l'Est. Ce qui suit provient d'un livre d'un journaliste anglais, Stewart Steven, qui révèle certaines vérités... sans doute pour mieux couvrir d'autres opérations et d'autres personnes.²²

Il est connu maintenant que le lieutenant-colonel polonais Joseph Swiatlo, qui joua un rôle important dans le procès contre Rajk, fut recruté en 1948 par les services anglais, avant d'être transféré à la CIA.

A ce moment, Swiatlo est le numéro deux du Dixième Bureau de la Sécurité, celui qui suit les affaires du Parti et du gouvernement... Il figure parmi la douzaine de personnes les plus importantes de la Pologne socialiste et peut déterminer, pour une large part, l'avenir de tous les cadres. Sur le capitaine Michael Sullivan qui l'a recruté, nous apprenons ceci: "Dès que la Pologne fut libérée (1944), Sullivan s'y rendit comme chef d'une mission de ravitaillement britannique, et, sous couvert de charité, mit sur pied un des réseaux de renseignements politiques les plus complexes et les plus élaborés qu'on pût trouver à ce moment-là dans le monde".²³ Allan Dulles, le chef de la CIA, se montre enchanté lorsque Swiatlo entre à son service. "Dulles insista pour qu'il soit mis en réserve, pendant vingt ans si nécessaire, jusqu'à ce que le gros coup puisse être monté."²⁴ Mais très vite, Swiatlo reçoit la mission de monter de fausses accusations contre des cadres communistes qui seraient entrés au service de la CIA. Swiatlo invente alors un réseau d'espionnage aux ramifications internationales, dont il démasque, comme cheville ouvrière, Noël Field, pendant la guerre directeur pour l'Europe de l'organisation d'entraide protestante des unitariens américains. Field est un sympathisant communiste et il connaît personnellement un grand nombre de dirigeants des démocraties populaires. Swiatlo prouve que Field, depuis 1926 diplomate du Département d'Etat américain, travaille pour la CIA sous les ordres directs de Dulles et qu'il a recruté des cadres importants dans la plupart des pays communistes de l'Europe de l'Est. La Sécurité soviétique reçoit des confirmations de cette accusation de plusieurs sources.

Field, était-il innocent? A-t-il été victime d'un complot de la CIA, comme l'affirme l'auteur Steven avec Swiatlo? Quoi qu'il en soit, des années plus tard, Field lui-même confirmera ce qui suit. Robert Dexter travaillait, pendant la guerre, sous les ordres de Field dans la mission protestante des unitariens en Europe. Dexter était un officier de l'O. S.S., le service de renseignements américain, dirigé, à partir de Berne, par Allan Dulles. Dexter a mis Field en contact avec Dulles, avec l'intention avouée de le recruter pour l'O. S.S. Par après, Field a introduit des communistes de plusieurs pays, dont des Allemands et des Yougoslaves, auprès de Dulles ²⁵

D'après ses dires, Swiatlo a utilisé le "réseaux Field", pour accuser faussement des cadres communistes comme Rajk en Hongrie et Slansky en Tchécoslovaquie. Il réussit aussi à faire des ravages à la tête du Parti polonais en faisant arrêter le numéro deux, Jakub Berman, puis Wladyslav Gomulka. Lorsque des soupçons commençaient à se concentrer sur lui, Swiatlo est passé à l'Occident, le 21 décembre 1953.²⁶

Cette histoire nous prouve, au moins, que les services secrets occidentaux ont réussi à recruter, dans les pays socialistes, des hommes du plus haut niveau. Ils ont utilisé certains de leurs agents pour monter des provocations contre des cadres communistes. L'existence de tendances opportunistes et nationalistes dans ces partis, leur offrait un terrain idéal. Des communistes honnêtes, mais qui manifestaient des inclinations sociales-démocrates, devenaient facilement les victimes des complots, montés par les Américains. Non seulement, la CIA semait la zizanie dans le parti, mais elle comptait cueillir, des années plus tard, des dividendes supplémentaires de ces opérations: faussement accusés de collusion avec la CIA, injustement arrêtés et souvent maltraités, ces hommes pouvaient plus facilement être recrutés par la suite, après avoir ressenti dans leur chair les méfaits du "stalinisme"... Notons encore qu'il est fort probable que les révélations de Swiatlo, faites aux Etats-Unis, tout en nous apprenant certaines vérités, servent aussi à protéger des hommes qui continuent à travailler pour les services américains.

Dans l'âpre lutte de classe qui caractérisait les premières années de l'édification socialiste., les communistes étaient ainsi confrontés à deux phénomènes différents, mais souvent entremêlés: l'existence de courants opportunistes et nationalistes qui, poussés au bout de leur logique, rejoignaient le camp impérialiste et l'action subversive dirigée directement par les puissances impérialistes.

Il reviendra aux futurs historiens révolutionnaires hongrois, de démêler tout cet enchevêtrement de luttes diverses que constitue l'affaire Rajk.

Mais l'essence politique de ce procès, telle que les communistes hongrois la saisissaient à l'époque, peut se résumer ainsi: au cours de la lutte de classe qui se déroule dans les conditions du socialisme, les éléments opportunistes et nationalistes-bourgeois au sein du Parti, évoluent souvent vers un programme ouvertement restaurateur et ils entrent, en cours de route, en collusion ouverte avec les puissances impérialistes et avec la réaction intérieure. Et c'est contre cette leçon essentielle pour la consolidation du socialisme, que s'acharnent rageusement tous les forcenés de l'antistalinisme. "Le procès de Budapest, écrit François Fejto, était une cérémonie de culte. L'absurdité des thèses exposées, leur non-sens évident, avaient une fonction sociale

et religieuse."²⁷ Cet auteur essaie de cacher, sous ce verbiage venimeux, le fondement politique de la lutte en cours qu'il saisit pourtant parfaitement. "En Hongrie, avoue Fejto, Tito avait de nombreux sympathisants parmi les vieux militants du parti, avec le ministre de l'Intérieur Laszlo Rajk à leur tête."²⁸ Ces procès, continue-t-il de façon lucide, constituent "une vaste offensive contre les tendances autochtones réformistes et nationales", Rajk et les autres voulant faire des "concessions réelles aux aspirations nationales et libérales des populations, au moyen d'une réalisation des 'virtualités démocratiques' du socialisme".²⁹ De cette façon, Fejto décrit parfaitement l'orientation nationaliste-bourgeoise, antisoviétique et la dérive sociale-démocrate, réformiste, dont les premiers symptômes étaient déjà apparents en 1949-1953, et qui ont fini, après une longue incubation, d'achever le socialisme en 1989. Lorsque Tito, en 1950, a soutenu l'agression américaine contre la Corée, la véritable nature de cette orientation ne laissait plus de doute. Fejto admet que Rajk appartenait à ce même courant.

Lors du second enterrement solennel de Rajk, le 6 octobre 1956, Imre Nagy donnait, dans un geste pathétique, l'accolade à la veuve Rajk. Deux semaines plus tard, Nagy se trouvait à la tête d'un mouvement que même son protecteur Tito dut qualifier de contre-révolutionnaire.

En 1988, on a pu assister au "remake" des obsèques de Nagy, organisées en grande pompe. Quelques mois plus tard, les dirigeants du Parti hongrois qui présidaient à cet hommage, rétablissaient le capitalisme privé, accueillaient triomphalement le président des Etats-Unis, quittaient le Pacte de Varsovie et déclaraient leur intention de rejoindre l'OTAN. Mais lorsque les communistes avaient accusé Rajk et Nagy de s'engager précisément dans cette voie, toute la presse bourgeoise a crié aux mensonges grotesques, aux accusations absurdes, aux affabulations incroyables. Il importe donc de souligner, indépendamment même de la culpabilité effective de Rajk pour certaines des accusations portées contre lui, que la direction de Rakosi avait, au cours des années 1948-1953, bien cerné les mécanismes essentiels de la lutte de classes sous le socialisme.

L'offensive américaine.

Début 1948 sort aux Etats-Unis un journal d'extrême droite hongrois qui a pour titre Amerikai Magyar Nepszava. Son directeur est Zoltan Pfeiffer, ancien propriétaire foncier et député, proche de Horthy. Parmi les collaborateurs, le fasciste Tibor Eckhardt, le chef de la droite hongroise Ferenc Nagy et le social-démocrate Karoly Peyer. Le 27 mai 1948, le président Truman envoie une lettre aux éditeurs: "Le peuple hongrois combat derrière le rideau de fer pour reconquérir sa liberté et pour édifier un Etat vraiment dé-

mocratique. Dans ce combat et au milieu de ces aspirations, c'est de vous que ce peuple attend ses directives. Je suis convaincu que vous qui jouissez des bienfaits de la démocratie américaine, vous ne les abandonnerez pas".³⁰

Les Américains sont à ce moment les principaux protecteurs de l'organisation fasciste la Communauté fraternelle des Guerriers hongrois, stationnée en Allemagne occidentale et dirigée par Ferenc Kisbarnaki-Farkas et Andras Zako, deux hommes du fasciste dément, Szalasi. Dans leur Bulletin Central n° 12 d'avril 1950, ils écrivent: "Quel est notre but? Aider tous ceux qui sont prêts à lutter pour libérer la Patrie hongroise du bolchevisme, non seulement par la parole et l'écrit, mais aussi, le moment venu, par les actes et par les armes". Dans leur n° 13 du mois de mai, ils précisent: "Nous sommes en droit d'espérer qu'en raison de l'évolution probable des événements internationaux, les forces militaires des Etats-Unis nous ouvriront la voie du retour".³¹

Le Monde écrit le 2 octobre 1951: "Un crédit de 100 millions de dollars est prévu dans le projet de loi américain sur l'aide militaire et économique à l'étranger en vue de permettre la constitution de corps spéciaux de réfugiés des pays à l'est du rideau de fer. Ces unités, précisent les informations de Washington, seront amalgamées à des divisions américaines et intégrées dans l'armée atlantique". Ainsi, en 1950, deux mille cinq cents réfugiés sont incorporés dans l'armée américaine. Après cinq années de service, ils obtiendront la nationalité américaine. Le porte-parole du premier groupe hongrois, Tomas Dosa, a combattu pendant une année dans l'armée fasciste au front de l'Est.³²

En 1950, les services de la guerre psychologique de l'armée américaine, sur décision de leur gouvernement, lancent le projet Radio Free Europe. Une dépêche de Reuter, du 25 octobre 1950: "Le général Lucius D. Clay, ancien commandant de la zone américaine, a annoncé que le service qui est placé sous sa direction, est en train de construire de puissants émetteurs pour soutenir la propagande dirigée vers les pays derrière le rideau de fer. Le personnel sera recruté parmi ceux qui se sont récemment enfuis de pays de l'Est européen, auxquels cette propagande est destinée. (...) Si cette activité aboutit à des actions souterraines dans les pays en question, 'nous n'en serons pas surpris', a-t-il dit, pour continuer: 'Il n'y a pas de limites à ce que nous pouvons faire et à ce que nous ferons'".³³

A partir de 1950, les Etats-Unis s'engagent ouvertement dans une politique dite de "libération des nations captives" dont James Burnham, jusqu'en 1940 le bras droit de Trotski, se fait l'avocat. C'est l'époque où Burnham et presque tout l'establishment américain attendent, avec une passion impa-

tiente, la guerre, mieux, la Troisième Guerre mondiale... "La politique de libération s'avère un préventif de la guerre générale. La politique de libération, dans la mesure où elle réussit, frappe derrière le front soviétique et coupe les lignes de communications des Soviétiques. En même temps, elle réveille les éléments intérieurs qui sont, du point de vue soviétique, les plus susceptibles de disloquer le régime. Mais à longue échéance, quoiqu'elle ne soit pas inévitable, la guerre générale reste probable."³⁴ C'est dans ce contexte global que Burnham situe l'activité américaine en Hongrie et en Europe de l'Est. "Des paroles seules ne suffiront pas à convaincre les masses que l'Amérique s'est engagée à les libérer. Il faut qu'elle le démontre chaque jour par ses actes. Cette démonstration sera faite de trois façons: guerre politique de tous côtés; actions auxiliaires militaires et paramilitaires, là où les circonstances l'exigent; préparation appropriée pour n'importe quelle action militaire pouvant s'avérer nécessaire dans l'avenir. Les États-Unis sont naturellement déjà actifs sur ces trois plans. Le changement de politique élargira le rayon et accentuera le rythme de ces activités, surtout la guerre politique."³⁵

Cette politique de conquête et d'hégémonie américaine sera vendue en Hongrie sous la marque "Indépendance nationale": c'est en arrachant la Hongrie à l'influence soviétique et à son avenir socialiste lié aux destinées du socialisme soviétique, que les Américains veulent s'attribuer une brochette de néo-colonies en Europe centrale.

Déclenchement de la lutte contre le "stalinisme".

Juste après la mort du camarade Staline, le comité central du Parti des Travailleurs hongrois, dans sa session des 27 et 28 juin 1953, critique les "erreurs gauchistes" de la direction de Rakosi, Gero et Farkas et nomme Imre Nagy, un opportuniste de droite de longue date, au poste de Premier ministre. Nagy a toujours affirmé que la démocratie populaire ne devait pas être définie comme une forme de dictature du prolétariat. Il croit que la Hongrie doit passer par un stade de capitalisme d'État et que les forces productives à la campagne se développeront le plus rapidement par une politique de soutien aux paysans moyens. Il dît, au surplus, vouloir éviter que la Hongrie ne soit mêlée à la confrontation entre les blocs. En 1954, Nagy développe, à la tête du gouvernement, un programme axé sur "l'unité nationale", appelant les neuf millions et demi de Hongrois à unir leurs cœurs et leurs âmes.³⁶ Mais en novembre 1955, Rakosi réussit à faire expulser le révisionniste Nagy du parti.

Immédiatement après le XXe congrès du PCUS, les opportunistes hongrois se lancent dans une critique redoublée du "stalinisme" de Rakosi. Le 1er juillet

1956, Imre Nagy déclare qu'il est prêt à "lutter, coude à coude, pour éliminer les distorsions stalinistes du marxisme dans le domaine idéologique, politique et méthodologique" et il jure fidélité "aux idées et aux principes de Lénine".³⁷ L'Association des écrivains hongrois envoie ses meilleures plumes faire campagne pour Imre Nagy, qui devient, du coup, la principale vedette de Radio Free Europe et de la BBC. Le 17 septembre, l'Association s'en prend à "la résistance bureaucratique, sectaire, et dogmatique" et appelle à la lutte contre "le danger d'une restauration staliniste et rakosiste".³⁸

Le Conseil national de Sécurité des Etats-Unis consacre, fin juin 56, une réunion spéciale à l'agitation à l'Est. Le 29 juin, John Foster Dulles en résume les conclusions: "Le Monde Libre doit être uni pour exercer des pressions qui accéléreront la désintégration complète du communisme international et, peut-être, la fin du système actuel de l'Union soviétique. Il faut spécialement intensifier la pression sur les pays satellites, ce qui peut conduire à leur libération complète."³⁹

Le Parti des Travailleurs, pliant sous la campagne contre Staline, menée conjointement par Khrouchtchev, Radio Free Europe, le groupe d'Imre Nagy et la vieille droite hongroise, décide d'organiser un nouvel enterrement solennel des "victimes du stalinisme". Le 6 octobre 1956, la "reprise" de ces funérailles se transforme en fête anticomuniste. 300.000 personnes, nostalgiques et naïfs confondus, proclament Imre Nagy leur idole.

Dans les semaines qui suivent, la majeure partie des étudiants et des intellectuels participent à des manifestations nationalistes, dirigées contre la présence des troupes soviétiques, pour le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie et pour le recouvrement des territoires perdus après la "défaite" de 1944. Le nationalisme bourgeois se présente sous un double aspect. Il est antisoviétisme par son aversion du premier pays socialiste et adhésion à l'idéologie fasciste par sa nostalgie des vingt-cinq ans de "grandeur" hongroise.

La CIA dicte le programme de la "révolution".

A partir du 23 octobre 1956 fusent de toutes parts des manifestations contre le gouvernement socialiste. D'après Robert T. Holt, un de ses principaux responsables, Radio Free Europe reçoit chaque jour du quartier général à New York, des instructions tactiques détaillées. La radio de la CIA prône une politique de large unité populaire, mettant en garde contre toute forme de précipitation. Il faut glorifier les valeurs nationales hongroises et demander un "perfectionnement" et une "rectification" du système socialiste. Au cours de l'action, on pourra, pas à pas, rehausser la qualité politique des revendications. A cette fin, la CIA lance le mot d'ordre: "Faites de la révolution une ré-

volution permanente!"⁴⁰

A partir du 23 octobre toujours, les émeutiers mènent des attaques armées de petite envergure. Le 25, le colonel Pal Maléter, chargé de réprimer les insurgés, passe du côté de la contre-révolution. Le conseiller militaire de Radio Free Europe, Julian Borsanyi, un ancien lieutenant-colonel de l'armée de Horthy, sous le prétexte de "discuter la façon dont les insurgés opèrent", donne des instructions pour la conduite de l'insurrection.⁴¹ La Commission de Radio Free Europe finance le Centre militaire, établi à Vienne, qui coordonne l'aide militaire de l'étranger. Le général Andras Zako, le chef de la principale organisation fasciste hongroise, prend la tête de ce Centre. Les attaques armées à Budapest sont dirigées par des personnes ayant une longue expérience de la guerre et de la guérilla: des officiers de l'armée de Horthy, des membres des milices fascistes des Croix Fléchées et certains transfuges de l'Armée hongroise. Ainsi débute ce que The New York Herald Tribune appelle, le 17 novembre 1956: "La première bataille de la Troisième Guerre mondiale pour les valeurs occidentales".⁴²

Lors de cette première phase de la contre-révolution, le Parti organise des Gardes ouvrières dans les entreprises et leur distribue une certaine quantité d'armes. L'Armée hongroise reste, dans sa grande majorité, loyale au gouvernement et mène des opérations efficaces, avec le soutien d'unités soviétiques.⁴³ Le 28 octobre, les insurgés anticommunistes sont pratiquement défaits.

Le même jour, le quartier général de la Commission de Radio Free Europe envoie de New York un télégramme à Munich, contenant un "programme en huit points" pour l'insurrection hongroise. Il sera immédiatement propagé de façon intensive par Radio Free Europe et repris par presque tous les groupes anticommunistes. En voici l'essentiel:

Retrait immédiat et total de toutes les troupes soviétiques du territoire hongrois.

Dissolution intégrale et immédiate de la AVH (la Force de Sécurité de l'Etat).
(...)

Amnistie totale pour tous les combattants de la liberté qui ont participé à l'insurrection.

Exclusion du nouveau gouvernement provisoire de toutes les personnes qui ont été associées d'une façon ou d'une autre au régime, au gouvernement ou à la direction supérieure du parti depuis le précédent gouvernement Nagy.

La majorité du cabinet du nouveau gouvernement provisoire doit provenir des différents groupes patriotiques sur une base représentative.

Réunion immédiate d'une Assemblée constituante, sélectionnée par des élections libres et secrètes, pour rédiger une nouvelle charte de gouvernement et un programme d'action. (...)

Retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie.

Maintien des conseils ouvriers et des autres conseils locaux et comités populaires formés pendant la crise et communication permanente entre eux jusqu'à ce que les conditions mentionnées aient été remplies.⁴⁴

Le révisionniste Nagy à la tête du gouvernement.

Au moment où la contre-révolution violente déferle sur le pays, la fermeté du Parti communiste acquiert une importance décisive pour l'issue de la lutte. Or, le parti se trouve dans un état pitoyable... Lorsque le comité central se réunit les 23 et 24 octobre, il est secoué par un vent de panique. Au lieu de s'orienter vers la fermeté et la mobilisation des masses fidèles au socialisme, ses membres cherchent refuge dans la Grande Unité. La tendance Mathias Rakosi-Erno Gero, traitée de toute part de "staliniste", se trouve déjà fort isolée. Le groupe de Janos Kadar-Ferenc Munnich, devenu majoritaire, en appelle à l'unité de tous les communistes, y compris les hommes de Nagy. On rétablit Imre Nagy dans sa qualité de membre du Parti et on lui offre le poste de Premier ministre! Pourtant, tout le monde sait que Nagy se trouve à la base de l'agitation antigouvernementale dans les milieux étudiants et intellectuels. Comme le dira Kadar plus tard: "Nous étions réticents à prendre la décision très sérieuse de révéler devant le monde qu'il n'y avait pas d'unité au sein de l'organe dirigeant supérieur du parti et du gouvernement".⁴⁵

Le 23 octobre, Nagy a donné son accord pour appeler l'Armée soviétique à l'aide. Mais cinq jours plus tard, le 28 octobre, au moment où les contre-révolutionnaires se trouvent acculés, Nagy décrète à la radio un cessez-le-feu immédiat et général et annonce le retrait des troupes soviétique de Budapest! "Le gouvernement rejette l'idée que le large mouvement populaire qui se développe à l'heure actuelle, est une contre-révolution", lance-t-il. Et l'émeute devient "un mouvement national et démocratique" visant à garantir "notre indépendance nationale, notre auto-détermination et souveraineté". Nagy continue: "Le gouvernement soutiendra les nouveaux organes démocratiques créés à l'initiative du peuple et les intégrera dans l'administration de l'Etat". Il annonce la création d'une nouvelle force de sécurité, formée à partir "des unités de l'armée, de la police aussi bien que des unités armées d'ouvriers et de jeunes".⁴⁶ En fait, le révisionniste Nagy reprend à son compte l'essentiel du programme dicté par Radio Free Europe.

Les 29 et 30 octobre, l'Armée rouge se retire de Budapest. Une vague d'euphorie soulève les contre-révolutionnaires jusqu'aux nues. Nagy reçoit un

des principaux chefs des "combattants de la liberté", Dudas, qui a fait siens les "Huit points" de la CIA. Le lendemain, Radio Free Europe annonce: "Il semble possible que la démocratie multipartite puisse être restaurée en Hongrie et que la Hongrie puisse assumer une position de liberté et de neutralité selon le modèle autrichien".⁴⁷

Nagy à la tête de la contre-révolution.

Partant de son opposition au "dogmatisme", au "sectarisme" et au "stalinisme", Imre Nagy passe en quelques jours à la contre-révolution ouverte. Le 30 octobre, il déclare à la radio: "Le gouvernement reconnaît toutes les autorités locales, autonomes et démocratiques, créées par la révolution, nous nous appuyons sur elles et demandons leur soutien". Il poursuit: "Le cabinet abolit le système du parti unique et place le gouvernement sur la base de la coopération démocratique entre des partis de coalition comme ils existaient en 1945". Au présidium du Parti des Travailleurs hongrois, Nagy vient d'obtenir une majorité pour... la dissolution du parti et la formation d'un parti nouveau! Des noyaux des anciens partis bourgeois ont déjà été établis sous l'impulsion d'émigrés anticomunistes. Ces partis, qui ont éclaté entre 1945 et 1948 dans les combats que se livraient éléments réactionnaires et éléments antifascistes, renaissent maintenant comme forces ouvertement de droite et pro-impérialistes. Le 1er novembre, le Parti des petits Propriétaires écrit: "Nous voulons une nouvelle constitution, une République au lieu d'une République populaire". Dans une circulaire du 31 octobre, ce Parti s'affirme comme "un partisan inconditionnel de l'entreprise privée et de l'économie privée". Le 2 novembre, Jozsef Pasztor, le dirigeant de la Social-Démocratie, déclare: "Le Parti accepte la propriété privée". Le programme du Parti de l'Indépendance hongrois mentionne: "4. L'inviolabilité de la propriété privée (...) 6. La mise en pratique de la démocratie pure, éternelle et bourgeoise".⁴⁸

Le 30 octobre, Imre Nagy libère le cardinal Mindszenty de la prison et ce dernier se hâte de déclarer: "Je vais continuer au point où j'ai été forcé de m'arrêter il y a huit ans".⁴⁹ Dans ses mémoires, Eisenhower note ses réflexions du 1er novembre 1956: "Le problème de la Hongrie est que les insurgés manquent d'un dirigeant fort qui fait autorité. Imre Nagy échoue et les insurgés demandent sa démission. Le cardinal Mindszenty pourrait être ce dirigeant, s'il est soutenu par l'ardeur catholique du peuple hongrois".⁵⁰ A la radio, le 3 novembre, Mindszenty salue le "peuple" et la "lutte armée", dénonce "l'empire russe" et déclare que "l'ancien régime a déjà été balayé". "Nous voulons être un pays et une nation avec un esprit exclusivement culturel-national, basé sur la propriété privée qui est limitée par des obligations sociales."⁵¹

Le 31 octobre, Nagy annonce son intention de se retirer du Pacte de Varsovie et le lendemain il proclame la neutralité de la Hongrie en concluant son discours par les mots: "Vive la Hongrie libre, indépendante, démocratique et neutre!" La Hongrie a cessé d'être socialiste. Et le drapeau de l'Indépendance cache à peine que les formations insurgées dépendent, en grande partie, de l'impérialisme. Le Bureau de l'Internationale socialiste, réuni à Vienne et le président Eisenhower, à New York, promettent immédiatement une "aide économique" pour le redressement économique de la Hongrie..⁵²

Entre-temps, les généraux Béla Kiraly et Maléter ont distribué des milliers d'armes aux insurgés. Kiraly et deux autres anciens officiers de Horthy constituent, le 1er novembre, un Comité de Réhabilitation afin de créer un corps d'officiers de l'ancien régime fasciste: ils sont cinq cents à se présenter..⁵³ Et le 1er novembre, Nagy nomme Pal Maléter, le général passé chez les insurgés, au poste de ministre de la Défense!⁵⁴

Dans la ville de Gyor, en Transdanubia, la partie de la Hongrie qui touche à l'Autriche, un Conseil national transdanubien se présente comme gouvernement alternatif. Le président du Conseil, l'ancien maire social-démocrate Udvaros, dans une interview, expose son orientation: "Le Conseil a subi une évolution nationaliste. Les communistes se sont réfugiés chez les Russes qui sont en garnison dans la banlieue de Gyor. Le premier objectif de la foule fut la destruction de la police politique. A Gyor, ils étaient une centaine, les chefs ont été tués, les autres se sont enfuis. Nous sommes contre la collectivisation des terres. Nous accordons notre confiance à Nagy. D'ailleurs, il a reçu notre leader Anna Ketly et nous a assuré qu'il partageait les vues du Conseil national transdanubien. Enfin, ceux qui ont fait cette révolte sont dans le gouvernement, avec Pal Maléter qui vient d'être appelé au ministère de la Défense nationale. En cas d'élections, la majorité des voix irait à un parti clérical, dans la proportion de 60%. Le parti social-démocrate pourrait remporter 18 à 20%".⁵⁵

Le général Zako, le chef des Croix Fléchées, fait le voyage de Vienne à Gyor et une délégation de Gyor part pour Munich s'entretenir avec le lieutenant-colonel Julian Borsanyi, ancien horthyste et tête pensante à Radio Free Europe..⁵⁶

La droite commence la chasse aux communistes: trois mille d'entre eux sont arrêtés par les contre-révolutionnaires. Le journal Nouvelle Hongrie écrit le 2 novembre: "Notre police neutralise les ennemis de la révolution nationale. (...) L'opération de nettoyage a commencé sous le contrôle du Comité révolutionnaire des Forces spéciales".⁵⁷

Croix Fléchées et fondamentalistes catholiques poussent l'esprit revanchard

au point d'inquiéter même un journaliste de droite comme Alain de Seydouy, pourtant un fanatique de "l'Indomptable Hongrie". Son écrit, publié sous ce titre, dit ceci à propos des derniers jours de l'insurrection: "Mettant à profit la faiblesse du gouvernement Nagy, des éléments d'extrême droite, comme Dudas, pouvaient faire craindre le retour d'éléments fascistes, ce qui est maintenant exploité à fond par les Staliniens. Dès sa libération, le cardinal Mindszenty multipliait les déclarations imprudentes. Enfin, l'administration se désintérait, la disparition des communistes de tous les postes-clés jetait le pays dans l'anarchie. Tito lui-même s'inquiétait".⁵⁸

Ces remarques d'un anticomuniste déclaré constituent une excellente introduction à l'analyse que le groupe de Mandel a présenté de la contre-révolution hongroise. Le neuvième Congrès mondial trotskiste a rendu un hommage aux émeutiers hongrois dans les termes suivants: "La révolution hongroise d'octobre-novembre 1956 est allée le plus loin dans la voie de la révolution politique antibureaucratique pleinement épanouie".⁵⁹ C'est en ces termes que Mandel nous révèle que la contre-révolution armée hongroise était du trotskisme "pleinement épanoui".

Kadar et son père nourricier Khrouchtchev.

Le 1er novembre, Janos Kadar et Ferenc Munnich, deux membres du gouvernement Nagy, décident de rompre avec le Premier ministre. Le lendemain, ils reçoivent le soutien de Gyorgy Marosan, Antal Apro, Imre Horvath et Karoly Kiss. Ils proclament la constitution d'un Gouvernement révolutionnaire hongrois des ouvriers et paysans qui appelle l'Armée soviétique à rétablir l'ordre. Le 4 novembre, l'Armée rouge attaque les deux principales bases des insurgés à Budapest, qui regroupent quelque dix mille hommes armés. Les combats violents durent deux jours. Le 9 novembre, les principaux chefs de la contre-révolution passent en Occident. Du 23 octobre au 9 novembre, on a compté trois mille morts.⁶⁰

Kadar s'est opposé à la contre-révolution ouverte et au révisionnisme outrancier d'Imre Nagy. Pourtant, Kadar lui-même a contribué à remettre Nagy à la tête du gouvernement dont il a, par ailleurs, fait partie. En plus, il s'est attaqué avec acharnement à la ligne révolutionnaire défendue par Rakosi. Sa proclamation au nom du Gouvernement révolutionnaire, le 4 novembre 1956, commence par ces phrases: "Le 23 octobre, un mouvement populaire est né. Le but de ce mouvement était la liquidation du régime criminel de Rakosi et de ses complices, l'acquisition de notre indépendance nationale et la défense de notre souveraineté nationale. Par la faiblesse du gouvernement d'Imre Nagy, les éléments contre-révolutionnaires ont réussi à se glisser dans ce mouvement".⁶¹ Dans ce qu'il appelle la résolution historique du 5

décembre 1956, Kadar a fait insérer ceci: "Depuis la fin de 1948, la clique Rakosi-Gero déviait des principes fondamentaux du marxisme-léninisme".⁶² Ainsi, toutes les victoires obtenues dans la révolution, dans l'édification économique et dans la répression de la réaction, sont dénigrées comme autant de déviations.

Kadar est un orphelin de la social-démocratie hongroise, adopté par son père nourricier Khrouchtchev. Rakosi a été un bolchevik authentique, il a combattu aux côtés de Béla Kun en 1920, il a été enfermé, de 1927 à 1940, dans les prisons de Horthy. Mais son Parti avait été formé, après la guerre, par un assemblage de forces diverses, grandement influencées par la social-démocratie. Rakosi n'a pas réussi à unifier, par un travail idéologique, politique et organisationnel en profondeur, les cadres dans une optique marxiste-léniniste. Le Parti est resté un fourré-tout de différents courants bigarrés.

Le "staliniste" Rakosi a été éliminé de la tête du Parti après une intervention directe du PCUS. Khrouchtchev a aussi poussé à la réhabilitation de Rajk, à la libération de prison de Kadar (enfermé en 1950 à cause de son orientation titiste) et à la réintégration de Nagy.⁶³

En juin 1956, au moment où la contre-révolution se développe au vu et au su de tous, Souslov a entre ses mains une autocritique écrite d'Imre Nagy à qui il fait complètement confiance, affirmant que la situation en Hongrie tend à se normaliser. Après les premiers combats à Budapest, Andropov, l'ambassadeur soviétique dit: "Nous ne pouvons pas considérer les insurgés comme des contre-révolutionnaires, car il y a aussi parmi eux des gens honnêtes. Le nouveau gouvernement (de Nagy) est bon et il est nécessaire qu'il soit maintenu pour stabiliser la situation. Nagy cherche à maintenir des liens avec les masses".⁶⁴ Ce sont les Soviétiques qui, le 2 novembre, ont réuni Kadar et ses amis en Crimée et qui, après une concertation avec Tito, ont imposé Kadar comme nouveau chef du Parti.⁶⁵

Khrouchtchev, Tito, Kadar et Nagy étaient liés par leur défense commune d'une politique révisionniste et par la lutte contre le "stalinisme". Ce n'est qu'au moment où Nagy est passé ouvertement du côté de l'impérialisme et menaçait, par conséquent, la base même du pouvoir de Khrouchtchev, que ce dernier a réagi.

Lénine à propos de la révolution hongroise.

L'épisode crucial de la lutte interne au Parti s'est situé au début de l'insurrection, avec la réintégration de Nagy et sa nomination comme Premier ministre. Au moment où la lutte de classe se transformait en guerre civile ouverte, les révisionnistes, au nom de l'anti-stalinisme, agirent diamétralement

à rencontre de tous les enseignements de Lénine. Certaines de ses remarques semblent écrites, quarante années auparavant, à l'intention de Budapest 1956.

C'est à propos de l'opportunisme dans le Parti communiste hongrois (déjà!) que Lénine écrit, en 1920, ceci: "On ne peut douter que certains socialistes hongrois ne soient sincèrement passés du côté de Béla Kun et ne se soient sincèrement déclarés communistes. Mais le fond des choses ne varie pas pour autant. Celui qui se déclare 'sincèrement' communiste et qui, au lieu de poursuivre une politique d'une fermeté impitoyable, d'une résolution inflexible, une politique de dévouement à toute épreuve, de hardiesse et d'héroïsme (car cette politique seule est conforme à la reconnaissance de la dictature du prolétariat), celui qui hésite en réalité et fait preuve de pusillanimité, accomplit par sa veulerie, par ses flottements et son indécision, la même trahison que le traître authentique. Sur le plan personnel, la différence entre le traître par faiblesse et le traître par préméditation et calcul est très grande; sur le plan politique, il n'y a pas de différence entre eux, car la politique décide en réalité du sort de millions d'hommes, et ce sort ne varie pas du fait que des millions d'ouvriers et de paysans sont victimes de traîtres par faiblesse ou de traîtres par intérêt."⁶⁶

La conclusion de Lénine est sans appel: aux moments décisifs, il faut écarter les dirigeants opportunistes, hésitants. Khrouchtchev et Kadar feront exactement l'opposé: en pleine guerre civile, ils font rentrer au parti, au nom de "l'unité", les opportunistes et les traîtres qui en ont été expulsés! Sur ce point aussi, il crève les yeux que le soi-disant "antistalinisme" vise, directement, le cœur même de l'œuvre de Lénine. Ce dernier tira de son expérience cet enseignement général: "Si l'on compte dans ses rangs des réformistes, des mencheviks, on ne saurait faire triompher la révolution prolétarienne et on ne saurait la sauvegarder. En Russie, maintes fois se sont présentées des situations difficiles dans lesquelles le régime soviétique eût certainement été renversé, si les mencheviks, les réformistes, les démocrates petits-bourgeois étaient demeurés dans notre parti. En un pareil moment, il n'est pas seulement d'une nécessité absolue d'exclure du Parti les mencheviks, les réformistes, les turatistes, il peut même être utile d'exclure d'excellents communistes, susceptibles d'hésiter et hésitant dans le sens de 'l'unité' avec les réformistes, de les écarter de tous les postes importants. A la veille de la révolution et dans les moments de la lutte la plus acharnée pour sa victoire, les moindres hésitations au sein du Parti peuvent tout perdre, arracher le pouvoir des mains du prolétariat."⁶⁷

Ainsi, ceux qui écrasent la contre-révolution ouverte de 1956 ont eux-mêmes renoncé aux conceptions révolutionnaires de la dictature du

prolétariat.

Les opportunistes et les agents de l'impérialisme, quant à eux, tirent une conclusion majeure de leur échec; il faut conquérir des positions à l'intérieur du Parti et y faire, discrètement et sur une longue période, un travail de révision et de restauration.

Comment Kadar a pourri le Parti.

Après avoir suivi, pendant trente années, des routes parallèles, kadaristes et agents de la CIA se tombent finalement, en 1989, dans les bras pour réaliser la contre-révolution pacifique. Au deuxième centenaire de la Révolution française, le Parti communiste hongrois s'est rendu pratiquement sans résistance, la grande majorité de ses cadres se révélant être des bourgeois sans fard.

Il est important de se rappeler quelles conceptions idéologiques et politiques ont masqué ce pourrissement interne graduel et total.

Voyons quelques thèses du Parti socialiste ouvrier hongrois à mi-chemin entre la contre-révolution violente de 1956 et la contre-révolution pacifique de 1989. Nous sommes en 1974-1975. Comme on peut s'en douter, tout va alors pour le mieux. "Notre peuple suit notre parti, le pouvoir ouvrier est fort, les positions du socialisme sont solides."⁶⁸ Kadar dixit. "La roue de l'histoire a grandement tourné: la Hongrie a cessé pour toujours d'être le pays des seigneurs parasites, des exploiters; les capitalistes, les impérialistes ont perdu le pays et jamais plus il n'y aura un seul lopin de terre hongroise qui soit le leur."⁶⁹ Le toujours et le jamais de Janos Kadar dureront exactement quatorze années.

Les deux premières grandes idées de Kadar sont l'extinction de la lutte de classe et la démocratie pour les intérêts sociaux différents. Par la première, il empêche que la dictature du prolétariat frappe les bourgeois anciens et nouveaux; par la seconde, il assure à ces mêmes bourgeois des espaces de développement libre. "L'activité politique des forces intérieures antisocialistes s'est de plus en plus amenuisée; la fonction répressive de l'Etat s'est orientée de plus en plus vers la menace extérieure."⁷⁰ De tout temps, les révisionnistes font croire que les bourgeois se retirent tranquillement de la scène ou se convertissent en partisans du "socialisme". Pas besoin de les brusquer. "L'Etat de la dictature du prolétariat se transformera graduellement en un Etat socialiste de tout le peuple."⁷¹ Croira qui voudra. Nous avons liquidé, dit Kadar, "le dogme insensé selon lequel la lutte de classe s'intensifie à mesure que l'édification du socialisme avance".⁷² Ainsi, la contre-révolution violente de 1956 n'aura décidément rien appris à cet opportuniste. Il continue à rêver que la lutte de classe s'éteint calmement sous des brises légères.

Les révisionnistes ne nient pas l'existence des classes, mais ils prétendent que les différentes classes aiment toutes, avec une passion commune, le socialisme! "L'une des plus grandes conquêtes de notre révolution, c'est l'unité nationale d'esprit socialiste qui concerne toutes les classes, toutes les couches fondamentales de notre société."⁷³ Grâce à cette ficelle, les petits et moyens capitalistes "travailleurs" prospèrent, des bureaucrates s'approprient les fruits de travail collectif, des intellectuels technocrates se prosternent devant les prouesses des multinationales occidentales et les cadres corrompus se multiplient. Tout cela au nom de la diversité des intérêts! "Dans notre pays, l'expression publique libre des intérêts existant dans la société, la mise en évidence des divergences d'intérêts qui apparaissent avec eux, sont garanties sans la pluralité des partis."⁷⁴

Ce développement progressif des forces réactionnaires, capitalistes, pro-impérialistes, a été accompli sous la bannière tellement populaire en Occident, de la Démocratie. "Le socialisme est mort par manque d'oxygène démocratique", peut-on entendre communément, de nos jours. Pourtant, c'est justement en agitant le mot d'ordre de démocratie que les révisionnistes hongrois ont miné, pendant de longues années, le socialisme jusqu'à son abâtardissement total. Voici ce que claironnait à tout propos le kádàrisme: "Au cours de l'édification d'un socialisme développé, le rôle de la démocratie est décisif non seulement sur les lieux de travail mais aussi dans la vie du parti, dans la vie publique. (...) La démocratie nous conduit, avec beaucoup d'autres choses, à un Etat de tout le peuple".⁷⁵ "Le socialisme et la démocratie sont des concepts inséparables l'un de l'autre."⁷⁶ Oui, inséparables, jusqu'au jour où la démocratie pour les bourgeois aura fini de liquider les derniers restes de la dictature du prolétariat. Puis on se réveillera pour constater que le pouvoir des entrepreneurs privés et des multinationales a été rétabli.

Et, sous le règne de la libre entreprise, la "démocratie pour tous" réintroduira la dictature économique et politique du capital.

Au royaume de la démocratie pure à la Kadar, où la lutte de classe n'a plus guère de place, la tâche essentielle des travailleurs est, bien sûr, de faire prospérer l'économie. "Après la conquête du pouvoir, la tâche la plus importante de la classe ouvrière est de contribuer sans trêve à poser la base économique de la nouvelle société, puis à construire cette économie. Le succès de ce travail d'édification de l'économie décide du destin du socialisme."⁷⁷ A force de s'aveugler sur l'édification économique, la classe ouvrière hongroise a vu le capitalisme restauré. A ce propos, il faut remarquer que l'effondrement du socialisme s'est bel et bien produit à partir de la liquidation politique de la dictature du prolétariat et non pas à cause d'un échec écono-

mique devenu intolérable, comme l'affirme une théorie justificatrice de la restauration. En 1975, sur cent foyers hongrois, 50 avaient une machine à laver, 39 un réfrigérateur, 58 une télévision.⁷⁸ La Hongrie n'était pas le Chili, ni les Philippines, ni le Zaïre, ni l'Égypte où, pourtant, aucune puissance impérialiste n'appelle la population à la "révolution" pour mettre fin à l'échec économique complet du système en place.

Le Parti "communiste" avec lequel Kadar a conduit le changement en direction de la restauration pacifique, avait renoncé à sa vocation de diriger la lutte de classes des travailleurs, de leur insuffler une conscience de classe, de les mobiliser contre l'impérialisme et la réaction. Ouvert à tous les hommes de bonne volonté, le parti fut pris en otage par des bureaucrates et des opportunistes qui ne se distinguaient en rien de l'équipe d'Imre Nagy. Or, en 1974 Kadar jugeait approprié de dénoncer, encore une fois, les "crimes commis à l'égard des victimes du culte de la personnalité", formule qui, tout en attaquant la conception léniniste de la lutte à l'intérieur du parti, réhabilitait les Rajk et les Nagy. Heureusement que nous avons mis fin, continuait Kadar, à "la monstrueuse politique qui cherche 'l'ennemi' dans les rangs du parti de la classe ouvrière".⁷⁹ Comme résultat de la politique "humaniste" de Kadar, quinze années plus tard, on aura beau "chercher le communiste" dans les rangs du parti, on n'en trouvera plus...

Notes.

1. Libération de la Hongrie — Choix de documents 1944–1945, éd. Corvina, Budapest, 1975, p. 21.
2. *Ibidem*, p. 33–34.
3. *Ibidem*, p. 59–60.
4. *Ibidem*, p. 89.
5. Paraf Pierre, *Les démocraties populaires*, Payot, Paris, 1962, p. 187.
6. Boldizsar Ivan, *L'impérialisme américain contre le peuple hongrois*, éd. d'Etat, Budapest, 1952, p. 23–25.
7. Mindszenty, *Mémoires*, éd. La Table Ronde, Paris, 1974, p. 68.
8. *Ibidem*, p. 55–59.
9. *Ibidem*, p. 76.
10. *Ibidem*, p. 83.
11. *Ibidem*, p. 84, 87 et 91.
12. Boldizsar Ivan, *L'impérialisme américain contre le peuple hongrois*, éd. d'Etat, Budapest, 1952, p. 51–52, 53–54.

13. De Seydouy Alain et Roland Varaigne, *Indomptable Hongrie*, éd. Les 4 fils Aymon, Paris, 1956, p. 85–86.
14. Boldizsar Ivan, *op. cit.*, p. 104.
15. De Seydouy., *op. cit.*, p. 79–80.
16. *Ibidem*, p. 90.
17. Paraf Pierre, *Les démocraties populaires*, Fayot, 1962, p. 67 et 93.
18. Boldizsar Ivan, *op. cit.*, p. 129.
- 19.. *Ibidem*, p. 66.
20. *Ibidem*, p. 68–70.
21. *Ibidem*, p. 75–79.
22. Stewart Steven, *Le grand piège*, éd. Robert Laffont, 1976.
23. *Ibidem*, p. 42–43 et 34.
24. *Ibidem*, p. 90.
25. *Ibidem*, p. 92–93, 95–96, 76–79.
26. *Ibidem*, p. 143–144 et 191.
27. Fejto François, *Histoire des démocraties populaires*, Tome 1, éd. Seuil, Paris, 1971, p. 268.
28. *Ibidem*, p. 250.
29. *Ibidem*, p. 363.
30. Boldizsar Ivan, *op. cit.*, p. 135–136.
31. *Ibidem*, p. 133.
32. *Ibidem*, p. 134.
33. *Ibidem*, p. 125–126.
34. Burnham James, *Contenir ou libérer*, Calmann-Lévy, Paris, 1953, p. 257.
35. *Ibidem*, p. 240.
36. Bercez Janos, 1956 *Counter-revolution in Hungary*, Akadémiai Kiado, Budapest, 1986, p. 43 et 54.
37. *Ibidem*, p. 79.
38. *Ibidem*, p. 86.
39. *Ibidem*, p. 89.
40. *Ibidem*, p. 111.
41. *Ibidem*, p. 113.

42. *Ibidem*, p. 112.
43. *Ibidem*, p. 123.
44. Holt Robert T., *Radio Free Europe*, Minneapolis, 1959, p. 191.
45. Bercez Janos, *op. cit.*, p. 128.
46. *Ibidem*, p. 133.
47. HoltR. T., *op. cit.*, p. 192.
- 48.. Bercez Janos, *op. cit.*, p. 151–152.
49. *Ibidem*, p. 152.
50. Eisenhower D. D., *The White House Years*. Vol 2: "Waging Peace, 1956–1961". New York, 1965, p. 82.
51. Berecz Janos, *op. cit.*, p. 171.
52. *Ibidem*, p. 156–157.
53. *Ibidem*, p. 162.
54. De Seydouy Alain, *op. cit.*, p. 122.
55. *Ibidem*, p. 126.
56. Berecz Janos, *op. cit.*, p. 167.
57. *Ibidem*, p. 147.
58. *Ibidem*, p. 147. 58. De Seydouy, *op. cit.*, p. 169.
59. *Inprecor*, Xle Congrès mondial de la IVe Internationale, novembre 1979, p. 250.
60. Berecz Janos, *op. cit.*, p. 202 et 107.
61. De Seydouy Alain, *op. cit.*, p. 179.
62. Berecz Janos, *op. cit.*, p. 223.
63. Hoxha Enver, *Les Khrouchtchéviens*, Tirana, 1980, p. 29164. *Ibidem*, p. 287 et 297–298.
65. *Ibidem*, déclaration de l'ambassadeur Krilov à Tirana, p. 306.
66. Lénine, *Notes d'un publiciste*, 14 février 1920, Oeuvres t. XXX, p. 366–367.
67. Lénine, 'Les discours hypocrites sur la liberté', cité dans: Staline, *Les Questions du léninisme; Des principes du léninisme*, Tirana, 1970, p. 111.
68. *Pouvoir, liberté, démocratie*, recueil d'articles et de discours, éd. Corvina, Budapest, 1978, p. 125.
69. *Ibidem*, p. 178.

70. *Ibidem*, p. 116.
71. *Ibidem*, p. 7.
72. *Ibidem*, p. 154.
73. *Ibidem*, p. 177.
74. *Ibidem*, p. 120.
75. *Ibidem*, p. 118–119.
76. *Ibidem*, p. 217.
77. *Ibidem*, p. 140.
78. *Ibidem*, p. 174.
79. *Ibidem*, p. 154–155.

Juillet 1990. Lorsque le Vampire des Carpates frappa à Timisoara..

Et puis il y eut la Roumanie..

L'horreur, l'épouvante, l'impensable.

Treize mille deux cents personnes arrêtées par la Securitate à Timisoara: 7.600 sont immédiatement passées par les armes. Dans les charniers, des cadavres, mains et pieds coupés, ongles arrachés, tête à moitié séparée du corps, visage brûlé à l'acide, la plupart des corps éventrés et sommairement recousus. Des témoins ont vu des tanks passer sur des enfants. La femme du pasteur Laszlo Tokes, enceinte de six mois, contrainte par la Securitate de se faire avorter par la force.

Vous sentez sans doute encore l'émotion qui vous a envahi, cher lecteur, le lendemain de Noël 1989, au moment de parcourir ces lignes dans *La Libre Belgique*.¹ Puis le journal parlé de TF 1 vous a appris qu'on venait de découvrir, en Roumanie, des cadavres vidés de leur sang. Et c'est ainsi que vous avez su que Ceausescu, qui souffrait de leucémie, renouvelait chaque mois son sang en faisant tuer des innocents.²

Après tant de révélations traumatisantes, comment ne pas choisir son camp, celui de la liberté et de la démocratie? Comment ne pas s'associer à l'hommage rendu par cet homme politique français au "soulèvement victorieux du peuple et de l'armée contre le communisme, le système politique le plus bestial et le plus criminel qui opprimait la Roumanie depuis plus de quarante ans"?³

Ce qu'il en est de toutes ces révélations qui nous ont glacé le sang, nous le dirons tout à l'heure. Notons pour l'instant qu'il nous semble impossible d'aborder l'expérience des pays de l'Est, dont celle de la Roumanie, "par le petit bout de la lorgnette", en faisant abstraction de l'ensemble de l'histoire révolutionnaire de ce siècle et de l'ensemble de la situation mondiale actuelle.

En vingt ans, nous avons rencontré pas mal de militants de gauche qui, posant mal le problème, s'excitaient tellement sur les erreurs du socialisme, qu'ils se sont rangés finalement du côté de la barbarie impérialiste. Lors de conférences que nous avons données au cours de l'année écoulée, certains se sont levés pour s'écrier: "A la dictature de la bureaucratie roumaine ou chinoise, je préfère la démocratie bourgeoise". Rien ne peut mieux illustrer le passage d'une certaine "gauche" du côté de l'impérialisme. Pour bien situer nos positions en ce qui concerne l'Est et la Roumanie, nous rappelons donc quelques vérités qui sont essentielles pour juger dans leur véritable perspective les "révolutions pour la démocratie et la liberté".

Démocratie impérialiste, dictature des multinationales.

La démocratie bourgeoise, née de la Révolution française, a connu pas mal de transformations, pour être aujourd'hui la démocratie des multinationales, une démocratie impérialiste. D'ailleurs, la commémoration de la prise de la Bastille nous a offert quelques images merveilleuses qui illustrent comment la démocratie bourgeoise s'est mutée en démocratie impérialiste: Mitterrand fêtant deux cents ans de révolution à côté d'un Mobutu; Mitterrand, encore, traînant sa longue suite de dignitaires arrivés des colonies et des néo-colonies françaises aux festivités du 14 juillet; Mitterrand, toujours, épurant l'histoire des Robbespierre et des Saint-Just. Et à voir les feuilletons télévisés qu'a produits la France en 1989, on acquiert la conviction que Louis XVI et la reine Marie-Antoinette ont été les héros de 1789. Et c'est dans ce climat, qu'une certaine "gauche" s'en prend avec acharnement à la "dictature bureaucratique" des régimes socialistes, pour affirmer que notre régime politique, pour être bourgeois, n'en représente pas moins la meilleure incarnation de la Démocratie. Une formule habile pour masquer les traits essentiels de notre système de dictature de la grande bourgeoisie.

Dans nos pays capitalistes, les élections "libres" ne sont qu'un écran cachant les véritables centres de pouvoir: conseils d'administration des multinationales, hauts cénacles des institutions de l'Etat, Le parlement n'est qu'une scène (souvent vide) où se jouent des pièces tragi-comiques; il n'est nullement l'endroit où sont tranchées les batailles réelles entre les intérêts sociaux-économiques antagonistes. Raymond Aron prétend que dans un régime pluraliste "le pouvoir émane de la compétition entre les groupes et les idées".⁴ Mais qui peut se faire des illusions sur la nature des élections "libres" organisées aux Etats-Unis, ce grand bastion de la démocratie bourgeoise? Les partis républicain et démocrate regroupent des forces et des intérêts fort divers, ils canalisent toutes sortes de protestations, mais ils le font sous la direction et la domination sans faille de la grande bourgeoisie américaine. Il y a de la compétition, de la critique et de l'auto-critique, des "checks and balances", de la démocratie, mais à l'intérieur d'une seule classe et dans une seule optique, celle de la défense de l'entreprise libre et du système impérialiste mondial. La façon dont les chefs de file républicains et démocrates surenchérisaient en patriotisme pour foncer dans la guerre contre le Panama, en dit long sur ce pluralisme à voix unique.

Notre "démocratie" n'est qu'un dérivé, somme toute assez marginal, de trois données matérielles fondamentales.

Les multinationales et leurs alliés directs, les patrons moyens et petits, possèdent tous les moyens de productions, qui constituent les leviers les plus

importants de l'ordre social.

Elles contrôlent tous les rouages vitaux de la machine d'Etat, instrument de contrainte conçu pour protéger l'ordre économique existant.

Elles dominent les appareils idéologiques (réseaux d'enseignement, médias, églises) qui justifient l'ordre capitaliste et qui l'imposent comme un ordre naturel.

Cette "démocratie", enracinée très profondément dans la couche épaisse d'entreprises capitalistes qui couvre nos pays, est inséparable de l'histoire et de la réalité actuelle de l'impérialisme. Aussi longtemps que ne se manifestent pas des forces significatives pour s'attaquer de front aux fondements du capitalisme, la dictature bourgeoise s'exerce d'une façon libérale, pluraliste et "démocratique".

Cette façade démocratique a, en plus, le grand avantage de camoufler une activité systématique d'espionnage contre toutes les forces opposées au système, un travail d'infiltration, de contrôle des activités de la gauche, réalisé sur une plus large échelle que ne peut se le permettre n'importe quelle dictature ouverte du tiers monde. Et dès qu'une crise profonde pointe ou dès que le régime s'aventure dans une guerre extérieure (guerre des Malouines, attaques contre la Libye, agression contre le Panama), des mesures extraordinaires effacent les apparences démocratiques.

Depuis 1981, nous avons vu pas mal de "progressistes" qui, dans le sillage de Mitterrand, ont rejeté ces vérités jugées trop élémentaires. Buvant à grandes gorgées la haine anticomuniste que nous servent quotidiennement nos médias, ils en sont arrivés à détester à ce point les erreurs et les faiblesses des pays socialistes, qu'ils sont devenus des défenseurs de notre démocratie, système imparfait, on vous l'accorde, mais "l'humanité n'a encore rien trouvé de mieux".⁵ Alors, vivement de l'avant, sous la direction éclairée de Tonton François. Et passons sur les détails, les colonies françaises, les néo-colonies que gardent nos troupes, le renforcement des multinationales françaises, quelques petites guerres au Tchad, au Moyen-Orient ou ailleurs où le devoir d'ingérence nous appelle.

En effet, un trait distinctif de la démocratie bourgeoise actuelle, est qu'elle se présente comme une démocratie impérialiste. La nature véritable de "notre" démocratie s'exprime le mieux dans la réalité politique, économique et sociale du tiers monde. On nous fait croire que les pays industrialisés abritent des hommes intelligents et diligents qui, par leur travail acharné, ont conquis le bien-être et la démocratie. Au-dehors de ce paradis se situe l'immense espace sauvage du tiers monde, qui n'en est qu'au début du processus de décollage économique et qui est souvent régi par des despotes sangui-

naires caractérisant les sociétés arriérées.

En réalité, notre monde, ou du moins le monde impérialiste, est déjà devenu un village et ses quartiers les plus misérables dépendent du conseil communal où siègent, sous l'aspect trompeur de vieux sages, les multinationales. Le néo-colonialisme en Afrique, en Amérique latine et en Asie n'est rien d'autre que la dictature politique et économique de "notre" grande bourgeoisie qui impose sa volonté à travers des "capitas" locaux: présidents de la République, hauts fonctionnaires, banquiers, grands entrepreneurs et commerçants du tiers monde. Celui qui veut cerner le visage authentique de "notre" démocratie, doit observer les massacres, les génocides, la terreur étatique qu'ils organisent, supervisent et justifient en permanence au Salvador et au Pérou, au Mozambique et au Zaïre, en Palestine et en Turquie, aux Philippines et en Indonésie. Dans pratiquement tous les pays du tiers monde, les cadres des services de répression officiels ont été formés et entraînés par l'Occident et souvent ils sont placés sous la supervision directe d'officiers supérieurs venus du monde "libre". Les escadrons de la mort qui se chargent du sale boulot, des meurtres sauvages, sont presque tous issus de ces services officiels et placés sous la direction de l'extrême droite occidentale, partie intégrante de "notre" démocratie. Des tueries légales et illégales en Afrique, en Amérique latine et en Asie, sont patronnées par des politiciens locaux qui ont reçu leur éducation auprès des idéologues qui enseignent la démocratie dans nos universités et auprès de nos partis démocratiques. Duarte et Cerezo Arevalo, Houphouët-Boigny et De Klerk, Mobutu et Abdou Diouf, Hassan II et Aquino sont les produits de "notre" démocratie. C'est dans le tiers monde que nous voyons le plus clairement que "notre" démocratie est un système de terreur d'Etat et de génocides permanents.

Ces vérités aussi sont élémentaires pour tout homme de gauche. Mais il s'en suit que la démocratie populaire ne peut s'instaurer dans le tiers monde qu'en tant que dictature du peuple travailleur contre toutes les forces de la "démocratie impérialiste". Le peuple du Nicaragua paie déjà cher le fait de l'avoir oublié et d'avoir accepté une "démocratie pour tous" qui devait donner, tôt ou tard, la victoire aux réactionnaires, forts de l'appui des forces économiques, politiques et militaires de l'impérialisme.

Lénine, Staline et la dictature du prolétariat.

Les premières manufactures, ces germes de la société industrielle européenne, ont surgi du génocide des peuples de l'Afrique noire et de l'Amérique indienne. La découverte des empires des Incas et des Aztèques par les "civilisateurs" européens, a coûté soixante millions de morts à la population indigène. Et des tonnes d'or et d'argent, bien sûr.

A partir du début du seizième siècle, les commerçants européens ont capturé puis vendu entre cent et deux cent millions de noirs. Des dizaines de millions d'hommes ont perdu la vie en Asie et en Afrique lors des conquêtes coloniales du siècle dernier qui ont bouleversé les sociétés locales, causé des famines, répandu des maladies inconnues, imposé l'opium et l'alcool. La révolution industrielle en Europe au dix-huitième et au dix-neuvième siècles a été accompagnée de l'expulsion violente de millions de paysans de leurs terres et par le travail forcé des enfants et des femmes, douze à quinze heures par jour. Les Etats bourgeois européens se sont rués dans une Première Guerre mondiale pour un nouveau partage des colonies: des millions de travailleurs ont payé de leur vie cette rivalité entre colonialistes.

Face à ces réalités, le socialisme ne pouvait naître et se maintenir qu'en tant que dictature du prolétariat unissant toutes les couches populaires contre la bourgeoisie.

Pour cette raison, nous pouvons affirmer que dans le contexte actuel de la "démocratie impérialiste", l'expérience fondamentale de Lénine et de Staline acquiert une signification toute particulière pour les peuples qui veulent se libérer de l'oppression impérialiste. Le Chili de 1973 et le Nicaragua de 1990 sont des preuves "a contrario". Cuba, la Chine, la Corée du Nord et l'Albanie, qui restent, à l'heure qu'il est, fidèles à la voie socialiste, défendent aussi cette expérience fondamentale du Parti bolchevik.

Les ouvriers et paysans russes, ayant subi la terreur séculaire du tsarisme, ont payé un prix excessivement élevé au cours de la Première Guerre mondiale: presque trois millions de victimes. De cette oppression insupportable, les bolcheviks ont tiré l'énergie, le courage et la détermination nécessaires pour diriger la révolution socialiste et briser, par la force, la dictature bourgeoise. La terre et les moyens de production sont devenus propriété publique, la machine d'Etat oppressive du tsarisme a été systématiquement démantelée et remplacée par l'Etat des ouvriers et des paysans.

Aidées par les armées interventionnistes anglaises, françaises et tchèques, les classes réactionnaires et les forces tsaristes ont déclenché une terreur blanche contre le socialisme. Pratiquement seuls contre le monde entier, les bolcheviks ont réussi à entraîner les larges masses paysannes derrière la classe ouvrière et à organiser une terreur de masse à rencontre de leurs ennemis.

C'est dans ce baptême du feu que le bolchevisme a pris profondément racine parmi les paysans pauvres. Sans cette terreur rouge implacable, il n'y aurait pas eu de socialisme en Russie et la terreur blanche aurait rétabli ce bastion de la réaction mondiale qu'était le tsarisme.

C'est Lénine qui a élaboré les principes essentiels de l'édification socialiste sous la dictature du prolétariat. Mais il est décédé en 1924, le travail étant à peine commencé. Entre 1924 et 1953, le parti bolchevik, dirigé par le camarade Staline, a réalisé pour l'essentiel les plans de Lénine. Grâce à un héroïsme populaire sans précédent, l'Union soviétique a édifié une industrie et une agriculture socialistes. Staline n'avait pas le génie de Lénine et, dans une situation nationale et internationale extrêmement difficile et compliquée, il commit certaines erreurs que Lénine aurait probablement su éviter. Mais, pour l'essentiel, le parti bolchevik et le peuple soviétique ont accompli, sous sa direction, les tâches que Lénine leur avait léguées.

Les réalisations de la dictature du prolétariat en Union soviétique entre 1924 et 1953 ont bouleversé toute la situation mondiale et changé fondamentalement le rapport de force au niveau international. Ceux qui étalent mépris et haine pour ces réalisations, cachent sous leur "antistalinisme" ou sous la chimère d'un monde idéal, une aversion du socialisme réellement existant -luttant, encaissant, trébuchant, mais en marche. Le parti bolchevik a accompli entre 1921 et 1941 l'industrialisation socialiste, lui permettant de tenir tête aux armées fascistes. Grâce à la révolution culturelle, il a formé une armée de techniciens et de spécialistes, bien qualifiés et politiquement conscients, qui a dirigé l'effort de guerre. La collectivisation de l'agriculture a bloqué la tendance spontanée à la différenciation des classes à la campagne et a empêché l'essor d'une classe de koulaks, la menace intérieure la plus dangereuse pour le socialisme. Le nombre de membres du parti bolchevik est passé de 250.000 en 1918 à 2.500.000 à la veille de la guerre et le parti a encadré et dirigé avec une volonté inébranlable toute la résistance antifasciste.⁶ Après la guerre, Staline et le parti ont dirigé la reconstruction d'un pays dévasté, portant l'index de la production industrielle de 1.085 points en 1940 à 1.713 en 1950.⁷ Des années vingt jusqu'aux années cinquante, le parti bolchevik a joué un rôle essentiel dans le renforcement du mouvement communiste international et l'existence même de l'Union soviétique a rendu possible la seconde victoire de portée mondiale, la révolution socialiste chinoise.

Les succès de l'édification socialiste en URSS, liés à sa politique extérieure d'indépendance et de paix, ont impulsé le mouvement de décolonisation en Afrique et en Asie.

La percée des thèses sociales-démocrates.

Le rappel de ces vérités nous semble essentiel pour aborder les événements de l'Europe de l'Est et ceci pour la bonne raison que, de nos jours, les conceptions du socialisme bourgeois et du socialisme réactionnaire, dénoncées

en 1848 dans le Manifeste du Parti Communiste, dominant largement la gauche européenne. Nous ne voulons pas critiquer Ceausescu en compagnie de socialistes bourgeois qui "invitent le prolétariat à s'en tenir à la société actuelle, mais à se débarrasser de la conception haineuse qu'il s'en fait".⁸ A propos de la société socialiste, ce sont les conceptions contre-révolutionnaires, élaborées au cours des années vingt et trente par la social-démocratie, qui dominent actuellement les milieux progressistes européens. La social-démocratie qui a justifié la guerre impérialiste 14-18, qui a écrasé l'insurrection ouvrière en Allemagne et qui a défendu bec et ongles le système colonial. En 1930, son chef Karl Kautsky plaidait pour "une révolution démocratique" contre "l'aristocratie soviétique". Il espérait voir bientôt des "insurrections paysannes" contre "la dégénérescence fasciste du bolchevisme". Son programme était axé sur "notre revendication de démocratie pour tous", "la démocratie pure". Partisan du multipartisme, Kautsky prônait le renversement du parti bolchevik et la prise de pouvoir par une coalition de sociaux-démocrates et de démocrates bourgeois pour fonder "une République démocratique parlementaire".⁹

Il est assez remarquable de retrouver en 1989, au cours des mouvements contre-révolutionnaires qu'ont connus la Chine et la Roumanie, pratiquement mot pour mot, ce programme anticomuniste.

Depuis la fin des années cinquante, lorsque la plupart des partis communistes de l'Europe occidentale sont passés du côté de l'ordre établi, rares sont les organisations politiques et les intellectuels qui osent aller à contre-courant de l'idéologie impérialiste dominante et défendre l'expérience historique de la dictature du prolétariat.

Presque toutes les thèses anticomunistes qui circulaient dans les années vingt dans les milieux cléricaux, libéraux, sociaux-démocrates et fascistes sont aujourd'hui considérées comme des vérités dûment établies par toute la gauche réformiste. La méthode de l'analyse de classe est remplacée par la démagogie moralisante si ce n'est par le panégyrique de la société impérialiste. L'exemple-type en est la condamnation en bloc, comme les plus arbitraires des crimes, de la collectivisation et de l'épuration, organisées par le parti bolchevik au cours des années trente.

En 1928, l'Union soviétique compte 7% de paysans sans terre, 35% de paysans pauvres, 53% de paysans moyens et 5% de paysans riches, les koulaks, qui possèdent 20% des céréales commercialisées.¹⁰ L'évolution spontanée renforce les koulaks qui, par un contrôle accru sur le blé commercialisé, peuvent affamer les villes et saboter l'industrialisation socialiste. Il n'y a pas d'autre voie que celle de la collectivisation, au cours de laquelle explose la

haine séculaire des paysans pauvres et moyens contre les koulaks. Cette lutte de classe organisée par les paysans pauvres et moyens est le facteur décisif de la collectivisation, vu que le parti bolchevik, avec 200.000 membres à la campagne, reste très faible en milieu paysan.¹¹ La collectivisation est réalisée à travers une réédition de la guerre civile à la campagne, les paysans riches et les réactionnaires tuant un grand nombre de cadres et de dirigeants parmi les paysans pauvres et abattant le bétail pour saboter l'économie collective. La terreur que les paysans pauvres exercent contre les koulaks est, pour une bonne part, une réaction inévitable à des siècles d'oppression.

L'épuration du parti, organisée par Staline en 1936–1940, fut nécessaire en prévision de la guerre à venir, mais elle a été accompagnée d'erreurs graves, certaines inévitables dans un combat aussi complexe, d'autres dues à des analyses erronées ou à des attitudes arbitraires.

Staline avait compris que l'exacerbation des conflits internationaux et l'imminence d'une guerre d'agression contre l'Union soviétique imprimait un caractère tout particulier aux luttes politiques à l'intérieur du parti. Il savait qu'en prévision du conflit mondial à venir, l'Allemagne nazie et les autres puissances impérialistes enverraient de nombreux espions, saboteurs et agents de diversion en URSS.

Les débris des classes exploiteuses et les anciens réactionnaires chercheraient immanquablement à se venger du socialisme en se liant aux puissances impérialistes "libératrices". Les opportunistes et les défaitistes dans le parti, impressionnés par la "supériorité" écrasante de l'impérialisme, pourraient entrer en contact avec l'ennemi. Les succès économiques de l'Union soviétique avaient miné la vigilance de certains bolcheviks qui se consacraient entièrement aux problèmes économiques en négligeant la lutte de classe.¹² Staline a organisé une vaste mobilisation populaire pour épauler l'épuration et il imposa de très hautes exigences aux nouveaux membres du parti en ce qui concerne leur dévouement au socialisme, leur esprit de sacrifice, l'ardeur au travail et la discipline.

Au cours de l'épuration, des erreurs organisationnelles graves furent commises: il arriva que les règles du centralisme démocratique ne furent pas respectées, l'arbitraire remplaçait parfois l'examen rigoureux, les services policiers furent, à certains moments, soustraits au contrôle du parti. Ceci conduisit à des erreurs politiques d'envergure, la répression prenant une extension beaucoup trop considérable et la peine de mort étant appliquée à de nombreux cas où elle ne se justifiait nullement. Si elle s'imposait dans le cas d'un traître comme Trotski, elle n'était pas de mise dans le cas d'un oppor-

tuniste comme Boukharine et elle fut une erreur grave dans le cas d'un révolutionnaire comme Piatnitsky.

Mais l'épreuve du feu de la guerre antifasciste a montré que, contrairement à tous les autres pays du monde, l'Union soviétique a produit très peu de collaborateurs. En Europe occidentale, par contre, la prévision de Staline que les opportunistes rejoindraient l'occupant nazi, s'est pleinement réalisée. En Belgique, Henri De Man, le président du Parti socialiste, et Victor Grauls et Achille Van Acker, deux de ses principaux dirigeants, ont publiquement rendu hommage à l'action libératrice d'Adolf Hitler. En France, la majorité des sociaux-démocrates ont voté les pleins pouvoirs au collaborateur Pétain et des exclus du Parti communiste français comme Jacques Doriot, Pierre Celor et Henri Barbé sont devenus les chefs du parti fasciste, le Parti populaire français.¹³

De Khrouchtchev à Ceausescu: trente-cinq ans de révisionnisme.

Il y a trente-cinq ans, un débat âpre, violent, a déchiré et divisé le mouvement communiste international. La gauche, dirigée par Mao Zedong et Enver Hoxha, affirmait qu'il fallait maintenir et développer toutes les idées et expériences de Lénine et de Staline, tout en corrigeant les erreurs commises; la droite, dirigée par Khrouchtchev, prétendait que Staline avait complètement dénaturé le socialisme et qu'il fallait changer d'orientation pour donner son véritable élan à la société socialiste. Pendant trente-cinq ans, Khrouchtchev, Tito et Togliatti, puis Dubcek, Ceausescu et Gorbatchev, ont fulminé contre le stalinisme, la dictature, le dogmatisme, l'orthodoxie, le sectarisme, la pensée rigide et ils ont prétendu apporter le renouveau, les idées créatrices, le retour au léninisme, le socialisme démocratique. Aujourd'hui, nous assistons à l'éclatement de toutes ces promesses ampoulées. A l'Est, entre autres en Roumanie, et en Union soviétique, nous vivons la faillite irrémédiable du courant révisionniste. Ce courant démagogique aboutit à la restauration du capitalisme et à l'intégration dans le monde impérialiste.

Khrouchtchev a commencé, en 1956, par affirmer que l'impérialisme était fort affaibli, qu'il ne pouvait plus déclencher de grandes guerres d'agression, que sa nature agressive avait changé. L'Union soviétique, disait-il, veut des relations d'amitié et de coopération confiante avec les Etats-Unis, pour assurer ainsi la sécurité des peuples. Ce fut le début de la collaboration avec la pire force d'oppression et de guerre au monde. Khrouchtchev continuait en prétendant qu'il n'était plus nécessaire, pour les peuples du tiers monde, de poursuivre et d'approfondir les mouvements de masse anti-impérialistes: les pays du tiers monde pouvaient se développer de façon accélérée grâce à l'aide économique de l'Union soviétique. Toujours d'après Khrouchtchev, le

système capitaliste dans les métropoles impérialistes, allait se transformer de façon pacifique, par la voie parlementaire, en régime socialiste, vu l'affaiblissement continu du capitalisme. Fanfaron, Khrouchtchev clamait que le socialisme avait définitivement triomphé en Union soviétique et en Europe de l'Est et que la restauration du capitalisme y était désormais impossible. La prophétie d'un âne, prononcée en 1961. Et de cette thèse, il s'en suivait logiquement que la dictature des masses travailleuses avait cessé d'être une nécessité; Khrouchtchev prêchait la démocratie pour le peuple entier, y compris pour les forces bourgeoises. Comme les classes exploiteuses avaient disparu, il n'y avait plus lieu de lutter contre leur résistance. Vouloir continuer une lutte de classe sous le socialisme, c'était prêcher la répression, l'arbitraire, l'entrave permanente à la démocratie. Khrouchtchev se mettait donc à parler d'humanisme et de valeurs universelles de l'humanité: les idées de la grande bourgeoisie et son style de vie devenaient de bon ton. Comme il n'avait plus de lutte de classe à mener, le parti devenait le parti du peuple tout entier: les éléments corrompus, qui cherchaient des privilèges et s'enrichissaient de façon illégale, montaient dans le parti et ils ne risquaient plus d'en être débusqués.¹⁴

Lénine et Staline ont construit le socialisme sur une période de trente-six ans; Khrouchtchev, Brejnev et Gorbatchev auront besoin de trente-six ans pour effacer complètement les principes marxistes-léninistes qui ont fait de l'URSS le premier Etat socialiste au monde. Quand la droite affirme aujourd'hui que l'effondrement de l'Est prouve la faillite du "stalinisme", elle fait preuve de malhonnêteté intellectuelle patente: sa contrepartie soviétique, de Khrouchtchev à Gorbatchev, a dû se battre pendant plus de trente ans pour se défaire des principes révolutionnaires de Lénine et de Staline.

Ceausescu a, pour l'essentiel, suivi les thèses révisionnistes de Khrouchtchev. Comme l'expérience de lutte révolutionnaire du Parti communiste roumain était assez limitée lorsqu'il prit le pouvoir, grâce au soutien de l'Armée rouge, le socialisme reposa, dès le début, sur des bases assez faibles. Néanmoins, en 1965, Ceausescu proclama "la victoire définitive du socialisme dans notre patrie" et "la disparition des classes exploiteuses", et donc de la lutte de classe... dans un pays où l'influence idéologique du fascisme restait toujours très forte.¹⁵ Le socialisme, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est la continuation de la lutte de classe sous d'autres formes. Les communistes qui l'oublient, se trouvent déjà sur la pente glissante de la dégénérescence politique. De toute façon, la bourgeoisie, tant nationale qu'internationale, ne perd jamais cette vérité des yeux et agit en conséquence de façon constante et tenace.

Le stage pour les nouveaux membres du parti fut supprimé. Des arrivistes,

des réformistes, des fascistes même s'y infiltrèrent

en grand nombre. "La proposition de supprimer le stage des candidats, repose sur les modifications essentielles survenues dans la structure de notre société: les classes exploiteuses ont été liquidées; les ouvriers, paysans et intellectuels collaborent étroitement et appliquent avec détermination la politique du parti; le niveau politique des masses populaires, le niveau de leurs connaissances s'est élevé."¹⁶ En 1959, le parti comptait 750.000 membres, ce nombre a doublé en 1965, pour atteindre 3.850.000 en 1989. Comme le parti ne servait plus à défendre la dictature du prolétariat et à mener la lutte de classe sous les formes complexes qu'elle prend dans la société socialiste, toutes sortes de courants bourgeois et petits-bourgeois pouvaient aisément s'y nicher.

L'exigence principale vis-à-vis des cadres concernait leur capacité technique et scientifique. "Ce qui doit caractériser avant tout un dirigeant, c'est la connaissance approfondie du développement de l'activité de son secteur où il travaille."¹⁷ De nombreux technocrates sans conviction révolutionnaire, sans pratique révolutionnaire dans les masses, sans engagement dans la lutte anti-impérialiste internationale envahissaient le parti.

Cependant, Ceausescu déclarait que "l'unité au sein du PCR est indestructible".¹⁸ Il prétendait, toujours en 1965, que "le parti communiste roumain est suivi par le peuple entier avec un dévouement et une confiance sans limites".¹⁹ C'était baisser toute vigilance dans la lutte de classe nationale et internationale. Aussi, se rapprochant inconsidérément des capitalistes occidentaux au cours des années soixante-dix, Ceausescu a-t-il permis que de nombreux cadres supérieurs soient séduits par le style de vie de la grande bourgeoisie internationale. Tandis que Ceausescu bavardait sur la fin de la lutte de classe, les éléments réactionnaires et fascistes étendaient leur influence parmi le peuple avec l'aide efficace de l'impérialisme, entre autres dans le domaine de la propagande. Ainsi, le parti fut encerclé, au niveau des masses, par une droite renaissante. A l'intérieur du parti, les courants politiques pratiquant le bureaucratisme et prônant le technocratisme et la convergence avec le capitalisme s'emparaient de tous les rouages essentiels.

Lorsqu'elle traite du drame roumain, la pseudo-gauche qui se vautre dans la démocratie impérialiste, ne s'en prend nullement à ces points essentiels du révisionnisme, bien au contraire. Elle souscrit pleinement à ces positions bourgeoises de Ceausescu, mais critique sa "répression" envers les éléments ouvertement fascistes ou pro-impérialistes, ses "violations des droits de l'homme" à rencontre de ces réactionnaires déclarés. Nous reprochons à Ceausescu de ne pas avoir formé le parti comme force de combat et instru-

ment de mobilisation des masses travailleuses, de ne pas avoir entraîné l'ensemble des travailleurs dans la lutte pour protéger le socialisme et réprimer efficacement tant les agents extérieurs que les anciens fascistes et les nouveaux éléments bourgeois surgis au sein du parti et de l'Etat socialiste.

A la fin de sa vie, Ceausescu, devant les attaques de l'impérialisme et les complots des Soviétiques, a essayé d'en revenir à certains principes essentiels du socialisme. Le 20 décembre, après les manifestations contre-révolutionnaires de Timișoara, il déclarait: "Les données dont on dispose nous permettent de déclarer que ces actions à caractère terroriste, ont été organisées et déclenchées en étroite liaison avec les milieux réactionnaires, chauvins, impérialistes et avec les services d'espionnage de divers pays étrangers. Le but de ces actions antinationales provocatrices a été de provoquer le désordre, en vue de déstabiliser la situation politique et économique, de créer les conditions pour le démembrement territorial de la Roumanie, pour la destruction de l'indépendance et de la souveraineté de notre patrie socialiste, le but a été de pousser la Roumanie à faire marche arrière, à revenir sous la domination étrangère, à liquider le développement socialiste de notre patrie".²⁰

Cette analyse de Ceausescu était pertinente et les choses se sont déroulées exactement comme il l'a indiqué. Sa propre responsabilité dans la dégénérescence, comme son impuissance devant les forces antisocialistes déchaînées, n'y changent rien. La pseudo-gauche nous a assez souvent crié au visage: "Donc, vous osez soutenir ces affirmations de Ceausescu, de ce Vampire des Carpates, de ce Roi-Soleil?" Eh bien oui, adversaires du révisionnisme de Ceausescu, sans illusions sur le fait qu'il pouvait encore redresser la situation, nous osons affirmer que ses dernières prises de positions correspondaient, pour l'essentiel, à la réalité de la lutte de classe. Comme nous affirmons que ceux qui ont appuyé le coup d'Etat au nom de la "liberté" et de la "démocratie" ont aidé l'impérialisme et la réaction roumaine à liquider les derniers restes du socialisme.

Mais, isolé dans son propre parti, Ceausescu n'avait plus les moyens de redresser une situation qu'il avait lui-même aidé à pourrir. Le fruit était mûr. Le coup d'Etat, bien orchestré et accompagné d'une campagne d'intoxication dépassant les meilleurs exploits de Goebbels, n'a rencontré que peu de résistance.

Colère populaire et "totalitarisme".

Pour justifier le renversement de Ceausescu, certains font référence à "l'énormité de la colère populaire". Cela nous semble une interprétation fort discutable de ce qui s'est réellement passé: miné de l'intérieur, le régime

roumain a cessé de se défendre, la majorité de ses cadres étant d'accord avec la restauration de la liberté capitaliste, réclamée par l'opposition. Et pour le reste, cette "énorme colère populaire" a pris souvent les tons du cléricalisme, du chauvinisme, de l'anticommunisme, bref, de toutes les idéologies qui ont fait le malheur des peuples des Balkans au cours des années trente et quarante. Un marxiste se battra toujours à contre-courant de ces idéologies lorsqu'elles s'emparent des masses.

La rapidité de l'effondrement du régime révisionniste roumain, permet aussi de juger à sa vraie valeur ce grotesque cheval de bataille de la droite qu'est le "totalitarisme socialiste". Pourtant, l'influence de cette "analyse" se fait aussi sentir au sein de la gauche. Ainsi, on entend formuler la thèse suivante: Comme le pouvoir économique et politique sont confondus en régime socialiste, lorsque les dirigeants commettent des erreurs graves, une dictature bureaucratique voit le jour, qui dépasse, dans son aveuglement répressif, tout ce que les démocraties occidentales font de pire. Or, l'effondrement, comme des châteaux de cartes, des régimes de l'Est, réfute ce raisonnement.

La répression antipopulaire en Occident a des racines historiques beaucoup plus profondes. Elle est constituée d'un ensemble cohérent et solide de mesures idéologiques, politiques, économiques et policières, elle dispose de moyens technologiques et scientifiques effroyables, elle trouve à sa disposition des réserves importantes parmi les fascistes et les forces de droite et surtout, à l'époque de l'impérialisme, elle a une dimension internationale, qui est essentielle. Voyons la façon dont la bourgeoisie "épure" tous les rouages importants de son système des éléments "potentiellement subversifs", par une sélection politique, idéologique et sociale rigoureuse et comparons avec l'infiltration dans le Parti communiste roumain, au plus haut niveau, d'éléments bourgeois, antisocialistes et pro-occidentaux. La Stasi de la RDA, tellement décriée, s'est effondrée après quelques processions, tandis qu'une République fédérale mal dénazifiée lance des unités d'élite dans le combat contre la gauche et dispose d'ordinateurs ultra-puissants et de laboratoires de technologie de pointe pour traquer tous les "ennemis de la liberté".

Quand les fondements du régime capitaliste sont mis en danger, aucun Etat bourgeois n'hésite à massacrer des dizaines et, s'il le faut, des centaines de milliers de travailleurs: l'Allemagne en 1918 et la Hongrie en 1919, la contre-révolution de Franco en Espagne, la période fasciste sous Mussolini et sous Hitler, la guerre d'agression britannique contre la Grèce antifasciste en 1944-1950. La répression dans les pays socialistes ne peut pas être comparée à la terreur systématique que la police américaine fait régner depuis des décennies dans les ghettos noirs, ni avec la terreur de l'armée britan-

nique en Irlande. Pour s'emparer d'un ancien agent de la CIA, devenu président du Panama, l'armée américaine n'a pas hésité à massacrer 5.000 civils. Tout comme la CIA, d'après des révélations récentes, avait parfaitement préparé l'extermination de plus de 500.000 "communistes" qui menaçaient l'ordre néo-colonial en Indonésie. L'impérialisme est prêt à massacrer à une telle échelle lorsque ses intérêts sont menacés dans un pays du tiers monde. Qu'en serait-il si les travailleurs visaient le cœur même de son système, dans les métropoles?

Ceausescu versus Kohi et Thatcher.

Pour rendre acceptable le glissement vers les positions des "combattants de la liberté", on nous dit: "L'image de Ceausescu, tyran sanguinaire, n'est pas sans fondement, les masses subissant l'oppression et le dénuement, le socialisme n'étant plus qu'une pure fiction odieuse."

A nos yeux, les campagnes antisocialistes que mène la bourgeoisie ne trouvent jamais leur fondement dans les problèmes réels que peuvent connaître les masses dans un pays socialiste. Dans ces campagnes s'exprime avant tout la haine de classe, l'aversion pour l'idée même du pouvoir des travailleurs, l'opposition aveugle à toute expérience socialiste. Même quand rien ne peut donner un semblant de justification à leur hystérie anticomuniste, les littérateurs de droite crachent leurs accusations contre tout régime socialiste. Des opportunistes ont prétendu que "les erreurs réelles" de Ceausescu étaient à la base des accusations lancées par les médias; or, Ceausescu à peine abattu, exactement les mêmes accusations furent lancées contre Fidel Castro. Ces opportunistes qui ont plié sous l'ouragan et qui ont hurlé avec les loups que Ceausescu n'est qu'un fou tragique, fossile de l'archéo-stalinisme, ont aidé à renforcer un courant politique qui vise à renverser les régimes progressistes et socialistes de l'Albanie, de Cuba, de la Corée du Nord, de l'Angola, du Mozambique, du Nicaragua, du Viêt-nam et du Laos. Enumérant tous ces pays, le journal de l'extrême droite espagnole, ABC, écrit: "Le succès de la révolution populaire en Roumanie a semé la peur dans les autres dictatures communistes". Il mérite d'être noté qu'en pleine hystérie anti-Ceausescu, fin décembre 1989, des journaux du monde entier ont dirigé leurs tirs sur Cuba. Le journal espagnol cité plus haut, continuait ainsi: "Castro, comme Ceausescu, peut uniquement être renversé par l'armée parce qu'il a rayé méticuleusement toute possibilité de regroupement politique sous sa dictature archéo-stalinienne. Aujourd'hui, un des deux est mort. Seul reste un fou tragique de l'absolutisme, le dictateur de La Havane."²¹ La Libre Belgique parlait le 28 décembre de Castro en ces termes: "Un potentat vieillissant, emprisonnant ceux qui le critiquent".

Certains, effrayés par la violence de la campagne anticomuniste, ont appuyé, "au nom du socialisme", la droite et l'impérialisme en Roumanie. Ils se sont écriés: mais nous ne pouvons quand même pas soutenir un Ceausescu! Parmi ces gens, certains ont soutenu la guerre d'agression de madame Thatcher contre les Malouines parce qu'ils "ne pouvaient quand même pas être du côté des généraux fascistes argentins". Ils ont soutenu la guerre d'agression de Bush contre le Panama, parce qu'ils "ne pouvaient quand même pas se trouver en compagnie d'un dictateur comme Noriega". En ce qui nous concerne, nous ne "soutenons" pas Ceausescu dans la mesure où nous avons lutté, depuis 1968, contre le révisionnisme. Mais nous défendons le socialisme roumain (miné par la maladie révisionniste, moribond) et Ceausescu, contre l'assaut final de la droite pro-impérialiste (du social-démocrate Roman à la clérico-libérale Doina Cornea) et de l'impérialisme occidental. La Roumanie de Ceausescu offrait un meilleur terrain de lutte pour ceux qui aspirent à la dictature du prolétariat, qu'une Roumanie récolonisée par l'impérialisme allemand et français. Sous Ceausescu, l'industrie roumaine restait nationalisée et le pays maintenait son indépendance; au sein du Parti communiste roumain, les marxistes-léninistes opposés au révisionnisme pouvaient faire un travail idéologique et organisationnel. L'histoire a montré que les marxistes-léninistes étaient trop faibles, que le redressement révolutionnaire n'était plus possible et que la défaite devant l'assaut de la droite était devenue inévitable. Le combat pour reconstituer un parti communiste révolutionnaire sera donc long et difficile. Mais jamais un communiste, digne de ce nom, constatant la faiblesse des forces marxistes-léninistes au sein du PCR, ne pouvait en prendre prétexte pour rejoindre le camp de la droite et de l'impérialisme.

Mains coupées, femmes éventrées, hommes vidés de leur sang.

Il est utile, à cet endroit, de s'arrêter sur certaines caractéristiques de la lutte de classe virulente dont la Roumanie a été le théâtre en décembre 1989.

Beaucoup de militants anticapitalistes se sont laissés influencer par les torrents de désinformation qui nous ont submergés à propos de la Roumanie. Pourtant, cette campagne n'avait rien de très nouveau et elle n'aurait pas dû prendre des progressistes au dépourvu. Des dizaines de livres, rédigés par des spécialistes militaires, nous apprennent que dans la doctrine officielle de l'OTAN, la désinformation est aussi vitale à la guerre que l'artillerie lourde. Comme le dit le colonel Roger Trinquier, spécialiste de la guerre anticomuniste: "La guerre est maintenant un ensemble d'actions de toutes natures — politiques, sociales, économiques, psychologiques, armées etc. — qui vise le renversement du pouvoir établi dans un pays."²²

Dans toute lutte importante, les informations que nous livrent les médias bourgeois, sont constituées d'un mélange savant de faux, de demi-vérités et de faits véridiques. Dans son autobiographie, Joseph Smith, un des meilleurs experts de la CIA en "black propaganda", c'est-à-dire en science du mensonge, explique qu'il a utilisé, pendant des années, "monsieur Li, le meilleur journaliste de Singapour", pour répandre dans le monde entier les fausses nouvelles qui ont préparé le climat à l'intervention américaine au Viêt-nam. Mais d'après Smith, mentir de façon convaincante, est encore la moindre des prouesses. "Dire que les communistes sont mauvais, n'est que du bavardage. Poser des actes mauvais, déguisés en communistes, voilà ce qui peut avoir une réelle crédibilité."²³

Comment se fait-il que des progressistes ne se soient pas souvenus de tels aveux, au moment où le moulin à désinformation tournait sur la Roumanie? Nous nous souvenons d'un épisode de la guerre antifasciste en Grèce, raconté par Richter dans son excellent ouvrage sur la guerre civile grecque. Les nazis affirmaient que les partisans grecs torturaient et énucléaient leurs prisonniers. Et ils étalèrent devant la presse internationale tout un seau plein d'yeux que les communistes avaient arrachés à leurs victimes. La révélation fit une impression extraordinaire. Il a fallu de longs mois, avant que la supercherie fasciste fût dénoncée: les nazis avaient énucléé des cadavres, déterrés pour l'occasion.

Le 24 décembre 1989, nous rappelant les préceptes élémentaires de la guerre psychologique enseignés dans les armées impérialistes, nous avons pris connaissance avec beaucoup de scepticisme des images que la TV nous présentait du charnier de 4.630 corps à Timisoara. Par une observation attentive des photos, des médecins du Parti du Travail de Belgique sont arrivés très vite à la conclusion qu'il s'agissait d'une affaire montée et ils furent les premiers à en faire la dénonciation publique. Or, tout homme de gauche aurait pu arriver à cette conclusion. Mais la guerre psychologique a précisément pour but de créer le climat d'hystérie anticomuniste qui amène les gens à voir ce qu'on leur dit de voir et à croire à la véracité de ce qui n'est que mise en scène et mensonge. Et ça a marché du tonnerre, en décembre 1989, à propos de la Roumanie.

Le Premier ministre belge, Wilfried Martens, a pu affirmer à l'émission "Le Septième Jour" de la BRT, le 24 décembre 1989: "Il y a eu 12.000 morts à Timisoara." Sans doute y croyait-il fermement. Or, nous savons maintenant qu'il y a eu 90 morts à Timisoara, dont un nombre de communistes. Le facteur d'exagération est de 133. S'imaginer-t-on un homme de gauche venant déclarer à la TV qu'il y a eu 665.000 morts lors de l'agression américaine à Panama? Pourtant, le facteur d'exagération serait exactement le même: 133.

Il y a eu, selon des estimations actuelles plutôt basses, 5.000 morts au Panama. Mais les règles de la guerre psychologique apprennent que les dégâts d'une opération exécutée par une armée impérialiste, doivent être, non pas multipliés par 133, mais divisés par, disons: vingt. Aussi, les 5.000 victimes, seront-elles réduites à 250.²⁴

Mais aux plus déchaînés de la guerre de l'intox, 12.000 cadavres, c'était encore trop prosaïque. Avec un peu d'imagination, ils nous ont servi la Vérité sous la forme suivante: "Uniquement à Timisoara, 12.000 personnes sont mortes, atrocement assassinées. Beaucoup ont été enterrées vivantes et ébouillantées."²⁵

En fait, nous nous trouvons ici devant une des caractéristiques les plus intéressantes de la civilisation occidentale et de sa "démocratie", mise en évidence des centaines de fois depuis que de vaillants chrétiens sont allés exterminer la population indienne de l'Amérique: les bains de sang horribles que causent les colonialistes et les impérialistes parmi les peuples agressés, sont masqués, occultés ou carrément niés par les assassins qui, en revanche, fabulent intarissablement autour de bains de sang imaginaires commis par leurs victimes.

Le 27 décembre 1989, la presse démocratique regorge de ces affabulations nauséabondes. "Le prix de la liberté: cent mille morts?", titre Blik et Le Journal et Indépendance lui fait écho: "70.000 morts, 300.000 blessés: le prix de la liberté". Suivent des histoires sur les tueurs de la Securitate à vous faire dresser les cheveux sur la tête. Eugène Ionesco, dramaturge d'origine roumaine à la pensée moyenâgeuse, fulmine contre "les Khmers rouges, les nazis de la Securitate". Et tous ces "carnages" le confirment dans son opinion, qu'il exprime en ces termes: "Il faut que les communistes disparaissent de la vie roumaine".²⁶ Nous voilà retournés à la quintessence, au noyau pur de la propagande impérialiste: s'épancher sur des massacres imaginaires, pour exciter à des tueries bien réelles.

Toutes les affirmations par lesquelles nous avons commencé ce chapitre, et que nous avons reprises textuellement à La Libre Belgique, se sont avérées fausses. Comme étaient fausses les "informations" sur les couloirs souterrains dont pouvaient surgir, partout à Bucarest, les hommes de la Securitate, sur l'eau empoisonnée par les communistes, sur l'intervention de "mercenaires" palestiniens et syriens, sur les orphelins transformés par Ceausescu en machines à tuer, sur la destruction du centre de Sibiu, sur un convoi de quarante hélicoptères volant au secours de Ceausescu, sur la famine dans certaines régions de la Roumanie... ²⁷ Et pourtant, cet enchaînement de mensonges a permis à Le Pen de prononcer sa diatribe contre "le commu-

nisme, ce système bestial et criminel", et, ce qui est beaucoup plus grave, cette intoxication massive a poussé écologistes, sociaux-démocrates et tiers-mondistes à souscrire aux paroles du chef fasciste. Ainsi, réunie le 9 février 1990, la Chambre belge a voté, à l'unanimité des 133 présents, ce texte: "La Chambre des Représentants se réjouit de ce que la révolution populaire du 22 décembre 1989 ait entraîné la chute du dictateur roumain Ceausescu; rappelle que cette révolution populaire visait à mettre fin à un régime véritablement totalitaire dominé par le parti communiste, dans lequel les droits de l'homme étaient violés en permanence et les minorités étaient opprimées et où la liberté et la démocratie étaient inexistantes." Annemans, un petit Le Pen flamand, s'est félicité de cette unanimité et a remarqué, fort judicieusement, que "jadis, ces positions étaient avancées uniquement par la droite."

La guerre psychologique contre la Roumanie de Ceausescu, cette utilisation systématique, concertée et obsessionnelle du mensonge, n'a rien à voir avec des "erreurs de la déontologie journalistique": elle procède d'une nécessité politique qui se trouve à la base de la mobilisation contre-révolutionnaire. Les éléments fascistes et les comploteurs militaires sont toujours prêts à utiliser la violence pour s'imposer; mais il leur faut entraîner, dans la haine du communisme, une grande partie des masses, pour pouvoir réussir la prise de pouvoir. Ainsi, pour obtenir le soutien populaire au coup d'Etat, la Securitate a été décrite comme une "garde prétorienne", disposant d'armes ultra-sophistiquées, opérant dans des réseaux souterrains clandestins couvrant tout Bucarest, des "tueurs tirant aveuglément dans la foule". Mais après la victoire, le général îonel nous apprendra que l'armée a perdu, au cours des combats, 196 officiers et sous-officiers.²⁸ Apparemment, la Securitate ne tirait ni aveuglément, ni sur la foule: elle a fait preuve d'une grande précision et de discernement. Quand tout est joué, la presse libre peut même dire quelques vérités: les dividendes politiques des mensonges ont de toute façon déjà été encaissés. Dans le *Nouvel Observateur* du 11 janvier 1990, Guy Sitbon fait quelques constats qu'on aurait pu tout aussi bien noter (mais alors avec une charge politique autrement explosive!) quelques semaines auparavant. "Les quatre bâtiments investis par la Securitate sont terriblement amochés, criblés de balles ou calcinés. Face à eux, l'immeuble du Comité central, occupé dans les premières heures par les insurgés et qui était supposé être la cible de la Securitate, n'a pas été écorné: pas le moindre impact de tirs sur les murs, trois carreaux cassés. Pourquoi le siège des démocrates a-t-il été épargné alors que ceux de la police secrète sont carbonisés? Réponse donnée par les témoins les plus fiables: les agents de la Securitate ont très peu tiré. Ils n'étaient pas assez nombreux, pas assez armés, ni suffisamment motivés. Ils crachaient un ou deux coups de feu à intervalles irrég-

gouliers. L'armée ripostait par un déluge d'acier et de poudre. Ce tir de barrage infernal que nous entendions à la télé, c'est l'armée qui le produisait."²⁹

Le bon assassinat et les droits de l'homme.

Puis vinrent le procès et l'assassinat de Nicolae et d'Elena Ceausescu. Rarement, il a été donné au monde civilisé et démocratique d'assister à une farce aussi dégoûtante, aussi dégradante, aussi grossièrement fasciste que ce procès. Et pourtant, toute la meute de nos "démocrates" a applaudi, les uns avec modération, les autres frénétiquement. Imaginez-vous, cher lecteur, qu'après la révolution aux Philippines ou au Zaïre, les révolutionnaires arrêtent madame Aquino ou monsieur Mobutu et qu'ils leur flanquent un "procès" devant un tribunal militaire secret, genre procès Ceausescu, pour les fusiller ensuite sur place. Pendant vingt ans, les impérialistes nous rebattraient les oreilles sur le caractère barbare, inhumain, sanguinaire du nouveau régime révolutionnaire qui a débuté par un procès de facture "stalinienne et totalitaire".

Il vaut la peine de se remémorer certaines passages de cette farce de justice.

"L'accusation: Que Ceausescu nous parle donc de ses comptes dans les banques suisses.

Elena: Des preuves, des preuves, des preuves. Ceausescu: Il n'y a aucun compte, vous n'êtes qu'un provocateur.

L'accusation: Bon, bon, il n'y a pas de compte mais s'ils existent, vous êtes d'accord que l'argent revient à l'Etat roumain? Ceausescu: C'est une provocation. L'accusation: Aujourd'hui, il y a plus de 64.000 victimes dans toutes les villes. Tu as réduit le peuple à la pauvreté. Il y a des gens instruits, de véritables savants, qui ont quitté le pays pour t'échapper. Qui sont donc les mercenaires étrangers qui tirent? Qui les a fait venir? Ceausescu: C'est une provocation.

L'accusation: Quelles raisons vous empêchent de répondre? Ceausescu: Je parlerai seulement devant la Grande Assemblée nationale et devant la classe ouvrière. Devant ce coup d'Etat, je ne répondrai pas. C'est vous qui avez fait venir des mercenaires. (...) Tu trahis le peuple, tu détruis l'indépendance de la Roumanie.

Elena: Ils disent qu'on a tué des enfants. Ce n'est pas vrai. L'accusation: Les accusés refusent de reconnaître le génocide, pas seulement de Timisoara et de Bucarest. Il s'agit de vingt-cinq ans de crimes. Si encore vous aviez fusillé des vieux comme vous. Mais vous avez arraché les tubes d'oxygène dans les hôpitaux, vous avez fait exploser des dépôts de plasma sanguin."³⁰

Tous les crimes que la droite a l'habitude de commettre, elle en accuse, faus-

sement, la gauche. Herman Bodenmann, président de la Commission bancaire suisse, dut faire une mise au point concernant les "comptes suisses" de Ceausescu: "Il n'y a aucune trace de comptes pareils. Il semble être habituel que lors de la chute d'un dictateur, on lance l'affirmation qu'il aurait caché son argent en Suisse. Le seul argent venu de la Roumanie en Suisse, l'était dans le cadre de transactions commerciales normales".³¹

Les adeptes de l'ancien régime, qui fut réellement sanguinaire (pendant la guerre, sous le régime d'Antonescu, au moins 209.000 juifs furent massacrés), accusent Ceausescu de "génocide". Quelques jours après l'exécution de Ceausescu, le 27 décembre, Kouchner, le secrétaire d'Etat français, reçoit un rapport officiel roumain indiquant 766 morts lors des événements de décembre pour tous les hôpitaux. Fin janvier, le président du tribunal militaire de Bucarest, Adrian Nitoiu, chiffre l'exacte dimension du "génocide": 689 personnes tuées et 1.200 blessées. Le bilan officiel définitif fera état de 1.033 morts dont 270 militaires et civils appartenant au ministère de la Défense. A Sibiu, sur 205 morts, il y eut 120 membres présumés de la Securitate.³² C'est dire que le nombre de communistes et de partisans de Ceausescu parmi les victimes, était considérable!

Ce n'est pas un hasard si l'ignoble assassinat des Ceausescu a été applaudi par nos fanatiques des "droits de l'homme". La bourgeoisie occidentale a fait, au cours des dernières années, un tapage incessant sur le thème des "droits de l'homme" en Roumanie, pour protéger les éléments pro-impérialistes roumains. Elle a fait un tel boucan, que l'impression a été créée que Ceausescu "tuait tous ses opposants".

En réalité, les agents de l'impérialisme dont l'Occident a si bien assuré les "droits de l'homme", des gens comme Manescu, Iliescu, Mazilu et Cornea, se portent aujourd'hui à merveille. Les victimes des "violations systématiques des droits de l'homme" sont en vie, tandis que le violeur des droits de l'homme et dictateur tyrannique a été abattu comme un chien. Il est donc faux de croire que les "droits de l'homme", utilisés comme une des armes idéologiques principales de l'impérialisme depuis Jimmy Carter, sont un concept humaniste, au-dessus des classes. Ce concept sert non seulement à défendre partout les réactionnaires et les fidèles de l'impérialisme; il vise aussi à exciter la haine envers leurs adversaires, les "staliniens" et autres "dictateurs". Aussi n'est-il pas étonnant de lire des panégyriques du meurtre et de l'assassinat sous les plumes les plus expertes à chanter les "droits de l'homme". La Libre Belgique a excellé dans ce registre après l'exécution sommaire de Ceausescu: "Peut-on humainement reprocher à une poignée d'hommes et de femmes, qui mettent tout en œuvre pour assurer une transition aussi harmonieuse que possible entre la tyrannie et la démocratie, de

prendre des décisions qui leur paraissent de nature à servir leur cause? (...) Peut-on leur tenir rigueur d'avoir exécuté Ceausescu qui, vivant, demeurerait une menace potentielle?"³³ Ainsi, nos "défenseurs des droits de l'homme" justifient l'assassinat de communistes parce que ces meurtres "paraissent de nature à servir la cause" de la droite! Et ils avouent: Ceausescu vivant, serait demeuré une menace potentielle... En effet, si les putschistes avaient dû faire un procès public avec des accusations aussi grotesques, ils auraient été démasqués irrémédiablement.

La continuation de la lutte de classe sous le socialisme.

Pour le marxisme, l'analyse de la base matérielle de la société constitue une démarche fondamentale. Mais alors, quelle est la base matérielle du pouvoir d'un homme que d'aucuns taxent de "vampire des Carpates", d'autres de révisionniste? Comment pourrait-on affirmer que la base matérielle de cette société fut socialiste?

Il faut tout d'abord écarter la conception économiste et mécaniste du rapport entre l'infrastructure économique et la superstructure politique. Au cours des années 1918-1921, Lénine a montré que la société soviétique avait une base très complexe comportant l'économie naturelle paysanne, la petite production marchande, le capitalisme privé, le capitalisme d'Etat et l'économie socialiste. La nature socialiste de l'Union soviétique était déterminée par "l'Etat soviétique dans lequel le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré". "La dictature du prolétariat, c'est-à-dire la direction politique du prolétariat" était garante d'une transformation progressive de l'infrastructure économique dans le sens du collectivisme.³⁴

Dans la Roumanie de Ceausescu, la propriété publique de la grande majorité des moyens de production, constituait la base économique du socialisme. Mais elle entraînait en lutte permanente avec des facteurs économiques capitalistes. Le marché mondial impérialiste pesait sur la Roumanie. Des investissements étrangers, des *joint-ventures*, des emprunts étrangers représentaient l'impérialisme au sein de la formation socialiste. Un secteur capitaliste privé, partiellement légal, partiellement "à l'ombre", se développait. Des fractions de la bureaucratie profitaient de leur contrôle effectif sur les moyens de production pour acquérir des privilèges illicites et pour les transformer en propriété privée de facto. Seules la solidité et la consolidation du pouvoir politique de la dictature du prolétariat pouvaient garantir que cette bataille se termine par la victoire de l'économie socialiste sur les facteurs capitalistes.

L'effondrement du socialisme en Roumanie démontre de façon éclatante la justesse de l'analyse faite par Mao Zedong au cours des années soixante. Le

révisionnisme est le plus grand danger qui menace la dictature du prolétariat. Un parti communiste peut voir se développer en son sein le bureaucratisme, le technocratisme, la recherche des privilèges et la rupture avec les masses. Si ces phénomènes de dégénérescence ne sont pas éliminés, il peut changer de nature et devenir un parti bourgeois. La lutte entre la voie capitaliste et la voie socialiste en économie se poursuit pendant toute la période de la dictature du prolétariat et une restauration du capitalisme reste possible. Le parti doit continuellement épurer ses rangs et préserver son esprit révolutionnaire et il faut mobiliser

les masses pour dénoncer ses côtés sombres.³⁵ Pour différentes raisons, Mao Zedong n'a pas su résoudre le problème, mais il a eu le mérite historique de bien poser la question.

Depuis plus de vingt ans, le trotskiste Mandel a combattu les marxistes-léninistes à partir d'une position économiste vulgaire. Il maintenait qu'une restauration du capitalisme n'était pas possible sans contre-révolution violente. Comme le socialisme n'était pas menacé et puisque l'ennemi principal était "la bureaucratie", Mandel prônait "la démocratie pour tous", le multipartisme, qui rendrait au socialisme son véritable caractère démocratique. Fin décembre 1989, il a dépassé même la presse bourgeoise en vociférations contre "les monstrueux crimes staliniens commis à Timisoara". Sa ligne de la "démocratie pour tous" a été appliquée en Hongrie, en Pologne comme en RDA. En décembre 1989 encore, Mandel déclarait: "Je suis réellement excité par tout ce qui se passe à Berlin"; "la tendance antisocialiste y est particulièrement faible". Mandel saluait "la révolution" où "tout ce que Trotski a toujours espéré, peut maintenant être réalisé"!³⁶ Habile défense de la contre-révolution dans un vocabulaire de gauche. Six mois plus tard, la restauration complète du capitalisme et la reconquête de la RDA par l'impérialisme, était un fait accompli.

"La dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du parti communiste" — Lénine

L'échec roumain a suscité encore d'autres questions. "Comment développer la démocratie socialiste sans laisser s'exprimer des conceptions bourgeoises? Qui arbitrera ces discussions? Si ce sont les dirigeants du parti, comment éviter la dictature exercée par les dirigeants?"

Pour y répondre, il importe de partir de l'expérience concrète de la lutte de classe sous le socialisme et d'écarter les rêveries sur la démocratie et l'égalité au-dessus des classes. La révolution socialiste s'accomplit dans des conditions historiques déterminées, les partis réactionnaires et bourgeois "démocratiques" se lançant inmanquablement dans la guerre civile contre les

forces socialistes. Toute l'expérience historique montre que le socialisme ne peut être instauré sans la direction politique du parti communiste, même si d'autres partis révolutionnaires peuvent jouer un rôle, en alliance avec le parti.

En dehors du parti communiste, pas de salut pour le socialisme.

Cela peut froisser certains, mais l'expérience de la contre-révolution en Europe de l'Est est claire à ce propos. Pour la bourgeoisie, la question-clé sous le socialisme est celle-ci: Comment élargir la démocratie? Pour elle, il s'agit de créer un espace légal pour ses anciens partis écrasés lors de la révolution. Pour le prolétariat, la question-clé se pose en ces termes: Comment assurer que le Parti communiste maintienne son esprit révolutionnaire, sa ligne socialiste et ses liens avec les masses? Si le parti dégénère, rien à faire, le socialisme sera perdu. On ne remédie pas aux erreurs du parti en créant des organisations bourgeoises. Les trotskistes qui ont soutenu Solidarnosc, la Charte 77 et Neues Forum pour "améliorer le socialisme", n'ont été que des instruments aveugles aux mains de l'impérialisme. La lutte décisive se mène à l'intérieur du parti communiste: il faut assurer une application correcte des règles du centralisme démocratique, instaurer des mécanismes permettant aux organisations de masse d'exercer un contrôle sur les membres et les cadres du parti, formuler des exigences très rigoureuses pour les cadres et mobiliser les masses pour qu'elles en contrôlent l'observation.

Sans une pratique correcte de la lutte de classe sous la dictature du prolétariat, pas de consolidation du socialisme. Staline a pressenti l'importance de cette lutte de classe, Mao en a formulé les principes, mais tous deux ont commis des erreurs gauchistes dans son application, erreurs qu'il faudra analyser de façon dialectique en tenant compte de la restauration capitaliste achevée dans plusieurs pays ex-socialistes. On peut comprendre qu'un idéologue de la droite libérale comme Raymond Aron trouve que la continuation de la lutte de classe sous le socialisme soit une idée absurde. "On se demande, écrit-il, comment trente années après la révolution, les ex-banquiers qui ne sont plus banquiers, pourraient encore constituer un ennemi contre qui l'Etat socialiste doit agir."³⁷ C'est aussi la position de Mandel qui a nié avec constance que le danger, pour la dictature du prolétariat, vienne de l'alliance entre l'impérialisme, les anciennes classes réactionnaires et les tendances révisionnistes dans le Parti. Lui, Mandel, affirme "lutter depuis plus d'un demi-siècle, sans répit et sans compromis contre le règne oppresseur et détesté (...) des castes bureaucratiques privilégiées en URSS et en Chine". C'est un langage que ne récuseraient ni Raymond Aron, ni Jean-Marie Le Pen. Se faisant consciemment l'apôtre des partis bourgeois et pro-impérialistes, Mandel s'attaque à Lénine en posant quelques questions qu'il croit perfides:

"Des partis ayant une majorité de membres originaires de la classe ouvrière mais en même temps une idéologie bourgeoise, seront-ils interdits? Quelle est la ligne de démarcation entre le 'programme bourgeois' et l'idéologie réformiste? Supprimera-t-on la social-démocratie? (...) Aucune véritable démocratie ouvrière n'est possible sans la liberté de constituer un système pluripar-tête".³⁸ Sous un verbiage aussi ronflant que creux, agitant fébrilement le drapeau de l'antistalinisme, Mandel s'est fait le porte-parole de la reconquête impérialiste des pays de l'Est. Le 9 mars 1990 encore, son adjoint Vercammen réclamait pour la social-démocratie une liberté totale sous le socialisme. Quelques semaines plus tard, plus personne ne pouvait nier que la social-démocratie allemande a joué le rôle d'avant-garde dans l'infiltration de la RDA et sa conquête consécutive par l'impérialisme ouest-allemand.

Tout régime socialiste doit interdire l'existence légale des organisations qui ont combattu, lors de la guerre civile, aux côtés de la grande bourgeoisie. Aussi longtemps que l'impérialisme dispose d'une supériorité écrasante au niveau mondial, le socialisme devra interdire les organisations politiques au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Le Nicaragua est là pour nous convaincre de cette vérité. Interdire l'organisation politique de la bourgeoisie n'empêche pas du tout l'expression de toutes sortes d'idées bourgeoises. Ces idées s'exprimeront de mille manières et le socialisme doit organiser un combat idéologique permanent pour en démontrer la fausseté.

Sans le développement continu de la démocratie socialiste, pas de renforcement des bases socialistes.

Lorsque le parti communiste agit d'une façon authentiquement révolutionnaire et lorsque la lutte de classe est correctement menée, la démocratie socialiste peut se développer pleinement. Le socialisme restera très vulnérable, aussi longtemps que cette démocratie socialiste ne sera pas largement déployée. Les masses travailleuses doivent être associées à l'élaboration des lois, des règlements et des mesures politiques et participer à la vérification de leur mise en pratique. Le socialisme se consolide au fur et à mesure que les travailleurs, à travers la lutte, apprennent à défendre les principes et les réalisations de la dictature du prolétariat et à critiquer les infractions aux principes et les fautes, d'où qu'elles viennent. Une vie démocratique dynamique à la base permettra d'émettre nombre d'idées et de propositions qui peuvent consolider et développer la société socialiste.³⁹

Notes.

1. *La Libre Belgique*, 26 décembre 1989, 'Charniers et exécutions sommaires: les Roumains au bout de l'horreur', par R. V.

2. *NRC-Handelsblad*, Raymond Van den Boogaard. 'Massagraf in Timisoara werd kerkhof van betrouwbaarheid'.
3. Le Pen Jean-Marie, *Le Monde*, 27 décembre 1989, 'La Roumanie après l'exécution de Nicolae Ceausescu et les réactions'.
4. Aron Raymond, *Démocratie et totalitarisme*, éd. Gallimard, 1965, p. 169.
5. *La crise du mouvement révolutionnaire*, deuxième congrès du PTB, mars 1983, p. 52–55.
6. Ellenstein, *L'URSS en guerre* (tome 3), éd. sociales, 1974, p. 48.
7. *Les progrès du pouvoir soviétique depuis 40 ans*, recueil de statistiques, Moscou, 1958, p. 26.
8. Marx-Engels, 'Manifeste du Parti Communiste', dans *Oeuvres Choisies* en deux volumes, tome I, éd. du Progrès Moscou, d'après l'édition de 1955, p. 51.
9. Kautsky, *Het bolchevisme in het slop*, Arbeiderspers, 1931, p. 156, 91, 113, 106, 93 et 136.
10. Ellenstein, *Le socialisme dans un seul pays*, (tome 2), éd. sociales, 1973, p. 67–68.
11. *Ibidem*, p. 106.
12. Staline, *Pour une formation bolchevik*, 3 mars 1937, éd. Naim Frasheri, Tirana, 1968.
13. Gérard-Libois et Gotovitch, *L'an 40*, éd. CRISP, 1971; Aron Raymond, *Histoire de Vichy*, Livre de Poche, 1966, chap. III; Brunet Jean-Paul, *Doriot*, éd. Balland, 1986.
14. Khrouchtchev, *Rapport d'Activité au XXe congrès*, éd. en langues étrangères, Moscou, 1956, p. 35–36, 27, 46–47; *Vers le communisme*, Recueil de documents du XXIIe congrès, éd en langues étrangères, Moscou, 1961, p. 17, 585–586.
15. Ceausescu, *Rapport au IXe congrès du PCR*, éd. Méridiane, Bucarest, 1965, p. 73–76.
16. *Ibidem*, p. 88.
17. Ceausescu, *Oeuvres choisies*, tome 2, 'Le rôle dirigeant du parti', p. 299.
18. Ceausescu, *Rapport au IXe congrès du PCR*, éd. Méridiane, Bucarest, 1965, p. 73–76.
19. Ceausescu, *Rapport IXe congrès du PCR*, éd. Méridiane, Bucarest, 1965, p. 83.

20. Ceausescu, discours du 20 décembre 1989.
21. *ABC*, 2 enero 1990, p. 31 et 13.
22. Trinquier Roger, *La guerre moderne*, éd. La Table Ronde, Paris, 1961, p. 15.
23. Smith Joseph, *Portrait of a cold warrior*, Ballantine books, New-York, 1976, p. 164 et 80.
24. International Herald Tribune, 9 janvier 1990.
25. *Blik*, 27 décembre 1989, p. 1.
26. *La Libre Belgique*, 3 décembre 1989.
27. *NRC-Handelsblad*, Raymond Van den Boogaard. 'Massagraf in Timisoara werd kerkhof van betrouwbaarheid'.
28. *La Libre Belgique*, 4 janvier 1990.
29. Sitbon Guy, 'La télé m'a menti', *Nouvel Observateur*, 11 janvier 1990, p. 40.
30. *L'Humanité*, 28 décembre 1989, p. 6–7.
31. *De Morgen*, 30 décembre 1989.
32. Reitlinger G., *The final Solution*, Sphère books, 1971, p. 540–541; *Libération*, 28 décembre 1989 et 11 juin 1990; *Le Monde*, 1 février 1990.
33. *La Libre Belgique*, 27 décembre 1989.
34. Lénine, *L'impôt en nature*, tome 32, p. 351, 354 et 363.
35. Lin Piao, 'Rapport au IXe congrès du PCC, 1–14 août 1969, dans: *La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne*, éd. en langues étrangères, Pékin, 1970.
36. Interview Mandel, dans *Humo*, 21 décembre 1989, p. 18–20.
37. Aron Raymond, *Démocratie et totalitarisme*, éd. Gallimard, 1965, p. 254.
38. 'Xle Congrès mondial de la IVe Internationale', novembre 1979, *Inprecor*, p. 251, 241 et 236–237.
39. Zhou Enlai, *Oeuvres choisies*, tome II, Beijing, 1989: 'Maintenir la dictature, élargir la démocratie', p. 234–241.

Deuxième partie.

Janvier 1990. L'Union soviétique au bord du gouffre.

"Je suis un partisan convaincu de la Perestroïka. C'est une idée hardie et très attrayante. Elle mène à une plus grande liberté pour les Soviétiques, elle inaugure la voie menant au progrès et à la prospérité. Je considère que l'Union soviétique remplit aujourd'hui une mission historique."¹

Nous vous laissons deviner un instant quel est l'auteur de cette déclaration. Pour vous mettre sur la bonne voie, nous vous citerons l'agence Novosti qui constate que, dans le monde d'aujourd'hui, on voit se produire "deux révolutions, une à l'Est et une à l'Ouest". A l'Ouest, l'agence soviétique a découvert "une révolution dans la mentalité politique des leaders des pays les plus importants du monde qui changent parfois de 180 degrés leur mode de conduite à l'égard des pays socialistes".² Parmi ces leaders qui ont pris le grand virage vers le socialisme: Madame Thatcher, l'auteur de la déclaration ci-dessus.

A entendre la Dame de fer, comme à écouter le président Bush et le Premier Ministre Martens, on pourrait penser que tout va très bien en Union soviétique, que la démocratie s'instaure, que la liberté progresse, que la prospérité s'annonce. A se demander où se situe alors cette fameuse crise du communisme... Cependant, si madame Thatcher se dit heureuse de l'évolution en Union soviétique, pour les travailleurs de ce pays, la "crise du communisme" devient une réalité quotidienne. Le Financial Times publiait le 20 novembre 1989 un compte rendu d'une conférence importante sur l'avenir économique de l'Union soviétique. Albatin, vice-premier ministre et responsable des réformes économiques, y présenta un rapport. Au cours de la discussion qui suivit, le journal boursier nota une intervention inhabituelle qui provoqua pas mal de remous. L'auteur, un ouvrier d'entreprise, s'exclama: "Tout a commencé à mal tourner en Union soviétique, avec Khrouchtchev lorsqu'on a introduit des éléments du capitalisme dans le communisme. On ne peut pas mélanger les deux systèmes. Il faut retourner aux années cinquante..." Le journaliste du Financial Times ajoute que cette prise de position reflétait manifestement le sentiment d'une grande partie de l'auditoire.³ Les Soviétiques qui croient au communisme sont parfaitement conscients que chez eux les choses tournent très mal. L'ouvrier cité estime que le pays vire lentement à droite depuis environ trente ans, et que, de promesses en réformes, la situation ne cesse de se dégrader.

Khrouchtchev sur la pente glissante.

Il y a lieu de rappeler ici quatre thèses essentielles édictées par Khrouchtchev, il y a trente ans, et qui permettent de mieux comprendre ce qui se passe actuellement en URSS.

Première thèse: Il n'y a plus de pouvoir de la classe ouvrière en Union soviétique, l'Etat de la classe ouvrière est remplacé par l'Etat du peuple tout entier. "Après avoir assuré la victoire totale et définitive du socialisme et le passage de la société à la construction en grand du communisme, la dictature du prolétariat a rempli sa mission historique, (...) l'Etat (...) s'est converti en Etat de tout le peuple."⁴ Cette thèse a conduit à la cessation de la lutte contre les courants bourgeois, réactionnaires, influencés par l'impérialisme, et elle visait par ailleurs à assurer la tranquillité à une bureaucratie en train de se séparer complètement des travailleurs. Dans un Etat du peuple entier, la bureaucratie pouvait s'installer confortablement, acquérir des privilèges, tirer un profit personnel de ses positions politiques et économiques, puisque, de toute façon, des contradictions de classe ne pouvaient surgir entre elle et les masses travailleuses.

Deuxième thèse: Khrouchtchev annonce en 1962 que l'Union soviétique accédera au communisme en 1980 et qu'elle aura dépassé les Etats-Unis à ce moment-là. "Il suffira de peu de temps pour devancer économiquement les Etats-Unis. (...) L'Union soviétique remportera dans la compétition pacifique avec les Etats-Unis une victoire historique d'une portée universelle."⁵ "Avons-nous tout le nécessaire pour créer en deux décennies la base matérielle et technique du communisme? Oui, camarades, nous possédons tout cela."⁶ Aujourd'hui donc, l'Union soviétique aurait dû connaître la plénitude du bonheur en plein communisme, abondance de tout pour tous, et cela, depuis dix ans! En réalité, de telles promesses d'un avenir paradisiaque ont permis, en endormant les masses chez qui l'idée de la révolution, du socialisme et du communisme était très populaire, de consolider le pouvoir et la position des technocrates et bureaucrates.

Troisième thèse de Khrouchtchev: il déclare que le capitalisme s'effondre dans le monde entier alors que le socialisme marche irrésistiblement vers le triomphe. Les progrès fulgurants de l'Union soviétique attirent les regards des travailleurs du monde, pendant que le capitalisme, affaibli, n'a quasi plus de capacité de résistance. C'est pourquoi il est devenu possible de prendre le pouvoir en Europe et dans le reste du monde par la voie parlementaire et pacifique. "Il s'est créé des conditions plus favorables à la victoire du socialisme dans les autres pays, parce que le socialisme a triomphé en Union soviétique." "Le vaste camp des pays du socialisme, dont la population dépasse 900 millions d'habitants, grandit et se consolide (...) Les idées du socialisme s'emparent réellement de l'esprit de toute l'humanité travailleuse." "Le capitalisme est devenu beaucoup plus faible. (...) Les partis bourgeois de droite et les gouvernements qu'ils forment, font de plus en plus faillite." D'où la possibilité "de conquérir une solide majorité au parlement et de le transfor-

mer en instrument d'une volonté populaire véritable".⁷

Ces positions face à la société impérialiste et à la dictature de la bourgeoisie, positions drapées sous les plis de l'antistalinisme, constituent un changement total d'orientation politique.

Le quatrième point concerne l'attitude de Khrouchtchev par rapport aux Etats-Unis. La superpuissance impérialiste était jusqu'alors considérée comme le gendarme numéro un dans le monde, pratiquant l'ingérence et l'agression sur les cinq continents. Et voici que Khrouchtchev déclare: "Nous voulons être amis avec les Etats-Unis et coopérer avec eux dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples. Nous nous engageons dans cette voie avec de bonnes intentions et sans nul dessein caché"⁸... Et cela au moment où la plupart des peuples du tiers monde, que ce soit en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, affrontent avec vigueur l'impérialisme américain qui leur impose une dictature néo-coloniale des plus terroristes. On comprendra aisément que cette attitude du dirigeant du premier pays socialiste n'a aucun rapport avec la coexistence pacifique toujours défendue par les communistes.

Brejnev: sclérose et folie.

Ensuite vint Brejnev. Certains communistes estiment qu'il s'est démarqué des erreurs les plus grossières de Khrouchtchev pour revenir dans le droit chemin de la révolution. L'analyse des quatre congrès du Parti auxquels il a présidé, ne permet pas de confirmer cette opinion.

Voyons d'abord ce qu'il est advenu des quatre "nouvelles idées" par lesquelles Nikita Khrouchtchev marqua la rupture avec Staline.

La première: fin de la lutte des classes, Etat du peuple tout entier, sollicitude pour la bureaucratie privilégiée.

Brejnev, en quelques envolées idéalistes, continue sur cette lancée. Il nous présente des images paradisiaques d'une société sans classes, qui servent à masquer une différenciation croissante entre les couches sociales. Il se félicite du "rapprochement de toutes les classes et groupes sociaux". "Notre intelligentsia soviétique considère que sa vocation est de consacrer son énergie créatrice à l'œuvre d'édification de la société communiste."⁹ Or, à l'époque, une partie importante de cette intelligentsia est complètement dépolitisée et ensorcelée par l'Occident. Dans les chimères brejnéviennes, s'effacent non seulement les différences entre les classes mais aussi les distinctions entre nationalités... Brejnev invente la notion du "peuple soviétique" où se dissolvent les classes comme les nationalités. "Dans notre pays, on a vu se former une nouvelle communauté historique: le peuple soviétique. Des

rapports harmonieux nouveaux entre les classes et les groupes sociaux, entre les nations et les nationalités, sont nés dans le travail commun."¹⁰ Avec Brejnev, le marxisme-léninisme se métamorphose, de science de la lutte des classes, en idéologie, c'est-à-dire en fausse conscience qui exprime les intérêts d'une couche privilégiée en train de se détacher des travailleurs. Jamais, au cours des quatre congrès, on ne voit Brejnev saisir les réalités vivantes et mouvantes des différentes classes, couches et forces politiques pour en tirer des consignes de lutte et de mobilisation.

Brejnev doit constater certains phénomènes sociaux qui relèvent de la lutte des classes, mais, incapable de les analyser en profondeur, il les considère comme marginaux. Ses critiques sont purement formelles et n'aboutissent pas à une pratique de lutte de classes conséquente. "Malheureusement", dit-il, "il est encore des gens, se réclamant de l'art, qui se consacrent à dénigrer notre régime, à calomnier notre peuple héroïque. Certes, on peut les compter sur les doigts". Voilà à quoi se réduit le combat contre le courant idéologique conduit par Soljénitsyne. "Certains jeunes ont une mentalité de parasite, exigeant beaucoup de l'Etat, mais oubliant leurs devoirs envers la société. Les idéologues bourgeois misent sur ces hommes peu aguerris, pour les utiliser dans leur intérêt. Par bonheur, ils sont très rares chez nous."¹¹ La dépolitisation de la jeunesse découle nécessairement de la conception de l'Etat du peuple tout entier. Un marxisme-léninisme sclérosé et lassant, ne peut s'ancrer dans l'esprit des jeunes. Or, depuis Lénine, nous savons qu'il n'existe pas de vide en matière d'idéologie. Là où ne s'implante pas l'idéologie socialiste, règne, sous ses multiples formes, l'idéologie bourgeoise.

Sous Brejnev, l'élite bureaucratique devient presque inamovible. Il déclare: "La sollicitude et l'attention envers les cadres sont de règle dans le Parti. C'en est fini des déplacements injustifiés et des remaniements trop fréquents de permanents".¹² Le brejnévisme, c'est la tranquillité assurée à la couche embourgeoisée. Staline se montrait excessivement exigeant envers les cadres, ceux qui commettaient des erreurs étaient virés, sinon enfermés et des jeunes, formés dans un esprit bolchevik dur et pur, étaient promus à de hautes responsabilités. Adepte de Khrouchtchev, Jaurès Medvedev écrit à ce propos: "A l'époque de Staline, les dignitaires du Parti se sentirent plus menacés encore par les organes de sécurité que les simples citoyens".¹³ Il poursuit: "Brejnev n'était pas un véritable chef en 1964, mais le représentant de la bureaucratie qui cherchait à vivre tranquillement et plus sûrement, tout en augmentant ses privilèges. Ses électeurs n'étaient autres que l'élite bureaucratique.

A cet égard, Brejnev changea aussi le système, car il créa, plus que quiconque, les conditions d'épanouissement d'une véritable élite privilégiée,

une réelle nomenklatura".¹⁴

La tranquillité et l'inamovibilité étant assurée pour l'élite, ses membres ne se contentaient pas de leurs revenus légaux. "La stabilité de l'élite eut un autre effet négatif. La corruption officielle n'a cessé de se développer à tous les niveaux. La discipline du Parti a baissé, le népotisme est devenu un phénomène normal et le prestige idéologique et administratif du Parti s'est terni."¹⁵ "La grande corruption des bureaucrates soviétiques haut placés était devenue une forme de 'maladie professionnelle'. La distinction entre propriété publique et propriété privée n'était pas respectée."¹⁶

Venons-en à la deuxième grande idée de Khrouchtchev: nous gagnerons la compétition pacifique avec l'impérialisme, nous réaliserons le communisme en 1980.

Brejnev se perd, dix années plus tard, dans la même autosatisfaction béate et bête. "Dans notre pays", déclare-t-il, "est construite une société socialiste développée qui se transforme progressivement en société communiste". "C'est une économie sans crises et en perpétuelle croissance. C'est une société devant laquelle s'ouvrent les perspectives illimitées d'un progrès continu."¹⁷ Si Khrouchtchev promettait la puissance et l'abondance dans un avenir rapproché, Brejnev les croit déjà à sa portée. "Oui, cet Etat socialiste à jamais vigoureux et prospère existe! La puissance de l'URSS sur le plan économique, militaire, sur les autres plans, est inébranlable."¹⁸

Troisième découverte de Khrouchtchev: le capitalisme s'effondre, le passage pacifique au socialisme devient possible.

Fuyant l'analyse concrète comme le chat échaudé craint l'eau froide, de congrès en congrès, Brejnev ressasse ses clichés: "La crise générale du capitalisme continue de s'approfondir".¹⁹ "L'impérialisme est impuissant à faire obstacle à la marche de l'histoire."²⁰ La théorie de l'impuissance devient le soubassement de la voie parlementaire au socialisme, que Brejnev juge très praticable en France, en Italie, aux Etats-Unis et ailleurs...²¹ Citant la République arabe unie (l'Egypte et la Syrie), l'Algérie, le Soudan, la Somalie (remplacée par la suite par l'Ethiopie...), le Mali, la Guinée, le Congo-Brazzaville et la Birmanie où "de sérieuses transformations sociales ont été réalisées", Brejnev affirme: "Les masses populaires se convainquent que la meilleure voie est celle du développement non capitaliste. (...) Nous avons établi des relations étroites et amicales avec les jeunes Etats qui s'orientent vers le socialisme".²² Ainsi, nul besoin de faire une analyse de classe des forces au pouvoir ou de l'ancien appareil d'Etat colonial, resté souvent intact, ou encore de l'emprise réelle de l'impérialisme sur les leviers économiques. La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie du tiers monde dirigeront la révolution

socialiste de la marque Brejnev...

Quatrième idée de Khrouchtchev: l'amitié sincère avec l'impérialisme.

Brejnev ne s'en départira pas. Rivalisant en force militaire avec l'impérialisme, il lui garde pourtant toute sa confiance. Ainsi, Brejnev considère-t-il la conclusion du traité de 1970 entre l'URSS et la RFA, comme une victoire stratégique, impliquant, de la part de l'impérialisme, "le renoncement à la remise en cause des frontières européennes existantes".²³ Il ne voit que l'évident esprit de revanche, primitif, militariste et ne saisit pas le danger du revanchisme caché, intelligent, social-démocrate.

De la même façon, Brejnev salue les liens économiques, scientifiques, techniques et culturels avec l'Occident: "Tout cela, camarades, c'est la matérialisation de la détente".²⁴ Pas un seul mot sur la façon dont l'impérialisme en tire profit pour gagner de l'influence politique et infiltrer les milieux dirigeants.

Loin de revenir sur les erreurs de Khrouchtchev, Brejnev a foncé dans la même direction néfaste, aggravant encore le cours révisionniste.

D'abord, Brejnev a imprimé une orientation militariste à toute la politique soviétique. Il mise presque exclusivement sur l'accroissement des forces militaires soviétiques pour défendre et élargir les positions de l'Union soviétique. "Renforcer l'Etat soviétique, cela veut dire aussi renforcer ses forces armées, accroître au maximum la capacité de défense de notre patrie."²⁵ Et de saluer "L'équilibre militaire et stratégique qui s'est instauré entre l'URSS et les Etats-Unis".²⁶ La voie de la "parité militaire et nucléaire" avec le complexe militaro-industriel occidental est impraticable et destructrice pour un pays socialiste. Ayant relégué au musée de l'histoire la mobilisation des masses, la continuation de la lutte des classes et l'éducation révolutionnaire, Brejnev fait sienne une conception et une doctrine militaire, propre à ses adversaires. Tout ce qui faisait la force d'une défense socialiste au temps de Staline, disparaît. Un effort militaire démesuré mine toute l'économie civile de l'Union soviétique.

Ensuite, par l'effet cumulé du révisionnisme et de l'hégémonisme, Brejnev fait éclater le mouvement communiste international.

En 1966, Brejnev excommunie pour "déviationisme de gauche", la Chine et l'Albanie, qui ont exprimé leur désaccord avec le nouvel Evangile de Khrouchtchev. Trois années plus tard, Brejnev transforme la confrontation politique avec la Chine en affrontement armé. Il exige le contrôle sur l'ensemble du fleuve Oussouri qui marque sur mille deux cents kilomètres la frontière entre les deux pays. Brejnev place sa frontière sur la rive chinoise,

contrairement aux usages internationaux qui font passer la ligne de partage au milieu du canal de navigation. "C'est Brejnev qui donna l'ordre à l'artillerie d'attaquer massivement les troupes chinoises, ce qui entraîna la mort de plusieurs milliers de soldats chinois et un profond ressentiment de la Chine à l'égard de l'Union soviétique."²⁷

Enivrés par les "nouvelles idées" de Khrouchtchev, un grand nombre de partis communistes foncent à toute allure vers la réconciliation avec la bourgeoisie de leur propre pays, ce qui provoque la destruction de l'unité du mouvement communiste international. Brejnev doit reconnaître que le mouvement éclate selon quatre axes. Ceux qui défendent l'expérience révolutionnaire de Lénine et de Staline sont expulsés pour "révisionnisme de gauche". Ceux qui prônent la social-démocratisation et l'intégration au monde impérialiste, les Dubcek et les Carrillo, se voient renvoyés pour "révisionnisme de droite". Les partis qui s'opposent au modèle soviétique comme seule référence, aux diktats et aux interventions de l'Union soviétique dans les affaires des autres sont bannis pour "nationalisme" et "antisoviétisme". Et finalement, resteront ceux qui font preuve d'une fidélité inconditionnelle envers l'URSS, les "marxistes-léninistes authentiques".²⁸

Alors que le révisionnisme ronge les bases du socialisme en Europe de l'Est, Brejnev doit recourir au contrôle militaire pour maintenir un semblant d'unité dans son camp. Il proclame: "Les frontières de la communauté socialiste sont inviolables et intangibles". "L'unité fraternelle des pays socialistes est le meilleur rempart contre les forces qui tentent d'attaquer et d'affaiblir le camp socialiste."²⁹ En apparence, l'Union soviétique exprime ainsi sa fidélité à l'internationalisme prolétarien. Mais son ingérence et son contrôle de plus en plus directs, corrodent toujours davantage un socialisme rachitique. La théorie du "meilleur rempart: la protection de l'Union soviétique", est une ineptie. Le meilleur rempart sera toujours la mobilisation des travailleurs, le développement de leur conscience, leur effort indépendant pour défendre leur pouvoir. Sur cette base, un pays socialiste peut faire appel, dans des circonstances exceptionnelles et pour une période limitée, à l'aide des pays amis, comme l'a fait la République démocratique et populaire de Corée, agressée, en 1950, par l'armée américaine.

Ceci nous permet de revenir sur le problème de la "réorientation à gauche" qu'aurait initiée Brejnev en réhabilitant Staline et en soutenant activement les mouvements révolutionnaires de par le monde.

Dans les quatre congrès brejnéviens, on ne trouve pas un seul mot pour rétablir le prestige de Staline. Au contraire, en 1966, Brejnev affirme s'appuyer sur "la ligne définie par les XXe et XXIIe congrès du Parti".³⁰ Cinq années plus

tard, il souligne que le "dogmatisme" du temps de Staline a fait place à "l'esprit créateur" et que la "déstalinisation" et la "liquidation des séquelles du culte de la personnalité", entreprises par Khrouchtchev, étaient nécessaires et correctes. Il ne veut entendre parler ni de la dictature du prolétariat, ni de la continuation de la lutte des classes, ni de l'épuration du parti de ses éléments opportunistes, ce sont là: "Des notions et des opinions contraires à l'élément nouveau, créateur, que le parti a apporté au cours de ces dernières années".³¹

Prenant une orientation chauvine qui glorifie la "grandeur du passé", l'Union soviétique de Brejnev a mis une sourdine aux critiques de Staline. Elle évitait de s'en prendre à Staline comme elle répugnait à critiquer les tsars.

Le soutien de Brejnev aux mouvements révolutionnaires du tiers monde, avec force citations de Lénine à l'appui, entrainait essentiellement dans le cadre des efforts soviétiques à se tailler des sphères d'influence. Brejnev s'est opposé avec constance à la stratégie de l'insurrection armée et de la dictature populaire dans le tiers monde. Il s'est toujours prononcé pour la stratégie réformiste, celle de la direction de la bourgeoisie "éclairée", alliée à des formations révisionnistes: c'était la fameuse voie non capitaliste de développement.

Sa "révolution mondiale" à lui est, par essence, l'extension à toute la planète de l'hégémonisme soviétique, suivant le modèle de l'Europe de l'Est. Brejnev nie que le socialisme mondial naîtra de la somme des différentes expériences révolutionnaires nationales. Il méconnaît que les partis révolutionnaires doivent être ancrés dans les réalités spécifiques de leur pays, qu'il leur faut mobiliser les larges masses pour la lutte révolutionnaire en tenant compte de leurs particularités, et qu'ils doivent écraser l'impérialisme et la réaction locale. "Le développement des pays socialistes, l'accroissement de leur puissance constituent aujourd'hui l'axe principal du progrès social de l'humanité."³² La conception de "l'axe principal" exprime la sous-estimation, si ce n'est carrément la négation, de deux axes fondamentaux du mouvement révolutionnaire mondial: celui de la révolution nationale et démocratique et celui de la révolution socialiste.

Brejnev rejette l'idée que les masses populaires en armes constituent le seul rempart contre l'impérialisme et la réaction. Il fait miroiter aux peuples du tiers monde l'intervention de l'armée soviétique, comme garantie de leur liberté. Brejnev: "Le socialisme sert de rempart aux peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance".³³ L'Union soviétique soutient des réformistes (Chili), des putschistes et des aventuriers (Ethiopie, Afghanistan), ainsi que des militaristes (Egypte, Syrie) qu'elle présente indistinctement

comme des artisans de la révolution socialiste. Comme l'Union soviétique "est à leur côté" et que son armée "constitue le rempart garantissant leur liberté", Brejnev intervient dans plusieurs pays pour maintenir au pouvoir des forces réformistes et des putschistes prosoviétiques. Là où l'impérialisme agresse un peuple, l'URSS enverra ses soldats, là où l'impérialisme exporte la contre-révolution, l'armée soviétique est prête à défendre la révolution. C'est ce que Brejnev, un pied déjà dans la tombe, déclare de façon officielle en 1981, faisant preuve d'un aventurisme tout à fait étranger au marxisme-léninisme. "Chaque fois qu'il faut aider les victimes d'une agression, le soldat soviétique apparaît au monde comme un patriote désintéressé et courageux, comme un internationaliste prêt à surmonter n'importe quelle difficulté."³⁴ "Lorsqu'ils nous le demandent, nous aidons les Etats libérés à renforcer leur capacité de défense. Nous sommes contre l'exportation de la révolution, mais nous ne pouvons pas davantage accepter l'exportation de la contre-révolution."³⁵ Cette politique aventuriste a atteint son point culminant au moment des invasions du Kampuchea et de l'Afghanistan.

Dans le domaine économique, la crise future de la société soviétique transparaît dans le dernier rapport de Brejnev, celui de 1981.

Cela fait dix ans qu'il souligne la nécessité de certains changements qualitatifs dans les structures et les mécanismes de l'économie. D'un ton las, il se répète en soulignant la nécessité du "passage à un développement essentiellement intensif où le maître mot est "efficacité". Mais pourquoi n'y est-on pas arrivé? "L'on n'a pas encore totalement surmonté la force de l'inertie."³⁶

Comme dans les rapports précédents, Brejnev constate que les résultats de la science sont introduits dans la production avec "d'intolérables lenteurs".³⁷ Il reprend aussi les exemples connus depuis longtemps de désorganisation, de manquements à la discipline et d'incurie. Le secteur de la grande consommation reste négligé, quoique deux plans quinquennaux soient axés sur "la satisfaction des besoins quotidiens de l'homme".³⁸

Brejnev avoue que la planification, un des fondements de l'économie socialiste, est de plus en plus déficiente. "Le parti a toujours envisagé le plan comme une loi. Cette vérité manifeste a tendance à être oubliée."³⁹

Depuis des années, on prend des décisions, mais on n'est plus en mesure de planifier le développement économique en conséquence. Brejnev constate que des pans entiers de l'édifice économique soviétique s'effondrent, sans qu'il soit en mesure d'en saisir les causes et encore moins d'y remédier.

Gorbatchev: revirements et promesses alléchantes.

La militarisation, le surarmement, les aventures étrangères ont miné de plus

en plus l'économie soviétique, poussée au bord de l'effondrement et de la crise.

Et dans ces circonstances dramatiques, le nouveau prophète tant attendu monte sur la scène de l'histoire: tel un archange, Michael Gorbatchev arrive. Il émerveille le monde par un discours nouveau, dont voici quatre lignes de force.

Gorbatchev met pratiquement fin à la politique de militarisation. Les troupes soviétiques sont retirées de l'Afghanistan. Le Viêt-nam subit des pressions pour qu'il quitte le Kampuchea. Plusieurs entreprises militaires sont reconverties ou le seront dans les deux années à venir.

Gorbatchev affirme la nécessité de la démocratisation de la vie politique en Union soviétique. Il souhaite que tout puisse être discuté librement, qu'il y ait des débats contradictoires. La nécessité d'une telle approche ne peut guère être contestée dans un pays où de larges masses, dégoûtées d'un marxisme vidé de sa substance, détestant les pratiques et les privilèges bureaucratiques, ne s'intéressent plus à la chose publique. Il fallait absolument que ce peuple reprenne goût à la pratique du débat politique, à la lutte idéologique, au socialisme. Il est vrai aussi que seule la lutte idéologique ouverte, seul l'affrontement avec les courants réactionnaires et révisionnistes, pouvait en finir avec le marxisme sclérosé, ossifié de l'époque Brejnev et réintroduire un marxisme vivant, authentique, révolutionnaire. Gorbatchev affirme vouloir réévaluer tout ce qui a été erreur dans la construction du socialisme en retournant à l'esprit et aux thèses de Lénine, le plus grand penseur et praticien de l'action révolutionnaire que le monde ait connu.

Gorbatchev dit enfin que l'Union soviétique doit maîtriser les derniers acquis de la révolution scientifique et technologique qui déferle sur le monde. Il ajoute qu'il imposera à l'économie soviétique un plus grand dynamisme et encouragera la créativité des travailleurs par tous les moyens, économiques et autres.

Nous avons suivi avec intérêt l'évolution de ces lignes de force. Nous pouvons, après cinq ans de perestroïka et de glasnost, faire un certain nombre de constats et d'analyses.

Nous aborderons en premier lieu le domaine politique, ensuite le domaine économique et enfin la politique extérieure de l'Union soviétique.

Glasnost pour les anticommunistes.

Dans le domaine politique, commençons par une interrogation: à qui la glasnost a-t-elle profité, quelles sont les couches et les forces politiques qui se sont réellement exprimées et qui ont imposé leur orientation politique aux

médias soviétiques?

La liberté et la démocratie ne sont jamais au-dessus des classes et de la lutte des classes, même pas et surtout pas dans l'Union soviétique post-khrouchtchévienne. La glasnost, la liberté de discussion a permis le déferlement d'une propagande clairement contre-révolutionnaire, antisocialiste et l'on peut dire que presque tout ce que le peuple russe a construit moyennant des efforts titanesques et héroïques, s'est trouvé attaqué, noirci, dénigré. A la lecture des publications soviétiques, on se rend compte que la fraction la plus ouvertement bourgeoise parmi les intellectuels, a pris le contrôle des moyens de communication.

Gorbatchev et Ryjkov, le premier ministre, ont fait des déclarations officielles concernant le bilan historique de la construction du socialisme.

Lors du soixante-dixième anniversaire de l'URSS, Gorbatchev a déclaré qu'il fallait reconnaître les énormes mérites de Staline, sa force de travail, sa volonté de fer, sa capacité d'organisation pour reconstruire le pays et le défendre contre le fascisme. Il a également souligné qu'il fallait reconnaître, analyser et critiquer toutes les erreurs et tous les crimes qui ont été commis pendant cette période. Ryjkov a fait des déclarations du même genre, critiquant certaines erreurs commises par Staline, pour mettre en évidence "l'ensemble du parti, les millions de simples gens dont l'attachement aux idées de Lénine et aux idéaux révolutionnaires n'a pas été ébranlé".⁴⁰ Ces déclarations pouvaient rendre possible une discussion entre communistes, quoique pour nous il est clair que les immenses mérites et acquis du Parti, dans la période 1924–1953, sont aussi et avant tout dus à la direction du comité central du PCUS et de Staline.

Malheureusement, depuis quatre ans, il faut bien fouiller les publications soviétiques pour trouver ne fût-ce qu'un seul article exposant et expliquant le travail révolutionnaire des communistes, lors des années vingt, trente et quarante, dans le domaine de l'industrialisation, de la collectivisation, de la révolution culturelle et de la défense du pays, pour ne pas parler de celui de l'aide internationaliste.

En revanche, il y a des centaines d'articles, inspirés directement par la littérature bourgeoise et fasciste la plus révoltante, pour dénoncer les réalisations de cette période historique et cruciale.

Aujourd'hui, la presse soviétique abonde dans ce style d'extrême droite: "Staline fut un monstre et s'il a jamais existé un authentique ennemi du peuple, ce fut bien lui"⁴¹, ou encore: "les limites de la glasnost à l'égard du stalinisme doivent être définies par la Constitution, laquelle interdit la propagande de la violence".⁴² Bref, la liberté, la démocratie et la glasnost en ar-

rivent presque à interdire aux Soviétiques de se rappeler l'expérience héroïque de la génération précédente, de développer l'esprit révolutionnaire et les thèses fondamentales qui ont guidé la construction du socialisme et sa défense contre l'agression hitlérienne.

Un philosophe soviétique de droite regrette qu'actuellement des travailleurs, mécontents, commencent à exprimer leur admiration pour l'enthousiasme qui mobilisait le pays au cours des années vingt. Et il se fâche: un journaliste célèbre a même prétendu que "ces romantiques n'étaient pas des amoureux, mais qu'ils avaient une morale particulière. Or, c'est justement cette morale qui a créé Auschwitz et la Kolyma".⁴³ Voilà un parfait résumé de la position de l'extrême droite post-hitlérienne: stalinisme égale fascisme — et les illuminés révolutionnaires sont à ranger parmi les criminels.

Les attaques contre le stalinisme visent le socialisme.

Qu'ont à dire contre le stalinisme les nombreux auteurs qui dominent aujourd'hui la presse soviétique? Deux thèmes essentiels se dégagent de leurs écrits.

Le crime principal de Staline est d'avoir mené la lutte de classe. "Tout le monde était mis en demeure de hair les gentilshommes, les prêtres, les fonctionnaires et autres éléments socialement hostiles. (...) Il a fallu hair nommément et en groupe des classes entières. Cette haine fut cultivée à un point tel qu'elle a pris racine génétiquement."⁴⁴ Parce que Staline a refusé "l'idée de la paix des classes (pour imposer) l'idéologie de l'hostilité, (...) le pays a plongé pour des dizaines d'années dans la fantasmagorie du délire paranoïaque".⁴⁵ Ces phrases contiennent une merveilleuse leçon de dialectique pour tous ceux qui se sont laissés embobiner à un moment donné par le charme de l'anti-stalinisme. Contre les "grossières erreurs" de Staline, on remettrait cap sur les "principes de Lénine". Mais en fin de parcours, on se rend compte maintenant que le "crime principal" de Staline fut de mener la lutte de classe! Est-il besoin d'ajouter qu'en éradicant la lutte de classe de l'histoire, on enterre le marxisme aussi bien que le léninisme?

Le deuxième crime de Staline concerne sa politique étrangère. Le vice-ministre des Affaires Etrangères, Elguiz Pozdniakov, en parle. "En optant pour la révolution mondiale, (...) nous comptons diviser le monde en prolétaires et en bourgeois. (Si cela) peut se justifier encore en période d'effervescence révolutionnaire dans le monde, c'est inadmissible dans d'autres conditions, étant en contradiction totale avec les normes des relations entre Etats civilisés."⁴⁶ Aussi simple que ça, aussi bête que ça. On aimerait demander à cet ignare si les Etats fascistes des années trente et quarante, étaient des Etats "civilisés", si les Etats colonialistes anglais et français des années

trente, l'étaient, si l'impérialisme américain pendant la période de la guerre froide et de la guerre de Corée, agissait de façon "civilisée". Puisque c'est contre ces adversaires que Staline a dû lutter et a bien lutté. Ou encore, du même auteur: Il faut "un internationalisme nouveau, permettant de parier du devenir de 'l'internationale pan-humaine', c'est-à-dire du devenir de la communauté humaine unique sur la Terre, qui prendrait la relève de l'internationalisme basé sur les intérêts de classe, de parti, de groupe ou d'Etat".⁴⁷ Un autre fanatique de la glasnost commence par écrire: "Ayant accompli la révolution dans notre pays, les prolétaires ont renoncé aux valeurs qui se sont avérées étrangères à leur conscience de classe et à leurs intérêts" et ajoute: "Il n'existe plus de prolétaires, en tous cas pas à l'Est et à l'Ouest de l'Europe. Il y a des ouvriers, paysans, employés, entrepreneurs, représentants de professions libérales, serviteurs des cultes, étudiants, militaires, retraités, enfants". Reagan et Thatcher ne diraient pas mieux. Enfin notre auteur en arrive au fond de sa pensée: "Ils ont tous un intérêt commun: vivre en paix et survivre. Voilà pourquoi il est temps de renoncer au mot d'ordre: Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!".⁴⁸ Pour cet anticommuniste qui passe ses jours comme conseiller principal au département des Affaires Etrangères, le crime majeur de Staline est d'avoir défendu la solidarité de tous les prolétaires du monde.

Une fois lancés sur cette voie royale, plus rien ne peut arrêter nos réformateurs. Il y a un an et demi, ils ont cessé de bavarder à propos de Staline, et c'est à Lénine et à la révolution socialiste qu'ils s'attaquent désormais. Ils déclarent que la Révolution d'octobre fut une erreur et que c'est finalement ce message que les "antistalinistes" veulent faire passer.

Un représentant du CVP, la Démocratie Chrétienne flamande, s'est rendu en Union soviétique pour y apporter des fonds au Parti démocrate-chrétien et pour y financer la publication de livres de Soljénitsyne. Au cours de l'année 1990, quelques millions de livres de cet auteur seront imprimés. Déjà, des articles de presse commentent les écrits de Soljénitsyne: "Depuis septante ans, la morale humaine inconditionnelle était remplacée par un totalitarisme de classe unifié, s'appuyant sur une idéologie capable de justifier n'importe quel crime".⁴⁹ Les trotskistes peuvent propager ce genre de littérature au nom de la liberté d'expression, eux qui font une propagande tapageuse pour les écrits de Soljénitsyne, l'auteur préféré de Le Pen. Mais nous aimons dire qu'il s'agit là de littérature purement fasciste. Aussi, les Nouvelles de Moscou peuvent-elles continuer à propager ces pensées en toute logique: "La responsabilité personnelle de Lénine dans les aspects idéologiques de l'histoire soviétique avant la dictature stalinienne, doit être soulignée. Des penseurs d'orientation nationaliste comme Soljénitsyne interviennent depuis long-

temps, laissant supposer que le léninisme et le stalinisme sont deux phénomènes du même ordre".⁵⁰ On revient donc à la glorification publique du tsarisme que Soljénitsyne exprime si bien dans son style emphatique, dans des journaux qui se disent communistes. Dans un long texte sur l'état actuel de l'Union soviétique, on peut lire l'intervention suivante de Michail Lobanov, journaliste politique, farouche partisan de la glasnost: "En soixante-dix ans, on a détruit la spiritualité et, partant, les appuis culturels du système économique et en allant jusqu'aux traditions nationales, à la conscience de soi-même. L'essentiel, c'est de ne pas piétiner une fois encore l'Eglise".⁵¹ Le socialisme est ainsi attaqué pour avoir écrasé la spiritualité du temps des tsars et le système économique qui y trouvait sa justification.

Soulignons enfin que le déferlement d'idées ouvertement anticomunistes est tel, que Gorbatchev lui-même ne sait plus sur quel pied danser. Certaines de ses interventions assez minables en témoignent. Dans un discours en septembre 1989, il dit: "On prend parfois une attitude nihiliste à l'égard de la voie parcourue par notre pays, la révolution d'octobre est présentée comme une erreur, une tragédie qui a perturbé le cours normal des choses et qui n'a apporté au peuple rien d'autre que la souffrance".⁵² Gorbatchev n'arrive pas à donner une réplique à la dimension de l'offensive anticomuniste. Aucune démarche un tant soit peu militante. Il se contente de constats désabusés.

Valeurs universelles: Le grand retour en arrière.

Nous abordons maintenant la théorie des "valeurs universelles" mise en évidence depuis trois, quatre ans, par l'équipe Gorbatchev, et qui constitue désormais la ligne idéologique directrice du parti. Las des valeurs socialistes, Gorbatchev redécouvre les valeurs de la civilisation européenne...

"Les succès économiques de l'Europe et de l'Amérique du Nord sont indivisibles de toutes les autres composantes traditionnelles de la civilisation européenne. Ce sont des normes de la morale et des idées sur la destinée de l'homme, basées en premier lieu sur le christianisme, sur des principes de démocratie qui ont été développés depuis des siècles. (...) Nous sommes prêts à adopter de nouveau les valeurs de la civilisation européenne que nous avons niées pendant ces derniers 70 ans sous prétexte d'impératifs de classe. Pour nous, cela marquera en effet un grand pas vers la paix avec l'Occident. (...) L'histoire a manifestement démontré que l'ignorance des lois inévitables et nécessaires de l'économie de marché et le renoncement aux normes de la démocratie et de la morale élaborée au sein de la civilisation européenne pendant des siècles, entraînent des retards de développement".⁵³ Il faudrait, en Belgique, déjà aller très loin à droite pour trouver une expression aussi franche de l'idéologie libérale et impériale! Si l'on veut re-

venir des siècles en arrière pour parler de démocratie et de morale en Europe, on devrait commencer par parler des 150 à 200 millions d'esclaves africains dont les civilisateurs se sont emparés et sur le travail desquels le capitalisme "démocratique" a été en partie construit. Il faudrait également parler des 60 millions d'Indiens massacrés au Mexique et au Pérou pour que la civilisation européenne puisse se gaver de l'or et de l'argent de ce continent. Il faut parler des dizaines de millions d'esclaves qu'on a fait venir d'Afrique pour crever dans les plantations de canne à sucre. Il faut parler de l'histoire de la longue chaîne de massacres dont sont constituées la conquête coloniale au dix-neuvième siècle et l'oppression coloniale du siècle présent. La démocratie européenne et la morale européenne chrétienne se sont particulièrement distinguées lors de la montée et du triomphe du fascisme.

Et l'on n'a qu'à regarder les dictatures néo-coloniales pour constater que l'Europe et les Etats-Unis, dont les spécialistes de l'économie, de la magouille politique et de la torture dirigent ces pays en coulisses, restent toujours à deux doigts de la conception fasciste du monde.

Sans avancer aussi loin dans l'extravagance des déclarations pro-impérialistes citées ci-devant, Gorbatchev en est très proche, quant au fond, par son jugement sur les valeurs universelles. Il dit, par exemple, que l'Union soviétique redécouvrira "les véritables valeurs du socialisme liées à l'élévation de l'homme, à l'humanisation, à la démocratisation des rapports sociaux". Il parle de "socialisme humain et démocratique s'appuyant sur tous les progrès de la civilisation contemporaine", il chante "le mot d'ordre Liberté! dans le sens le plus large, universel de ce terme".⁵⁴ On comprend dès lors pourquoi Marc Eyskens, ministre belge des Affaires étrangères, a déclaré que le CVP, le Parti social chrétien, premier parti de l'impérialisme belge, pourrait lui accorder le titre de "membre honorifique". C'est effectivement le même bavardage creux, soi-disant universel, que l'on trouve dans tous les documents des partis chrétiens et libéraux de l'Europe civilisée!

Dieu et son prophète, le révérend Moon.

Enfin, un article de Temps Nouveaux nous annonce dans son titre que la visite de Gorbatchev au Vatican constitue "un symbole du retour continu de l'Union soviétique aux valeurs universelles de la civilisation mondiale"!⁵⁵

Ici, c'est la religion catholique, version Jean-Paul II, véritable doctrine d'apologie de l'impérialisme, qui est épinglée comme valeur universelle à redécouvrir. Un académicien à qui l'on demandait quels étaient ses pronostics pour l'Union soviétique en 1990, a répondu que cette année verra "l'attirance de la religion s'accroître dans la société. C'est là une tendance générale", puis il ajoute: "Durant tout le pouvoir soviétique, (...) une propagande

antireligieuse intense était menée par des impies belliqueux et des athées savants. (...) La transparence a balayé les simulacres des idéaux, cela pousse l'homme et la société à revenir aux idéaux millénaires".⁵⁶ C'est déjà du délire. Mais le pire est encore à venir: dans un journal de la secte Moon, on peut lire un dialogue entre Moon et un journaliste soviétique. Moon, qu'on sait lié à la CIA, y exprime en quatre pages ses réflexions politico-philosophiques et le journaliste soviétique de découvrir nombre de traits communs entre la pensée de Moon et la nouvelle pensée soviétique!

"Nous soutenons le président Gorbatchev dans les réformes par la nouvelle pensée!" titre le révérend Moon. Et le journaliste soviétique Yordansky de renchérir: "Les paroles du révérend Moon semblent, de toute façon, prouver de façon impressionnante, que les concepts de la nouvelle pensée nous offrent des horizons nouveaux dans la collaboration mondiale".⁵⁷

La question de la religion en Union soviétique n'est donc pas un détail, elle est liée au constat que les dirigeants du parti soviétique croient de moins en moins aux thèses du marxisme-léninisme, les écartent complètement de la pratique politique et poussent délibérément, devant le vide idéologique, les travailleurs soviétiques vers des "idéaux millénaires".

Le cancer du nationalisme bourgeois.

Le déferlement du nationalisme bourgeois dans le pays et dans le parti constitue une troisième tendance marquante dans la vie politique et idéologique. Elle aura, dans un avenir que l'on peut estimer assez proche, de très lourdes conséquences.

Il y a quatre ans, Gorbatchev déclarait qu'il fallait développer le pluralisme socialiste. Nous étions bien d'accord qu'après la période Brejnev, il fallait permettre, sur la base du socialisme, l'expression de différentes idées. La pensée révolutionnaire ne pouvait se revigorer et se développer qu'à travers la lutte contre les courants bourgeois. Cette idée à peine lancée, de nombreuses organisations et de nombreux fronts populaires se sont créés pour soutenir la perestroïka. Il s'agissait de coalitions entre des forces ouvertement réactionnaires et des "réformateurs" de l'époque de Khrouchtchev, de véritables machines de guerre contre ce qui reste de socialisme en Union soviétique.

Prenons l'exemple de l'Ukraine où, à l'initiative de droitiers du Parti, s'est créé le Mouvement populaire ukrainien pour la Perestroïka, le Front populaire de cette république, qui revendique 280.000 membres. Son Congrès inaugural comptait 1.100 délégués dont 25% de membres du Parti. Ce Front a provoqué un raz-de-marée d'idées antisocialistes et anticomunistes, ce qui a conduit son Congrès à dénoncer le socialisme et le parti communiste,

sous les acclamations de la salle. A la tribune, des représentants qui essayaient de défendre le PCUS, ont été hués et chassés. Il n'était question que de l'occupation de l'Ukraine par l'Union soviétique. On réclamait le départ de l'armée rouge et la création d'une armée ukrainienne. Et quel serait le noyau de cette armée? Pendant la deuxième guerre mondiale, il y a eu une armée ukrainienne, créée par les bons soins de Hitler. Le Mouvement populaire ukrainien pour le Perestroïka a écouté respectueusement une intervention invraisemblable d'un certain Lukyanenko. Il a déclaré devant le congrès qu'il fallait réhabiliter les partisans de Stéphane Bandera, le chef fasciste ukrainien, en tant que victimes du stalinisme et "combattants de la liberté".⁵⁸ Un livre sur la World Anti-Communist League (extrême droite fasciste contrôlée par les Américains et les Taiwanais) explique qu'un grand nombre de membres du groupe de Bandera ont été arrêtés, après la guerre, par les Anglais et les Américains. Ainsi, le nazisme défait, des centaines de collaborateurs ukrainiens ont été recrutés par les services occidentaux pour faire de l'espionnage en Union soviétique. Des membres du groupe de Bandera ont travaillé à Radio Free Europe. Il y a quelques années, ils ont produit quelques émissions ouvertement profascistes qui ont suscité de vives protestations aux Etats-Unis! Ces émissions faisaient ouvertement l'éloge du groupe nazi "Gallician SS".

Que d'anciens nazis, des SS, reconnus comme tels en Ukraine, puissent déléguer un de leurs représentants pour prendre la parole lors d'une réunion du Front populaire, au moment où l'on en chasse des communistes, voilà ce qui donne à réfléchir sur la dégénérescence politique en Ukraine. Relevons ici entre parenthèses que les publications trotskistes du groupe Mandel soutiennent le combat "démocratique" des Fronts populaires en Union soviétique et publient leurs prises de positions, selon leur tactique bien connue du front uni contre le communisme, même moribond.

En Lettonie aussi, s'est constitué un Front populaire de tous les antimarxistes. Un de ses leaders déclarait lors du dernier Congrès du Front: "Il est important pour nous de resserrer nos liens directs avec les pays de l'Occident, d'établir des contacts économiques (...) pour préparer la voie du retour de la Lettonie dans le monde civilisé en Europe à laquelle la Lettonie avait en son temps appartenu". Et d'ajouter: "La forme principale de propriété dans la République de Lettonie doit être la propriété privée. L'expérience des Etats occidentaux industrialisés prouve que la propriété privée et l'initiative privée assurent un fonctionnement hautement efficace du marché libre".⁵⁹ On ne peut être plus explicite: c'est le retour au capitalisme, au monde impérialiste et aux lois les plus élémentaires, les plus simples, du capitalisme mondial.

Gorbatchev: pitoyable.

Le déferlement des idées anticomunistes dans les républiques baltes, inquiète très vivement le PCUS. En effet, ces républiques ont décidé de revendiquer leur indépendance ainsi que l'adhésion, en deux ou trois phases, au Marché Commun. Le Parti Communiste de l'Union soviétique a alors déclaré: "Le caractère antisocialiste, antisoviétique de leurs visées s'est révélé. On a vu apparaître des organisations qui rappellent les formations de la période bourgeoise et de l'occupation fasciste, on a assisté à la création d'organes parallèles du pouvoir".⁶⁰ Cette constatation est exacte. Cependant, les critiques, les protestations, les dénonciations n'ont pas empêché les réactionnaires de continuer leur travail de sape... et le PC lituanien, lui-même, est récemment passé du côté des "indépendantistes" en déclarant qu'il n'appartenait plus au PCUS, devenait un parti indépendant, ayant son propre programme, défini par lui seul et ayant des statuts propres. Il veut entamer des pourparlers avec le PCUS pour déterminer les bases de leurs rapports futurs. Le 25 décembre dernier, Gorbatchev prononce un discours des plus intéressants, qui révèle toute l'impasse dans laquelle il s'est fourré... et qui sonne déjà comme son chant du cygne. Il parle de la scission entre le parti lituanien et le PCUS.

Il y a quelques années, dit Gorbatchev, "on ne comptait dans la république, que quelques dizaines de 'guerriers' d'opposition. Ils ne cherchaient qu'à se rendre populaires, en attisant les tendances nationalistes. L'opposition s'est ralliée aux mots d'ordre de la perestroïka dans le but de compromettre le socialisme. Le danger que représentait ce phénomène n'a pas été remarqué en temps utile".⁶¹ Il y a apparemment bien de choses que Gorbatchev ne remarque pas en temps utile. Nous en reparlerons.

Ensuite, Gorbatchev souligne "la perte de l'influence du parti sur les médias (...). Au fur et à mesure de l'acquisition de ces positions, Sajudis (front nationaliste en Lituanie) s'engageait sur la voie de la lutte pour le pouvoir réel".⁶² Ici Gorbatchev avoue "que la glasnost, la politique de transparence, est tombée entre les mains de la droite et de l'extrême droite. Mais il reconnaît, à nouveau, ne pas avoir remarqué en temps utile ce glissement.

Puis Gorbatchev constate que "pour s'assurer les conditions nécessaires pour la prise parlementaire du pouvoir, une partie des députés représentant Sajudis propagent les mots d'ordre de la perestroïka. On a élaboré et on applique scrupuleusement la tactique du choix des cadences de démantèlement des acquis du socialisme".

Ainsi, Gorbatchev concède que dans les domaines de la perestroïka, de la glasnost et de la démocratie, — trois des quatre lignes de force de sa poli-

tique nouvelle — il n'a pas remarqué en temps utile ce qui se passait réellement en Union soviétique.

Le quatrième constat de Gorbatchev à propos de la Lituanie, est un aveu d'incompétence politique. Il a eu de nombreux contacts avec le PC lituanien. Ce dernier l'assurait que les masses allaient dans le sens nationaliste et que le PC était contraint de les suivre pour pouvoir les maintenir sous sa direction. Et Gorbatchev d'avouer: "Il faut reconnaître que nous avons prêté oreille à leurs propositions, que nous étions souvent allés au-devant de leurs desiderata".

D'après ses propres aveux, une telle situation "est utilisée par les éléments nationalistes, séparatistes, antisoviétiques, (...) qui rêvent de faire renaître les régimes d'autrefois, des régimes autoritaires, d'extrême droite". C'est parfaitement vrai, mais que compte faire Gorbatchev maintenant? Son analyse minable est suivie de quelques réflexions du même aloi. D'abord, "nous devons faire preuve d'un maximum de retenue, de réflexion et de circonspection. (...) (Il faut demander à tout le monde de) réfléchir encore une fois".

Au lieu de demander aux autres de réfléchir quand il est trop tard, Gorbatchev aurait été plus avisé de réfléchir lui-même à l'avance aux forces qu'il allait déchaîner.

Aux membres du Comité Central qui disent qu'il faut réagir, qu'on ne peut pas laisser aller les choses jusqu'à la catastrophe, il répond: Vous avez la nostalgie du "socialisme de caserne", "chaque fois que nous avons affaire aux manifestations des larges couches de la population, nous employons des moyens politiques". Mais quels moyens politiques lui reste-t-il?

Puis il balance un autre argument: "Vous dites que le pouvoir n'est plus fort, qu'il s'effiloche". Or, "l'idéal d'une politique forte, ce n'est pas l'animosité et la confrontation, mais la concorde et la solidarité". Aussi faut-il "comprendre la grande valeur des compromis raisonnables".

Quand on connaît les fascistes et l'extrême droite, on se demande bien comment Gorbatchev fera pour jouer tout seul ce grand jeu des compromis.

Gorbatchev ajoute encore ceci: "Il est indispensable d'engager des actions énergiques pour conserver l'Etat fédéral et en assurer l'unité. Et que nul ne s'illusionne sur les intentions et les possibilités du Centre".⁶³ Après tout ce qu'il a déclaré, ce ne sont que de vaines paroles dont tous les réactionnaires se moqueront éperdument. Gorbatchev complète cette idée en disant: "Il faut soumettre à l'examen de l'organe législatif supérieur, la question de la légalité des organisations et des mouvements politiques qui encouragent la terreur nationaliste". Voilà à quoi se réduit l'exclamation farouche "que nul

ne s'illusionne sur les intentions et les possibilités...".

Ce discours nous montre un Gorbatchev manœuvré dans une impasse totale. Et la "profondeur" de son analyse nous laisse sur de nombreuses interrogations pour l'avenir de l'Union soviétique.

Friedman, aidez-nous à restaurer le capitalisme.

Après avoir souligné ces trois axes majeurs de l'orientation politique et idéologique, nous exposerons brièvement les conceptions économiques mises en avant, à l'heure actuelle, par la majorité de la direction du PCUS.

Gorbatchev a déclaré catégoriquement, il y a cinq ans, que les choses devaient changer dans ce domaine. Stagnation, inertie, taux de croissance en baisse, manque de nourriture, impossibilité de répondre aux besoins les plus élémentaires, il faut, disait-il, lancer une politique économique nouvelle. Après quatre ans, on constate que rien n'a changé, sauf dans le sens du pire!

Dans la revue éditée par le ministère des Affaires étrangères, on peut lire: "qu'avec la crise actuelle en Union soviétique, de plus en plus nous avons envisagé avec sérieux l'avertissement lancé par F. Hayek, notre principal opposant parmi les conservateurs monétaristes. Celui-ci prétend que même la voie pacifique social-démocrate conduit de toute façon au collectivisme total socio-étatiste, à l'économie planifiée et directive. C'est la voie du monopolisme, de l'étouffement de l'individualisme, de la démocratie et de la liberté". Et Larissa Piacheva, chercheur à l'Institut du Mouvement ouvrier (!) international, néophyte dans la science économique du capitalisme sauvage, termine son essai par une condamnation de l'économie mixte. Elle affirme qu'on a besoin, en Union soviétique, des idées de Milton Friedman et de Friedrich Hayek, parce que "l'économie mixte où la propriété privée s'amalgame à la propriété d'Etat, où le marché doit coexister avec des prix planifiés, n'a pas d'avenir". "Tous ces éléments du système de marché, greffés avec tant de mal sur le grand arbre étatique, agoniseront inévitablement, jusqu'au jour où le mécanisme juridique, les nouveaux systèmes de propriété et formes de pouvoir remplaceront les systèmes et formes existants. Il existe une issue: c'est l'entière libéralisation de notre vie économique et sociale, c'est donner une bonne formation à nos cultivateurs, à nos fermiers coopérateurs, commerçants, banquiers, artisans, à tous ceux qui formeront la classe des futurs administrateurs et maîtres du pays — personnes habiles et diligentes".⁶⁴ C'est donc la doctrine de Friedman qui va sauver le socialisme en Union soviétique, après avoir sauvé le capitalisme périphérique au Chili!

La longue marche vers l'entreprise privée.

Depuis deux ans, nous constatons que Gorbatchev n'a rien à dire dans le domaine économique qui soit inspiré par le socialisme scientifique. Il parle de la Nouvelle Politique Economique de Lénine en dehors de tout contexte historique, pour mieux rejeter l'ensemble de la doctrine de Lénine sur l'économie et la politique. Ses propositions pratiques sont de plus en plus nettement orientées vers l'entreprise privée et vers le marché. Un article de Temps Nouveaux contient cette perle: "Voilà déjà bientôt quarante ans que le pays vit sans Staline, mais nous ne pouvons toujours pas nous affranchir définitivement des entraves du système stalinien, des principes féodaux des structures économiques qu'il avait fondé, tandis que d'autres tyrans européens du XXe siècle emportaient en général avec eux dans la tombe les institutions sociales qu'ils avaient créées, cédant la place à la démocratie dans l'économie et la politique. Pourquoi? Mais parce que ni Hitler ni Franco n'avaient détruit la propriété privée, sur le levain de laquelle, aussitôt la dictature disparue, poussait une société florissante".⁶⁵

Le crime majeur de Staline est d'avoir éliminé la propriété privée. Voilà pourquoi il est pire qu'Hitler. C'est un discours que ne répudieraient ni Le Pen, ni les anciens du front de l'Est. Et nous comprenons mieux pourquoi Staline et Mao Zedong ont souligné la nécessité de maintenir la dictature du prolétariat contre les éléments politiquement dégénérés, véritables agents de l'influence impérialiste.

Le directeur de l'Institut Plekhanov à Moscou, monsieur Vladimir Grochev, professeur de surcroît, dit que "la propriété privée (des moyens de production) est présente dans le pays sous forme d'économie de l'ombre, de certaines coopératives et d'entreprises mixtes. Le capital privé sous forme de centaines de milliards de roubles, de plusieurs milliards de dollars, erre à travers l'Union soviétique". Tout professeur qu'il soit, il a des questions en tête qui ne sont pas d'ordre purement académique. "Ne vaut-il pas mieux trouver un moyen pour reconnaître cette forme de propriété privée en la mettant au service de la perestroïka?"⁶⁶ Mettre le capitalisme sauvage existant au service de la perestroïka? Mais n'est-ce pas plutôt la perestroïka qui se met intégralement au service du capitalisme sauvage? Le même professeur raconte qu'un congrès d'hommes d'affaires soviétiques a proposé que la propriété privée des moyens de production soit reconnue au même titre que la propriété d'Etat. Sa conclusion: "Nous, les savants, les aiderons à remporter le succès".⁶⁷ Bel exemple de l'alliance entre les nouveaux capitalistes et les intellectuels technocrates.

Un autre professeur, Margarita Maximova, docteur en économie, affirme qu'il "faut désétatiser la propriété" et "assurer l'égalité, la concurrence et la compétitivité de toutes les formes de propriété en tant que fondement de la

liberté économique des citoyens"; il faut préparer "l'établissement de zones d'entreprises libres".⁶⁸

Appels du pied aux multinationales, odes à la liberté d'exploiter comme fondement de la liberté économique. Les seules propositions concrètes formulées, visent le retour du capitalisme, par la tactique graduelle des petits pas.

Il y a une année, Gorbatchev a nommé Abalkin vice-premier ministre, responsable de la réforme économique. Il est présenté dans le Financial Times comme un homme qui prône de façon convaincante "la dénationalisation de la propriété". Sa thèse est "qu'il n'y a pas d'alternative valable au mécanisme du marché, pour coordonner les activités et les intérêts des sujets économiques". "La diversité des formes de propriété, leur égalité et leur compétition sont la condition fondamentale de la liberté économique des citoyens qui assure l'utilisation optimale de leurs capacités", dit le rapport présenté par Abalkin en novembre 1989.⁶⁹ Ceci démontre que Gorbatchev s'inscrit de plus en plus nettement dans le courant de la droite libérale.

Cet impérialisme qui n'existe plus....

Passons au chapitre de la politique internationale soviétique. Nous traiterons de la nouvelle conception de l'impérialisme, des conséquences qui en découlent au niveau de la politique mondiale et de l'analyse des bouleversements en Europe de l'Est.

Voici ce que déclare un conseiller principal du ministre des Affaires étrangères: "Une attitude profondément enracinée chez nous (...) consiste à voir dans l'Occident un pilleur effronté des pays en voie de développement. C'est une erreur". "Une partie considérable des pays du tiers monde continue à se prononcer pour les mots d'ordre du 'nouvel ordre économique', tout en oubliant qu'une politique économique volontariste est le plus souvent une cause principale de l'état catastrophique de leurs économies. (...) Nous avons appris par notre propre et amère expérience, à quoi mène la violence à l'égard de l'économie."⁷⁰

Allez demander au Zaïre, au Brésil ou aux Philippines, par exemple, comme il est doux de vivre dans un pays où n'existe pas "de violence à l'égard de l'économie", où les multinationales et les propriétaires fonciers, la mafia du grand commerce, les négriers du travail des enfants jouissent de toutes les libertés économiques... Et où ils plongent les masses populaires dans un enfer de violences de toute nature. Le combat pour des prix plus élevés des matières premières du tiers monde ferait donc, d'après ce conseiller en "communisme", violence aux lois naturelles de l'économie. Pour marquer encore plus nettement son passage dans le camp des défenseurs de l'ancien ordre économique impérialiste, il ajoute: "On ne saurait visiblement instau-

rer un nouvel ordre. Il est évident que cette idée peut bloquer le règlement des problèmes économiques mondiaux et nous mener à une rivalité politique (avec l'Occident)". Le nouvel ordre économique, tel qu'il est généralement formulé, consiste dans la réalisation de revendications ne mettant pas en cause les fondements du système impérialiste. Les sociaux-démocrates furent les premiers à comprendre que si la situation dans le tiers monde continue à se dégrader, il y aura des explosions révolutionnaires un peu partout. Et il faut, par conséquent, être prévoyant, lâcher des miettes pour sauvegarder l'essentiel de la domination impérialiste! Mais voilà qu'un conseiller communiste dépasse Mitterrand et Brandt sur leur droite. La conclusion de Kolossovski est la suivante: Il faut cesser d'affirmer que "le tiers monde est une réserve du socialisme", parce qu'une telle position "nous poussera vers une lutte de classe tous azimuts dans l'arène internationale. (...) Le tiers monde n'est pas une arène pour une confrontation avec l'Occident. L'Occident n'est pas non plus notre adversaire commun".⁷¹

Vive les multinationales et le FMI!.

Il est proposé à l'intention des milieux progressistes des pays du tiers monde, de "lutter, non pas contre le raffermissement des rapports capitalistes en tant que tels, mais pour le capitalisme démocratique, contre le renforcement de ses traits réactionnaires"... et en conclusion: "Les multinationales pourraient créer des conditions favorables aux travailleurs de leurs entreprises".⁷² Nourri d'une telle pensée humaniste et imbu de telles valeurs universelles, vous pouvez utilement présenter vos services à la Société Générale ou à la Ford Company!

Autre proposition: Il faut cesser de critiquer le Fonds Monétaire International dans ses démarches envers le tiers monde, parce que: "Non liés directement aux intérêts de tel ou tel groupe privilégié dans les pays en voie de développement, le FMI et la BIRD sont souvent plus conséquents que les milieux dirigeants locaux, tant en ce qui concerne l'analyse des difficultés économiques (...) que pour ce qui est d'élaborer des mesures en vue de les résoudre".⁷³ Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour comprendre que le FMI égorge les pays du tiers monde, c'est une chose reconnue par toutes les forces patriotiques!

Mais les nouveaux philosophes soviétiques ignorent jusqu'à des vérités aussi simples.

Et comme pour bien montrer que le révisionnisme, une fois déchaîné et sans freins, ne peut éviter le ridicule et le grotesque, le même docteur es sciences économiques et maître de recherches, formule une proposition pratique d'envergure stratégique: "Il a été dit aussi d'une façon non ambiguë que

l'Union soviétique reconnaît les liens historiques Nord-Sud (...) et qu'il convient d'assainir ces relations. Il est temps de découvrir et, plus que cela, de former activement des zones d'intérêts communs à l'Est et l'Occident, dans le Sud".⁷⁴

Après avoir écouté des gaffeurs académiques de ce niveau, on comprend mieux Fidel Castro qui, le 9 décembre 1989, exprimait sa crainte de voir certains pays (ex) — socialistes s'insérer dans les réseaux de l'économie impérialiste pour exploiter Cuba et l'Amérique latine.

Les déshérités du tiers monde: des terroristes en puissance....

Voyons ce qui résulte, dans le domaine de la lutte politique anti-impérialiste, de ces considérations générales.

Un auteur aborde le thème: "Tiers monde: zones de risque". Les risques ne proviennent nullement de l'oppression barbare de l'impérialisme, de la politique de génocide permanent contre des millions de gens, non, les risques proviennent essentiellement des révolutionnaires... "Le tiers monde est la source d'un autre mal de notre temps: le terrorisme (...) Il y a une branche qui déstabilise particulièrement la situation internationale, qui mène des actions conscientes contre les citoyens des pays développés, occidentaux en premier lieu."⁷⁵ C'est le langage d'un raciste blanc et d'un contre-révolutionnaire. Il met en avant la liquidation de quelques Blancs par l'un ou l'autre mouvement fanatique, et ne dit mot sur les centaines de milliers de morts par suite du terrorisme d'Etat pratiqué par Israël, Taiwan, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Le terrorisme, monsieur Kolossovski, le vrai terrorisme, c'est l'impérialisme; celui qui vous excite tellement, est tout au plus l'expression du désespoir d'êtres humains constamment piétinés, écrasés, broyés. Vous qui bavez d'admiration devant les siècles de civilisation européenne, voici une de ses dernières prouesses en date: "Depuis 1976, la Renamo a créé au Mozambique l'un des plus grands désastres du monde moderne. Selon un rapport des Nations-Unies, publié en octobre 1989, 900.000 personnes sont mortes dans des conditions affreuses. Civils victimes de fusillades, meurtres à la machette ou à la hache, incendies de huttes, noyades forcées ou asphyxie".⁷⁶

Dans un autre texte d'analyse politique, l'auteur, Victor Chenus, va encore plus loin dans cette direction: il lie directement les mouvements des classes les plus opprimées du tiers monde aux notions de terrorisme, dictature cruelle et violence sanglante. On se rappelle que lors de l'occupation de l'Afghanistan, certains idéologues avaient exposé la "théorie" du coup d'Etat militaire révolutionnaire, ouvrant la voie à la révolution proprement dite, en soutenant que les paysans étaient trop arriérés pour constituer une base

pour la révolution. Aujourd'hui, certains ont développé créativement cette ânerie: si les paysans se mobilisent, cela ne peut qu'aboutir au terrorisme et à la violence destructrice.

"Il est un point de vue, fondé sur une tradition scientifique et idéologique de longue date, selon laquelle (...) l'objectif central des forces progressistes serait d'activer la lutte des couches opprimées, déshéritées des sociétés en voie de développement et les formes les plus extrêmes d'une telle lutte seraient les plus efficaces. (...) Il serait très dangereux d'appuyer n'importe quel mouvement de la 'base', surtout amenant une escalade de la violence. (...) Le caractère conflictuel de l'évolution intérieure met en cause l'unité nationale (...). Les forces en opposition dont chacune défend ses propres intérêts, sont périodiquement tentées de faire appel aux couches traditionalistes et marginales de la population, d'engager dans l'action des réserves de soutien et de pression, qui échappent facilement à tout contrôle (...), fournissent des terroristes, poussent à des violences sanglantes, aux pogromes, et provoquent l'instauration de dictatures plus ou moins cruelles".⁷⁷ Ceci est une prise de position contre-révolutionnaire que même certains idéologues de l'impérialisme récuseraient, parce trop franchement réactionnaire. Cheïnis ne voit pas de terrorisme ni de dictatures sanglantes au Pérou, au Guatemala, aux Philippines. "L'impérialisme, dit-il, n'est point un caractère dominant du capitalisme en cette fin du vingtième siècle."⁷⁸ Le problème essentiel pour le tiers monde est de s'engager dans le "processus de modernisation" et de ce point de vue, l'apport du capitalisme étranger est positif. Ceux qui mobilisent la base, les masses traditionalistes, les déshérités et les opprimés, mettent en danger l'unité nationale et par conséquent, le processus de modernisation. Ces masses arriérées, une fois soulevées, risquent d'instaurer leur pouvoir qui sera, contrairement au régime néo-colonial modernisateur, une dictature cruelle. L'Union soviétique devrait donc, toujours selon monsieur Victor Cheïnis, docteur es sciences économiques, se tenir du côté de l'ordre néo-colonial contre les "possédés" et les "éléments irresponsables et amoraux" qui prônent les vieilles conceptions de la "violence juste".⁷⁹ "Il serait sans doute déraisonnable de voir dans la sanglante épopée des Khmers Rouges, un épisode isolé et unique dans l'histoire d'un petit pays arriéré, tout comme il serait erroné de sous-estimer le danger des sévices tels que ceux qui sont perpétrés par une organisation péruvienne Sendero luminoso (...). Kampuchea, Pérou, qui peut affirmer que cette espèce de 'révolutionnaires' ne menacerait pas la société dans d'autres pays en voie de développement? Je dis bien: une menace pour la société tout entière, qui éclipse nombre de disputes et désaccords politiques."⁸⁰ Le contre-révolutionnaire Cheïnis fait semblant de ne pas savoir que les bombardements américains

sur le Kampuchea ont causé la mort de 600.000 paysans, que la famine créée par les troupes américaines en fuite du Kampuchea, a provoqué la mort d'un million de Kampuchéens et ceci d'après des documents américains officiels. En Amérique latine, plusieurs mouvements de guérilla, bien implantés dans une population paysanne qui les soutenait, ont quand même été écrasés par la violence contre-révolutionnaire; cela a été le cas en Colombie comme au Guatemala. Que Sendero luminoso réussisse non seulement à se maintenir, mais à élargir sa guérilla sur une grande partie du territoire, prouve que cette organisation a des capacités révolutionnaires réelles, quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur certaines de ses tactiques et méthodes. Mais Cheïnis ne parle pas autrement de ce mouvement révolutionnaire des masses indiennes et paysannes, que ne le ferait un expert en contre-insurrection américain. Quand des masses populaires, opprimées pendant des siècles, terrorisées par des tueries de masse, se soulèvent, même l'organisation la plus disciplinée ne peut pas éviter des actions de vengeance et des erreurs. Tout révolutionnaire sait que ces phénomènes sont inévitables dans tout mouvement de libération populaire. En prendre prétexte pour préférer la terreur et le génocide permanent sous la domination impérialiste, c'est passer dans le camp de la réaction.

CIA et KGB, main dans la main contre la révolution?

En réalité, ce qui est annoncé dans ces déclarations, c'est le droit à l'ingérence, le droit de décider quels sont les révolutionnaires assez bons, civilisés, polis et doux pour mériter la considération de l'Union soviétique et de ses alliés occidentaux, et quels sont les révolutionnaires barbares et sanglants qu'Américains, Anglais, Israéliens, et autres civilisés peuvent abattre comme des lapins pour sauver la "société tout entière".

En janvier 1990, Temps Nouveaux donne la parole au chef du régime d'apartheid F. De Klerk... pour dire quoi? Voici son message au peuple et aux communistes soviétiques: "Je n'ai jamais défendu l'Apartheid. Nous ne luttons que contre les mouvements qui se livrent aux activités terroristes".⁸¹ Pick Botha s'est rendu en Hongrie (maintenant en régime de liberté et démocratie!) afin d'y négocier un apport en main-d'œuvre, en spécialistes et en personnel d'encadrement pour l'Afrique du Sud. Il en a profité pour déclarer triomphalement à l'intention de l'ANC: "Qu'elle doit comprendre que ses camarades frères de l'Europe de l'Est ont tourné le dos à leur idéologie et à leur système politique. Qu'il est temps pour l'ANC, de réaliser que ce qu'elle aimerait établir en Afrique du Sud, vient de mourir en Europe de l'Est et est train de mourir en Union soviétique".⁸² Ce en quoi il n'a pas complètement tort! Cet exemple permet de comprendre quelles sont les répercussions de ce qui se passe à l'Est sur les peuples qui souffrent depuis des siècles. Les

premières victimes de cette démagogie à propos de la démocratie et de la liberté instaurées à l'Est, seront les gens du tiers monde qui luttent pour leur libération. A côté des travailleurs des pays de l'Est eux-mêmes, qui reviendront bien vite de leurs illusions.

En conclusion, nous pouvons dire que les révolutionnaires du tiers monde doivent prendre conscience d'un danger qui les menace, celui d'actions concertées entre la superpuissance américaine et une Union soviétique qui lui est soumise. Cette perspective deviendra réalité si les conceptions mentionnées sur le terrorisme, les masses déshéritées "sanguinaires", les Khmers Rouges et Sendero luminoso s'imposent définitivement à la direction du pays. D'ailleurs, le chef du KGB lui-même évoque la possibilité d'actions conjointes CIA-KGB dans le domaine du terrorisme (Moyen-Orient, Iran), de la lutte contre la drogue (Amérique latine), et aux points chauds de la planète (Afrique australe, Amérique centrale, Indochine). Voici les réponses de Vladimir Khrouchtchev, président du comité de Sécurité d'Etat de l'URSS, à un journaliste: "En 1990, le KGB projette d'étendre ses contacts avec les services secrets de différents pays, notamment avec la CIA. Il s'agit avant tout de couper court au terrorisme, au trafic de drogue, à la contrebande. Par exemple, l'URSS et les Etats-Unis étant mutuellement intéressés à faire baisser la tension dans les 'points chauds' de la planète, le KGB et la CIA pourraient échanger des informations secrètes afin que les gouvernements des deux pays élaborent et effectuent des actions communes".⁸³

Coups d'Etat à l'Est, orchestrés par l'URSS.

Gorbatchev, dès son arrivée au pouvoir, déclarait vouloir rénover le socialisme et revenir à l'esprit révolutionnaire de Lénine. Ce qui se passe à l'Est et dans les partis communistes de ces pays, montre clairement que ces déclarations n'étaient que du vent, et que les répercussions de la prétendue "nouvelle mentalité" sont encore plus catastrophiques pour le socialisme en Europe de l'Est qu'en Union soviétique.

Des informations de plus en plus nombreuses tendent à montrer que, malgré les déclarations de non-ingérence dans les pays de l'Est, l'Union soviétique s'est bel et bien mêlée de leurs affaires. C'est clair en Allemagne de l'Est où Gorbatchev a lui-même lourdement "suggéré" les changements à introduire à la tête du parti. Effectivement, nous savons maintenant que l'intervention directe des Soviétiques a fait basculer la direction et a poussé le SED à la dérive. Une journaliste bien introduite dans les allées du pouvoir, Marina Pavlova-Sylvanskaia, écrit: "Il est significatif qu'après les sévices contre les manifestants, E. Honecker et M. Jakes étaient prêts à continuer de défendre leurs régimes. Nous apprendrons plus tard certainement comment a été évi-

té un développement tragique des événements en RDA. Contentons-nous pour le moment de nous fier à W. Brandt affirmant que les militaires soviétiques y étaient pour quelque chose".⁸⁴ Les autorités de la RDA avaient parfaitement le droit de décider de réprimer des manifestations qui prenaient un caractère antisocialiste. Mais les hégémonistes soviétiques continuaient à dicter ce que d'autres doivent faire. Quant à "éviter la tragédie", la réunification allemande et le revanchisme allemand à partir d'une position dominante en Europe, seront bientôt une catastrophe d'une toute autre ampleur, non seulement pour les travailleurs de l'ex-RDA, mais pour l'Europe entière.

La direction du parti bulgare, favorable au début à la démarche de Gorbatchev, a ensuite pris ses distances et déclaré que des journaux comme Les Nouvelles de Moscou, Ogoniok et d'autres, étaient devenus les porte-parole des courants antisocialistes.⁸⁵ Aujourd'hui, on peut lire dans la presse soviétique des évaluations qui montrent que l'ancien réflexe hégémoniste sur les pays de l'Est n'a pas complètement disparu. Par exemple, Les Nouvelles de Moscou écrivent: "La nature bestiale du gouvernement bulgare était connue et laissait présumer qu'un bain de sang ne l'arrêterait pas pour maintenir son pouvoir".⁸⁶ Et d'expliquer avec approbation ce qui est purement et simplement une conjuration et un coup d'Etat. Ecoutez plutôt. Le journal déclare d'abord que Jikov voulait "sévir contre tous les contestataires". Puis les partisans "des réformes radicales dans l'Etat et le parti (...) décidèrent d'agir. Au début, ils étaient peu nombreux: Djourov, Mladenov, Atanassov, Loukanov, Stanichev. Se sont-ils mis d'accord? Oui, et leurs vies étant en jeu, ils s'étaient entendus sur les membres du CC auxquels ils pouvaient se fier dans cette affaire. (...) Le général Djourov, ainsi que Stanichev et lotov furent chargés d'annoncer personnellement à Jikov que celui-ci devait quitter son poste. (...) Etaient-ils prêts à recourir à des moyens exceptionnels? C'est possible si on en juge d'après les résultats".⁸⁷ Cette conspiration d'une poignée de dirigeants, s'appuyant essentiellement sur l'armée, a impliqué nécessairement une participation active, dès le départ, de l'Union soviétique.

Construire le socialisme avec Solidarnosc?.

Après l'arrivée au pouvoir de Solidarnosc en Pologne et de ses semblables en Hongrie, il était clair pour tout communiste que des luttes de classes importantes se produiraient dans les autres pays de l'Est autour de la question: prise de pouvoir par une droite, style Solidarnosc, ou rectification du pouvoir socialiste sur une base authentiquement marxiste-léniniste. Or, l'équipe de Gorbatchev a manifestement encouragé le renversement des dirigeants communistes qui voulaient maintenir d'une façon ou d'une autre certains principes léninistes, au profit de dirigeants de tendance sociale-démocrate et procapitaliste. Ambartsoumov salue le bouleversement à l'Est comme

"une authentique révolution. Non pas contre le socialisme, (...) mais contre le stalinisme et le brejnévisme. (...) Lorsque l'actuel débordement de passions s'apaisera, les organisations et les courants à tendances sociales-démocrates commenceront à marquer des points".⁸⁸ C'est donc une "révolution" contre les principes de base sur lesquels fut fondée l'Union soviétique, au profit des conceptions "sociales-démocrates" du monde impérialiste. Le rétablissement du capitalisme sauvage, est glorifié par des auteurs soviétiques dans des termes identiques à ceux utilisés par les représentants des multinationales européennes. "Les peuples d'Europe orientale semblent protéger maintenant les mêmes valeurs que notre perestroïka: liberté, démocratie, glasnost, honnêteté. (...) Bref, le socialisme démocratique au visage humain."⁸⁹ La droite soviétique a délibérément impulsé les processus de restauration capitaliste en Europe de l'Est, pour y trouver une base d'appui pour la lutte, autrement plus décisive et âpre, en vue de la restauration en Union soviétique même. "Il est réjouissant que la révolution actuelle ait coupé l'herbe sous les pieds des organisateurs d'un pacte anti-perestroïka à l'échelle internationale. (...) Maintenant Berlin, Sofia et Prague sont perdues pour ce pacte. Il est condamné dans ses derniers retranchements."⁹⁰ La dernière phrase indique clairement la volonté de la droite soviétique d'encourager des mouvements antisocialistes, dits antistaliniens et antidogmatiques en Roumanie, à Cuba, en Corée du Nord, en Albanie, au Viêt-nam et en Chine.

La révolution de qui contre quoi?

Dans les années vingt, trente et quarante, le Parti communiste de l'Union soviétique a apporté une contribution d'une immense signification historique à la cause du socialisme et de la libération nationale. Dans un pays en ruine, les communistes ont érigé la dictature de la classe ouvrière, des paysans pauvres et moyens, des travailleurs contre les anciennes classes exploiteuses, ils ont mobilisé les couches opprimées depuis des siècles pour l'édification du pouvoir socialiste, ils ont industrialisé le pays à une allure incroyable, ont collectivisé l'agriculture et rendu ainsi impossible l'évolution capitaliste spontanée vers la dictature des koulaks, des paysans riches, ils ont réussi une grande révolution culturelle, portant l'enseignement scientifique dans les coins les plus reculés, ils ont dirigé la grande guerre antifasciste et détruit l'essentiel des forces nazies. Staline a été un grand dirigeant communiste et, sous sa direction, le Parti communiste a accompli les tâches essentielles que l'histoire lui avait imposées. Depuis Khrouchtchev, des opportunistes de tous bords ont prétendu qu'ils voulaient corriger les erreurs de Staline. Or, loin de corriger les erreurs, bien réelles et souvent inévitables à l'époque, ils ont attaqué les bases même de la conception léniniste, défen-

dues par Staline. Depuis Khrouchtchev, systématiquement, pas à pas, selon des rythmes tactiques bien calculés, ces opportunistes ont mis en cause toutes les thèses marxistes-léninistes, reprenant toujours plus ouvertement des conceptions élaborées par les idéologues de la bourgeoisie occidentale, qui furent présentées comme des adaptations créatrices du marxisme à la réalité présente, des retrouvailles avec l'humanisme socialiste, des approfondissements du socialisme qui lui donneraient un visage humain. Comme si les pauvres et les opprimés n'ont pas un visage humain et que seuls les bourgeois, les banquiers, les prophètes de la civilisation occidentale possèdent le visage humain dont le socialisme, dans une version Mitterand, a besoin. Les partis communistes de l'Europe de l'Est suivent depuis trente ans, pour l'essentiel, les conceptions de Khrouchtchev, ils n'ont pratiquement plus rien en commun avec les conceptions révolutionnaires en vigueur sous Staline. Or, le mot stalinisme est utilisé pour indiquer toutes les thèses et toutes les valeurs du socialisme et c'est sous le drapeau de la lutte antistalinienne que se mènent les combats pour éliminer jusqu'aux dernières traces du socialisme.

Écoutons le politologue Evguéni Ambartsoumov: "Les forces de restructuration en URSS sont intéressées à l'écroulement définitif du stalinisme, quels que soient les frais de cette révolution. Une révolution en effet, car il ne s'agit pas d'améliorer le socialisme, mais de le transformer à la base. (...) Le caractère révolutionnaire de l'actuel tournant réside également dans le renoncement à l'objectif quant à son essence: l'édification d'une société idéale. (Il s'agit d'un) renouveau interrompu par la contre-révolution totalitaire stalinienne".⁹¹

Oleg Bogomolov, député et collaborateur de Gorbatchev, et Marina Pavlova-Silvanskaia approfondissent ces réflexions. La dernière dit: "Un revirement radical dans la politique économique demande justement aux partis communistes l'abandon de leurs racines idéologiques théoriques et sociales de classe" et Bogomolov l'approuve: "Quelque contradictoire que soit ce mouvement, c'est un pas dans le développement de la civilisation et dans les efforts pour réparer des erreurs qui ont fait souffrir des millions de gens".⁹² Bogomolov, économiste, académicien, député-confident de Gorbatchev ne laisse pas de doute sur son orientation politique et économique. "La perestroïka en URSS et les réformes en Pologne, en Hongrie (...) possèdent un grand nombre de traits communs. (...) Il faut démanteler une fois pour toutes le modèle staliniste." Et l'économiste de proposer "l'organisation de l'économie de marché avec la maintien du contrôle social et la protection des faibles contre les adversités"!⁹³

Glasnost et les mensonges roumains.

Ajoutons un mot sur le rôle joué par la droite soviétique lors du renversement du Parti Communiste Roumain. A nulle autre occasion, il n'est apparu aussi clairement que la glasnost livre les médias soviétiques à la réaction. Tous les mensonges de la CIA, distribués aveuglément par la presse impérialiste, ont été reproduits avec avidité par la presse soviétique. En voici quelques perles. "Des combattants de la liberté ont été écrasés, abattus, tués ou battus à mort — 70.000 sont tombés, un sur trois cent habitants..."⁹⁴ Un autre journal très glasnost: "70.000 vies emportées rien que durant la première semaine de la révolution".⁹⁵ Ceausescu était "un tyran fou de pouvoir illimité", "en Roumanie, le peuple avait affaire à une tyrannie plus stalinienne que brejnévienne, à une structure totalitaire plus avide de sang qu'apathique".⁹⁶ "A Tîmisoara, on m'a montré les photos des fosses communes ouvertes sur l'exigence du peuple. Les corps des tués s'y trouvaient dans des poses anormales: à la hâte on enterrait les blessés avec les morts."⁹⁷ Bien sûr, ces défenseurs de l'humanisme et des valeurs universelles ont applaudi à l'assassinat des Ceausescu. "Le pays aurait perdu beaucoup plus de vies, si ces deux avaient été maintenus plus longtemps. Pour les terroristes fanatiques roumains et arabes, formés depuis l'enfance dans des camps spéciaux, Ceausescu vivant aurait été un drapeau pour lequel ils se battraient jusqu'à la mort."⁹⁸ Tous ces mensonges de type fasciste cadrent parfaitement dans la politique soviétique officielle, exprimée par Chevardnadzé: "La révolution roumaine, qui est d'importance mondiale, est parfaitement compatible avec la nôtre, celle que nous appelons la perestroïka. (L'Union soviétique est) opposée à toutes les dictatures, qu'elles soient communistes, soi-disant communistes ou bourgeoises".⁹⁹ Il est extrêmement curieux d'entendre souligner "l'importance mondiale" de la contre-révolution roumaine: qui vise-t-on? La Chine? Cuba? La Corée du Nord?

Mentionnons pour conclure que Ligatchev, qui représente la gauche du bureau politique actuel, a pris certaines distances par rapport à l'euphorie libérale que nous venons d'évoquer. Il a dit "qu'en Europe de l'Est, nous assistons aussi à des événements liés à la restauration du capitalisme, au démontage du socialisme et à la dislocation de partis fondés sur les principes communistes (...). Certains affirment que la société évolue vers ce qu'on appelle le 'capitalisme démocratique', mais je ne comprends pas ce terme".¹⁰⁰

Vers l'éclatement.

De tout ce qui précède, nous pouvons conclure que plusieurs forces politiques et économiques s'orientent vers l'éclatement de l'Union soviétique. Le processus est déjà bien avancé et nous voyons mal comment on pourra l'arrêter.

Au sein du PCUS, deux courants se situent aux antipodes. Le premier va vers le capitalisme sauvage, dans le style hongrois et polonais. Il est représenté par Sakharov et Eltsine, c'est-à-dire par un anticomuniste de longue date et par un ancien membre du bureau politique. Leur programme: essentiellement le marché libre et l'entreprise privée avec l'existence légale de partis bourgeois et réactionnaires, c'est-à-dire le multipartisme. Tout cela se trouve dans le projet de constitution, le dernier texte de Sakharov. Sakharov et Eltsine souhaitent inscrire dans une nouvelle constitution: "A long terme, l'Union (soviétique) aspire à un rapprochement mutuel pluraliste, à la convergence des systèmes socialiste et capitaliste".¹⁰¹ Cette tendance politique qui prône la libéralisation presque totale du pays, regroupe environ 400 personnes dans le Soviet suprême, pour la plupart aussi dirigeants du parti. Rappelons ici que le groupe trotskiste de Mandel soutient depuis des années la fraction Sakharov-Eltsine, qu'il appelle "la gauche radicale"...

Le courant opposé, très minoritaire, se prononce pour le rétablissement des principes marxistes-léninistes. Il est taxé par la bourgeoisie tant européenne que soviétique de tendance conservatrice, dogmatique, stalinienne. Un tenant du groupe Eltsine, Zaslavski parle, par exemple "des gens qui s'inspirent, depuis de longues années, de l'idéologie du totalitarisme et qui y croient sincèrement. Ils sont particulièrement nombreux parmi les gens d'âge avancé". Il est clair que ces "gens d'âge avancé" qui ont lutté dans les années vingt, trente, quarante et cinquante sous la direction de Staline, pour la construction du socialisme, qui ont souffert pour défendre le parti et le pays contre les nazis, ont des idées révolutionnaires profondément ancrées dans le cœur.

Entre ces deux pôles extrêmes, il y a plusieurs positions. Le troisième courant, taxé également de "conservateur" en Occident, est favorable au rétablissement du brejnévisme. Certains sont d'avis que sous Brejnev, il y avait, au moins, de l'ordre, que les choses étaient prévisibles, qu'à cette époque on pouvait commander sans devoir lutter et convaincre politiquement et que tout le monde mangeait à sa faim.

Un quatrième courant, si on peut appeler ainsi l'ensemble des personnes dont l'immobilisme est le trait dominant, est celui des bureaucrates prêts à suivre le pouvoir, quel qu'il soit. C'est le bloc amorphe des je-m'en-foutistes.

Gorbatchev dirige la dernière tendance, majoritaire aujourd'hui, puisqu'elle se rallie aussi bien les brejnéviens que les amorphes. Elle vise l'évolution lente, progressive mais systématique vers la restauration capitaliste. Très populaire en Occident, Gorbatchev et sa perestroïka rencontrent une aversion croissante en Union soviétique. Gorbatchev, le dos au mur, cherche de

plus en plus des appuis, tant politiques qu'économiques, du côté du monde impérialiste. En échange, il laisse les Occidentaux faire pratiquement tout ce qu'ils veulent en Union soviétique — ils y financent des organisations anti-socialistes, y créent des radios "libres", y envoient des containers pleins de bibles et y dépêchent des managers pour mettre des partis prooccidentaux sur pied.

Vers des crises qui secoueront le continent européen.

La voie que le Parti communiste prendra dans les cinq ans à venir sera donc probablement celle des luttes internes acharnées et de l'éclatement sur un fond de guerres civiles locales. Ce qui ne peut manquer d'entraîner la paralysie de la politique internationale de l'Union soviétique. Sa répercussion sur la situation en Europe de l'Est pourrait être grave.

Les partis communistes d'Europe de l'Est sont balayés. Ils ne jouent plus qu'un rôle marginal dans la vie politique. En revanche, les anciens partis de droite, d'extrême droite et fascistes reprennent force avec le soutien de l'Occident. La crise économique s'approfondit. Le rétablissement du capitalisme et l'intervention des multinationales entraîneront nécessairement un mécontentement généralisé dont les signes avant-coureurs se manifestent déjà. La seule issue pour les classes dirigeantes sera l'utilisation des remèdes traditionnels, qui consistent à entraîner les masses dans le nationalisme, le chauvinisme et l'idéologie d'extrême droite. La conséquence en sera l'affrontement entre les nationalités à l'Est.

Par ailleurs, plus rien ne pourra arrêter, dans les cinq ans à venir, la réunification des deux Allemagne. L'Allemagne de l'Est dispose de très peu d'atouts pour résister à une Allemagne de l'Ouest, troisième puissance impérialiste au monde. Le PC d'Allemagne de l'Est est en crise, divisé et paralysé, et donc sans moyens. La réunification fera de l'Allemagne, qui domine déjà économiquement le Marché commun, aussi la puissance hégémonique dans toute l'Europe de l'Est. L'Est a été traditionnellement le domaine réservé de l'Allemagne impérialiste, qui, aujourd'hui, devance déjà de loin la France, l'Italie et l'Angleterre sur le plan de la pénétration économique et financière en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Pologne et en Hongrie. On parle beaucoup, de nos jours, d'accélération de l'unification politique de l'Europe et de la dimension militaire qu'elle doit avoir. Une Europe occidentale, nantie de moyens militaires considérables, sous la direction de l'Allemagne de l'Ouest, serait fortement tentée d'intervenir dans les situations chaotiques qui ne manqueront pas de surgir en Europe de l'Est. La question des frontières entre la Pologne et l'Allemagne, l'existence des minorités allemandes en Hongrie, Pologne et Roumanie, les conflits nationalistes possibles un peu

partout, autant de prétextes et d'occasions pour l'Europe et l'Allemagne, au nom du devoir d'ingérence, de la protection des droits de l'homme et de la "démocratie", de s'ingérer militairement dans les affaires de l'Europe de l'Est.

La crise finale du révisionnisme.

De la période de Khrouchtchev à celle de Gorbatchev en passant par celle de Brejnev, on assiste aujourd'hui à la crise finale, non pas du communisme, mais du révisionnisme. Le débat a été lancé il y a trente-cinq ans, avec l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev et l'énoncé de ses thèses: l'impérialisme qui a perdu son agressivité, est devenu une force de paix avec laquelle on peut collaborer dans tous les domaines; il n'y a plus de lutte des classes dans les pays socialistes puisque le socialisme y a définitivement triomphé; le Parti communiste, devenu le parti du peuple tout entier, n'a plus pour mission de maintenir la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, nous assistons à la fin lamentable de ce courant démagogique qui a fulminé pendant trois décennies contre le stalinisme, la dictature, le dogmatisme, l'orthodoxie, le sectarisme et la pensée rigide et qui a présenté ses idées, volées chez les sociaux-démocrates, comme le renouveau, le retour à Lénine, la pensée créatrice, le socialisme à visage humain. Le révisionnisme, qui a induit en erreur et influencé tant d'hommes de gauche, a parcouru tout son cycle de maturation pour aboutir à la restauration du capitalisme et à l'intégration dans le monde impérialiste. De ce fait, beaucoup d'illusions ont volé en éclats. Mais il restera à creuser les racines de la dégénérescence.

A la lumière des événements actuels, on peut affirmer que, manifestement, l'impérialisme est une force beaucoup plus résistante, dynamique et agressive que de nombreux courants opportunistes dans le mouvement ouvrier, le croient depuis trente ou quarante ans. L'impérialisme n'est ni démocratique ni pacifique, il ne respecte ni l'indépendance ni les principes de la coexistence pacifique; l'impérialisme s'occupe de l'art, de la culture, du tourisme, il vend des produits, il fait de la coopération technique, il prête de l'argent et à travers tout cela, il réalise sa stratégie de domination économique, militaire et politique sur la scène mondiale. Dans le débat sur les problèmes du communisme, un point essentiel est la perception de la nature de l'impérialisme et de ses capacités d'expansion, d'infiltration et d'agression.

Les pays socialistes ne peuvent pas aborder correctement les luttes sociales complexes qui parcourent la société, s'ils ne saisissent pas l'essentiel: la nature du parti, comme avant-garde des ouvriers et des travailleurs; la concep-

tion du parti, comme parti de lutte des classes, de lutte pour la production et pour la révolution scientifique et technique; le style de travail du parti, comme parti lié aux masses, pratiquant un style de vie simple, assidu au travail, impitoyable envers la corruption et les privilèges.

Seul un tel parti peut résoudre le problème fondamental du socialisme: maintenir la dictature du peuple travailleur contre les anciens exploiters et les agents de l'impérialisme, tout en développant la démocratie socialiste, indispensable pour renforcer la base politique de la nouvelle société. Le parti et les masses doivent comprendre le caractère prolongé des luttes de classe dans les domaines politique, idéologique et économique. Il est impossible de maintenir le socialisme et de le développer correctement, si l'on baisse la vigilance dans la lutte incessante contre toutes les forces hostiles.

Notes.

1. *Temps Nouveaux*, n° 40, 1989, p. 7.
2. Agence de Presse Novosti, Bulletin, 5 décembre 1989, p. 3.
3. *Financial Times*, 20 novembre 1989, 'The battle Lines are drawn'.
4. Khrouchtchev, *Programme XXIIe Congrès*, p. 585.
5. *Ibidem*, p. 77.
6. *Ibidem*, p. 211.
7. Khrouchtchev, *XXe Congrès*, p. 47.
8. *Ibidem*, p. 36.
9. Brejnev, *Rapport au XXIVe congrès du PCUS*, éd. Agence Novosti, Moscou, 1971, p. 129, 132 et 136.
10. *Ibidem*.
11. Brejnev, *Rapport au XXIIIe congrès du PCUS*, Moscou, éd. Novosti, 1966, p. 127 et 151.
12. Brejnev, *Rapport au XXVe congrès du PCUS*, Moscou, éd. Agence Novosti, p. 96.
13. Medvedev Jaurès, *Andropov au pouvoir*, Paris, Flammarion, 1983, p. 7.
14. *Ibidem*, p. 226-227.
15. *Ibidem*, p. 104.
16. *Ibidem*, p. 110,
17. Brejnev, *Rapport XXVe congrès*, p. 110 et 118.
18. Brejnev, *Rapport XXIIIe congrès*, p. 174.

19. Brejnev, Rapport XXIVe congrès, p. 24.
20. Brejnev, Rapport XXIIIe congrès, p. 8.
21. *Ibidem*, p. 22–23.
22. *Ibidem*, p.4.
23. Brejnev, *Rapport XXVe congrès*, p. 22, 24 et 30.
24. *Ibidem*.
25. Brejnev, Rapport XXIVe congrès, p. 144.
26. Brejnev, *Rapport au XXVIe congrès du PCUS*, Moscou, éd. Agence Novosti, 1981, p. 41.
27. Medvedev, *op. cit.*, p. 189.
28. Brejnev, *Rapport XXIVe congrès*, p. 35.
29. *Ibidem*, p. 21–22.
30. Brejnev, Rapport XXIIIe congrès, p. 5.
31. Brejnev, *Rapport XXIVe congrès*, p. 183 et 157.
32. Brejnev, *Rapport XXVe congrès*, p. 37–38.
33. *Ibidem*, p. 15.
34. Brejnev, *Rapport XXVIe congrès*, p. 127.
35. *Ibidem*, p. 22.
36. *Ibidem*, p. 69.
37. *Ibidem*, p. 81.
38. *Ibidem*, p. 21.
39. *Ibidem*, p. 95.
40. *Nouvelles de Moscou*, n° 3, 1988, p. 4.
41. *Ibidem*.
42. *Nouvelles de Moscou*, n° 18, 1988, p. 11.
43. *Nouvelles de Moscou*, n° 51, 17 décembre 1989, p. 13.
44. *Nouvelles de Moscou*, Alexandre Vassinski, n° 45, 5 novembre 1989, p. 3.
45. *Temps Nouveaux*, Léonid Ionine, n° 42, 1989, p. 35.
46. *Vie Internationale*, juin 1989, p. 8 et 12.
47. *Ibidem*.
48. *Vie Internationale*, juillet 1989, p. 37.

49. *Nouvelles de Moscou*, n° 45, 5 novembre 1989, p. 12.
50. *Nouvelles de Moscou*, n° 46, 12 novembre 1990, p. 8–9, article intitulé 'Octobre 17'.
51. Gorbatchev, '*La perestroïka, le parti, le socialisme*', 28 septembre 1989, *Pravda*, 30 septembre 1989.
52. Ibidem.
53. *Vie Internationale*, A. Kolossovski, conseiller du vice-ministre des Affaires étrangères, août 1989, p. 43–44–45.
54. Discours Gorbatchev, plénum CC 12 juillet 1989, *Pravda*, 14 juillet 1989. Discours Gorbatchev deuxième congrès des députés du peuple, *Pravda*, 25 décembre 1989.
55. *Temps Nouveaux*, n° 52, 1989, p. 36.
56. *Nouvelles de Moscou*, Raouchenbakh, n° 1, 7 janvier 1990, p. 7.
57. Ein frohes Fest Deutschland, *CAUSA Deutschland*, postfach 1320, 5303 Bornheim 1, décembre 1989, p. 25 et 20.
58. *Daily Review*, 15 septembre 1989, p. 5–7.
59. *Temps Nouveaux*, n° 42, 1989, p. 25.
60. Gorbatchev, *discours devant le C. C.* du 25 décembre 1989.
61. Ibidem.
62. Ibidem.
63. Ibidem.
64. *Vie Internationale*, mai 1989, p. 104 et 110.
65. *Temps Nouveaux*, n° 47, 1989, p. 34.
66. *Bulletin Agence Novosti*, 24 octobre 1989, p. 1–2.
67. Ibidem.
68. *Bulletin Novosti*, 12 décembre 1989, p. 4–5,
69. *The Financial Times*, 20 novembre 1989.
70. *Vie Internationale*, août 1989, p. 48–49, 52.
71. Ibidem.
72. *Vie Internationale*, mars 1989, p. 67.
73. Sciences Sociales, *Académie des Sciences de l'URSS*, n° 3, 1989, Victor Cheïnis, p. 148.
74. Ibidem, p. 158.

75. *Vie Internationale*, août 1989, p. 48–49, 52.
76. *Le Soir*, Robert Job, 'La mort honteuse de 900.000 personnes'. 77. *Sciences sociales*, n° 3, 1989, p. 150–151.
77. *Sciences Sociales* n°3, 1989, p. 150–151
78. *Ibidem*, p. 141.
79. *Ibidem*, p. 151, 152.
80. *Temps Nouveaux*, n° 1, 1990, Interview de Klerk.
81. *Le Monde*, 5–6 janvier 1990, 'Pik Botha rentre optimiste de Hongrie'.
82. *Nouvelles de Moscou*, n° 1, 1990, p. 7.
83. *Nouvelles de Moscou*, n° 52, 31 décembre 1990, p. 6.
84. *Moscow News*, n° 1, 1990, p. 14–15.
85. *Ibidem*.
86. *Ibidem*.
87. *Nouvelles de Moscou*, n° 49, 3 décembre 1989, p. 9.
88. *Ibidem*.
89. *Ibidem*.
90. *Nouvelles de Moscou*, n° 45, 5 novembre 1989, p. 7.
91. *Moscow News*, n° 1, 1990, p. 13.
92. *Nouvelles de Moscou*, n° 50, 10 décembre 1989, p. 3.
93. *Moscow News*, n° 1, 1990, p. 14.
94. *Temps Nouveaux*, n° 2, 1990, p. 5.
95. *Nouvelles de Moscou*, n° 52, 31 décembre 1989, p. 6 et 3.
96. *Temps Nouveaux*, n° 2, 1990, p. 5.
97. *Moscow News*, n° 1, 1990, p. 14.
98. *Le Monde*, 9 janvier 1990.
99. *Bulletin A.P. Novosti*, 25 janvier 1990, p. 1.
100. *Temps Nouveaux*, n° 52, 1989, p. 26.
101. *Bulletin A.P. Novosti*, 14 décembre 1989, p. 2.

Janvier 1991. La restauration du capitalisme dans le chaos et la guerre civile..

Au seuil de l'année 1991, l'Union soviétique se trouve projetée dans le gouffre. On ne parle que de chaos, de désorganisation, de criminalité et le grand cauchemar des Soviétiques est ce sentiment de naufrage, d'effondrement et d'insécurité totale.

Le pays a réalisé une récolte record en 1990, mais le peuple ne trouve rien à se mettre sous la dent. "Le coupable: le système socialiste criminel", clairon- nent, en totale harmonie, les feuilles de droite de l'Occident et celles de l'Union soviétique. Propagande raffinée. En vérité, la faim est la première verge dont s'arme le capitalisme naissant en Union soviétique pour discipli- ner les travailleurs. La nouvelle grande bourgeoisie qui a pris le pouvoir, s'occupe de détruire le système planifié de l'économie qui se trouve, par conséquent, dans l'impossibilité d'assurer le ravitaillement normal de la po- pulation des villes. Et la mafia de l'économie de l'ombre, ces patrons capita- listes qui se multiplient dans l'illégalité, détournent les marchandises et spé- culent sur la pénurie.

Le moment semble propice aux gouvernements occidentaux pour un petit numéro de cynisme dont raffolent nos hérauts des droits de l'homme et de l'humanisme: l'Occident mettra en scène une campagne humanitaire d'aide aux affamés soviétiques! Il est difficile de croire qu'il y a six ans, Reagan nous lançait des objurgations pour que nous ne cédions pas devant le pou- voir satanique soviétique. Il fallait trembler devant le totalitarisme rouge. Les attentats terroristes des CGC prouvaient que les premiers détachements de l'agression à venir, se trouvaient déjà dans nos murs. Aujourd'hui, les mêmes idéologues nous poussent à offrir un kilo de riz à cette population du tiers monde qui habite l'Union soviétique. Et en Ethiopie, au Soudan, au Mo- zambique, où les paysans ont eu des récoltes catastrophiques, dix millions d'hommes sont menacés d'une mort atroce, sans que nos cyniques des droits de l'homme et de l'humanisme, lèvent le petit doigt. En effet, dans l'euphorie du triomphe, l'Occident cache à peine que l'opération "Aide à l'Union sovié- tique" est essentiellement politique: nos futurs partenaires capitalistes so- viétiques organisent la famine chez eux et nous, capitalistes occidentaux bien campés sur nos pattes, nous offrons gracieusement, par un tout petit ef- fort de notre économie ultraperformante, de quoi se nourrir à ces gens las du socialisme. L'effet psychologique sera immense: les Soviétiques se ren- dront à l'entreprise libre.

Les ex- et futurs nazis qui régneront sur la Grande Allemagne, ont déboursé 800 millions de marks pour sauver les Soviétiques d'une mort par la fa-

mine.¹ Ce sont les mêmes qui, en 1942, organisèrent le blocus de Leningrad, provoquant la mort, par la famine, de 1.100.000 de Soviétiques.² Les médias nous ont servi l'histoire touchante de ces anciens de l'armée nazie, revenus, presque un demi siècle plus tard, dans ce pays qu'ils ont jadis ravagé, au volant de camions chargés de victuailles. Cette fois-ci, les habitants de Leningrad sont affamés par le blocus communiste, se marrent-ils. Saveur de la revanche suprême: des convois de troupes allemandes ont veillé à la sécurité des transports de vivres traversant la patrie des bolcheviks! Il s'agit d'humilier jusqu'au plus profond de l'âme, toute cette génération de communistes qui a combattu le fascisme comme l'expression la plus agressive du capitalisme. Aujourd'hui, un ministre des Affaires extérieures allemand, Genscher, parle de "l'intensification des liens avec l'URSS dans les domaines de la politique, de l'économie, de la technologie, de la culture, etc".³ Un traité, signé le 9 novembre à Bonn, matérialise ces intentions. Friedrich Wilhelm Christians, président de la Deutsche Bank, a participé, le 22 juin 1941, à l'invasion de l'Union soviétique. Récemment, il a visité la future zone économique libre de Kaliningrad, où il a déclaré: "Il existe des prémisses psychologiques pour un rapprochement de nos pays".⁴ Une nouvelle génération de vlassoviens, ces collabos qui ont suivi le général russe Vlassov dans les rangs de l'armée hitlérienne, se présente. L'économiste "radical" Nikolaï Chmélev déclare: "La République fédérale, puis l'Allemagne unifiée, pourrait diriger l'aide internationale vers le soutien de la pérestroïka et du passage de l'URSS à l'économie de marché".⁵ Lointain écho de paroles d'une autre époque. En 1942, dans sa déclaration d'allégeance au régime hitlérien, Vlassov disait: "Les intérêts du peuple russe se sont toujours harmonisés avec ceux du peuple allemand, avec les intérêts de tous les peuples d'Europe. Le bolchevisme a isolé le peuple russe de l'Europe par un mur impénétrable. En alliance et en coopération avec l'Allemagne, le peuple russe doit construire une Patrie nouvelle et heureuse au sein de la famille des peuples d'Europe égaux en droits et libres".⁶ Ces idées de Vlassov sont aujourd'hui véhiculées dans toute l'Union soviétique où elles participent de la "nouvelle pensée".

Glasnost: la préparation des esprits au capitalisme.

1990 a vu éclater une vérité à laquelle cinq années de glasnost ont préparé les esprits: la perestroïka est une révolution contre le grand Octobre 1917. On sait dans quel contexte Lénine a dirigé la révolution d'Octobre. La bourgeoisie russe continuait la guerre mondiale meurtrière, réprimait les révoltes paysannes, fusillait les ouvriers communistes et menait campagne électorale en disant: "Nous nous engageons à reconnaître le principe de l'égalité et de la démocratie conséquente, avec le maintien de la propriété privée et du joug du capital".⁷ Aujourd'hui, le programme de Gorbatchev

prône le rétablissement de la propriété privée et du joug du capital et, proclamant haut et fort la glasnost, l'égalité et la démocratie, il utilise les médias pour ressusciter les idéaux de la grande bourgeoisie d'avant 1917. Polémique outrancière? Nous apporterons les preuves de nos dires. Au XXVIIIe Congrès, Gorbatchev a affirmé vouloir "assurer la liberté de pensée et affranchir les esprits" et écarter définitivement "les dogmes et les concepts périmés". Au même Congrès, Gorbatchev a promis "une révolution dans les esprits, une renaissance spirituelle, un renouveau idéologique".⁸ Nous montrerons comment Gorbatchev affranchit les esprits du socialisme et du léninisme, comment il accorde la liberté de pensée à la CIA et aux représentants de l'impérialisme, comment il détruit les "dogmes" du combat anticapitaliste.

La révolution d'Octobre proclamait ouvertement: "Le système des Soviets, c'est la destruction du mensonge bourgeois qui appelle 'liberté de la presse', la liberté de soudoyer la presse, la liberté pour les riches, pour les capitalistes d'acheter les journaux, la liberté de truquer ainsi la soi-disant 'opinion publique'".⁹ La glasnost s'apprête à vendre les journaux soviétiques au capital étranger!

La multinationale Maxwell détient déjà 40% des actions de l'ancien journal gouvernemental hongrois Magyar Hiriap et du célèbre journal du soir Esti Hiriap, elle est sur le point de mettre la main sur la troisième chaîne de la télévision hongroise et de devenir copropriétaire de la deuxième chaîne de la télévision bulgare. Elle négocie l'achat de plusieurs journaux et hebdomadaires bulgares et participera aux enchères en Pologne, où seront vendus 119 journaux. Dans l'ancienne RDA, Maxwell est devenu copropriétaire des éditions Berliner Verlag qui publiaient le journal populaire Berliner Zeitung (journal du Parti du Socialisme Démocratique, successeur du SED). En Tchécoslovaquie, elle mène des négociations avec les journaux les plus populaires.

"Mon groupe 'Mirror', déclare Maxwell, sera propriétaire de 49% des actions du quotidien Le Monde des Affaires qui paraîtra prochainement en URSS, tiré à 5 ou 6 millions d'exemplaires et deviendra l'équivalent russe du Financial Times. Le journal Literatournaia Gazeta, fierté de l'intelligentsia russe, fera partie de ses actionnaires..."¹⁰

Glasnost: qui parle? La parole à la CIA.

Commençons par un constat des plus invraisemblables: la glasnost, c'est l'ouverture des journaux soviétiques aux chefs de la CIA qui se vantent de leurs mérites dans le combat "contre le stalinisme"! Au-dessus d'une interview avec William Colby, ancien chef de la CIA, nous lisons: "Sans les ser-

vices de renseignements, la paix aurait peu de chances". On a l'impression que la CIA peut parler, de nos jours, plus franchement en Union soviétique qu'elle ne peut se le permettre en Belgique: quand William Colby avoue, dans la presse soviétique, être intervenu, en Europe occidentale, dans la bataille politique, avoir soutenu les partis socialistes, avoir "aidé" à la convocation de congrès, à la formation des groupes d'intellectuels et de jeunes, à la publication de livres, les Belges ont matière à réflexion.

"J'ai travaillé en Italie de 1953 à 1957, commence celui qui dirigea la CIA lors de la guerre du Viêt-nam. Il s'y déroulait alors une véritable bataille, pas sanglante, mais politique, entre le parti communiste, les syndicats communistes, les coopératives communistes, l'intelligentsia communiste et les autres. Les premiers étaient soutenus par l'Union soviétique. La question se posait ainsi: l'Italie deviendra-t-elle un pays communiste? Si cela était arrivé, c'aurait été une catastrophe pour l'OTAN et pour l'idée même du renforcement de l'Europe occidentale. Nous étions résolus à ne pas les laisser agir. Dans ce cas concret, nous n'avons pas, il est vrai, soutenu la droite. Nous avons soutenu le centre: les sociaux-démocrates, les démocrates chrétiens, les libéraux, les républicains, mais pas la droite. Nous avons soutenu leur volonté de riposter au mouvement communiste. Si la gauche convoquait un congrès, nous tenions aussi "le nôtre". S'ils publiaient des livres, formaient des groupes de jeunes ou d'intellectuels, nous faisions la même chose. C'était une lutte politique pour l'Italie, une opération non violente, mais tout de même subversive. Et nous avons remporté la victoire. (...) Lorsque je pense aux changements en Europe de l'Est, je conclus que c'est un bon résultat des activités que nous avons menées ces 40 dernières années. Nous disions dans les années 40 qu'il fallait arrêter l'expansion du communisme stalinien, que la situation devait changer petit à petit d'elle-même. Ce petit à petit a duré 40 ans, mais nous avons au moins évité les dangers.

- Croyez-vous que de nos jours la CIA se montre active en Europe de l'Est?
- Nous sommes dépassés par les événements. A une certaine époque nous avons, en effet, entrepris certains programmes qui ont abouti. Par exemple, Radio Liberté et Radio Europe Libre....
- Vous voulez dire que la CIA a intérêt à soutenir Gorbatchev?
- Ce n'est pas la CIA, mais les Etats-Unis qui y ont intérêt. " 11

Le chef de la CIA se vante-t-il des mérites de "sa" radio, Radio Liberty? Voilà que l'avant-garde de la glasnost se dépêche de consacrer toute une page à la gloire de cette station qui joua le rôle de précurseur! Les Nouvelles de Moscou parlent avec admiration de ces gens qui ne sont pas tellement différents des Soviétiques de l'époque de Gorbatchev, c'est-à-dire de "ces Russes,

Ukrainiens, Lituanais, Estoniens, Juifs ou Géorgiens qui habitent en Bavière et qui sont des employés américains, Radio Liberty étant financée par le Congrès américain. (...) Pourquoi les écoutons-nous, s'ils sont comme nous? Nous avons attendu ensemble ne serait-ce qu'un souffle de liberté à la fin des années 60. Mais après avoir senti cette liberté, ils nous ont immédiatement dépassés. Ils se sont approchés du micro de Radio Liberty et ils ont cessé d'avoir peur de parler à haute voix des valeurs universelles, des idéaux religieux, de la liberté économique, de la démocratie parlementaire et du pluralisme idéologique. Alors que nous, il n'y a que deux ans que nous avons cessé d'avoir peur d'en parler. Pendant ce temps, eux s'étaient tout simplement habitués à être des hommes libres." ¹² Les journalistes des Nouvelles de Moscou nous livrent ainsi un aveu à peine croyable: en 1988, grâce à la glasnost, ils ont cessé d'avoir peur et, par conséquent, ils ont commencé à parler comme les agents de la CIA de Radio Liberty!

Et ceci ne constitue pas une extravagance. Chaque livraison de ces feuilles d'avant-garde vous jette à la figure ses éloges de l'impérialisme et des idéaux de l'Occident. Prenez Anatoli Rybakov, rendu célèbre dans le monde "libre" (avec quelques aides des services spécialisés de monsieur Colby, sans doute) par son roman *Les enfants de VArbat*. Chef d'œuvre antistalinien. "Staline, déclare l'écrivain, était un criminel ayant accédé au pouvoir suprême." Bravo, comme c'est bien dit. Mais écoutons aussi la suite logique du raisonnement de notre grand romancier: comme Staline fût un criminel, il faut m'accorder que les conquérants yankees qui ont exterminé toute la population indienne aux Etats-Unis, furent des civilisateurs épris de liberté! "Les Etats-Unis, déclare monsieur Rybakov, ont été créés par des hommes assoifés de liberté à un tel point que pour la trouver, ils avaient traversé l'Océan et perdu leur patrie et leurs proches. Cette soif de liberté est presque devenue un signe génétique chez les Américains." ¹³

La parole à la grande bourgeoisie d'avant 1917.

La glasnost peint de couleur rosé la brève période entre février et octobre 1917 au cours de laquelle la Russie a connu la démocratie à l'occidentale, c'est-à-dire la dictature de la grande bourgeoisie. Kerenski, l'homme-clé de cet épisode, est réhabilité en tant que victime de la "terreur léniniste" et ses Mémoires, publiés en 1965 en Occident, seront bientôt disponibles en Union soviétique. Cela s'appelle, sous Gorbatchev: détruire les mensonges staliniens, rétablir la vérité. Un journal soviétique écrit: "Kerenski était ministre de la Justice de mars à mai 1917 dans le gouvernement provisoire. Car c'est de là qu'il a pris son intérêt pour les droits de l'homme, l'indépendance du tribunal, la liberté de conscience, la réforme agraire, la législation du tra-

vail etc". ¹⁴ On notera le parallèle Kerenski-Gorbatchev, puisque c'est au nom des "droits de l'homme", de "l'indépendance de la justice" et de la "liberté de conscience" que ce dernier mène sa contre-révolution. Les protagonistes de la glasnost sortent les loques pourries des "droits de l'homme" pour couvrir un Kerenski dont la politique consistait, en 1917, en la poursuite d'une guerre impérialiste criminelle. Chaque mois supplémentaire de cette boucherie exigeait une centaine de milliers de vies humaines. "La Russie devait reprendre les hostilités", écrit Kerenski. "Aucune armée ne peut se permettre le luxe de s'interroger sur le but du combat. (...) Nous devons dire la simple vérité: 'Vous devez vous sacrifier pour le salut de la Patrie'." ¹⁵ Après la révolution d'octobre, Kerenski se rendit en Angleterre, il demanda que les troupes britanniques interviennent en Russie afin d'y combattre le danger bolchevique, "il s'agissait d'un appel, écrit Kerenski dans ses Mémoires, lancé aux Alliés pour qu'ils poursuivent la guerre sur le front russe." ¹⁶ représentés." Les *Nouvelles de Moscou* Et effectivement, l'armée anglaise a marché contre la République soviétique qui venait de naître. Les buts de la guerre civile, commencée en 1918, Kerenski les résume ainsi: "Poursuivre la guerre aux côtés des Alliés, libérer la Russie de la tyrannie bolchevique, restaurer le système démocratique". ¹⁷ Voilà un homme qui symbolise aujourd'hui, en Union soviétique, le retour aux valeurs universelles de la civilisation!

Les presses de la glasnost viennent de rééditer un livre vieux de quatre-vingts ans: *Viekhi, Recueil d'articles sur l'intelligentsia russe*, paru en 1909 à Moscou. Lénine le considérait à l'époque comme une "encyclopédie de l'abjuration libérale". Des décennies plus tard, Soljénitsyne le glorifia comme "un livre qui semble nous parvenir de l'avenir". Ce sont justement les hommes de *Viekhi* qui donnaient le ton pendant la période Kerenski.

Les *Nouvelles de Moscou*, revue très glasnost, se considèrent comme le continuateur de l'œuvre des libéraux d'antan. L'hebdomadaire écrit: "Ils sont sept: Nikolai Berdiaïev, Sergueï Boulgakov, Mikhaïl Guerchenson, Alexandre Izgoïev, Bogdan Kistiakovski, Piotr Strouvé et Sémion Frank. La lutte des classes et la révolution sociale sont catastrophiques et périlleuses pour la société, estiment les auteurs de *Viekhi*. Le matérialisme athée, le radicalisme politique et la violence, l'attitude nihiliste à l'égard des valeurs absolues, le maximalisme d'exigences sociales et éthiques ainsi que le mépris des intérêts de l'individu, tels sont d'après eux, les traits typiques de l'idéologie démocratique et socialiste qui conduisirent la société russe dans une impasse."

¹⁸ Pendant des mois, une autre étoile de la glasnost, la revue *Temps Nouveaux*, a publié de longs extraits des œuvres les plus violemment anticomunistes des sept "grands intellectuels" de *Viekhi*. ¹⁹

Eh oui, la glasnost nous fait découvrir bien des vérités: la Russie de 1990 a toujours un tsar en réserve! Au bon vieux temps, le tsar disposait du pouvoir absolu et il dominait la masse paysanne, non seulement par la force, mais aussi par les traditions rétrogrades et par le poids séculaire d'une église orthodoxe médiévale. Bien conscients de l'emprise de l'obscurantisme sur les masses les plus arriérées, les bolcheviks ont exécuté le tsar Nicolas II et sa famille à Ekaterinbourg, le 17 juillet 1918, au moment où les troupes blanches risquaient de les libérer. La famille impériale, vivante, serait restée un drapeau autour duquel pourrait se regrouper, à tout moment, la réaction la plus noire.

Mais en 1924, dans l'émigration tsariste, Cyrille Vladimiro-vitch Romanov, le troisième du rang des héritiers du trône, accepta le titre d'Empereur de toute la Russie. A sa mort en octobre 1938, son fils, Vladimir Cyrillovitch Romanov devint Chef de la Maison Impériale de Russie. *Les Nouvelles de Moscou*, qui ont toujours deux longueurs d'avance sur Gorbatchev, sont allées l'interviewer à Paris, me de Mondovi, où le tsar vit sous la protection de François Mitterrand.

"Il ne s'agit pas d'être sur le trône, affirme d'emblée le vieillard. Le but principal de notre existence est de nous rendre utiles à notre patrie. (...) Le rôle de monarque est celui d'un juge suprême qui est placé au-dessus de tous les groupes et partis politiques et qui les aide à trouver un terrain d'entente.

- Que pensez-vous de Michel Gorbatchev?

- Gorbatchev a osé entreprendre une œuvre extrêmement difficile et dangereuse. Je m'inquiète pour lui.

- Et si vous aviez à œuvrer ensemble?

- Le président ou le chef du parti dirigeant peut être la main droite du monarque." ²⁰ Ainsi, même dans une Russie où la glasnost et la perestroïka, poussées jusqu'au bout, embrasseraient l'Absurdité historique et réintrônieraient un tsar, Michel Gorbatchev, l'homme de la décennie quatre-vingts dix, le rénovateur du socialisme mondial, aurait sa place assurée.

Préparant, eux aussi, l'opinion publique à adorer les futurs tsars, les Temps Nouveaux affirment que cinq pour cent seulement des Russes trouvent le châtement de la famille du tsar Nicolas II équitable; pour tous les autres, il s'agit d'une "erreur tragique", voire d'un "acte criminel", véritable première du "stalinisme". ²¹ Selon une autre enquête, publiée par *Les Nouvelles de Moscou*, 10% des interrogés jugent l'exécution du tsar et de sa famille indispensable, mais 77% expriment leur désaccord. ²²

Et, pluripartisme politique aidant, les milieux tsaristes, entretenus pendant 70 ans par la pire réaction des pays impérialistes, reprennent racine en Union soviétique. "En septembre dernier, les monarchistes se sont retrouvés à la conférence des forces chrétiennes orthodoxes patriotiques. La conférence fut organisée à l'initiative de 'Renaissance Orthodoxe' (Union chrétienne monarchiste, présidée par Vladimir Ossipov), du mouvement 'Assemblée des Etats provinciaux', dont le leader est Guéorgui Novikov, et de certaines autres organisations monarchistes. Près de quatre cents représentants de plus de quarante organisations y ont participé. En particulier, l'Union des 'Vlassoviens', la mission de l'Eglise orthodoxe russe hors frontières, la 'Confrérie orthodoxe du tsar-martyr Nicolas II', ainsi que différents courants de 'Pamiat', largement représentés." *Les Nouvelles de Moscou*, qui rapportent l'événement, mentionnent parmi les décisions de la conférence: "La glorification de Nicolas II et de tous les martyrs russes tués par les bolcheviks. (...) La destruction des idoles communistes. La conférence a jugé nécessaire de détruire toutes les idoles érigées sous le régime soviétique pour l'assainissement moral de la Russie." ²³

La glasnost s'applique à inculquer aux Soviétiques que les luttes dirigées par Lénine et Staline furent "immorales" et qu'il sied de redécouvrir les valeurs éternelles de la morale chrétienne. Et en deux temps trois mouvements, on assiste à la résurrection du tsar Nicolas II. On imagine difficilement meilleure preuve de l'âpreté et de la persistance de la lutte de classe. La morale des classes opprimées sera toujours une monstruosité criminelle aux yeux de tous les hommes hautement cultivés qui voient dans le tsarisme, dans le règne du grand capital, dans le fascisme et dans le colonialisme les valeurs universelles de la morale chrétienne.

La parole à l'Eglise orthodoxe.

Le pilier spirituel du tsarisme fut l'Eglise orthodoxe. C'est sous le manteau de cette religion ultra-réactionnaire que reprennent vie les vieux préjugés qui soutenaient le trône impérial.

Dans la Résolution du XXVIIIe Congrès du PCUS, Gorbatchev a fait inscrire: "Le régime stalinien totalitaire est en voie d'être surmonté. Le diktat idéologique cède la place à l'indépendance des esprits". ²⁴ Bien sûr, dans l'Eglise russe orthodoxe, il n'y a pas de diktats idéologiques!

L'indépendance des esprits, chère à monsieur Gorbatchev, est nourrie à des sources empoisonnées. Au cours du premier semestre 1990, 1241 nouvelles communautés religieuses ont été homologuées en URSS, 759 pour l'Eglise orthodoxe russe, 268 pour les musulmans, 76 pour l'Eglise catholique. 287 prêtres ont été élus députés du peuple à tous les échelons: 192 pour l'Eglise

orthodoxe russe, 55 pour les musulmans, 12 pour les baptistes et les adventistes, 12 pour les luthériens. 33 établissements d'enseignement religieux fonctionnent en URSS, dont 18 ont été inaugurés au cours des 18 derniers mois. Depuis 1988, le nombre des monastères est passé de 18 à 60. ²⁵

Le "renouveau idéologique" dont se vante Gorbatchev, s'exprime dans des chiffres. En mars 89, parmi les Soviétiques à qui il fut demandé s'ils font entièrement confiance au PCUS, 38% répondent affirmativement; une année plus tard, ils ne sont plus que 16%. Les organisations religieuses ne recueillaient que 13% d'inconditionnels lors de la première enquête; en mars 90, ils sont déjà 37%. ²⁶ Cinq années de glasnost ont travaillé les esprits et l'année 1990 voit se produire un retournement dramatique de l'opinion: le parti révisionniste perd sa prédominance au profit de la réaction cléricale.

La propagande de la religion orthodoxe, menée par l'équipe Gorbatchev, ne vise nullement le perfectionnement de la "moralité", mais l'éradication des idées communistes. Ceci s'exprime bien dans les commentaires sur un épisode crucial de la lutte de classes en Union soviétique.

Début 1922, l'Union soviétique est frappée de famine, 30 millions de personnes souffrent de malnutrition. Le Comité Pan-russe d'Assistance aux Affamés, créé par des hommes proches de la hiérarchie orthodoxe, se sert de l'aide aux affamés pour réorganiser les forces de la grande bourgeoisie et du tsarisme. Répondant à ses appels, les Américains promettent 1,5 million de dollars d'aide par mois. Par le biais de l'aide humanitaire, la réaction internationale veut venir au secours de la réaction intérieure. Le 23 février 1922, le parti bolchevik décide de remédier à la famine en confisquant les biens de l'Eglise orthodoxe. A ce propos, *Les Nouvelles de Moscou* publient une "révélation". "Le 19 mars, Lénine remet à V. Molotov une lettre secrète à l'attention des membres du Politburo. Analysant les événements de Chouia, il écrit: '...pour nous la période actuelle est non seulement extrêmement favorable, mais c'est l'unique période où nous avons 99 chances sur 100 de renverser totalement l'ennemi et d'assurer pour des décennies les positions qui sont nécessaires maintenant. C'est maintenant et uniquement maintenant, alors que dans les régions affamées on mange de la chair humaine et que des centaines, voire des milliers de cadavres traînent sur les routes, que nous pouvons (et par conséquent, que nous devons) procéder à la confiscation des valeurs de l'Eglise avec l'énergie la plus farouche et la plus impitoyable sans hésiter à écraser n'importe quelle résistance.' (...) Le 28 mars, les *Izvestia* publient une liste d'ennemis du peuple. En première position on trouve le patriarche Tikhon 'avec tout son concile'. La bataille décisive à laquelle appelait Lénine se développe dans tout le pays. Les confiscations entraînent plus de 1500 accrochages sanglants jusqu'à la fin de l'année. (...) Le 12 mai

c'est la scission au sein de l'église orthodoxe russe. Plusieurs prêtres — Vvédenski, Boiarski, Belkov — interviennent contre le patriarche. (...) En 1922, l'Eglise vivante' - celle qui était du côté du pouvoir — tenait réellement une position dominante. (...) Fin 1922 plus de 8000 personnes furent tuées dans des conflits et fusillées suite aux sentences des tribunaux, dans le cadre de l'affaire sur la confiscation des biens de l'Eglise." ²⁷

Cet épisode de la lutte des classes est tirée de l'oubli par *Les Nouvelles de Moscou* pour mettre en évidence les valeurs universelles de l'Eglise orthodoxe et son humanisme envers les affamés et pour fustiger le léninisme qui, dans la lutte impitoyable contre les réactionnaires, ne se distingue pas du stalinisme.

La parole aux fascistes.

En Ukraine, la bourgeoisie et les féodaux ont utilisé, dès avant la révolution d'Octobre, l'idéologie nationaliste réactionnaire pour dresser les masses contre le socialisme. En 1917, la Rada Centrale d'Ukraine, gouvernement bourgeois, fut le centre dirigeant dans la guerre civile contre les bolcheviks. Les tendances pro-impérialistes et pro-allemandes de cette bourgeoisie étaient notoires. Kerenski s'est vu obligé d'avouer que ses chers alliés, l'Angleterre et la France, avaient signé, fin 1917, un accord secret selon lequel la France, après la défaite des Allemands, établirait un protectorat sur l'Ukraine "indépendante", et collaborerait, à cette fin, avec la Rada Centrale. ²⁸ Après 1920, une partie de l'Ukraine fut rattachée à la Pologne et maintenue sous la domination des féodaux et des bourgeois. *Les Nouvelles de Moscou* nous informent sur les "justes luttes nationales" de la réaction ukrainienne. "La Galicie orientale rattachée à l'URSS en automne 1939 reste une région peuplée de représentants de nombreuses ethnies de confessions diverses. Cette nouvelle partie de l'Ukraine soviétique a subi les purges impitoyables des organes du NKVD (commissariat du peuple à l'Intérieur), puis ce fut la Seconde guerre mondiale et les cruautés nazies. Après 1944, la propagande soviétique qualifiait de banditisme et de guérilla ce que de nombreux Ukrainiens recommencent d'appeler la guerre de libération du peuple ukrainien contre le bolchevisme. Est-ce étonnant que les passions se soient déchaînées dans cette région dès la restauration de la liberté de parole et d'activité politique?" ²⁹ Nous nous trouvons ici en face d'un bel exemple de naziphilie, dressée de façon avantageuse en anti-stalinisme. Au moment de rattacher la Galicie orientale à l'URSS, Staline ne savait pas combien de répit il aurait avant l'inévitable agression nazie. C'était une question de mois, selon toute probabilité. Le Parti Bolchevik avait donc l'obligation d'épurer de façon draconienne cette région de toutes les forces fascistes qui devien-

draient, en cas d'occupation hitlérienne, non seulement un appui sûr pour les nazis, mais une aide inestimable pour identifier, puis liquider tous les communistes. Ce qui constituait une politique anti-fasciste conséquente, la nouvelle droite ukrainienne le tient pour un crime.

Or, inspirée par la glasnost, cette nouvelle droite se retrouve de vieilles idoles. Tel Stéphan Bandera, dont la presse soviétique nous apprend ceci: "Stéphan Bandera, leader nationaliste ukrainien qui avait combattu avec les fascistes contre l'Armée Rouge, avait, après la guerre, continué encore quelques années de guérilla en Ukraine Occidentale".³⁰ Après sa fuite en Allemagne, au début des années 50, l'homme travailla pour la CIA à Munich. Jusqu'au jour de 1959 où un officier du KGB l'a descendu devant sa maison. *Les Nouvelles de Moscou* appellent l'exécution de ce chef nazi "un acte de terreur"!

Du 8 au 10 septembre 1989 a eu lieu à Kiev le congrès de fondation du Mouvement Populaire d'Ukraine pour la Restructuration, appelé le Roukh. Coalition entre la droite et l'extrême droite, le Roukh est vite devenu la force politique dominante en Ukraine. Son programme comporte la réhabilitation des réactionnaires d'avant 1917 et des fascistes des années quarante et cinquante. L'hebdomadaire Temps Nouveaux ne s'en cache pas. "Le monument à Stéphan Bandera, ce n'est pas un démontage, une désidéologisation, une dépolitisation ou une départisation, mais un changement d'idoles. Le gouvernement ukrainien de 1917-1918 (Rada centrale) est présenté aujourd'hui comme un modèle des structures de l'Etat, et l'hetman Mazépa, ainsi que S. Petlioura sont promus au rang de héros nationaux."³¹ Petlioura reste, ailleurs qu'en terre fasciste, tristement célèbre pour sa sauvagerie lors des progroms anti-juifs qu'il organisa.

Un détail qui mérite attention: le groupe trotskiste de Mandel, qui décidément n'en rate pas une, s'est fait le porte-parole de la droite fascisante ukrainienne. Il a publié le texte intégral du Programme du Roukh, notant que "la croissance d'un mouvement national de masse (en Ukraine) peut signifier une avancée qualitative dans la lutte pour des droits démocratiques nationaux. "(!) L'intervention devant le congrès du Roukh de Levko Lukyanenko, un fasciste qui a travaillé pour la CIA à Munich, a été taxée de "temps fort" par la revue de Mandel. Reprenant mot pour mot la propagande fasciste, les trotskistes écrivent: "L'instauration du régime stalinien en Ukraine occidentale (en 1939), rencontra une forte résistance populaire. Le mouvement de guérilla rurale très étendu et dirigé par les nationalistes radicaux — l'insurrection armée ukrainienne — fut écrasé au début des années 50." Comme la droite ukrainienne, les trotskistes appellent "nationalistes radicaux" ce qui constitue la bande fasciste dirigée par Bandera.³² Mandel a pu-

blié aussi le discours du président Ivan Drach, lors du second congrès du Roukh. Le poète Drach s'en prend à "la mafia du Parti communiste" et donne Solidarnosc en exemple... Les trotskistes ont salué la "nette radicalisation de cette force" qui exige maintenant "l'indépendance totale". ³³

Glasnost: pour aboutir à quoi?

Au socialisme bourgeois.

Pour réussir le passage pacifique au marché, ou plus exactement à la dictature de la nouvelle bourgeoisie, il faut avant tout réussir à paralyser et à émasculer le parti communiste. Le triomphe intégral de la démocratie et du pluralisme bourgeois a pour condition l'effacement du parti communiste en tant que formation révolutionnaire.

La dégénérescence lente mais systématique du parti, entamée sous Khrouchtchev, poursuivie sous Brejnev, achevée sous Gorbatchev, a été accompagnée, à toutes ses étapes transitoires, par une tapageuse propagande "socialiste" et "communiste". De nos jours, les chefs du PCUS parlent de socialisme dans des termes que ne récuserait pas ce jésuite réactionnaire qui, sous les tropiques, se fait passer pour un philanthrope socialisant. "Il me semble, dit Youri Prokofiev, premier secrétaire du Parti de Moscou, qu'aujourd'hui l'évolution de toute la communauté mondiale tend à l'option socialiste. Celle-ci est fondée sur les valeurs universelles, sur la morale et l'humanisme. L'option socialiste prédétermine l'égalité sociale des individus, la chance égale de chacun d'occuper sa place sous le soleil. Je considère l'orientation communiste comme l'aspiration à une société idéale, aspiration éternellement propre à l'humanité. Je suis contre la société où une classe devient dictateur par rapport à telle autre." ³⁴

On s'imagine difficilement comment des ignares aussi affichés ont réussi à gravir les échelons d'un parti communiste. S'ils avaient lu et compris, ne fût-ce que le Manifeste du Parti communiste, ils y auraient reconnu leur portrait sous le chapitre: "Le socialisme bourgeois ou conservateur": "Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux anomalies sociales, afin de consolider la société bourgeoise. Dans cette catégorie se rangent les philanthropes, les humanitaires, les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, de protéger les animaux, bref, les réformateurs en chambre de tout acabit". ³⁵ Parmi ces protecteurs d'animaux et autres végétariens aux inclinations sociales, on compte le bras droit de monsieur Gorbatchev, Alexandre Yakovlev. Ce libéral range tous ceux qui ne raffolent pas de son socialisme conservateur, dans la "contre-révolution stalinienne". Pauvre Marx. Voici un résumé de la pensée de Yakovlev. "L'idée socialiste n'est pas une propriété des socialistes, mais le patrimoine de l'humanité tout entière.

L'idée socialiste est apparue à cause de l'imperfection du monde, sous l'aspiration éternelle de l'homme à la justice et à sa propre dignité." "L'idée socialiste s'est heurtée aussi à un autre obstacle: la contre-révolution stalinienne. C'était effectivement une contre-révolution, aussi bien dans la théorie que dans la pratique et dans le contenu social." ³⁶

Mais le prophète le plus en vue de ce socialisme bourgeois dernier crû, reste le camarade président. "Nous comprenons à présent le socialisme, dit Gorbatchev, comme une grande idée dont les racines plongent dans les assises humanistes de la culture mondiale et de la pensée humaine universelle." ³⁷ Il y a plus d'un siècle, Marx et Engels avaient déjà tourné en dérision ces phrases boursouflées. Et ils avaient rompu avec les réformateurs qui récu-saient un "socialisme exclusivement ouvrier" au profit d'un "socialisme universel, celui de tous les hommes épris d'un authentique amour pour l'humanité". ³⁸

Prétextant colporter une pensée humaine universelle, Gorbatchev présente toutes les mesures de restauration capitaliste comme de nouveaux jalons sur la voie du socialisme. "Le marché ne signifie pas le renoncement à l'idée du socialisme." "On veut nous effrayer par la propriété privée! Je vois la privatisation de la façon suivante: racheter les entreprises, en passant par les actions, pour en faire des entreprises populaires." ³⁹ Comme Madame Thatcher a privatisé pour faire du capitalisme populaire, Gorbatchev privatise pour faire du socialisme humain. Le marché, dans l'intérêt du socialisme! La propriété privée, dans l'intérêt du socialisme! On jurerait que Gorbatchev cite, pour une fois, le Manifeste du Parti communiste, notamment le passage où Marx s'écrit: "Le libre échange, dans l'intérêt de la classe ouvrière! Des droits protecteurs, dans l'intérêt de la classe ouvrière! Le socialisme bourgeois tient tout entier dans cette affirmation que les bourgeois sont des bourgeois, dans l'intérêt de la classe ouvrière". ⁴⁰

Au pluralisme bourgeois.

La glasnost a introduit en Union soviétique la libre expression, dans les médias officiels, de tous les courants philosophiques et politiques bourgeois existant dans les pays impérialistes. Ces courants, fermement réprimés du temps de Lénine et de Staline, se sont développés sous Khrouchtchev et sous Brejnev à partir des vieux noyaux réactionnaires qui se sont maintenus et à partir des contacts avec l'Occident. La propagation délibérée de ces tendances libérales, conservatrices, démocrates-chrétiennes, sociales-démocrates, tsaristes, nationalistes bourgeoises a jeté les bases de l'organisation de formations politiques bourgeoises.

Anatoli Boutenko décrit bien ce processus et ne manque pas de révéler que

son fer de lance est dirigé contre le léninisme. "A la suite de la glasnost, il existe dans le pays la diversité des jugements et des appréciations, des opinions et des idées politiques. (...) Nous recréons le pluripartisme soviétique; il a déjà existé après octobre 1917, mais a été peu après liquidé par Lénine et le pouvoir des soviets. Le pluripartisme, c'est-à-dire, la participation conjointe et la compétition de plusieurs partis politiques à la gestion de la société est un moyen d'utiliser le pluralisme des opinions en vue d'un développement progressif." ⁴¹

Mais quel était ce pluripartisme idyllique auquel un Lénine féroce aurait mis fin? Dans ses *Mémoires*, Kerenski décrit bien comment, après la prise du pouvoir par le parti bolchevik, le 25 octobre 1917, tous les partis politiques ont été obligés de prendre position dans une lutte qui décidait de la vie ou de la mort. Au moment où cette guerre civile éclata, s'organisa une Union pour la résurrection de la Russie, qui regroupait des socialistes-populistes, des socialistes-révolutionnaires, des hommes de Plékhanov et des Cadets — membres du grand parti bourgeois. Ils se prononcèrent pour un "gouvernement national" qui mènerait le combat contre les bolcheviks et continuerait la guerre aux côtés de l'Angleterre et de la France. Une coalition réunissant des socialistes-révolutionnaires, des socialistes-populistes, des cadets et les généraux tsaristes Alexeïev et Boldyrev gouverna, à partir de septembre 1918, la Sibérie. Dans la région de la Volga, un même regroupement "démocratique" mena, avec l'aide des armées tchèques, la guerre aux bolcheviks. Toutes ces forces "démocratiques" voire "socialistes" coordonnèrent leurs actions avec les troupes des généraux Koltchak et Dénikine. Dans cette lutte impitoyable, il n'y avait pas de moyen terme: elle devait aboutir soit à la victoire des ouvriers et des paysans pauvres et moyens, c'est-à-dire à l'instauration de la dictature du prolétariat, soit à la victoire des partis tsaristes et bourgeois et de leurs amis sociaux-démocrates, c'est-à-dire au rétablissement intégral de la dictature de la bourgeoisie, embellie de quelques survivances tsaristes.

Mais Kerenski laisse aussi entrevoir l'ultime station où arrivent tous ceux qui s'embarquent sur le train de la liberté absolue et de la démocratie pure — liberté d'entreprendre, liberté de vendre, liberté d'acheter des journaux et liberté d'exploiter; démocratie pour les forces politiques bourgeoises, démocratie pour les nostalgiques du tsarisme. Même s'ils se déclarent socialistes-révolutionnaires, ils finissent par embrasser les despotes sortis du moyen âge: "L'expérience du régime bolchevik, écrit Kerenski, a déjà induit certaines gens à réviser leur jugement sur Nicolas II. (...) L'ancien tsar n'était nullement dénué de sentiments humains". ⁴²

Le pluripartisme constitue aussi un écran derrière lequel les partis les plus

rétrogrades forgent leurs armes. Le jour où ils seront prêts, ils réprimeront et écraseront sans pitié ce qu'il reste comme forces communistes en URSS. Soltchak, le président du soviet de Leningrad et fanatique du pluralisme bourgeois, a déclaré: "Si le Parti Communiste de la Russie préconise la dictature du prolétariat, il nous faudra interdire son activité.

Car l'appel à n'importe quelle dictature est un appel à la violence, au renversement du régime existant". ⁴³

A l'anticommunisme.

Depuis trente cinq ans, depuis Khrouchtchev, tous ceux qui ont œuvré à miner la dictature du prolétariat en Union soviétique, l'ont fait au nom de l'antistalinisme et d'un retour à Lénine. Or, contre le nom de Joseph Staline s'est accumulée toute la haine envers le communisme que la grande bourgeoisie du monde entier a nourrie pendant trois décennies. Au cours des années vingt, trente et quarante, les impérialistes anglais et français d'abord, les fascistes allemands et japonais ensuite et l'impérialisme américain, enfin, ont trouvé en Staline un adversaire ferme, inébranlable, rusé, intelligent. La glasnost a produit pendant quatre ans des feuilletons antistaliniens où la critique de certaines erreurs réelles sert d'alibi à un déluge de mensonges, d'intoxications et de préjugés antisocialistes. En faisant semblant de s'en prendre à Staline, les fanatiques de la glasnost s'en prenaient consciemment et systématiquement à tous les principes, à toutes les valeurs, à toutes les traditions communistes. Les deux dernières années, avec une arrogance croissante, ces individus ont balancé leur conclusion: le léninisme ne se distingue en rien de fondamental du stalinisme et le léninisme est le produit direct du marxisme. En Union soviétique, nous avons vu se produire à une échelle gigantesque, un phénomène observé des dizaines de fois au sein des organisations révolutionnaires en Occident: les bonnes âmes qui ont flirté un bref instant avec Lénine et les renégats avides d'une carrière normale commencent généralement par quelques fumeux "approfondissements de la critique révolutionnaire du camarade Staline", pour virer ensuite vers l'antistalinisme militant; une fois retournés dans les bras sécurisants de la bourgeoisie, ils ont vite fait de liquider les quelques souvenirs de Lénine et de Marx, cela ne nécessite même plus un effort particulier.

Un journaliste des *Nouvelles de Moscou* nous décrit comment il a parcouru ce cycle de la trahison. Lev Voskressenski a la parole: "Ces dernières années les *Nouvelles de Moscou* — avec toute la société — ont lutté avec persévérance contre le stalinisme. A présent, celui-ci a cessé d'être l'adversaire principal et je crois qu'il faudrait concentrer notre attention sur le phénomène que je nommerai le 'léninisme congelé'. Les vieux slogans du genre 'Staline, c'est le

Lénine d'aujourd'hui' ou 'Lénine est mort mais son œuvre vit toujours', contiennent une part de vérité. (...) Le malheur est que nous avons du mal à nous éloigner des 'normes léninistes'. Pourtant, c'est bien Lénine et ses compagnons qui ont mis en place le 'communisme de guerre' qui a duré jusqu'à ce que le peuple se lève au milieu de l'année 1918. Et ce régime se fait toujours sentir. Toutes les tares du stalinisme — le totalitarisme, le système des privilèges, l'interdiction de la liberté de parole, l'écrasement de la dissidence -remontent au début des années 20. C'est à cette époque qu'on a détruit l'Eglise et expulsé du pays les meilleures forces intellectuelles de Russie". Et son collègue Youri Kariakine, député du peuple de l'URSS, d'enchaîner: "Comme beaucoup d'autres, je suis passé aussi par cette étape où j'étais contre Staline mais pour Lénine. J'ai lu aussi la directive de Lénine aux exécutants de l'opération 'soustraction' des biens de l'Eglise: profitons de la faim en Russie pour dépouiller les papes et pour leur faire peur pour les cinquante ans à venir. Et il dit en même temps qu'il ne faut pas pousser trop loin. Mon dieu, mais c'est un préambule à l'article Le vertige du succès, où Staline dit la même chose: ne pas pousser trop loin. Si nous désirons changer pour de bon, il faut remonter à la source. Et notre source est là. Chez chacun de nous, il y a du Marx, de l'Engels, du Lénine. Et aussi du Staline". ⁴⁴

Il est symptomatique que l'épisode de la lutte de Lénine contre la réaction cléricale et féodale, lors de la grande famine de 1922, serve de prétexte à une multitude de droitiers pour passer du côté de l'anticommunisme militant. Tatiana Ivanova, des Temps Nouveaux, se confesse: "Une illusion au sujet de Vladimir Ilitch vivait en moi. Cette illusion s'est maintenant dissipée. Une main d'homme capable d'écrire pareilles choses, est une main sanglante. (...) Maintenant, je ressens différemment l'insistance pathétique des députés exigeant que l'on sorte les symboles léninistes des salles où ils siègent". ⁴⁵

Alexandre Tsipko, docteur en philosophie, expose bien la pensée libérale des partisans d'Eltsine: la Révolution d'Octobre fut une faute tragique, la victoire des bolcheviks dans la guerre civile marque la naissance du stalinisme criminel. "Plus on prend conscience, grâce à la glasnost, de notre retard sur les pays capitalistes développés, plus la perestroïka montre de courage à éclairer les profondeurs de notre crise, et plus la population proteste dans son for intérieur contre tout ce qui se rattache à la Révolution d'octobre. Des millions de citoyens sont persuadés qu'Octobre a été une faute tragique, et que la guerre civile représente la limite à partir de laquelle ont commencé la dégradation nationale, le glissement vers le bas. Il faut rendre hommage à Eltsine, car il a su saisir le besoin de dé-communisation et de dé-idéologisation de notre société." ⁴⁶ Boris Kapoustine, autre docteur en phi-

losophie, s'en prend aux bolcheviks avec la grossièreté d'un pope orthodoxe converti au nazisme: "L'un des éléments principaux du code génétique du bolchevisme est la foi selon laquelle la société peut être construite et restructurée au nom de la mise en œuvre de projets idéalistes. Il y a un autre élément du code génétique du bolchevisme: la tendance à associer les problèmes sociaux à l'image de l'ennemi". ⁴⁷ Alexandre Yakovlev nous apprend qu'il n'y a rien de fortuit dans la liquidation systématique du socialisme qu'il a entreprise à côté de Gorbatchev: de l'antistalinisme à l'antiléoninisme et à l'antimarxisme, on procède par petits pas, tenant compte à chaque étape du degré d'adhésion des masses travailleuses aux principes socialistes. Chaque mesure contre-révolutionnaire doit être avancée au moment opportun, lorsque l'opinion publique a été suffisamment travaillée. Voici comment Yakovlev se propose d'en finir avec Marx. "J'ai chez moi un manuscrit de 250 pages: il s'agit de mon analyse du marxisme. Tout le monde déclare que Marx a créé une doctrine sur l'homme. Non, il n'a rien créé de tel. En revanche, il a créé une doctrine sur la lutte des classes, doctrine géniale, mais que nous devons abandonner. En politique, tout doit se faire au moment adéquat. On ne peut pas ignorer l'opinion publique, l'état d'esprit des gens."

48

A la contre-révolution ouverte.

Ce qui précède, suffit amplement à faire comprendre que la glasnost ouvre royalement la voie à la contre-révolution en Union soviétique. Pourtant, il y a des auteurs soviétiques qui s'expriment encore plus clairement sur les processus restaurateurs qui ont cours dans leur pays. Ils s'y prennent avec une rage qui laisse perplexe.

Mais nous introduirons ce chapitre sur la contre-révolution, avec un dialogue assez surprenant entre un journaliste des Temps Nouveaux et monsieur Ernest Mandel, présenté comme théoricien de la IV^{ème} Internationale trotskiste.

"Temps Nouveaux: Michel Gorbatchev, ne proclame-t-il pas que la perestroïka est une véritable nouvelle révolution?

Ernest Mandel: Oui, il le proclame effectivement, et c'est de nouveau fort positif. Notre mouvement avait défendu la même thèse depuis 55 ans, on l'avait qualifié pour cette raison de contre-révolutionnaire. Aujourd'hui, on comprend mieux, en URSS et au sein d'une bonne partie du mouvement communiste international, où se trouvaient les véritables contre-révolutionnaires et où se trouvaient les véritables révolutionnaires." ⁴⁹

En clair: Gorbatchev et Eltsine, tout comme le vénérable Trotski, sont des

révolutionnaires, Staline et les bolcheviks de l'époque stalinienne, sont des contre-révolutionnaires. Mandel a d'ailleurs exprimé cette idée avec une clarté particulière dans un grand journal financier belge: "Le réformateur Eltsine représente la tendance qui veut réduire l'immense appareil bureaucratique. Ainsi, il marche sur les traces de Trotski".⁵⁰ Pour une fois, nous sommes d'accord avec Mandel. Eltsine marche effectivement sur les traces de Trotski. Et il ne faudra pas attendre longtemps pour que tout le monde puisse se rendre compte que monsieur Eltsine est arrivé à destination, parmi les pires réactionnaires et agents impérialistes.

Voyons maintenant cette étrange pièce d'anthologie de la littérature contre-révolutionnaire, produite par un docteur en histoire, Evguéni Bajanov, un fervent d'Eltsine.

"La stratégie économique de la Corée du Sud, de Taiwan, de Hongkong et de Singapour est très attrayante et cela vaut la peine de l'emprunter dans ses grandes lignes. Cependant, avant d'être en mesure de recourir à cette nouvelle stratégie, nous devons changer nous-même, ce qui n'est possible que grâce à la démocratisation et à la glasnost. Arrivé au pouvoir en 1959, le cabinet Lee Kuan Yew n'a accompli aucune révolution. En général, il ne s'est occupé d'aucune restructuration du mécanisme socio-étatique. A ce moment, les bases du système social que nous sommes habitués à qualifier de capitaliste, étaient déjà jetées à Singapour. On n'a pas supprimé les vieilles structures, on les a défendues contre les syndicats et les étudiants aux tendances radicales. La gauche œuvrait pour obtenir la rupture avec le capital occidental, l'expropriation des exploités, la socialisation des moyens de production. Si les milieux gouvernants de Singapour avaient fait preuve de faiblesse, le pays aurait été déchiré par les luttes politico-idéologiques, aurait connu le chaos dans la production et dans la société. En outre, les radicaux auraient pu usurper le pouvoir. Lee Kuan Yew, lui, a étouffé la gauche et assuré un développement impétueux des forces productives de cet Etat insulaire. (...) Voyons maintenant ce qui se passe chez nous. Une toute autre tâche se pose à la société soviétique. Elle consiste non pas à protéger le système économique en vigueur, mais à procéder à une refonte radicale, révolutionnaire de notre mécanisme économique. Lee Kuan Yew ne devait que protéger son système, alors que Gorbatchev, lui, se voit obligé de le supprimer."

51

Voilà ce qu'on nous sert de nos jours en Union soviétique du côté des révolutionnaires de la perestroïka. La glasnost sert à faire passer l'Union soviétique au modèle Singapour-Taiwan. Gorbatchev doit supprimer notre mécanisme économique légué du passé socialiste. Il faut introduire les bases du système que nous sommes habitués à appeler capitaliste. (Bajanov les

nomme, par ailleurs: économie de marché, stratégie gouvernementale habile visant à relever les secteurs clés, à stimuler les exportations, à attirer les capitaux et les technologies étrangers; main d'œuvre bon marché, contrôle de toutes les augmentations salariales, interdiction des grèves.) Une fois les bases du capitalisme fermement établies, il faudra les défendre sans la moindre faiblesse contre les syndicats, contre les étudiants radicaux, contre les socialistes-utopistes. Bel aperçu de la stratégie d'Eltsine, marchant d'un pas décidé sur les traces de Trotski.

Et Mandel veut nous faire croire que dans l'Union soviétique de Gorbatchev et d'Eltsine, on comprend finalement qui sont les véritables contre-révolutionnaires et qui sont les révolutionnaires. Or, pour tout homme de gauche qui suit les débats en Union soviétique, la question est entendue: ceux qui saluent la glasnost et la perestroïka comme une "révolution", c'est-à-dire les Gorbatchev et les Eltsine mais aussi les Bush et les Thatcher, utilisent ce mot pour indiquer une "révolution" contre le socialisme, contre les acquis des travailleurs. On trouvera dans le texte qui suit, la compréhension de la révolution qu'ont les adeptes d'Eltsine. Nous écoutons le professeur Léonide Vlassiliev, docteur en histoire, auteur d'une longue étude sur Boris Eltsine "le leader charismatique que le peuple est prêt à suivre".⁵²

Son texte est une ode à la contre-révolution, il indique avec une clarté parfaite l'orientation de monsieur Gorbatchev et, plus encore, de monsieur Eltsine, orientation que Mandel a eu l'impudence d'appeler révolutionnaire et... trotskiste! "La révolution socialiste, commence notre docteur en histoire, est un tournant réactionnaire de la société rebroussant chemin vers la structure orientale classique. Par conséquent, la révolution antisocialiste, c'est-à-dire ce tournant, de nouveau, en direction du progrès de l'humanité toute entière, qui s'opère de nos jours dans de nombreux anciens pays 'socialistes', peut être considéré comme une révolution authentique, une révolution progressiste. (...) La révolution antisocialiste que nous traversons aujourd'hui, est un processus lent et prolongé de transformations appelées à modifier radicalement notre société. (...) La particularité de la révolution antisocialiste réside dans le fait que formellement personne ne l'appellera jamais antisocialiste. Au contraire, les transformations radicales doivent s'effectuer sous le signe carrément contraire, avec des références aux traditions de la Révolution d'octobre. Et pas seulement parce que la population n'est psychologiquement pas prête à un brusque changement d'enseigne. Mais le fait est, également, que la révolution 'par le haut' est effectuée par ce même parti, tout-puissant chez nous, qui a, durant des décennies, implanté cette même structure que maintenant il faut briser."⁵³

Le passage à l'économie capitaliste.

En 1991, les polémiques les plus virulentes ne concernent plus la question: restaurer le capitalisme? C'est une affaire entendue. Les bourgeois tout frais émoulus se disputent sur la rapidité et le radicalisme à imprimer à la marche vers la liberté.

Le Congrès de la restauration.

Le XXVIIIe Congrès du PCUS est novateur en ce qu'il affirme nettement la rupture avec le socialisme et le passage à l'économie capitaliste. C'est le point d'aboutissement d'un mouvement de dégénérescence accélérée, appelé perestroïka. "La logique même de la perestroïka, affirme d'emblée Gorbatchev, nous place devant la nécessité d'entreprendre des changements fondamentaux dans le système économique." ⁵⁴

Le rétablissement du capitalisme se fait selon trois axes.

Le premier: l'économie de marché. Tel un perroquet, Gorbatchev répète la propagande libérale sur le triomphe universel du marché. Mais ce serait trop lui demander d'aller vérifier dans le tiers monde les "avantages" de l'économie de marché. De toute façon, perestroïka aidant, il le trouvera bientôt devant sa propre porte, ce tiers monde. "Les avantages de l'économie de marché, dit Gorbatchev aux congressistes, ont été prouvés à l'échelle universelle, et maintenant le seul problème est de déterminer s'il est possible de créer, dans le contexte du marché, de solides garanties sociales." ⁵⁵ "L'économie de marché est l'alternative au système administratif injonctif de gestion de l'économie nationale qui a fait son temps." ⁵⁶ "Le passage aux rapports de marché doit constituer le principal contenu de la radicalisation de la réforme économique." ⁵⁷

Sachant que le passage au capitalisme intégral rencontrera une résistance populaire obstinée, Gorbatchev veut utiliser le PCUS pour "un vaste travail d'explication en vue de rendre la société prête à s'adapter aux rapports de marché"! Le travail idéologique du Parti communiste consiste à susciter, dans la population, "une profonde compréhension que le passage au marché n'a pas d'alternative". ⁵⁸

Le deuxième axe: l'entreprise privée et la désétatisation. "Rien n'empêche de commencer dès aujourd'hui à transformer les entreprises d'Etat en sociétés par actions, de créer une réelle liberté d'entreprise, de donner à bail les petites entreprises, les magasins, d'inclure dans la sphère d'achat et de vente les logements, les actions et autres titres, une partie des moyens de production." ⁵⁹

"Si les paysans ne deviennent pas pour autant les maîtres réels sur leur

terre, les investissements ne donneront rien." Pour laisser libre cours au capitalisme privé dans l'agriculture, Gorbatchev doit écarter certaines résistances au sein du parti. D'où son affirmation que les kolkhozes "viables", pourront (pour l'instant) se maintenir, à condition qu'ils tiennent le coup contre la concurrence du privé. Il sied, dit Gorbatchev, de "promouvoir des possibilités égales pour toutes les formes d'exploitation agricole. Laisser chacune d'elles démontrer sa viabilité et son efficacité. Nous rejetons l'exigence de réaliser une décollectivisation totale". ⁶⁰

Troisième axe: l'intégration dans l'économie capitaliste mondiale. "L'assainissement de l'économie soviétique dépend dans une grande mesure de la façon dont elle s'intégrera dans le système de la division internationale du travail." ⁶¹

Gorbatchev couvre ce programme de restauration capitaliste d'une mince couche de démagogie socialisante qui doit bien être à la portée de n'importe quel Rocard ou Mitterrand. Gorbatchev a une belle formule pour le passage du socialisme dégénéré au capitalisme intégral: "Transformer la propriété d'Etat, de bureaucratique qu'elle était, en propriété sociale gérée par les travailleurs eux-mêmes". Comment cela se passera-t-il? Les travailleurs peuvent louer ou acheter leur entreprise, voire se procurer des actions. On envisage aussi la propriété privée de certains moyens de production. ⁶² Ainsi, dit Gorbatchev, "les travailleurs deviennent véritablement les maîtres des moyens de production et des résultats du travail". "Le marché doit aider à donner rapidement à notre économie une orientation sociale plus marquée." "Donc, en nous dirigeant vers le marché, nous ne nous écartons pas du socialisme." ⁶³ On se rappellera que le passage à la propriété privée des entreprises, tombées aux mains des directeurs et des technocrates, a été accompagné, en Yougoslavie comme en Hongrie, de discours tapageurs sur l'auto-gestion des travailleurs.

L'apologie du marché.

Depuis ce congrès, Gorbatchev a accéléré sa course vers le royaume des marchands et des entrepreneurs. "Le choix est fait. C'est le passage à l'économie de marché." ⁶⁴ Voilà le message des "Grandes Options de la stabilisation de l'économie nationale et du passage à l'économie de marché" (ouf!), que le président a remis au Soviet suprême en octobre 1990. Ayant abandonné toute référence aux idées marxistes en économie, Gorbatchev est devenu indigent en idées tout court. Ses grandes options semblent parfois copiées sur des manuels d'économie libérale. "Le passage au marché n'a pas d'alternative. Toute l'expérience mondiale a prouvé la vitalité et l'efficacité de l'économie de marché. (...) Les mécanismes d'autorégularition qui lui

sont inhérents assurent l'équilibre économique avec une meilleure coordination de l'activité de tous les producteurs, une utilisation rationnelle des ressources humaines, matérielles et financières." ⁶⁵ Ce ne sont pas des idées, mais des apologies du registre thatchérien. Soulignons que seul un aveuglement délibéré devant la misère et le dénuement des masses du tiers monde permet de brosser ce tableau flatteur de la jungle capitaliste. Il faut considérer la majorité de l'humanité comme quantité négligeable et le gâchis, le désœuvrement, la sur-exploitation qui régissent la vie de centaines de millions d'hommes comme peu de chose, pour vanter l'utilisation rationnelle des ressources par le marché libre.

Mais continuons à feuilleter ce manuel du secondaire qui fait office de "Plan de réforme" en Union soviétique. "Pour que l'économie de marché soit efficace, il importe de réunir les conditions essentielles suivantes.

Liberté maximale de l'activité économique, car le principe essentiel de l'économie est le libre producteur qui accroît sa propriété et, de ce fait, la richesse nationale. (...)

Responsabilité entière des organisations économiques et des entrepreneurs, toutes les formes de propriété étant égales. (...)

Le développement d'une concurrence loyale implique la démonopolisation de l'économie nationale. (...)

Libre formation des prix. Le contrôle des prix par l'Etat n'est admissible que dans une sphère limitée." ⁶⁶ Cette déclaration de foi naïve d'un Gorbatchev, néophyte zélé en matière de libéralisme, nous laisse sur une question: pour quelles raisons mystérieuses, l'Occident range-t-il, depuis un certain temps, cet élève exemplaire parmi les conservateurs?

Depuis le XXVIIIe Congrès, une série de mesures pratiques ont été adoptées pour réaliser ses décisions. Conformément à un arrêt du conseil des Ministres de l'URSS, pris en septembre 1990, des "petites" entreprises privées ou mixtes peuvent être fondées dans pratiquement toutes les branches de l'économie nationale. Elles peuvent employer jusqu'à 200 personnes dans l'industrie et le bâtiment, jusqu'à 100 dans le secteur des services scientifiques, jusqu'à 50 dans les autres branches de la production et jusqu'à 25 dans la sphère non productive. ⁶⁷

Sortant du brejnévisme qui ne connaissait ni classes sociales ni lutte des classes, l'Union soviétique redécouvre ainsi les valeurs universelles du travail salarié et du capital privé. Aux nouveaux prolétaires, Gorbatchev promet le minimum vital, aux nouveaux bourgeois, des dividendes maximaux. Les "Grandes Options" promettent aux travailleurs "un salaire minimum réel",

en même temps qu'elles lèveront "les restrictions aux possibilités de gain" pour les entrepreneurs. Tandis que les syndicats continueront (!) à défendre les travailleurs, "des unions d'entrepreneurs et de gérants seront fondées".⁶⁸ Mais à peine Gorbatchev a-t-il reconnu l'existence de classes antagonistes, qu'il enjoint les prolétaires de repousser la notion de lutte des classes! "Chez nous, dit-il, on voit ou bien le noir, ou bien le blanc. Quand cesserons-nous de nous diviser en rouges et blancs? Nous sommes un même pays, un même peuple."⁶⁹

Les "Grandes Options" se donnent un délai de 18 à 24 mois pour façonner une infrastructure capitaliste. "Il faudra prendre des mesures énergiques en vue de désétatiser et de démonopoliser l'économie, de développer la libre entreprise et la concurrence."⁷⁰

Abalkine, un des principaux architectes des ruines économiques qui embellissent aujourd'hui l'Union soviétique, expose ses projets de désétatisation. L'agence Novosti l'interroge. "Le coût des fonds de production de l'URSS s'élève, de l'avis de Léonide Abalkine, vice-président du conseil des Ministres de l'URSS, à environ 3 milliards de roubles. Ma question à Léonide Abalkine: combien de Soviétiques ont une idée claire de la manière dont doit s'effectuer la privatisation.

- A mon avis, deux centaines de personnes, pas plus...

- Dont vous?

- Oui. Et Abalkine d'expliquer. "La part de la privatisation est définie par la somme de moyens que la population est prête à dépenser pour acheter les entreprises. A mon avis, ce montant s'élève à 150 milliards de roubles. La part de la propriété privée que la population pourra racheter à l'Etat constitue quelque 5% de ces biens. Mais la propriété privée dans le sens strict du terme, est suivie de la propriété coopérative, des sociétés par actions, du bail. L'ampleur de la désétatisation est bien plus importante que la part de la propriété privée."⁷¹

La bataille pour le Capitalisme Sauvage.

Faut-il introduire le capitalisme de façon planifiée et ordonnée à partir du sommet, contrôlé par les structures de l'Etat et du parti? Ou faut-il miser sur un développement du capitalisme sauvage à la base?

Oleg Bogomolov, économiste renommé, député du peuple de l'URSS, que Mandel rangeait parmi la "gauche radicale"⁷², est d'avis que le tournant vers le capitalisme manque de radicalisme.

"Le marché? Des mots. Aucun mécanisme de privatisation et aucune garantie

pour l'entreprise n'ont été proposés. Le marché suppose la liberté du vendeur et de l'acheteur. Le marché, ce sont les marchandises, les capitaux, la terre, le logement, la main d'œuvre. Est-ce justement ce marché? J'ai des doutes. Il s'agit plutôt de ce marché limité, marchand, de consommation, dont nous avons déjà les embryons jusqu'à présent." ⁷³

Youri Popov compte sur la pression de l'Occident pour obliger Gorbatchev à accélérer le passage à la privatisation. "Les pays occidentaux doivent cesser de coopérer avec l'actuel gouvernement et les structures bureaucratiques de l'appareil qui sont voués à la mort", dit Popov aux *Nouvelles de Moscou*. Et il continue: "Il semble que le programme de passage à l'économie de marché que Gorbatchev a recommandé au Parlement et que celui-ci a enfin adopté, n'ait pas dissipé les doutes du monde des affaires. Le fait qu'il ne reconnaisse pas directement la propriété privée, surtout celle de la terre, n'est pas sans alarmer. En outre, le programme n'est pas limité dans le temps. Mme Thatcher a mis plus de dix ans à vendre deux douzaines d'entreprises d'Etat, mais combien faudra-t-il de temps à Gorbatchev pour privatiser l'économie de tout un pays?" ⁷⁴

Eeltsine, qui préside la principale République de l'Union soviétique, a décidé d'appliquer, en Russie, un programme de marché et de privatisation plus radical que celui adopté par Gorbatchev pour l'Union. Le Soviet suprême de Russie a proclamé onze régions, dont celle de Leningrad, de Kaliningrad, de Tchita, de Sakhalme, zones de libre entreprise. Cela permet aux firmes de vendre la majeure partie de leurs produits à l'étranger et de disposer librement des devises reçues, prérogatives qui reviennent pour l'instant encore aux organes centraux. "Il faut donner aux gens la possibilité de travailler librement", a déclaré Eltsine. ⁷⁵

Un de ses proches collaborateurs, Guennadi Filchine, vice-président du conseil des Ministres de la Fédération de Russie, expose la ligne d'Eeltsine: "La Russie commence la réalisation du programme de passage au marché. Elle le fait toute seule -les autres 14 républiques ne se sont pas encore prononcées. Ses premières démarches dans cette voie seront la désétatisation de l'économie et la privatisation, qui envisagent la passation ou la vente de tout ce qui appartient aujourd'hui à l'Etat en propriété privée, à bail ou par actions. La privatisation aura lieu d'abord dans le commerce et dans la restauration publique (magasins, grands espaces, cantines, cafés et restaurants), dans le domaine des services (salons de coiffure, pressings, blanchisseries, maisons de couture, etc...) et ensuite dans le bâtiment (ateliers, l'industrie des matériaux de construction) et dans les transports routiers. 70 à 90% des capacités seront privatisées dans ces secteurs. La terre devient aussi l'objet de la propriété tant dans les économies d'appoint que dans les kolkhozes." ⁷⁶

Et voilà la "classe moyenne", et vive la "liberté pour les forts"!

La propagande pour le marché et l'entreprise libre est accompagnée d'une diffusion de l'idéologie des forts, des gagnants, de l'élite naturelle. Youri Afanassiev: "De par sa nature le mouvement démocratique doit présenter des intérêts différents. Par exemple, la sécurité sociale pour les faibles, suppose, dans le cadre de la démocratie, la liberté pour les forts. Chez nous personne n'a jamais préconisé la liberté pour les forts: les gens doués naturellement d'esprit d'initiative. Si l'on prend la démocratie uniquement comme la protection des faibles, nous resterons éternellement avec 'le socialisme' au niveau de la pauvreté".⁷⁷ La liberté pour les forts conduira, selon les partisans d'Elt sine, tout naturellement à la constitution d'une "classe moyenne" qui fait la force de tous les grands pays capitalistes.

Mais il y a quelques détails qu'ils veulent bien écarter pour l'instant: cette "classe moyenne" des pays capitalistes s'épanouit uniquement à l'ombre de la grande bourgeoisie et celle-ci se nourrit à l'exploitation impérialiste. Cependant, ne vous inquiétez pas outre mesure de cet oubli: les hommes de la glasnost y arriveront. Pour l'instant donc, ils se concentrent sur l'éloge de la bourgeoisie moyenne, des entrepreneurs, des managers, des commerçants, des technocrates et de la couche supérieure des professions libérales. Et c'est encore un docteur en histoire qui nous apprend comment l'histoire soviétique marchera à reculons: "...Ni le tsar, ni la bureaucratie soviétique n'ont jamais eu d'engouement particulier pour le commerçant, l'intelligent-sia, l'ingénieur, l'ouvrier indépendant hautement qualifié, le médecin renommé. Et voilà que du coup, sans qu'on s'y attendît, l'idée nous est venue que ce sont les individus qui font la nation, que sans eux il n'y a ni culture ni évolution. Sans individualités éclatantes, originales et indépendantes, il n'y a que le piétinement collectif et les slogans hurlés par la foule. Or, les individualités nécessitent à leur tour un cadre approprié que la sociologie occidentale désigne depuis longtemps sous le terme 'classe moyenne'. Celle qui groupe des ouvriers hautement qualifiés, des ingénieurs, des chercheurs, des médecins indépendants et talentueux, des hommes d'affaires hardis et entreprenants, une classe qui réclame pour sa libre existence la propriété privée, la liberté d'opinion, la liberté d'entreprise, les libertés universitaires et académiques, et qui est capable de servir de point d'appui à la stabilité sociale, point sans lequel la société demeurera toujours vouée à la précarité politique".⁷⁸

Depuis Khrouchtchev, les révisionnistes prétendent qu'il n'y a plus de classes en URSS et que, pour cette raison, on y a un "Parti du peuple tout entier" et un "Etat du peuple tout entier". Cette théorie a servi à démanteler la dictature du prolétariat et à couvrir l'acquisition de privilèges par la bureau-

cratie et par les technocrates. Le marxisme étant définitivement enterré, voilà que les Soviétiques découvrent aujourd'hui que le moteur de l'histoire n'est pas la lutte des classes, mais la bravoure des individualités éclatantes. Du coup, les hommes de la glasnost font face à un problème théorique embarrassant: les individualités géniales ne surgissent qu'au milieu d'une classe moyenne dynamique. Dans la société sans classes qu'est l'Union soviétique, il faut donc dare-dare créer une classe de bourgeois et lui accorder la liberté de la presse, la liberté d'organisation, la liberté académique, la liberté d'entreprendre. La liberté, quoi!

Un commentateur politique soviétique a parfaitement saisi le lien entre l'émergence de cette nouvelle classe d'exploiteurs et le multipartisme. En Europe occidentale, sociaux-démocrates et révisionnistes prétendent que le multipartisme est synonyme d'élargissement de la démocratie. Les restaurateurs soviétiques nous font comprendre que la propriété privée des moyens de production, et donc la dictature de la bourgeoisie, constitue le terrain indispensable à l'épanouissement du multipartisme. Écoutons monsieur Kritikov. "...Le passage vers le marché, la privatisation des biens publics sont avantageux pour la démocratie sur le plan de la stratégie. En effet, des dizaines de nouveaux partis ont vu le jour dans le pays. Mais il y a une crise générale de confiance à l'égard de la politique et des hommes politiques. La cause essentielle réside dans l'absence de motivation, dans l'absence d'une grande classe qui a quelque chose à protéger et, le cas échéant, à perdre: je parle en l'occurrence de la classe des propriétaires. Le produit de la politique de privatisation sur laquelle a mis le cap l'équipe présidentielle, sera une grande couche de petits et moyens propriétaires, aujourd'hui entièrement inexistante en URSS. Avec le temps, cette couche constituera la base du libéralisme naissant. Dès que les gens commencent à faire état d'intérêts matériels, ils sont immédiatement tentés politiquement de les défendre ou de les représenter aux organismes électifs. Pour l'instant cette volonté politique fait défaut. Les nouveaux partis politiques sont moins le résultat des intérêts économiques que celui de la contestation politique. Au lieu de chercher à protéger les intérêts de telle ou telle couche sociale, ils cherchent à renverser le monopole du PCUS et la bureaucratie. C'est pour cette raison qu'ils ne sont pas des partis de masse. Les destinées du pluralisme politique et le renforcement de la base de la fragile démocratie soviétique sont directement liés à la réussite — ou à l'échec — de la politique de privatisation." ⁷⁹ Raisonnablement impeccable. Pour en finir avec le socialisme, il faut miner de l'intérieur le parti communiste, puis grignoter son monopole politique. La contestation politique par les forces anticomunistes peut y suffire. Ensuite il faut encourager, par tous les moyens, le développement d'une classe de

propriétaires bourgeois. Un réseau dense d'entreprises privées est la base matérielle du pluralisme politique: plusieurs partis bourgeois, solidement ancrés dans des intérêts matériels, défendront les intérêts des différentes fractions des possédants.

L'emprise impérialiste.

Le passage au marché et à l'entreprise privée aura pour conséquence un renforcement dramatique de l'emprise que les multinationales et les banquiers occidentaux exercent d'ores et déjà en Union soviétique.

A mesure que la crise s'aggrave, la nouvelle bourgeoisie se trouve complètement à court de solutions et est de plus en plus encline à chercher toutes les réponses chez les "grands frères" occidentaux. Les "Grandes Options" disent ceci: "Le passage à un système économique fondé sur les rapports de marché permettra d'allier de façon cohérente notre économie nationale à l'économie mondiale". Et si l'économie nationale, au lieu de s'allier de façon cohérente au monde impérialiste, devait s'y soumettre dans une anarchie croissante? "Toute organisation économique a le droit d'effectuer des opérations économiques extérieures. Les firmes étrangères agiront sur le marché intérieur dans les mêmes conditions que tous les autres producteurs." ⁸⁰ Ces phrases nébuleuses voilent les luttes meurtrières que livreront bientôt les multinationales pour leur hégémonie sur les marchés soviétiques. Les derniers venus au capitalisme seront très mal placés pour leur résister.

Depuis la perestroïka, l'Union soviétique est tombée dans une dépendance croissante envers le grand capital occidental. En effet, avec des exportations en chute et des importations continuellement en hausse, les dettes de l'URSS gonflent dangereusement. Rien qu'en 1990, les exportations ont diminué de 12%. En 1991, au moins 12,5 des 20 à 21 milliards de dollars de recettes attendues, seront employés pour payer les dettes. Le reste suffira à peine à importer des équipements nécessaires pour maintenir le fonctionnement des entreprises existantes. ⁸¹

Les nouvelles couches aisées en Union soviétique prennent déjà exemple sur les bourgeoisies compradores des pays dépendants. Ces couches possèdent des dizaines de milliards de roubles pour lesquels elles ne trouvent rien à acheter. Nikolai Chmelev, économiste, député du peuple de l'URSS, propose d'immobiliser une partie de cet argent en vendant aux citoyens la terre, les logements, des équipements industriels, des actions et des obligations d'Etat. Une autre partie devrait être retirée de la circulation par la mise en vente d'articles importés de consommation courante. D'après Chmelev, il faudra importer pour 20 milliards de dollars de marchandises de l'Occident. "L'avenir de la perestroïka en dépend." ⁸² Le modèle de consommation ex-

travertie pour les riches se dessine déjà.

Nikolai Chmelev ne voit aucun inconvénient à une dépendance croissante envers les centres de décision économiques du monde impérialiste: pourvu que cela contribue à accélérer le passage au capitalisme... "Si l'aide occidentale est garantie par un programme vraiment radical de réformes de marché, je pense que cette aide ne sera pas inefficace en fin de compte. Si des conditions sont avancées, cela sera à coup sûr dans le même cadre que les recommandations du Fonds Monétaire International qui sont faites pour assainir l'économie. L'Occident doit aider la perestroïka, partant de ses propres intérêts." ⁸³

Ainsi, l'aile droite de la nouvelle bourgeoisie, dirigée par Eltsine, montre un caractère nettement compradore.

Les milieux financiers occidentaux ne cachent pas que le passage au marché en URSS fera leur beurre; et la presse de la glasnost ne ressent aucune honte à reprendre leurs rêves de conquête. "Le développement de l'économie de marché en URSS fera finalement agrandir la zone mondiale d'économie libre. Selon John Phélan Junior, Président du conseil des Directeurs de la bourse des valeurs de New York, cela promet 'de nouvelles grandes possibilités de commerce et d'investissements pour les hommes d'affaires de nombreux pays'." ⁸⁴

Démocratie à l'américaine en Union soviétique.

Gorbatchev a commencé la réforme du système politique en Union soviétique sous le drapeau de la démocratie, qu'il appela, au départ, avec insistance, "démocratie socialiste", mais qui est devenue, à l'arrivée, démocratie universelle à la mode occidentale. La démocratisation de Gorbatchev consiste, pour l'essentiel, dans le démontage des structures politiques (déjà fort souffreteuses) du socialisme, pour les remplacer par les structures de la démocratie bourgeoise. Cinq éléments ont marqué cette transition.

Les Soviets contre le Parti.

Début 1988, Gorbatchev lance, avec beaucoup de ferveur, le mot d'ordre Tout le pouvoir aux Soviets. Sous ce cri à consonance de gauche, Gorbatchev exécute un bond périlleux vers la droite. Il s'agit de déplacer le centre de décision en dehors du Parti communiste, vers les Soviets. Gorbatchev veut utiliser l'appareil de gestion du pays, plus perméable à la droite pro-occidentale, contre le Parti sur lequel pèse toujours le risque de la renaissance du courant marxiste-léniniste.

En 1988, dans les Thèses pour la XIXe Conférence du Parti, Gorbatchev insère deux idées fondamentales. "L'orientation principale de la démocratisa-

tion est de rétablir le rôle et les responsabilités des Soviets des députés du peuple en tant qu'organes représentant le peuple et disposant de pleins pouvoirs." "(Il faut) garantir la liberté de désignation des candidats à la députation." ⁸⁵ Dans son rapport à la conférence, Gorbatchev explicite cette dernière idée. "(Il faut) porter nos structures institutionnelles actuelles jusqu'au niveau de l'Etat du peuple tout entier au sens large du terme." ⁸⁶ Or, dans cet "Etat du peuple tout entier" se sont développées, au cours des années Brejnev, de nouvelles couches bourgeoises qui ne cachent plus leurs buts sous un verbiage communiste. Jusqu'à présent, le PCUS leur barrait la route vers le pouvoir politique. Gorbatchev les introduira dans les Soviets, en même temps qu'il renforcera l'indépendance de ceux-ci par rapport au parti.

Ce bond qualitatif, Gorbatchev l'exécute en chantant toujours quelques petits airs léninistes. "Nous professons la conception léniniste du parti politique", lance-t-il aux communistes qui hésitent à le suivre. Mais qui, malgré tout, lui emboîteront le pas. Pourtant, on sait que le mot d'ordre: 'Tout le pouvoir aux Soviets', peut être utilisé aussi bien par la droite que par la gauche. En juillet 1917, Lénine se prononçait contre ce mot d'ordre, les Soviets étant aux mains des réformistes: cet appel exprimait alors le soutien à l'alliance des réformistes avec la grande bourgeoisie. Lors de l'insurrection de Cronstadt, en 1920, tous les contre-révolutionnaires clamaient: 'Tout le pouvoir aux Soviets', parce qu'une majorité antibolchevik au Soviet de Cronstadt se montrait prête à renverser les orientations de Lénine. Pour sauver le socialisme, Lénine a dû écraser la révolte.

Aux yeux de Lénine et de Staline, les Soviets étaient, en essence, l'instrument de la dictature du prolétariat contre les anciennes classes exploiteuses. "Seuls les travailleurs et les exploités étaient admis aux Soviets, à l'exclusion des exploiters de toute espèce", nous rappelle Lénine. ⁸⁷ "La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de la vieille société. (...) La dictature est exercée par le prolétariat organisé dans les Soviets et dirigé par le Parti communiste bolchevik." ⁸⁸ A l'évidence, deux notions clés expriment la pensée de Lénine sur le pouvoir des Soviets: le rôle dirigeant d'un parti communiste authentiquement révolutionnaire et la dictature du prolétariat. Cette dernière notion a été enterrée par Khrouchtchev en 1956; quant au parti, depuis cette date, la lèpre révisionniste le pourrit de tous les côtés. Après l'hiver brejnévien, un changement révolutionnaire restait toujours possible en Union soviétique. Mais il fallait nécessairement commencer par l'épuration du parti et le rétablissement de son esprit, de ses principes et de ses pratiques révolutionnaires de

l'époque de Lénine et de Staline.

Or, Gorbatchev a fait exactement le contraire. Il a débordé sur sa droite le parti communiste, déjà mortellement attaqué par le bureaucratisme, le technocratisme et les privilèges. En déplaçant le centre du pouvoir vers les Soviëts, il a créé une occasion pour la droite classique, de participer au pouvoir et de s'organiser, comme il a permis à l'aile libérale du Parti de renforcer notablement ses positions. Ce double mouvement vers la droite s'est incarné dans deux personnalités: Sakharov, pour les anticomunistes et Eltsine, pour la droite du PCUS.

Lors des élections à multiples candidatures du 26 mars 1989, la droite a fait une entrée en force au Congrès des députés du peuple (2.250 représentants) et au Soviet suprême (544 élus). Limitons-nous ici à signaler deux succès marquant des anticomunistes: Sakharov, ce suppôt de la CIA, s'est fait élire au nom de l'Académie des sciences et en Lituanie, 30 des 42 sièges sont occupés par le mouvement nationaliste-bourgeois Sajudis. Mandel et sa IVe Internationale ont salué ces deux percées de la droite en titrant: "La nomenklatura a subi une défaite politique. La démocratisation a franchi une étape". A l'instar de la grande presse bourgeoise, Mandel a appelé Sajudis "le mouvement populaire radical-démocratique et nationaliste" et il a rangé Sakharov dans "la gauche radicale et progressiste"! ⁸⁹

La social-démocratisation du Parti communiste.

Sous la bannière "pluralisme socialiste", Gorbatchev a permis à tous les courants sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens et libéraux, plus ou moins tolérés dans le parti depuis l'époque de Khrouchtchev, de s'exprimer librement et de se constituer en fractions. Entre le XXVIIe et le XXVIIIe congrès, il a transformé le PCUS d'un parti révisionniste qui s'en tenait formellement à certains principes de l'époque socialiste, en un parti parlementaire bourgeois, situant son action dans le cadre d'une économie de marché et d'un pluralisme parlementaire à l'occidentale.

Début 1988, Gorbatchev affirme: "Le socialisme donne la possibilité du pluralisme d'opinions, du pluralisme d'intérêts, du pluralisme des besoins, il donne la possibilité d'assurer la réalisation de ces intérêts et de ces besoins".

⁹⁰ La fiction de la société sans classes et du parti du peuple tout entier, permet de saluer tous les courants d'idées bourgeois au nom du "pluralisme socialiste". Victor Aksutchitz, dirigeant en 1990 du Mouvement chrétien-démocrate russe, fut membre du PCUS jusqu'en 1979; il maintient toujours des contacts avec la sensibilité démocrate-chrétienne au sein du PCUS.

⁹¹ Nicolai Travkine est entré au Parti en 1963. A la mort de Brejnev, il croit encore à ce qu'il appelle "l'idéal socialiste". Gorbatchev lui décerne le titre de

Héros du Travail Socialiste. En février 1990, il pense toujours changer le PCUS de l'intérieur. Aujourd'hui, il dirige le Parti démocrate de Russie et se prononce pour le capitalisme sans fard, "une économie de marché et la propriété privée". Il maintient des contacts à l'intérieur du PCUS avec la tendance Eltsine.⁹²

Gorbatchev a permis que se crée, au sein du PCUS, une fraction ouvertement bourgeoise, dite "Plate-forme démocratique", dirigée par Eltsine, soutenue activement par Yakovlev, le numéro deux du Bureau politique, et comprenant toute l'avant-garde "radicale de gauche" (l'étiquette que se donnent les partisans de madame Thatcher, eux qui s'en prennent quotidiennement aux conservateurs soviétiques, appelés aussi staliniens...). Sous leur pression et sous celle du groupe Sakharov, le PCUS a rayé les articles 6 et 7 de la Constitution, renonçant du coup au monopole du pouvoir et ouvrant la voie au pluralisme bourgeois.

Le XXVIII^e congrès marque le tournant vers un régime politique bourgeois intégral. Désormais, dit Gorbatchev, le Parti luttera "dans le cadre du processus démocratique, des élections aux organes législatifs. Dans ce sens, il agit comme un parti parlementaire".⁹³ Il formera des coalitions avec les nouveaux partis, ouvertement bourgeois, ceux-là. Gorbatchev veut "l'entente, l'action commune, une large coopération avec tous les mouvements sociaux de tendance progressiste dans l'intérêt de la perestroïka".⁹⁴ Dans la vie intérieure aussi, Gorbatchev prône la social-démocratisation. "Le PCUS repousse résolument le centralisme démocratique tel qu'il s'est formé dans les conditions du système administratif injonctif. La démocratisation dans le Parti suppose le droit des communistes d'exprimer en groupe leurs opinions dans des plates-formes."⁹⁵ On ne tardera pas à constater que le centralisme démocratique est remplacé par le libéralisme d'une part et l'autoritarisme bourgeois d'autre part. Autre mesure du même genre qui mène à la liquidation: "Il faut assurer l'indépendance des partis communistes des républiques fédérées. Ils élaborent leurs propres documents de programme et normatifs".⁹⁶ Eclatement interne en fractions, éclatement formel en quinze partis fédéraux indépendants.

Gorbatchev a eu une dernière remarque, fort significative, sur le parti. Elle permet de relativiser les contradictions entre les soi-disant "conservateurs", "centristes" et "réformistes radicaux" dont la presse, tant soviétique qu'occidentale, nous rabat les oreilles. Gorbatchev décrit comment le comité central, issu du XXVII^e congrès, a élaboré la nouvelle orientation: "En dépit de toute la diversité des opinions, de l'affrontement des positions et même des divergences, les décisions portant sur toutes les questions de principe ont été prises de façon unanime aux sessions plénières, et, sans relâche, pas a

pas, nous avons avancé". ⁹⁷ L'option fondamentale pour le marché, la privatisation et le multipartisme bourgeois semble faire l'unanimité ou presque, les divergences concernant essentiellement le rythme des changements et les mécanismes de leur contrôle.

Et pourtant, le parti éclatera au cours du congrès de "l'unité autour de la perestroïka". Avant le XXVIII^e congrès, le chef de la fraction la plus à droite, Eltsine, avait dit: "Je défendrai la plate-forme démocratique qui s'est formée au sein du Parti, car à mon sens, elle permet de réaliser une réforme radicale du PCUS". ⁹⁸ Or, on peut constater depuis 1987 que l'aile droitière du PCUS joue magistralement son rôle d'avant-garde, entraînant chaque fois l'ensemble du parti plus à droite. Maintenant que le congrès du parti communiste a adopté une plate-forme de restauration du capitalisme, Eltsine juge le moment venu pour foncer. Il quitte le parti, accompagné de Popov, Soltchak, Afanassiev et d'une partie de la "plate-forme démocratique". Eltsine patronne la fondation du Parti républicain de la Fédération russe.

Une intervention d'un délégué du groupe Eltsine nous apprend que les droitiers ont quitté le parti pour pouvoir représenter ouvertement le nouveau patronat et pousser l'ensemble de l'establishment dans cette direction: "On nous demande si nous voulons former d'abord des entrepreneurs et puis défendre les ouvriers contre eux. C'est effectivement ces deux choses que nous voulons réaliser en même temps". ⁹⁹ Ainsi, la bourgeoisie autour d'Eltsine se propose de promouvoir une classe d'exploiteurs capitalistes, tout en se réservant, en même temps, la défense des nouveaux exploités!

Un dialogue intéressant s'est développé entre deux hommes d'Eltsine, membres de la "plate-forme démocratique", l'un, Lev Karpinski, décidant de rester dans le PCUS, l'autre, Chostakovski, de le quitter. Le premier juge "nécessaire de rester dans le PCUS pour y travailler dans l'intérêt de la démocratisation du parti et de la société". Le second réplique: "Le PCUS s'est définitivement démasqué. Il demeure le frein principal des réformes démocratiques dans le pays". Aucune divergence politique majeure entre les deux hommes, Karpinski soutenant l'appel d'Eltsine à former une alliance entre toutes les forces pro-perestroïka. ¹⁰⁰ Youri Prokoviev, membre du Bureau politique, n'a pas non plus de divergences notoires avec le groupe Eltsine: "A maintes reprises, j'ai essayé de convaincre Chostakovski que, dans le cadre du parti, le travail pouvait être organisé d'une manière plus efficace, plus performante." ¹⁰¹ Le sens de tout ceci est clair: l'existence d'un parti indépendant, ouvertement capitaliste et composé d'anciens dirigeants du PCUS, permet aux droitiers qui sont restés dans le parti, de pousser avec plus de force à la restauration.

Pour précipiter ce mouvement, les partisans d'Eltsine à l'intérieur et à l'extérieur du parti, ne reculent pas devant le chantage. Ainsi, Temps Nouveaux peut écrire: "Le PCUS est aujourd'hui placé devant une alternative très dure: s'engager dans la voie d'un parlementarisme civilisé (où il a des perspectives peu brillantes) ou connaître la scission, la désagrégation, l'auto dissolution. Certains événements dans les pays de l'Europe de l'Est montrent des détails de ce processus. Chez, nous, il peut, hélas, prendre des formes autrement moins civilisées. (...) Point n'est besoin d'être prophète pour prédire une rapide apparition de l'exigence d'interdire le parti 'd'avant-garde' en tant qu'organisation politique extrémiste, présentant un danger pour le système démocratique constitutionnel." ¹⁰²

Le multipartisme bourgeois.

En dehors du Parti communiste, on voit désormais fleurir en Union soviétique des centaines de partis politiques ouvertement bourgeois. Certains ne représentent qu'un clan autour d'une poignée d'arrivistes. D'autres forment des conglomérats mal définis, cherchant à s'unir autour de vieilles idéologies d'avant 1917. D'autres encore sont constitués de mercenaires qui s'efforcent de signer les programmes des partis conservateurs, démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates de l'Europe occidentale dans l'espoir de voir tomber la manne céleste de ce côté-là.

Le Parti démocrate de Russie s'est créé, le 27 mai 1990, à Moscou. Les organisations anticomunistes 'Mémorial', 'Aprel' et 'Chtchit' ont accepté l'adhésion collective au PDR. Le Parti chrétien-démocrate constituera une fraction au sein du PDR. Ses leaders: Nikolai Travkine, Guennadi Bourboulis, Lev Ponomariov, Marina Salie, Ilia Constantinov. Son programme s'appuie sur le Projet de Constitution de Sakharov, et contient deux notions clés: Une économie de marché et la propriété privée. ¹⁰³

Le Parti démocrate de Russie a conclu un accord avec deux autres partis qui rêvent d'un capitalisme à l'occidentale: le Parti social-démocrate de Russie d'Oleg Roumiantsev et d'Alexandre Obolenski, et le Parti républicain de la Fédération de Russie. Ce dernier, formé de proches d'Eltsine, a élaboré "un projet de privatisation de la propriété selon lequel la majeure partie, la terre y compris, doit être distribuée gratuitement à parts égales, aux citoyens du pays". ¹⁰⁴

Vladimir Jirinovski préside le Parti libéral-démocrate, surgi du néant en mars 1990, mais se réclamant du parti du même nom fondé en 1906... Nous verrons les positions politiques en flèche de ce monsieur, lorsque nous aborderons la nouvelle politique internationale de l'URSS.

Des partis démocrates-chrétiens n'ont jamais existé en Russie, mais en avril 1990 a été fondé, sous l'instigation des partis frères belge et allemand, le Mouvement chrétien-démocrate Russe. Victor Aksutchitz, le co-président, n'y va pas par quatre chemins: "Il y trois principes idéologiques au MCDR: l'anticommunisme conséquent, l'esprit chrétien, le patriotisme éclairé. (...) Le libéralisme ouest-européen a pu se concevoir seulement grâce au christianisme qui affirme l'égalité de tous devant Dieu." Trois responsables démocrates-chrétiens, Aksutchitz et deux prêtres, Viatcheslav Polossine et Cleb Yakounine, ont été élus députés du peuple de Russie. ¹⁰⁵

En septembre 1990 s'est réunie la Conférence des forces chrétiennes orthodoxes patriotiques à laquelle ont participé quatre cents représentants de quarante organisations, dont le Front national patriotique Pamiat. Ils préparent "la convocation d'une Assemblée des Etats provinciaux en vue d'élire un nouveau Tsar". ¹⁰⁶

Tous ces partis bourgeois restent précaires et très faibles du point de vue organisationnel. Depuis les attaques de Khrouchtchev contre l'expérience de la dictature du prolétariat en URSS, le désarroi idéologique s'est répandu progressivement dans la population, créant des ouvertures pour toutes sortes de courants d'idées bourgeois. Pourtant, ce n'est que depuis 1985 que ces courants réactionnaires peuvent se répandre sans entraves. Ce qui indique, soit dit en passant, avec quelle efficacité le combat contre les courants bourgeois a été mené sous Staline.

Gorbatchev n'exclut pas la formation d'un gouvernement de coalition qui comprendrait "des représentants de différentes forces sociales et des technocrates". ¹⁰⁷ Le premier ministre Ryjkov reçoit, à la même époque, une délégation du Bloc du Centre, dont monsieur Jirinovski du Parti libéral-démocrate, pour discuter d'un gouvernement de coalition. En novembre 1990, Gorbatchev et Eltsine, les frères ennemis, annoncent un accord pour fonder un gouvernement d'unité nationale dans lequel Eltsine réclame les postes de Premier ministre, de ministre de la Défense et des Finances. ¹⁰⁸ A l'évidence, l'existence d'un nombre croissant de partis bourgeois, qui prennent le parti communiste en tenaille, pousse l'ensemble de l'establishment vers la droite.

Les formations nationalistes bourgeoises.

La première forme qu'a prise le multipartisme bourgeois, a été celle des nombreuses formations nationalistes réactionnaires, surgies parmi la centaine de nationalités non russes. Le nationalisme bourgeois est une idéologie ayant de profondes racines dans l'histoire des différents peuples, c'est à lui qu'ont recours les anticommunistes de différents plumages, pour se créer

une base populaire.

Les positions libérales des Fronts populaires de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie sont suffisamment connues. Leur projet de restauration intégrale se résume dans ces quelques lignes: "La Lituanie a reconnu le droit à la propriété privée, elle est prête à donner la terre aux habitants, elle prépare des programmes de privatisation et d'encouragement du capital étranger.

Le gouvernement lituanien estime qu'il est indispensable d'indemniser ses citoyens des biens perdus dans les premières années du pouvoir des Soviétiques. Quant aux anciennes entreprises d'Etat, soit elles deviendront privées, soit elles passeront à l'actionnariat". ¹⁰⁹ En plus, les Fronts populaires des républiques baltes agissent en véritables officines de l'impérialisme allemand et américain. Vytautas Landsbergis, le président de la Lituanie, déclara récemment: "Nous sommes menacés d'une catastrophe économique, nous sommes menacés d'une action militaire. Le but de ma visite aux Etats-Unis était de demander une forme de protection politique de la part des Etats-Unis". ¹¹⁰

L'Ukraine est tombée sous le contrôle du Roukh, la formation nationaliste de droite. "La tension sociale en Ukraine augmente, rapporte l'agence Novosti, la situation économique se dégrade, on exige de plus en plus énergiquement que l'Ukraine se sépare de l'URSS et affirme sa souveraineté, le prestige des communistes baisse." Le 21 septembre, Viatcheslav Tchernovil, Président du Soviet des députés du peuple de la région de Lvov, a signé un arrêté confirmant le démontage des monuments de Lénine. A Ternopol, les militants du Roukh font le piquet devant le comité régional du PCUS pour réclamer la nationalisation immédiate des biens du parti communiste. De grands meetings-requiem sont organisés sur les lieux d'enterrement des éléments pro-fascistes et réactionnaires, exécutés en 1939-1941, après l'intégration des régions de l'Ouest dans l'Union soviétique. ¹¹¹

Environ 140 partis politiques, sociétés et associations se sont formés en Géorgie depuis avril 1989. En mars 1990 s'est déroulée à Tbilissi la première conférence du mouvement pour l'indépendance. Elle a lancé la campagne d'élection au Congrès national, conçu comme alternative au Soviet suprême. Certains partis ont pris part aux deux élections, celles, officielles, pour le Soviet et celles, en marge de la légalité, pour le Congrès national. C'était le cas du Parti communiste, qui a recueilli 5,5% des voix au Congrès, et 29,57% au Soviet suprême, se classant deuxième. Le Parti de l'Indépendance nationale de la Géorgie, que dirige Tsérétéli, est arrivé en tête des suffrages aux élections au Congrès avec 35,51% des voix et il a boycotté les élections au Soviet. Tsérétéli déclare: "Nous pensons que la Géorgie est un pays occupé et annexé". ¹¹²

Mandel est de tous les combats contre le mouvement communiste, au nom de la "démocratie pure, pour tout le monde".

Aussi, soutient-il en Lituanie comme en Ukraine, le "large front pour des objectifs nationaux et démocratiques" qui veut "la libération nationale"! ¹¹³

Les braves gens qui se laissent enivrer par la démagogie de la "démocratie pure" et qui jouent un rôle d'avant-garde dans le combat pour renverser le socialisme, constateront bien vite que leurs peines seront couronnées par l'instauration d'une dictature bourgeoise implacable. Ils pourront s'en plaindre amèrement: de toute façon, plus personne n'écouterà leur voix. Cette expérience, ne cessait de répéter Lénine, a été vécue des dizaines et des dizaines de fois au cours des grands mouvements révolutionnaires. ¹¹⁴ On ne peut donc pas dire que c'est par inadvertance que les trotskistes se sont placés, au nom de cette démocratie pour tous, du côté de la contre-révolution, que ce soit en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Hongrie ou en Union soviétique. Or, voici qu'en Lituanie, justement, une femme écrivain, démocrate mais antimarxiste, décrit parfaitement comment des intellectuels un peu rêveurs ont ouvert les brèches par lesquelles l'extrême droite s'est ruée sur le pouvoir.

Vidmante Jasukaityte, député du Soviet Suprême, dit d'un ton désabusé: "La renaissance (de la Lituanie) a commencé avec la cohésion des scientifiques et des artistes pour protéger la Baltique contre le risque d'être anéantie par les derricks. C'est alors que l'académicien Statulevicius et l'écrivain Petkevicius ont lancé une action qui devait apporter un premier succès tangible. Beaucoup de gens merveilleux ont maintenant quitté Sajudis, en laissant la place à des représentants agressifs des couches moyennes. L'intellect et la culture ont cédé dans la concurrence, face à ces représentants qui font tant de bruit en quête d'une domination. Sajudis périt, car il n'est plus alimenté par l'intelligence et la culture. Ceux qui ont gravi les marches de l'échelle hiérarchique uniquement grâce à l'idéologie — cette fois anticommmuniste -, demeurent tout aussi obscurs et cruels que les bolcheviks d'après-guerre".

115

Une dernière remarque. Certains ont trouvé une "explication" au déferlement des idéologies nationalistes en Union soviétique: tout cela est dû à des dizaines d'années d'oppression nationale par le "stalinisme". Cette thèse ne tient pas debout.

La guerre civile en Union soviétique s'est terminée en 1921. Dans les Républiques non russes, la résistance des féodaux et des bourgeois avait été particulièrement féroce. S'appuyant sur une longue tradition de domination, ces classes étaient ivres de vengeance et convaincues qu'elles verraient bientôt

la restauration. Staline et les bolcheviks ont mobilisé les masses les plus opprimées pour le combat contre la réaction. Certaines exagérations gauchistes ne peuvent nullement obscurcir le caractère révolutionnaire et juste de ces luttes. En 1941, l'influence des réactionnaires nationalistes sur les masses s'était fortement rétrécie. Quand Hitler a agressé l'Union soviétique, il basa sa politique sur le présumé mécontentement des "nationalités opprimées". Une feuille nazie, publiée en 1943, titre: "Pour le droit de leurs peuples: les unités de volontaires de l'Est sont l'incarnation de plus de 160 peuples que le bolchevisme a incorporé de force dans l'URSS". Et elle y va de ses explications: "Le peuple ukrainien est, de par son caractère même, opposé aux froides théories des Soviets, contraires à sa nature". "Pendant de longues années, le peuple d'Azerbaïdjan a fait une guerre sanglante contre le bolchevisme. Il a dû céder à la terreur." "Les Arméniens ont toujours eu des martyrs religieux. C'est pourquoi il est naturel de voir en eux les ennemis déclarés du bolchevisme." ¹¹⁶ Mais contrairement aux attentes des nazis, les nationalités "opprimées" ne se joignirent nullement aux fascistes. Si elles avaient été tellement "terrorisées" par Staline, qu'est-ce qui aurait pu les empêcher de collaborer en masse avec Hitler? En Belgique, comme en France, la grande majorité de la population a accepté le "fait accompli" de l'occupation. Dans toutes les Républiques de l'Union soviétique, en revanche, la résistance fut farouche: les masses travailleuses savaient qu'elles devaient leur libération au socialisme, au parti bolchevik et à Staline. Et la guerre antifasciste commune a scellé encore davantage l'unité des peuples de l'URSS. Il a fallu trente-cinq ans de pourriture révisionniste, pour que les idéaux socialistes soient complètement éteints au sein des structures soviétiques et que les courants nationalistes réactionnaires puissent, progressivement, se redresser.

Les mouvements de masse réactionnaires.

La légalisation de fait des partis bourgeois a impulsé l'apparition de courants réactionnaires de masse s'exprimant par des manifestations, des meetings et des grèves. Avec le verbiage "de gauche" qu'on lui connaît, le trotskiste Mandel a fait le panégyrique de ce "réveil des masses". Il déclara à la presse soviétique: "Le réveil de l'activité autonome des masses, de leur intervention croissante dans la vie politique, a incontestablement été stimulé par la glasnost et c'est encore une fois très positif. (...) Le régime bureaucratique ne pourra être éliminé que par une révolution par en bas, par une action résolue de dizaines et de dizaines de millions de citoyens soviétiques, avant tout de travailleurs." ¹¹⁷

Or, dans le désarroi politique qui règne à l'heure actuelle, une partie notable

des masses et une fraction importante de la classe ouvrière suit des démagogues populistes du genre Eltsine qui luttent avec acharnement pour l'introduction du capitalisme intégral. Pour être réellement autonome, c'est-à-dire poursuivre ses intérêts historiques de classe, et rompre totalement avec la bourgeoisie, le mouvement ouvrier doit adopter une politique marxiste-léniniste. L'activité "autonome" des masses qui excite tellement monsieur Mandel, pour se greffer sur des problèmes réels, n'en est pas moins dirigée par la contre-révolution bourgeoise.

Tout comme le font l'extrême droite et les organisations fascistes, le groupe Mandel appuie les forces de la restauration en vantant leurs mérites dans le combat "contre le régime bureaucratique" et "contre le stalinisme". Pourtant, tout militant de gauche qui veut s'informer, comprend facilement la véritable nature de tous ces "freedom fighters".

Ainsi a eu lieu à Moscou, le 15 juillet 1990, une manifestation de pratiquement toutes les formations qui ont reçu, ces dernières années, le soutien enthousiaste des trotskistes. Selon Les Nouvelles de Moscou, elle "était la plus importante intervention antigouvernementale et anticomuniste de ces dernières années, organisée par le bloc Russie démocratique, l'association des électeurs de Moscou, le Mémorial, la plate-forme démocratique du PCUS, l'Union Bouclier et d'autres. Les banderoles 'Le PCUS dans la poubelle de l'histoire!', 'Compatriotes guérissons la Russie du Bolchevisme!', 'PCUS, rends-nous les imprimeries!' étaient accompagnées par les cris: 'A bas le PCUS!'. Les organisateurs affirment avoir rassemblé 400.000 personnes. (...) Viatcheslav Golikov, membre du comité de grève des mineurs du Kouzbass a remercié les Moscovites pour leur soutien: '... Le gouvernement soviétique doit donner sa démission. Sinon les mineurs entameront une grève politique permanente.'

Le meeting a exprimé sa solidarité envers les mineurs en grève et les quelques orateurs qui les représentaient, ont eu droit aux plus bruyantes ovations." ¹¹⁸

Des dizaines de clubs, de groupes et de partis s'affichant comme ouvriers, se sont réunis du 30 avril au 2 mai 1990 à Novokouznetsk pour fonder la Confédération du travail. Y ont participé 334 délégués des principales régions industrielles de Russie, de Biélorussie, d'Ukraine, du Kazakhstan, d'Azerbaïdjan, ainsi que des unions ouvrières de Lettonie et de Lituanie. Ce "mouvement ouvrier indépendant", applaudi par Mandel, a appelé de tous ses vœux au développement du capitalisme... "Le congrès s'est franchement prononcé pour le développement dans le pays de rapports de marché en précisant que la transition au marché devait s'opérer à mesure que seraient

créés des mécanismes de protection sociale des travailleurs." ¹¹⁹

Un sondage a été effectué parmi plus de 500 délégués au premier congrès des mineurs de l'URSS, tenu en juin 1990 à Donetsk. 89% des interrogés se sont prononcés pour une économie de type capitaliste! A la question: "Pour quelle forme d'économie militez-vous?", ils étaient 4% à préférer une économie planifiée. 55% répondaient: pour une économie de marché contrôlée, mais avec une protection sociale des travailleurs. 34% voulaient le marché libre sans plus. 53% étaient d'avis qu'il faut implanter la propriété privée des entreprises aussi largement que possible, 23% le veulent "à titre d'exception". ¹²⁰

Depuis le livre de Philip Agée, *Journal d'un agent de la CIA*, on sait que dans tous les pays, une des tâches prioritaires de la CIA est d'influencer les syndicats ouvriers. Le mouvement "ouvrier" réactionnaire, contrôlé par la droite, a joué un rôle important dans la chute d'Allende au Chili et dans la défaite des Sandinistes au Nicaragua. Si le réactionnaire polonais Pilsudski fut le père de Solidarnosc, la CIA était sa mère.

Aujourd'hui, l'Occident espère faire jouer le même rôle au mouvement ouvrier "indépendant" en URSS. "Dans le contexte du monopole total de l'Etat, écrit un certain Léonid Gordon, les collectifs de travailleurs se trouvent suffisamment puissants pour briser la résistance qui s'oppose aux transformations démocratiques, et ce sans recourir à la violence. De ce fait, le mouvement ouvrier peut représenter l'un des facteurs les plus importants d'accélération de la perestroïka. Il y a à peine un an, les mineurs ont suivi Andreï Sakharov en intervenant parmi les premiers pour l'abrogation de l'article 6 de la constitution de l'URSS sur le rôle dirigeant du Parti. Actuellement ils sont encore les premiers à réclamer la création d'un gouvernement de coalition jouissant de la confiance du peuple." ¹²¹ A l'époque, dans un article saluant les grèves des mineurs, les trotskistes mentionnaient, dans des termes presque identiques, la position "d'avant-garde" adoptée par Sakharov, Eltsine, Afanassiev et Popov pour "un multipartisme", pour "la démocratisation" et contre "l'article 6 de la constitution". La "révolution pour éliminer la dictature bureaucratique", prônée par Mandel, rejoint point par point les tactiques élaborées par Elena Bonner, la veuve de Sakharov. On comprendra que ce n'est pas par hasard, que Mandel a encensé Sakharov comme étant un "progressiste" et un "radical de gauche"! Voici comment la veuve Sakharov éclaire la stratégie de la "grève générale politique" chère au chef trotskiste. Le lecteur comprendra que, lorsque Elena Bonner parle de "la gauche", elle désigne ce qui est communément appelé, chez nous, la droite...

"Il est impossible, affirme madame Sakharov dans un commentaire sur le

XXVIIIe congrès du PCUS, de refaire, de remanier, de réformer le Parti. Le pays en a assez. (...) La gauche est apparue sur l'avant-scène, avec pour point culminant, le moment où Boris Eltsine a déclaré qu'il quittait le parti. (...) L'erreur principale des forces de gauche est de ne pas avoir appelé le pays à soutenir les mineurs. La présence tacite de la gauche dans la salle la plaçait du même côté que la droite. Il semblait qu'elles avaient la même crainte du peuple. Crainte de la rébellion, du désordre. Mais la grève politique n'est pas une rébellion, c'est l'unique possibilité du peuple de manifester sa volonté. Les grèves et les manifestations massives dans les rues des pays est-européens l'ont démontré. (...) Les élus du peuple doivent comprendre eux-mêmes et savoir expliquer au peuple qu'il est possible d'avancer sans émeute et sans effusion de sang, mais pour cela, le pays doit se débarrasser du parti-monopole, du parti-pouvoir. (...) Le parti ou ses leaders sont responsables que nous en soyons là en soixante-dix ans. Le plus important est que le Parti est devenu un obstacle psychologique. Les biens du Parti doivent être nationalisés et le PCUS doit être dissous, par décret, non pas du Parti, mais des députés du peuple de l'URSS. Mais dans leur composition actuelle, ceux-ci sont incapables de prendre une telle décision. (...) Il faut un mouvement en faveur des élections anticipées des députés du peuple de l'URSS. Et la grève politique générale est l'unique moyen de faire naître ce mouvement. Andreï Sakharov la considérait déjà indispensable en décembre. Le temps a prouvé qu'il avait raison." ¹²²

Mandel, cet alchimiste de formules ronflantes servant à envelopper les mille ingrédients de la politique américaine, peut apprendre de la veuve Sakharov ce que parler clair veut dire.

La crise politique et économique générale.

Les vestiges des structures socialistes s'effritent, les dernières valeurs socialistes s'évaporent, les forces capitalistes se fraient un chemin à travers les débris chaotiques d'une économie planifiée écroulée, à travers la jungle d'une criminalité effarante où foisonnent bandits, maffiosi et "capitalistes de l'ombre".

Les éléments de la crise.

La crise économique s'aggrave de mois en mois. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, Gorbatchev a dénoncé en termes virulents la stagnation économique sous Brejnev. La croissance du revenu national, qui était de 6,5% lors de la période 61-65 et de 7,7% en 65-70, s'est rétrécie à 3,0% au cours des dernières années Brejnev, en 1981-1983. De la même façon, la productivité du travail a dégringolé de 3,4 et 3,2 pour cent dans les deux premières périodes à 1,4% en 1981-1982. ¹²³ C'est intolérable, répétait Gorbatchev, nous ne

pouvons pas continuer à vivre comme auparavant. Et de jurer que les conditions de vie s'amélioreraient de façon notable entre 1985 et 1990. Mais fin 1990, le Premier ministre Ryjkov lui-même se voit obligé de décerner un brevet d'incompétence à son chef: "Nous avons connu une baisse sans précédent de la productivité. En 1990, par rapport à l'année précédente, le revenu national produit a diminué de 4% et la productivité du travail de 3%".¹²⁴ Ryjkov affirme que le rythme de croissance est resté relativement stable en 1986–1988 et que l'effondrement de 1989–1990 a été provoqué par l'improvisation et l'incompétence des restaurateurs impatientes. Comme cause principale du "désastre" qui menace l'économie, il cite "le passage à grande échelle, mais non étudié dans tous les détails, à des principes de gestion nouveaux".¹²⁵

Aujourd'hui, les gens ont la nostalgie du temps de Brejnev... "Alors on arrivait encore à survivre, ce qui n'est plus le cas avec la perestroïka" — entend-on dire de plus en plus souvent. "Qu'est-ce que je peux dire, soupire une vieille femme ukrainienne. Pas de lait, on a 500 gr. de gruau par mois, on a droit à trois boîtes d'allumettes, mais impossible d'en acheter. Je touche une pension de 76 roubles. Que peut-on acheter pour cet argent? La faim, nous la connaissons en permanence." ¹²⁶

Comme Gorbatchev a décidé de passer à l'économie de marché et à l'entreprise privée, tout le monde sabote le système planifié, chacun se mettant à voler et à détourner. Se constituer un capital pour ne pas manquer le grand rendez-vous des nouveaux entrepreneurs, voilà le mot d'ordre des fanatiques de la perestroïka. Capitalistes de l'ombre et bureaucrates, spéculant sur le manque de produits de première nécessité, font augmenter les prix. Ils accumulent des fonds dont ils se serviront lors des prochaines privatisations.

La production industrielle a chuté en 1990 de 0,8% et pour l'année à venir, la diminution sera d'environ 1,5%. Le 19 décembre 1990, Ryjkov donne un chiffre qui montre bien la destruction, provoquée par la perestroïka: "Jusqu'à présent, les entreprises du pays n'ont conclu que 60% des contrats de fourniture de produits. Ce chiffre traduit une destruction grave des liens économiques".¹²⁷ De 1988 à 1991, la production de pétrole aura diminué de 10%. Le déficit budgétaire, 60 milliards de roubles en 90, montera en flèche pour atteindre 250 milliards de roubles. "Ceci conduirait à l'effondrement complet du marché des produits de consommation et à une inflation galopante", dit Valentin Pavlov, le ministre des Finances.¹²⁸

Le facteur principal de la crise politique est l'éclatement de fait de l'Union soviétique en quinze républiques "indépendantes". La Russie, l'Ukraine, la

Biélorussie, la Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Kirghizie et le Kazakhstan ont décrété leur souveraineté étatique à laquelle ils tiennent par-dessus tout. Ils donnent la priorité à la souveraineté et non au nouveau Traité de l'Union, proposé par Gorbatchev. Quant à la Lituanie, à l'Estonie, à la Lettonie et à la Géorgie, elles ont déclaré d'avance qu'elles refuseront de signer ce Traité.¹²⁹

Mais chacune des quinze Républiques "souveraines" éclate à son tour sous la pression de ses propres mouvements "indépendantistes". Eltsine, le président de la Fédération de Russie, veut signer un "traité fédératif" avec les seize républiques autonomes qui constituent sa Fédération, avec les cinq régions autonomes et les dix districts autonomes que compte la Russie et qui, presque tous, ont proclamé leur autonomie réelle ou carrément leur indépendance!¹³⁰ Les "démocrates" qui régissent sur la Géorgie "indépendante" viennent d'abolir la région autonome d'Ossétie du Sud. Sur quoi les Ossètes se préparent au soulèvement. En Ukraine, la tension monte entre l'Est et l'Ouest, plus orienté vers l'extrême droite, de même qu'entre les Ukrainiens et les Russes, qui constituent 21% de la population.

Gorbatchev semble dépassé par les événements, et les pouvoirs presque illimités qu'il s'est attribués ne changent rien à son impuissance notoire. Début janvier 1991, les fascistes qui président, en coulisses, aux destinées de la Lituanie, amplifient de main de maître leurs provocations. Gorbatchev y réplique en se lamentant sur "l'incompréhension et même le refus de comprendre la politique du Président"!¹³¹ Pour la vingtième fois, on l'entend dénoncer "des actes illégaux, la violation même de la Constitution, les atteintes virulentes aux droits civils, la discrimination des gens appartenant à une autre nationalité, le comportement irresponsable à l'égard de l'armée". Puis, comme pour annoncer qu'il persévéra dans l'inconsistance et la capitulation, il critique "des actions arbitraires de la part des troupes" et s'exclame: "Ni la politique intérieure, ni la politique extérieure n'ont changé".¹³²

Chaque victoire des nationalistes de droite dans une République, intensifie les vociférations indépendantistes dans les autres. Gorbatchev agite l'épouvantail de la guerre et de la catastrophe. "Nous ne pouvons pas nous diviser. Si nous commençons à nous diviser, ce sera la guerre. Une guerre terrible, des conflits armés. Nous ne pouvons pas partager l'armée, l'arme nucléaire. En général, cela peut déboucher sur une catastrophe non seulement pour notre pays, mais aussi pour le monde entier."¹³³ Mais dans son nouveau Traité de l'Union, pour bien marquer la rupture avec l'Union soviétique de Lénine et de Staline, Gorbatchev a inscrit comme premier principe: "Chaque République signataire du Traité est un Etat souverain et a toute la plénitude du pouvoir d'Etat sur son territoire".¹³⁴ Même si Gorbatchev peut faire ac-

cepter son Traité par référendum, l'escalade de l'agitation séparatiste et fasciste continuera.

La crise économique et politique générale détruit la confiance de la population dans pratiquement toutes les structures politiques du pays.

L'équipe de Gorbatchev, qui a elle-même déchaîné toutes les forces antisocialistes, constate "l'échec de la perestroïka". ¹³⁵ "La perestroïka, en 1985, avait pour objectif de renouveler le socialisme, de surmonter ses déformations, déclare le Premier ministre Ryjkov. Mais elle n'a pas pu tenir ses promesses en raison de l'influence des forces destructrices qui, c'est évident aujourd'hui, cherchent à changer le caractère même de notre système socialiste." ¹³⁶ Ryjkov, qui sait qu'il est un homme politique fini, parle en toute franchise devant les députés. "La perestroïka a détruit de nombreuses structures anciennes de l'Etat et du parti. Or, rien d'efficace n'a été créé à leur place. Cela s'est répercuté immédiatement sur l'économie où il n'y a maintenant ni plan, ni marché. (...) Il suffit de faire un seul faux pas — priver la société de telles ou telles garanties sociales -, pour que cela provoque une explosion sociale. Le gouvernement ne pouvait pas ne pas en tenir compte, raison pour laquelle on l'accuse jusqu'à présent de conservatisme." ¹³⁷

Si en décembre 1989, Gorbatchev avait l'entière confiance de 52% des Soviétiques, dix mois plus tard, ce chiffre a chuté à 21%. ¹³⁸

Mais l'opposition de droite à Gorbatchev, les Eltsine, Popov, Sobtchak et autres Afanassiev, malgré leur victoire impressionnante aux dernières élections des Soviets, n'ont pas une emprise organisée et stable sur les masses. Les disputes entre les différentes sectes et clans de "démocrates", leurs sorties démagogiques, commencent déjà à lasser les gens. Un journal proche de ces droitiers publie les remarques d'un homme désabusé: "J'ai l'impression que le seul résultat des élections est que nous avons remplacé des salauds par des idiots". Les Soviétiques en avaient assez des bureaucrates et de leurs privilèges du temps de Brejnev; les "démocrates" se sont fait élire grâce à mille promesses démagogiques et autant de phrases populistes. Mais la population, poussée à bout, ne digère pas les promesses non tenues. Un député "démocrate", Oleg Poptsov, fait certains constats pertinents: "L'épreuve du pouvoir local, le plus rapproché des besoins pratiques et des problèmes des citoyens, est devenue la plus difficile pour les démocrates. (...) Les démocrates sont vulnérables en matière d'exécutif. Cela provient du fait qu'ils ont fait de l'appareil une cible politique constamment visée. Ils l'ont déstabilisé, l'ont fait reculer. Mais la malédiction se retourne contre l'appareil nouveau que les démocrates ont bien de la peine à constituer". Une partie de l'opinion publique se détourne aussi bien d' Eltsine que de Gorbatchev et commence à

spéculer sur l'arrivée d'une troisième force: l'armée ou le soulèvement populaire. "L'idée de la troisième force est symptomatique, continue Poptsov. Elle confirme le vide dans l'arène politique, comme la volonté de rester en proie aux outrances. La société fatiguée, indigente est au bord du désespoir."
139

Une vague de délinquance a déferlé sur le pays: on tue, on viole, on pille. "Selon les sondages, ce qui inquiète le plus les gens, c'est l'absence d'ordre. Cela signifie-t-il que celui qui le garantira jouira de la confiance de la société?", se demande un sociologue soviétique réputé. ¹⁴⁰

La bourgeoisie libérale et pro-occidentale.

Quelle voie prendra l'Union soviétique? Dans un pays en train d'éclater, où le parti dirigeant se disloque, où la crise ravage tous les domaines de la vie économique et sociale, les forces politiques vivent de grandes mutations (il y a un an et demi, Gorbatchev jurait vouloir maintenir le rôle dirigeant du PCUS...), les alliances politiques se font et se défont à une allure accélérée (en 1988, Gorbatchev était très populaire en Lituanie...).

Pourtant, on peut déceler quatre orientations politiques majeures.

D'abord, il y a une orientation politique qui se dessine assez nettement et qu'on peut appeler la ligne de la bourgeoisie libérale et pro-occidentale. Ses protagonistes sont les droitiers du genre Eltsine, Popov, Soltchak, Afanassiev, Chmelev, Bogomolov et Yakovlev, que d'autres appellent les "réformateurs radicaux", les "progressistes" ou encore les "radicaux de gauche". Ils rejoignent les positions des nationalistes bourgeois des Républiques non russes. Tous sont partisans d'une introduction, à une allure forcée, de la propriété privée des moyens de production, d'un programme de privatisations radical. En plus, ils croient que l'indépendance complète des différentes Républiques constitue le seul moyen efficace pour consolider la bourgeoisie libérale sur tout le territoire de l'Union soviétique. Tous s'avancent très loin dans la politique de rapprochement avec l'impérialisme: leurs vœux vont de l'intégration au Marché commun à l'introduction massive de capitaux étrangers. Mais si Eltsine et Yakovlev prônent pour l'instant un "marché commun" entre les quinze Républiques "indépendantes", sur le modèle de la Communauté européenne, il n'est pas évident que les dirigeants des trois Républiques baltes et de la Géorgie se contenteront de moins que d'une indépendance totale et d'une association avec l'Europe occidentale.

On se rappellera que les trotskistes du groupe Mandel ont soutenu tous les protagonistes de cette orientation libérale-bourgeoise et pro-occidentale: les Eltsine, Afanassiev et Bogomolov comme les nationalistes-fascistes de Litua-

nie, de Lettonie, d'Estonie et d'Ukraine.

Des efforts sont entrepris pour réunir toutes ces forces libérales dans un 'Forum démocratique'. Le Parti démocrate de Russie, le Parti républicain (l'ancienne Plate-forme démocratique d'Eltsine au sein du PCUS) et le Parti social-démocrate y prendraient part, de même que les grands ténors démocratiques "indépendants": Eltsine, Popov, Sobtchak et les autres. La participation des trois Républiques baltes semble acquise. "Youri Afanassiev, à ce propos, vient de discuter maintes questions dans les Républiques baltes. Des négociations préliminaires ont eu lieu avec l'Ukraine. Les représentants du Kazakhstan se sont déclarés eux aussi désireux de participer au forum." ¹⁴¹

Eltsine a d'ailleurs repris, pour la Russie, la démagogie nationaliste qui soude les forces réactionnaires dans les Républiques non russes. Pour devancer le Traité de l'Union, grâce auquel Gorbatchev veut éviter l'éclatement, Eltsine a publié, en novembre 1990, la nouvelle constitution de la République fédérative de la Russie. Le mot socialiste y a été rayé, le droit à la propriété privée des moyens de production y figure; la Russie contrôlera les ressources naturelles sur son territoire et sera responsable de ses forces armées et de sa politique extérieure, deux domaines que Gorbatchev réserve à l'Union. ¹⁴² En décembre, Eltsine a signé, en tant que président de la Russie, un traité avec l'Ukraine, considérée comme un Etat souverain. Des traités comparables avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie suivront, déclara Eltsine. Ainsi, il s'efforce de réaliser son idéal d'une Communauté nouvelle entre Etats souverains, à l'image de la Communauté européenne. ¹⁴³

Tous ces libéraux ont des liens fort étroits avec l'impérialisme américain et européen, qui agissent pourtant avec beaucoup de discrétion, tant le démantèlement des structures socialistes en URSS est une affaire délicate et compliquée. Lors du sommet des trente-quatre pays en novembre 1990 à Paris, Gorbatchev apparaissait comme un homme largement dépassé par le déferlement des forces de droite en URSS. "Pour la première fois, note The Guardian, les dirigeants occidentaux avaient des doutes: Gorbatchev était-il encore l'homme avec qui on pouvait traiter efficacement?" ¹⁴⁴ Jack Matlock, l'ambassadeur américain à Moscou, entretient des relations régulières avec Eltsine. "Nous ne pouvons pas nous permettre de négliger les autres forces politiques", affirme un responsable des Affaires étrangères. ¹⁴⁵ Gerald Frost, directeur de l'Institut for European Défense and Stratégie Studies, proche de madame Thatcher, peut se permettre de parler plus clairement: "La structure prédominante (en URSS) est celle de la machine d'Etat en place — le gouvernement, la bureaucratie, le KGB et les syndicats officiels. La seconde structure, bien sûr la plus faible, comprend les Républiques, les nouveaux partis politiques et les nouveaux syndicats indépendants. Si l'Occident ne

veut pas prolonger la mort de la première structure, alors, les ministres de la Communauté européenne devraient tourner leur attention vers la nouvelle structure de pouvoir".¹⁴⁶

Ainsi, la fraction la plus agressive du monde impérialiste accepte les risques liés à l'éclatement violent de l'Union soviétique. La balkanisation de l'Afrique et du monde arabe a assuré les conditions optimales pour la domination impérialiste. Les esprits les plus imaginatifs de l'Occident commencent à rêver, au-delà de la restauration du capitalisme en URSS, à son assujettissement économique et politique. Gorbatchev n'a donc pas tort de dénoncer ceux qui font des "courbettes devant l'étranger pour l'inviter à résoudre nos problèmes".¹⁴⁷

Les tenants de l'économie mixte et du pouvoir central fort.

La deuxième ligne politique, qui prédomine pour l'instant, est celle d'un capitalisme mixte dans une Union maintenue entre les quinze Républiques et placée sous une autorité centrale forte, capable de maîtriser les processus complexes qui accompagnent le passage du socialisme au capitalisme.

Cette ligne s'incarne, pour l'instant, dans l'alliance Gorbatchev-Brejnev.

Maintenant que l'orientation vers le marché et l'entreprise privée est fermement établie, un rapprochement devient possible entre le groupe Gorbatchev et la vieille bureaucratie brejnévienne. Les deux craignent que l'éclatement de l'Union en quinze Républiques "indépendantes" et l'effritement des structures politiques avec l'avènement de multiples partis bourgeois peu solides, précipiteront l'Union soviétique dans un cycle infernal de guerres civiles réactionnaires et d'insurrections populaires.

A ce propos, deux mesures fondamentales ont été prises par le Soviet suprême, fin décembre 1990.

Un nouveau Traité de l'Union a été adopté. Chaque République devient un "Etat souverain" qui développera son économie sur les bases du marché et des relations capitalistes, la planification centrale de l'économie étant, pour l'essentiel, liquidée. Le marché cimentera l'Union, comme c'est le cas pour la Communauté européenne. Gorbatchev juge le maintien de l'Union essentiel pour l'émergence d'entreprises capitalistes vigoureuses. Il faut, dit-il "faire en sorte que les entreprises puissent dynamiser leurs activités et accroître leur rendement, en utilisant à cet effet les possibilités de l'immense marché (de l'Union)".¹⁴⁸

Il faudra une majorité de trois quarts des voix, pour qu'une République puisse prendre l'option de quitter l'Union, option qui doit être confirmée par un second référendum, cinq années plus tard. Un conseil de la Fédération

regroupera les présidents des quinze Républiques et déterminera les grandes options de la politique intérieure et extérieure. Mais l'autorité sur toute l'Union sera essentiellement concentrée entre les mains du Président qui détient le pouvoir administratif et exécutif suprême.¹⁴⁹

Deuxièmement, l'Union soviétique a été dotée d'un régime présidentiel dans lequel le conseil des Ministres dépend de Gorbatchev, qui, en plus, dirige le conseil de la Fédération et le conseil de Sécurité. Cette création d'un pouvoir présidentiel fort, à l'image du régime américain, répond à quatre préoccupations différentes.

D'abord, seul un pouvoir présidentiel fort pourra vaincre les résistances contre l'introduction du marché capitaliste. Cette idée se retrouve dans pas mal de commentaires. "La société soviétique, éduquée pendant plus de soixante-dix ans dans la négation de la propriété privée, n'accepte qu'à contrecœur son idée. La résistance des structures sclérosées à la privatisation sera importante, surtout en province. Pour en venir à bout, il sera nécessaire de recourir au pouvoir présidentiel."¹⁵⁰

Ensuite, un pouvoir présidentiel fort est nécessaire pour imposer des limites aux quinze Républiques "souveraines" et éviter l'éclatement. Il s'agit de mettre fin à la guerre des lois où les décisions de l'Union sont constamment contredites par celles des Républiques.

Troisièmement, le régime présidentiel sera, aux yeux de ses partisans, mieux apte à maintenir l'ordre, à mettre fin à la violence politique, surtout inter-ethnique, et aux attaques contre les structures de l'Etat, à combattre la criminalité, à lutter contre la mafia économique. Cinquante-trois dirigeants militaires, économiques et politiques, dont le chef de Pétat-major de l'armée, Mikhael Moisejev, ont lancé un appel, le 19 décembre 1990, dans lequel on lit: "Nous sommes menacés par une dictature désastreuse de gens qui ne connaissent pas de scrupules dans leur désir de posséder le territoire, les ressources, la richesse intellectuelle et la force de travail du pays appelé Union soviétique. Nous vous suggérons de prendre immédiatement des mesures contre le séparatisme, contre les activités subversives visant l'Etat, contre l'instigation à la violence inter-ethnique: utilisez la loi et les pouvoirs qui vous ont été donnés".¹⁵¹

Finalement, un régime présidentiel fort pourra maintenir la cohésion du Parti communiste et éviter son éclatement sous les coups des mouvements et des partis anticomunistes. Ainsi, Vladimir Krioutchkov, le chef du KGB, a-t-il lancé, devant les caméras, un appel à combattre la vague anticomuniste; il s'en est pris, ensuite, aux services secrets étrangers qui mènent une guerre secrète contre l'Etat soviétique et encouragent les courants radicaux.

¹⁵² Si le Parti communiste s'effondre, l'éclatement du pays et des guerres civiles seront inévitables.

L'instauration d'un régime présidentiel fort a suscité des réactions diverses, mais une majorité très large et diverse du Soviet suprême soutient ce changement fondamental du régime politique. Le groupe Soyuz, qui combattait Gorbatchev pour sa gestion économique désastreuse et ses écarts par rapport au socialisme (largement compris dans sa forme brejnévienne), a soutenu les mesures proposées, tout comme l'a fait Gavriil Popov, le bourgmestre de Moscou, un libéral proche d'Elsine. ¹⁵³

On peut noter d'ailleurs que la question du pouvoir fort divise les libéraux pro-occidentaux, certains estimant qu'une restauration capitaliste intégrale à la base, a toujours besoin d'une impulsion énergique venant du sommet. Chataline, économiste proche d'Elsine, déclare: je soutiens "une gestion forte, voire sévère, qui serait capable de renforcer le pouvoir exécutif, de créer des conditions favorables à la mise en place d'un marché uni à l'échelle de toute l'Union soviétique". ¹⁵⁴

Finalement, il y eut 305 voix pour le pouvoir présidentiel fort et 36 "démocrates radicaux" ont voté contre. Ces derniers ont poussé quelques clameurs contre la dictature. Chevarnadze, qui est, avec Yakovlev, l'homme le plus à droite de l'équipe Gorbatchev, démissionna le 20 décembre 1990 en s'exclamant: "Les démocrates se sont enfuis, les réformateurs se cachent, la dictature approche, mais personne ne sait quelle sera cette dictature et qui sera le dictateur". ¹⁵⁵ Youri Afanassiev, aussi, croit que l'Union soviétique tourne mal. Pendant les cinq années de perestroïka, écrit-il, nous avons continué à "dilapider nos réserves d'or et de diamants" en continuant à soutenir "des régimes politiques comme ceux de l'Irak, de Cuba, de l'Angola". Fin décembre, les "conservateurs et réactionnaires de l'appareil du parti, du KGB et du complexe militaro-industriel" se sont unis pour affirmer que les nationalistes en Lituanie, en Lettonie, en Estonie et en Géorgie ont des liens avec la CIA. "Tout ceci confirme l'opposition de ces forces politiques à l'accélération du passage à l'économie du marché", affirme Afanassiev, dans un article intitulé: "Nous allons à la dictature". ¹⁵⁶ Eltsine parle de la menace d'un "autoritarisme sans limites", ajoutant: "Ni Staline, ni Brejnev n'avaient de tels droits et de tels pouvoirs sur une base légale". ¹⁵⁷ Tous ces libéraux, qui sont de fervents partisans de la dictature de la bourgeoisie, fulminent contre "la dictature", parce que la privatisation radicale, la division de l'Union soviétique en Républiques "indépendantes" et leur intégration dans l'Europe capitaliste se réalisent avec trop de lenteur.

Mais qu'en est-il du rapport entre le régime présidentiel fort et la dictature?

D'abord, toutes les forces appuyant la perestroïka sont partisans du capitalisme et donc de la dictature de classe des nouveaux bourgeois. Mais dans la plupart des Républiques de l'Union soviétique, la fraction majoritaire de la nouvelle bourgeoisie locale impose son hégémonie aux masses travailleuses en ayant recours au nationalisme de droite et à l'idéologie fascisante; elle compte arracher une indépendance totale pour exercer sa dictature, qui pourra vite prendre un caractère très violent contre les ouvriers et les couches les plus démunies, ainsi que contre les minorités nationales. En revanche, la fraction de la nouvelle bourgeoisie qui est liée à la grande industrie, à l'armée, à l'appareil de l'Etat central, estime que seule l'union des quinze Républiques permettra au capitalisme de se développer avec dynamisme et à l'URSS de devenir une grande puissance capitaliste.

La question est de savoir si la dictature bourgeoise, dans une Union soviétique maintenant son unité, pourra s'exercer essentiellement par des moyens économiques et politiques, comme cela se fait dans les vieux pays impérialistes, ou s'il faudra avoir recours à des formes violentes et à la répression contre les forces qui menacent le passage, dans l'ordre et dans l'unité, du socialisme au capitalisme.

L'hypothèse que l'Union soviétique va de l'avant vers une période de dictature bourgeoise ouverte et violente, nous semble la plus probable. En effet, en faisant sauter les dernières structures socialistes, les capitalistes de l'ombre, les bureaucrates et les technocrates s'emparent d'un nombre croissant de moyens de production, appartenant jusqu'à présent à l'Etat. Quelques centaines de milliers de nouveaux bourgeois poursuivent avec rapacité leurs propres intérêts privés. L'éparpillement et le fractionnement de cette classe sont ses caractéristiques principales. Cependant, une fraction importante de cette nouvelle classe est fiée à l'économie d'Etat et à l'appareil d'Etat; elle arrive sur la scène en tant que grande bourgeoisie liée à ce qui sera, après l'instauration du marché et de l'autonomie des entreprises, le capitalisme d'Etat. Dans la situation donnée de chaos et de crise généralisée, il est fort probable que la nouvelle bourgeoisie, dans toute sa diversité, ne trouvera son unité que sous la protection d'un régime bonapartiste.

L'avenir dira si l'Union soviétique a encore une chance de devenir une puissance capitaliste indépendante sous la direction d'un Bonaparte, émergeant des rangs du parti. Mais on ne peut d'ores et déjà pas exclure l'hypothèse de sa division en de multiples Etats capitalistes dépendants, dirigés par des Quisling et des Jaber al-Sabah au profit de l'impérialisme allemand et américain.

Dans leur majorité, nos multinationales préfèrent toujours une Union sovié-

tique qui marche de façon ordonnée, dans l'unité et sous un pouvoir fort, vers le capitalisme. Une déstabilisation générale et l'éclatement de multiples guerres civiles pourraient avoir des conséquences incalculables dans un monde déjà fort déséquilibré. La présence de milliers d'armes nucléaires, dans une Union soviétique déchirée par des guerres civiles, est un autre cauchemar. Dans un pays qui a soixante-dix ans de structures socialistes derrière le dos, il vaut mieux éviter une précipitation aventuriste vers l'entreprise privée. "Le pas important n'est pas la privatisation, écrit le directeur de l'Association pour l'Union monétaire de l'Europe, mais l'acceptation des droits de propriété privée. Seule la transformation du système légal peut créer les conditions préalables à l'initiative privée. Des entreprises nouvelles pourraient être créées et de nouveaux entrepreneurs pourraient s'épanouir, pendant que les vieilles entreprises continueraient d'appartenir à l'Etat. Après tout, des économies de marché comme l'Italie, l'Autriche et l'Espagne ont des secteurs publics importants, dont les entreprises opèrent avec succès dans les conditions du marché." "Il faut une privatisation graduelle et lente des entreprises appartenant à l'Etat." "Ce dont on a besoin, c'est une réforme monétaire fondamentale pour éliminer les surplus d'argent." ¹⁵⁸

Est-il possible que, pour instaurer un pouvoir central fort et réprimer les tendances à l'éclatement et à la guerre civile, l'armée prenne le pouvoir?

Certains progressistes, horrifiés par le caractère ouvertement restaurateur de la politique de Gorbatchev, espèrent qu'on verra bientôt surgir, au sein de l'armée et du KGB, des forces authentiquement marxistes-léninistes et que celles-ci, confrontées à l'anarchie et au chaos généralisés, prendront le pouvoir pour rétablir les principes socialistes. Le prochain régime musclé pourrait alors être salué comme un revirement vers le socialisme. Ces espoirs nous semblent illusoires.

D'abord, il est fort peu probable que l'armée prenne, seule, le pouvoir entre ses mains: les conflits politiques auxquels fait face l'Union soviétique sont tellement complexes, que le recours à une dictature militaire enflammera toutes les luttes et fera de l'URSS un grand brasier. Une dictature bourgeoise ouverte en URSS devra toujours lier l'intervention militaire à l'action politique. L'alliance entre l'armée, le KGB et un parti social-démocratisé, s'impose donc.

Ensuite, l'unité sur les questions essentielles de la perestroïka qui se manifeste tant au comité central du PCUS que dans le Soviet suprême, indique que les chefs militaires n'ont pas une option politique fondamentalement différente de celle défendue par Gorbatchev.

Attaqué par un journaliste des *Nouvelles de Moscou*, le général-colonel Boris

Gromov réplique: "Les généraux, noircis par Nouikine, ne sont pas moins intéressés à la perestroïka que lui. Employons nos talents, littéraires y compris, à la consolidation de toutes les forces en vue du développement des changements en cours". ¹⁵⁹

Le général-colonel I. Rodionov, lui aussi, a défendu de façon brillante la ligne du capitalisme mixte dans une Union soviétique forte, contre la ligne du libéralisme outrancier, du démantèlement de l'Union et de l'intégration dans l'Occident. Le général-colonel est partisan de la perestroïka, du marché et de l'introduction progressive de la propriété privée en économie, et du pluralisme bourgeois en politique. Aussi, s'oppose-t-il aux "stalinistes" qui ne veulent pas transiger sur les principes marxistes-léninistes. Mais le général-colonel estime que seul un parti fort pourra négocier le difficile passage vers le marché et le capitalisme. Aussi s'oppose-t-il au "bolchevisme de droite" pratiqué par les libéraux qui s'apprêtent à déclencher la chasse aux membres du PCUS et à plonger le pays dans d'interminables guerres civiles inter-ethniques. Voici ses thèses. "Le pluripartisme est devenu une réalité. Le pays a jeté bas ses chaînes idéologiques et politiques et cherche des voies de renaissance. La démocratisation ne représente pas pour les 'démocrates' un objectif, mais un moyen dans leur lutte pour le pouvoir. Leur nombre décroît, tandis que le PCUS change à vue d'œil. Ce dernier constitue donc un danger pour certains, qui craignent que l'on ne réussisse pas à l'éliminer, qu'il devienne, aux yeux du peuple une authentique avant-garde politique. D'où l'escalade des attaques contre le PCUS, des exigences de l'interdire, de le juger etc. Il devient évident que même la menace d'une guerre civile n'arrêtera pas les démocrates dans leur lutte pour le pouvoir. Il est à la fois ridicule et amer de voir que, tout en fustigeant l'approche de classe, les démocrates l'adoptent en cachette. Il y a un an ou deux, la presse 'démocratique' abondait en recherches théoriques — celle de S. Andréev et d'autres — sur la formation en URSS d'une classe nouvelle: la nomenklatura. Maintenant, on montre du doigt l'ennemi de classe. Elena Bonner le dit ouvertement: les voilà, ces parasites qui chantent l'Internationale.

Point n'est besoin d'être un génie pour comprendre qu'une fois parvenus au pouvoir, nos démocrates réaliseront en pratique l'approche de classe. Ils ne seront satisfaits que lorsque le PCUS aura été dissous et interdit et que ses biens auront été redistribués. En luttant pour le pouvoir en Lituanie, Sajudis revendiquait la liberté d'expression et de presse. Actuellement les communistes de Lituanie se voient obligés d'imprimer leur journal au-delà de la République. Prenons la lutte pour la souveraineté. Regardons combien ardemment les députés 'démocrates' de Moldavie et de Lituanie défendent le droit à l'autodétermination nationale pour les Moldaves et les Lituanais. Or, les

Gagaouzes en Moldavie et les Polonais en Lituanie n'ont eu droit qu'au mépris lorsqu'ils ont essayé d'obtenir leur autonomie nationale. Pourquoi les démocrates radicaux prônent-ils une propriété privée illimitée? Pourquoi soutient-on ouvertement les séparatistes des Républiques baltes? A qui tout cela profite-t-il? Non seulement les Soviétiques, mais aussi les hommes politiques raisonnables de l'Occident craignent la dislocation de l'Union soviétique. Le processus de démocratisation peut être endigué non seulement par les conservateurs, mais aussi par ces 'démocrates' de gauche. La démocratisation est un processus intermédiaire. En automatisme, on dit que l'absence de tampon dans un système qui accomplit un tournant aussi brusque, est menacé de dérèglement et de destruction. En dehors du PCUS, de son centre, de ses forces saines, je ne vois aucune organisation capable de jouer le rôle du tampon. C'est le PCUS qui, tout en se rénovant, doit parer tant les tentatives de revenir au stalinisme que celles d'utiliser le 'néo-bolchevisme' (grèves, meetings, grèves de la faim etc pouvant aller jusqu'à la guerre civile) pour que des 'démocrates' pas du tout démocratiques, puissent accaparer le pouvoir. J'espère que le peuple comprendra que le communisme orthodoxe refusant de 'transiger sur ses principes' et l'anticommunisme sont également dangereux. Quant aux communistes, ils devraient savoir que même des commentateurs occidentaux qualifient la sortie du PCUS, dans les conditions actuelles, de désertion. L'appel à la destruction, à l'interdiction, à la liquidation du PCUS, force-tampon, force politique de consolidation, ne signifie que l'incitation du pays à une guerre civile, à des conflits inter-ethniques." ¹⁶⁰

Mais l'alliance des forces capables de maintenir la cohésion de l'Union soviétique sous un pouvoir fort, reste toujours fragile.

Son point faible s'appelle Gorbatchev et le PCUS. Depuis 1985, Gorbatchev n'a défendu à aucun moment des positions politiques avec fermeté et constance. Vague après vague, la droite a attaqué et à chaque nouvelle étape, Gorbatchev a été entraîné plus loin vers la droite. Devant une agressivité redoublée des nationalistes et des fascistes, épaulés par les Eltsine, il n'est pas impossible que Gorbatchev choisisse à nouveau la reculade. Ce qui provoquera sans doute l'effritement du Parti communiste, comme de l'Union soviétique.

Le rétablissement du régime monarchiste?.

Il est difficile de se prononcer sur les chances d'avenir de la troisième ligne politique qui se profile. Prônant un libéralisme sauvage en économie, elle insiste surtout sur un pouvoir fort de type aristocratique, s'appuyant sur le nationalisme slave du temps des tsars.

Cette ligne, très minoritaire pour l'heure, peut avoir sa chance au moment où tout s'écroulera, lorsque la superpuissance soviétique aura fait naufrage avec l'éclatement effectif de l'Union. La population russe sera alors rejetée sur elle-même. Aiguillonnés par une crise de plus en plus effroyable, les Russes peuvent chercher refuge dans le nationalisme agressif et le pouvoir musclé de type tsariste-renové.

Les différentes formations monarchistes constituent pour l'instant les forces de choc de la réaction tsariste. Ils ont un drapeau avec Soljénitsyne, cet adorateur du tsar Nicolas II, qui se fit un nom comme écrivain antistalinien, pour être propulsé, par la suite, par la grâce de la CIA, vers les sommets de la gloire artistique. Mais elles ont surtout une base potentielle s'élargissant avec les conquêtes spirituelles successives de l'Eglise orthodoxe.

Lorsque les batailles entre partisans du capitalisme sauvage et défenseurs du capitalisme mixte auront épuisé et affaibli les deux camps, un grand nombre de déçus pourrait passer du côté des monarchistes. Ce mouvement s'annonce déjà dans le chef de certains dirigeants "démocrates radicaux". Ainsi Anatoli Sobtchak a déclaré: "J'ai intégré la vraie valeur de la vie privée et de la liberté individuelle. Le dernier empereur de Russie avait justement comme désir principal, inassouvi, allant à l'en-contre des intérêts de l'Etat, cette aspiration à la vie privée. Nicolas II ne fut certes pas un bourreau comme le présentaient les révolutionnaires professionnels. Il aimait, était aimé et voulait un simple bonheur humain au sein de sa propre famille". ¹⁶¹

Le rétablissement de la dictature du prolétariat?.

Une quatrième ligne politique se dégage lentement des luttes complexes auxquelles nous assistons. Il y a toujours, en URSS, des partisans d'un retour au socialisme et à la dictature du prolétariat, d'une remise en valeur de l'expérience de Lénine et de Staline. Comme le virage à droite se fait de façon tellement abrupte et brutale, on assistera à des contre-courants vers la gauche parmi les travailleurs. Les différentes tendances du socialisme petit-bourgeois, un spectre allant des sociaux-démocrates de "gauche" jusqu'aux anarchistes en passant par les trotskistes, y trouveront un espace pour manœuvrer.

Une ligne authentiquement socialiste en URSS devra se caractériser, entre autres, par la défense de l'expérience de Staline, par l'adhésion aux principes de la dictature du prolétariat et par un engagement anti-impérialiste révolutionnaire, trois positions essentielles abandonnées et attaquées tant par Khrouchtchev et Brejnev que par Gorbatchev. Et elle devra surtout apporter une réponse marxiste-léniniste aux problèmes de la lutte des classes actuelle en URSS et se montrer capable d'unir les forces communistes éparpillées et

désorientées.

A notre connaissance, les forces marxistes-léninistes authentiques sont faibles, elles cherchent encore à se définir sur beaucoup de questions et à se donner des formes d'organisation élémentaires. Cependant, dans le désarroi profond qui s'emparera du peuple dans l'éventualité de l'éclatement de l'URSS, de l'établissement de dictatures bourgeoises ouvertes et de guerres civiles, le courant marxiste-léniniste pourra trouver l'oreille des masses opprimées.

Nina Andreieva est son porte-parole le mieux connu. Quoiqu'on puisse diverger sur certaines de ses opinions et analyses, on doit reconnaître qu'elle défend, dans ses positions fondamentales, le socialisme et la dictature du prolétariat.

Nina Andreieva préside le mouvement 'Unité', créé en mars 1989. Elle a présenté le Rapport de la direction à la deuxième conférence de l'Association 'Unité — pour le léninisme et les idéaux communistes', tenue le 14 avril 1990 à Moscou.

A ce moment-là, l'organisation maintenait des contacts avec trois cents noyaux révolutionnaires à travers l'Union soviétique. Nous présentons des extraits du Rapport de Nina Andreieva, complétés par des explications qu'elle a fournies à un journaliste de l'hebdomadaire Solidaire,

"En 1985, lorsque Gorbatchev a annoncé la perestroïka comme un retour au marxisme, nous avons applaudi à son projet.

Depuis la période de Staline, beaucoup de choses ont mal tourné. A cette époque, l'URSS était la troisième grande puissance. Khrouchtchev a déjà essayé d'introduire certains principes capitalistes.

Dans les années soixante, on a assisté au renvoi et à la disparition de cadres du Parti et des Soviets, endurcis dans la lutte pour le socialisme et pour la destruction du fascisme. Ils ont été classés sans distinction parmi les 'staliniens'. C'est ainsi qu'a commencé le processus de dégénérescence bureaucratique, nationaliste et social-démocrate du Parti. Les dirigeants de la période de Staline ont durement lutté contre le danger intérieur de la cupidité et la dégénérescence. Plus tard, après la victoire sur le fascisme, cette lutte a progressivement été abandonnée, puis entièrement terminée. Les maladies ont alors pu attaquer le Parti en plein cœur.

Sous Brejnev, il y avait un système de parapluie, qui permettait à tout le monde de se mettre à l'abri de toute responsabilité. Pendant trente ans, des erreurs graves ont effectivement été commises dans le domaine de l'économie planifiée du socialisme. Beaucoup d'éléments négatifs avaient pénétré

dans le système socialiste et il fallait les éradiquer. Mais aujourd'hui, en observant le chemin parcouru, nous devons conclure que, dès le début, la perestroïka a été une contre-révolution, réalisée par Gorbatchev étape par étape.

Gorbatchev a commencé par discréditer l'histoire soviétique, relançant l'hystérie contre Staline. C'est ainsi qu'il a canalisé toutes les critiques, y compris les critiques justifiées contre les trente dernières années, pour attaquer les véritables acquis de la révolution de 1917.

La restauration du capitalisme en Union soviétique se déploie sous le couvert d'un emballage politico-idéologique raffiné. Les renégats ont organisé, dans les médias, un lavage de cerveau anticomuniste, antistalinien. L'un des objectifs de cette campagne était de calomnier les étapes les plus héroïques et les plus réussies du développement de l'Etat soviétique. On voulait ainsi paralyser toute résistance de la part des citoyens soviétiques.

En matière de sociologie, de philosophie, de politique, d'économie et d'histoire, les chefs de file ont commencé à rivaliser avec Radio Free Europe, La Voix d'Israël et autres centres de propagande étrangers de l'impérialisme dans le but de rabaisser et de banaliser la contribution historique du socialisme à la civilisation mondiale et au sauvetage de l'humanité face à la poursuite fasciste. Résultat de cette campagne: le peuple soviétique se trouve aujourd'hui dans une véritable 'prison idéologique'. C'est surtout la jeunesse soviétique qui se trouve en difficulté, démoralisée qu'elle est par la pornographie, les drogues, l'alcool, les œuvres de la culture de masse occidentale, par le culte du 'tout est permis', la soif de profit et la violence. On prive la jeunesse de ses idéaux et donc de son avenir.

Les vrais bolcheviks parmi les cadres et les militants du parti sont dans une position très difficile. Beaucoup de bons militants ont déjà quitté le parti, parce qu'ils n'acceptent pas la direction de Gorbatchev, le considérant comme un anticomuniste.

Gorbatchev a organisé l'écroulement économique, pour présenter ensuite le capitalisme comme la seule issue. Les principes de la propriété collective, par le biais des kolkhozes et des sovkhozes, sont démantelés et la seule issue proposée, c'est la propriété privée des moyens de production

Seule une économie socialiste planifiée, qui fonctionne bien, peut offrir une alternative. Si, pendant la Seconde Guerre mondiale, nous n'avions pas su nous appuyer sur l'économie planifiée, nous n'aurions jamais été en mesure de mener une résistance telle que nous l'avons connue, avec l'appui conscient de toute la population. Et les structures soviétiques de l'enseignement, des soins de santé, et du logement social, ont été un modèle pendant de

longues années pour de nombreux pays. Et le seul résultat de l'économie capitaliste jusqu'à présent, c'est qu'elle a jeté notre pays dans un chaos complet.

Gorbatchev a habilement profité des critiques qui existaient au sein de la population contre certains membres du parti, la nomenklatura. Il y avait effectivement des abus, même très graves: certains gagnaient des millions grâce à des investissements et à la spéculation. Ils payaient une commission de 3% au parti, et tout le monde se taisait. Les principes justes de la lutte entre les deux lignes, de la critique et l'autocritique n'étaient plus appliqués, de sorte que la corruption a pu s'installer dans le parti. Gorbatchev prétendait qu'il allait changer tout cela.

L'opportunisme de droite du gouvernement a conduit le pays à la destruction de la société socialiste, du gouvernement soviétique et du PC. Je pense qu'on peut parler aujourd'hui de la seconde étape, l'étape décisive de la contre-révolution. Elle peut avoir pour résultat la transformation de l'Union soviétique en une semi-colonie, qui livre des matières premières à l'impérialisme américain à l'OTAN et à l'impérialisme japonais. Le groupe opportuniste droitier Gorbatchev-Yakovlev-Chevarnadze a montré son vrai visage. Ils sont les serviteurs et les exécutants de la transformation du pays des Soviétiques en un appendice de l'impérialisme qui devra fournir des matières premières aux pays capitalistes développés.

La contre-révolution en Union soviétique a une signification internationale. Son succès est à porter au compte de la CIA et de Bush. L'affaiblissement du socialisme chez nous est une perte pour le monde entier. Partout, la situation de la classe ouvrière va se détériorer. Grâce à l'existence du socialisme, le capitalisme devait aussi faire des concessions (avec, devant les yeux, le spectre du socialisme). Si le socialisme disparaît, cette menace pour le capitalisme s'estompe aussi. La situation dans le tiers monde va aussi se détériorer.

Une fois de plus, la pratique a démontré que le passage du capitalisme au socialisme n'est possible que par la dictature du prolétariat, mais aussi que le passage du socialisme au capitalisme ne peut se faire que par la dictature de la néo-bourgeoisie, les barons de l'économie parallèle, issus de la bureaucratie corrompue et de l'intelligentsia élitaine. Ce sont précisément ceux-là qui ont besoin de l'autoritarisme présidentiel.

La mise en garde de Lénine, souvent répétée par Staline, s'est réalisée: plus le pays s'avance dans la voie du socialisme, plus les formes que peuvent prendre la lutte des classes sont aiguës et dangereuses pour la classe ouvrière. Cette prédiction — rageusement repoussée par nos 'léninistes' de la

trempe de Khrouchtchev et Souslov — se voit maintenant confirmée par tout le cours des événements en URSS et dans les pays de la communauté socialiste. Le lent glissement de l'URSS vers l'opportunisme de droite et le menchevisme, sous la pression des éléments petits-bourgeois, a commencé à la fin des années cinquante et porte maintenant ses fruits empoisonnés. A nouveau se pose la question: qui l'emportera, l'impérialisme ou le socialisme?

Pour arrêter la contre-révolution, il faut fournir un travail théorique et organisationnel efficace dans les directions suivantes:

- Retour au renouvellement de l'économie planifiée et renforcement de la propriété socialiste en matière d'installations et de moyens de production.
- Partage du bien-être, non en fonction du capital ou des privilèges, mais selon la qualité et la quantité du travail de chacun, et lutte contre l'injustice sociale dans la société socialiste.
- Renforcement du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la solution de la crise et dans le renouvellement du socialisme, pour des formes véritablement démocratiques et humaines de l'Etat de la dictature du prolétariat.
- Les intérêts de classe, nationaux et humains, doivent se rejoindre.
- Pour un renforcement des principes patriotiques et internationalistes dans la vie de la société; pour le renforcement des fédérations, sans relâchement des principes de l'Union.
- Pour une vision marxiste-léniniste du monde, délivrée du révisionnisme et du dogmatisme, soutenue par le développement et l'enrichissement des expériences du mouvement communiste international et de la construction socialiste.
- Pour la solidarité et l'unité d'action de toutes les forces socialistes et patriotiques du pays." ¹⁶²

Hostilité envers les pays socialistes et le tiers monde.

Dans son édition d'août 1990, la revue *Vie Internationale*, liée au ministère des Affaires étrangères de l'URSS, publie, sous le titre: 'Premiers pas vers la diplomatie multipartite', le compte rendu d'une table ronde à laquelle ont participé, entre autres, des responsables de l'Union des démocrates constitutionnels, du Parti constitutionnel démocrate, du Parti libéral démocrate, du Front populaire de Russie, du Parti social-démocrate de Russie, de l'Union démocrate chrétienne. ¹⁶³ Léonide Dobrokhoto, un cadre de la section idéologique du comité central du PCUS, a couvert tout ce beau monde de l'autorité du parti.

Le texte de la discussion nous offre une image frappante de ce que Gorbatchev appelait, il y a deux ans encore, le "pluralisme socialiste" et ce qui est devenu, entretemps, le pluralisme tout court.

Ce document permet d'aborder sous un aspect concret, une discussion mille fois répétée dans des termes éthérés. Ainsi, Jacques Nagels a récemment offert à notre réprobation "le modèle stalinien des Trois M", le premier M étant "le monopole du pouvoir, exercé par un seul parti". En l'absence d'un "contrôle démocratique", la direction du Parti "risque de se corrompre totalement", affirme Jacques Nagels.¹⁶⁴ Qui, soit dit en passant, se garde bien de nous prouver la réalité du "contrôle démocratique" et de l'éradication de la corruption" que produirait le pluripartisme bourgeois dans les pays impérialistes, pour ne pas parler des pays néo-coloniaux comme l'Argentine, le Sénégal ou le Maroc. Jacques Nagels passe allègrement au-dessus de la différence fondamentale entre la période révolutionnaire de l'Union soviétique sous Lénine et Staline et la période de la dégénérescence révisionniste sous Khrouchtchev et Brejnev. Cela lui permet de tirer argument de la sclérose et de l'hypocrisie du révisionnisme, pour se débarrasser du léninisme. S'écartant de la conception révolutionnaire de la lutte des classes, rejetant le principe de la dictature du prolétariat, Nagels finit par opposer le pluripartisme bourgeois, qui incarnerait la démocratie, au monopartisme communiste, qui représenterait la dictature.

Or, l'expérience sous Lénine et Staline atteste justement que la construction du socialisme, qui nécessite une mobilisation permanente des masses travailleuses, est impossible sans la direction du Parti communiste. La dictature du prolétariat contre les forces de l'exploitation capitaliste a été établie au cours de la guerre civile 1918-1920 et maintenue au cours des années vingt et trente grâce à un enthousiasme populaire débordant, grâce à un héroïsme dans le travail le plus dur, grâce à une participation des masses profondes aux luttes politiques. La démocratie populaire s'est manifestée dans cette intervention active des travailleurs dans la lutte politique et dans la construction économique. Le poids démocratique de telles interventions dépasse de loin celui des participations rituelles et manipulées à nos élections multipartites. Or, toute cette énergie populaire a pu s'exprimer grâce à la direction ferme du parti bolchevik. Le monopole politique du Parti n'exclut ni les discussions politiques à l'intérieur du parti, ni le débat et la critique-autocritique entre toutes les forces sociales soutenant le socialisme.

Cependant, il est essentiel de se rendre compte que la lutte des classes traverse aussi le Parti communiste. Si le révisionnisme réussit à émerger en son

sein, puis à transformer toutes ses structures dirigeantes à l'aide de l'idéologie bourgeoise et grâce au bureaucratisme et aux privilèges, nous n'avons plus à faire à la direction d'un parti communiste. Nous sommes passés au monopole d'un parti bourgeois. Celui-ci sera inévitablement traversé par les multiples courants de la pensée bourgeoise moderne, même s'il peut toujours comprendre un dernier carré de communistes authentiques, en butte au révisionnisme envahissant. Un tel monopole pseudo-communiste secrète nécessairement la pensée marxiste sacralisée, sclérosée, squelettique, morte, dont parle Jacques Nagels. Sous Staline, la pensée marxiste n'était ni sclérosée, ni squelettique, ni morte, même si elle subissait parfois un traitement de sacralisation. La pensée marxiste restait une hache de guerre et elle faisait des ravages dans les rangs de l'impérialisme et de l'opportunisme. Si elle frappait parfois de façon inconsiderée, ses coups principaux furent portés contre le capitalisme mondial qui avait raison de craindre Staline et le parti bolchevik par-dessus tout. Depuis Khrouchtchev, le marxisme officiel soviétique n'est plus révolutionnaire, il maintient des formes extérieures empruntées à la littérature classique, mais à l'intérieur, il vit, se bat, bande ses muscles comme pensée bourgeoise. Lorsque, après une accumulation de changements quantitatifs, la coque marxiste saute, nous voyons en sortir trois ou quatre bêtes plutôt bizarres, des bêtes bourgeoises encore vacillantes sur leurs pattes, l'une social-démocrate, la deuxième libérale, une troisième de couleur fasciste ou réactionnaire et une quatrième dont la nature est à préciser. De la direction du Parti communiste, on passe par la longue période d'incubation révisionniste, pour aboutir, en fin de parcours, au multipartisme bourgeois.

Jacques Nagels a été un dirigeant national d'un parti marxiste, œuvrant dans les conditions d'un pays impérialiste, en l'occurrence la Belgique. Son parti, le Parti communiste belge, a accepté le pluralisme bourgeois auquel il mêla sa voix impuissante, espérant que sous ses chants séducteurs, le capitalisme se mue graduellement et pacifiquement en socialisme. L'échec a été total. Au point que nous assistons aujourd'hui aux derniers spasmes de ce parti moribond.

En Union soviétique, le révisionnisme possède certains traits particuliers, puisqu'il est né dans les hautes sphères d'un puissant Etat socialiste. Conquis intérieurement aux thèses libérales, il a longtemps maintenu une façade marxiste que Jacques Nagels décrit fort judicieusement. "Ce marxisme-là, dit-il, n'a ni colonne vertébrale, ni souplesse. Au premier soufflet libéral, il ne plie pas. Il casse". ¹⁶⁵ En effet, sous Gorbatchev, le soufflet libéral a cassé la façade et a délivré le libéralisme intérieur de ses chaînes marxistes. Cela a donné en politique un pluralisme bourgeois étonnant dont le texte suivant

de la revue *Vie Internationale* offre un exemple extraordinaire.

Des partisans de la perestroïka discutent la future politique extérieure soviétique.

"Vladimir Jirinovski, le président du Parti libéral-démocrate (PLD): Si nous voulons être éternellement un grand Etat, nous devons entrer définitivement dans l'Europe unifiée et rejeter toutes les considérations idéologiques qui y font obstacle. Moscou a été attachée artificiellement à l'Est, en 1917. Moscou doit être partie intégrante de l'Occident et figurer parmi les sept pays les plus importants du monde. Ce sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Allemagne, le Japon et le Canada. Notre parti œuvrera à apporter une correction essentielle dans notre politique extérieure, à savoir: passer des relations Est-Ouest aux relations Nord-Sud. En ce qui concerne les relations Est-Ouest, notre parti estime que dans cette sphère, nous n'avons ni ne devons avoir aucune contradiction. C'est précisément au Sud que se situent les foyers de danger présent et futur pour nous, et c'est là également que s'étend jusqu'à l'océan Indien la sphère de nos intérêts prioritaires. Les relations Nord-Sud sont plus économiques et plus rentables. Pour tous les pays les plus importants du monde, le Sud présente le plus grand intérêt. Accorder notre aide sans rien obtenir en contrepartie, c'est une chose, et protéger nos intérêts au Sud, y investir et obtenir des dividendes, c'en est une autre. L'Afghanistan est notre voisin, il entre dans la sphère de nos intérêts. Ni Najibullah, ni Fidel Castro, ni Kim Il Sung ne présentent pour le PLD aucun intérêt. L'Amérique a un certain espace vital au Sud de ses frontières; notre intérêt le plus grand s'attache à nos voisins du Sud, avant tout, à l'Afghanistan, à l'Iran, à la Turquie. Le monde musulman dans son ensemble présentera la plus grande menace pour l'humanité entière à la fin du 20e et surtout au début du 21e siècle. Dès maintenant, presque tous les centres et organisations d'extrémistes se concentrent dans le monde musulman. C'est pourquoi notre pays, conjointement avec l'Europe et l'Amérique, devra rechercher des solutions harmonieuses aux problèmes du Sud."

Discours étonnant, en effet. Mais la réaction qu'il a provoquée chez le représentant de la section idéologique du comité central du PCUS, est encore plus stupéfiante. Elle montre que le terme pluralisme couvre la monochromie idéologique de différents courants bourgeois. Ecoutez la réplique de Léonide Dobrokhotoï: "Je crois que l'idée de réorienter notre politique extérieure en direction Nord-Sud mérite l'attention. Notre pays entrera dans la maison commune de l'Europe et pourra appliquer conjointement avec les autres pays démocratiques développés une politique concertée".

Ces encouragements ont poussé les partisans du pluralisme à un excès de franchise.

"Vladimir Ivanov, secrétaire du Front populaire de Russie: il est évident que notre pays doit cesser de financer les régimes totalitaires frères, les partis communistes et autres organisations de bandits à l'étranger. C'est alors seulement que nous pourrions compter sur l'établissement de la confiance et la possibilité de progrès réels dans l'acheminement vers la paix.

Alexandre Ogorodnikov, président de l'Union démocrate-chrétienne: Nous considérons que le Conseil de l'Europe nous donne l'exemple de l'unité et de la coopération: c'est une assemblée des nations formant une communauté de droit, caractérisée par la démocratie pluraliste et l'économie de marché. Rappelons les paroles d'Alexandre Soljénitsyne: Pour conduire un pays comme la Russie, il faut avoir une ligne nationale et sentir constamment derrière soi le souffle des 1100 ans de son histoire."

On pourrait s'imaginer que la référence à mille ans de tsarisme effraiera quelque peu le représentant du parti de Gorbatchev. Ce serait mal juger de la profondeur des dégâts causés par la glasnost.

"Dobrokhotov (PCUS): "En général, dans l'histoire de Russie, sa politique extérieure était de tout temps intéressante et créatrice.

Il va sans dire que la politique extérieure russe avait beaucoup de côtés forts que nous ne devrions pas négliger. Au contraire, il nous faudrait reprendre certains principes et approches du passé. La Russie avait une excellente école de diplomatie reposant sur de nobles principes. Nous devons la faire renaître et fonctionner pour la gloire de la Patrie.

Nous devons tous remercier *La Vie Internationale* de cette première ouverture d'un dialogue entre partis. Cela devra devenir une tradition pour notre futur Etat constitutionnel et pluri-partite. Notre discussion laisse entrevoir, à mon avis, la perspective d'un consensus sur les problèmes de la politique extérieure dans le contexte du pluripartisme qui s'annonce." ¹⁶⁶

Mort à Cuba! Mort à l'Irak!

Chaque jour, la presse de la glasnost confirme les nouvelles orientations de la politique extérieure soviétique ainsi esquissées.

La première orientation étant l'opposition enragée à tous les pays socialistes, Cuba reçoit le plein de coups bas. Jadis, écrivent les *Nouvelles de Moscou*, nous avons taxé les anticastristes réfugiés à Miami de "criminels, de bandits et d'agents à la solde de l'impérialisme". Nous comprenons aujourd'hui que c'étaient des inventions de la "riche mythologie communiste". Ces

Cubains de Miami sont en fait "des entrepreneurs, des artistes et des techniciens". Interrogés sur leurs intentions, ils proposent un programme qui n'est pas tellement différent de celui de la perestroïka: "Nous nous prononçons pour une société d'économie de marché et de pluralisme politique". Bref, grâce à la glasnost, les Soviétiques découvrent que Castro vaut Staline et Brejnev réunis. "Nos amis ne sont pas meilleurs que nous l'étions hier, note un journaliste. Faut-il prolonger artificiellement leur période de stagnation? En nous affranchissant des dogmes, il faut amorcer une vaste révision de toutes les relations traditionnelles avec la Havane." ¹⁶⁷ Le même journal présente le général Rafël del Pino comme une sorte de Trotski cubain. "Le héros de Playa Giron, l'idole du peuple, le meilleur pilote du pays, un authentique communiste." Pourquoi tant d'éloges? C'est que le général est passé en 1987... à la CIA! Bien sûr, il salue la perestroïka et regrette "qu'à Cuba, il n'était pas question d'abolir le stalinisme". Son message ultime: "Fidel Castro est le Saddam Hussein des Caraïbes". ¹⁶⁸

Ce qui nous conduit à la seconde orientation de la nouvelle politique extérieure: le combat contre tous les gouvernements et mouvements anti-impérialistes du tiers monde.

Les Temps Nouveaux jurent qu'il faut en finir radicalement avec "les postulats idéologiques obsolètes au sujet de l'agressivité de l'impérialisme". Au contraire, il convient de féliciter les Américains pour avoir été les premiers à comprendre "la gravité de la menace qui provient du tiers monde" et à élaborer un concept adéquat pour combattre les nouveaux dangers: "le concept des conflits de faible intensité". ¹⁶⁹

La plus grande menace pour l'humanité émane, par les temps qui courent, de la "dictature totalitaire agressive" de Saddam Hussein. Or, dans un tiers monde habitué à "l'utilisation à des fins démagogiques de l'anti-impérialisme, de l'anti-américanisme et de l'antisionisme", les dangers sont multiples. "Un régime comme celui de Bagdad peut émerger à tout moment et en tous points du globe." ¹⁷⁰

Approfondissant cette analyse, *Les Nouvelles de Moscou* écrivent ceci: "Quel genre d'Etats sont en mesure de déclencher une agression? Ils ont atteint un niveau économique suffisant pour créer un potentiel militaire puissant. Ils empêchent les vents démocratiques de pénétrer dans leur pays. Ils se passionnent pour le messianisme. Par exemple, Hussein parle de la création d'un Etat arabe uni. Souvent, ils désirent rassembler le tiers monde ou ses sous-régions sous leur drapeau: le Sud contre le Nord. Ces centres d'agression visent presque tout le globe". Et le journal soviétique d'énumérer: l'Irak, la Libye, l'Iran, l'OLP (!), Cuba, le Pakistan, l'Inde et... l'Argentine, coupable

d'avoir "agressé les îles Malouines" ¹⁷¹

Mais ces derniers temps, c'est évidemment l'Irak qui s'attire les foudres de la glasnost. La presse de Gorbatchev rend hommage aux diplomates américains et britanniques, aux vaillants "marines" en partance pour le Golfe. "Tous ces hommes défendent également notre maison commune contre l'agresseur d'aujourd'hui et de demain, ils défendent la justice élémentaire et la dignité humaine des Koweïtiens, des Saoudiens et de nous tous." ¹⁷² On sait que lors du vote à l' ONU, l'Union soviétique a soutenu la résolution 678, permettant l'intervention armée contre l'Irak. Peu après, un des principaux commentateurs politiques de l'Union soviétique, Alexandre Bovin, fait le panégyrique de la guerre avec une arrogance réservée jusqu'alors à la presse sioniste. "Je trouve que la guerre n'est pas seulement inévitable, mais aussi nécessaire", écrit-il le 10 janvier 1991. L'homme n'est pas partisan d'un retour au statu quo par un simple retrait de l'Irak du Koweït. "La guerre serait évitée. Mais le potentiel militaire terrifiant de l'Irak resterait." "Seule une attaque militaire, donne un résultat favorable au maximum: l'agresseur perd tous les fruits de son agression, la machine de guerre gonflée est démantelée, la situation est profondément stabilisée." ¹⁷³

Stabilisée? Il n'y a guère de doute que la nouvelle vague de terrorisme d'Etat par laquelle l'impérialisme impose la recolonisation du tiers monde, jointe aux destructions de tout genre que la restauration du capitalisme provoquera en Europe de l'Est et en Union soviétique, ouvrent une période de grande instabilité, de bouleversements profonds et de mouvements révolutionnaires impétueux.

Notes.

1. *The Guardian*, 20 décembre 1990, 'Perestroika not working, says PM'.
2. *Salisbury Harry*, Les 900 jours — Le siège de Leningrad, Albin Michel, Paris, 1970, p. 558.
3. *Nouvelles de Moscou*, 13 mai 1990, p. 1.
4. *Nouvelles de Moscou*, n° 31, 5 août 1990, p. 13.
5. *Bulletin A.I. Novosti*, 14 août 1990, p. 2.
6. *Temps Nouveaux*, n° 43-1990, p. 39.
7. Lénine, *Tome 30*, p. 280.
8. Documents et matériaux XXVIIIe Congrès, éd. Novosti, 1990, p. 29,
9. Lénine, *Tome 30*, p. 349.
10. *Temps Nouveaux*, n° 37-1990, Alexandre Polioukhov.

11. *Nouvelles de Moscou*, 27 mai 1990, p. 12.
12. *Nouvelles de Moscou*, 44–4 novembre 1990, p. 10.
13. *Nouvelles de Moscou*, 9 septembre 1990, p. 19.
14. *Nouvelles de Moscou*, n° 3242 août 1990, p. 8.
15. Kerenski, *La Russie au tournant de l'Histoire*, éd. Pion, Paris, 1967, p. 356 et p. 366.
16. *Ibidem*, p. 630.
17. *Ibidem*, p. 642.
18. *Nouvelles de Moscou*, n° 31 (2290), 5 août 1990, 'Une première: "Viekhi" édité sous le pouvoir soviétique'.
19. *Temps Nouveaux*, n° 30, n° 31, n° 43, n° 45, 1990.
20. *Nouvelles de Moscou*, n° 31–5 août 1990.
21. *Temps Nouveaux*, n° 34–1990, p. 34.
22. *Temps Nouveaux*, n° 44, 4 novembre 1990, p. 8–9.
23. *Nouvelles de Moscou*, n° 43–28 octobre 1990, p. 9.
24. Documents et Matériaux, XXVIIIe Congrès, Novosti, 1990, p. 95.
25. *Les Nouvelles de Moscou*, 14 octobre 1990, p. 5.
26. *Les Nouvelles de Moscou*, 27 mai 1990, p. 9.
27. *Les Nouvelles de Moscou*, n° 32–12 août 1990, p. 9.
28. Kerenski, *op. cit.*, p. 657.
29. *Nouvelles de Moscou*, n° 36 (2295), 9 septembre 1990.
30. *Nouvelles de Moscou*, 34–26 août 1990, p. 16.
31. *Temps Nouveaux*, n° 44–1990, 'L'Ukraine par-dessus tout'.
32. *Inprecor*, n° 296, 30 octobre-12 novembre 1989, p. 14–15, p. 10, p. 11, p. 13.
33. *Inprecor*, 21 décembre 1990, n° 321, p. 8–9.
34. *Les Nouvelles de Moscou*, n° 26, 1 juillet 1990, p. 4.
35. Marx-Engels, *Le Manifeste, Oeuvres choisies*, Moscou, 1955.
36. *Temps Nouveaux*, n° 44–1990, p. 7–8.
37. Gorbatchev, 'Discours à Odessa', *Isvestia*, 19 août 1990, doc. 24 — VOV2-900820DR39, p. 3.
38. Marx-Engels, Lettre du 17–18 septembre 1879 à Bebel, Liebknecht.

39. Gorbatchev, '*Allocution du 28 novembre 1990*', *Isvestia*, 1 décembre 1990, doc. 35 VOKI1-9011203DR30, p. 7.
40. Marx-Engels, *Le Manifeste, Oeuvres choisies*, Moscou, 1955.
41. *Temps Nouveaux*, n° 28-1990, p. 10-11, 'Après 70 ans de solitude', Anatoli Boutenko.
42. Kerenski, *op. cit.*, p. 434-435.
43. *Nouvelles de Moscou*, n° 47 (2306) 25 novembre 1990.
44. *Nouvelles de Moscou*, n° 30, 29 juillet 1990, p. 6.
45. *Temps Nouveaux*, n° 46, 1990.
46. *Nouvelles de Moscou*, no. 24 (2283), 17 juin 1990.
47. *Nouvelles de Moscou*, no. 47 (2306) 25 novembre 1990.
48. *Nouvelles de Moscou*, n°28 — 15 juillet 1990, p. 5.
49. *Temps Nouveaux*, n° 38-1990, p. 41-42.
50. *Financieel Economische Tijd*, 21 mars 1990, 'Sovjeteconomie blijft wat aanmodderen'.
51. *Temps Nouveaux*, n° 28-1990, p. 30.
52. *Temps Nouveaux*, n° 41-1990, p. 25.
53. *Temps Nouveaux*, 45-1990, p. 34-35.
54. Documents et matériaux XXVIIIe Congrès, éd. Novosti, 1990, p. 15.
55. *Ibidem*, p. 59.
56. *Ibidem*, p. 84.
57. *Ibidem*, p. 110-111.
58. *Ibidem*, p. 112.
59. *Ibidem*, p. 17.
60. *Ibidem*, p. 22.
61. *Ibidem*, p. 19.
62. *Ibidem*, p. 83.
63. *Ibidem*, p. 16.
64. 'Les Grandes Options de la stabilisation de l'économie nationale et du passage à l'économie de marché', document présenté par Gorbatchev aux députés du Soviet suprême, *Pravda*, 18 octobre 1990,

- doc. n° 29 — VOEK1-901022DR36, p. 5.
65. *Ibidem*, p. 2.
66. *Ibidem*, p. 3-4.
- 67.. *Bulletin de l'A. I.N.*, 27 septembre 1990, p. 4.
68. 'Les Grandes Options', p. 14.
69. Gorbatchev, 'Allocution', 28 novembre 1990, *Izvestia*, 1 décembre 1990, doc. n°35 — VOKI1-901203DR30, p. 6.
70. *Ibidem*, p. 10.
71. Pavel Antonov, commentateur de l'Agence Novosti. *Bulletin de l'A. I.N.*, 28 septembre 1990, p. 2 et 3.
72. *Inprecor*, n° 285, 3 avril 1989, p. 4.
73. *Nouvelles de Moscou*, 3 juin 1990, p. 4.
74. Vladimir Simonov, *Bulletin de l'A. I.N.*, 26 octobre 1990, p. 3.
75. *Nouvelles de Moscou*, 2 septembre 1990, p. 4.
76. *Bulletin de l'A. I.N.*, 15 novembre 1990.
77. *Nouvelles de Moscou*, 23 septembre 1990, p. 6.
78. *Temps Nouveaux*, n° 28-1990, Kréméniouk, docteur en histoire.
79. Viatcherlav Kritikov, commentateur politique de Novosti, *Bulletin de l'A. I.N.*, 9 octobre 1990, p. 3.
80. 'Les Grandes Options...', p. 2 et 4.
81. *Bulletin de l'A. I.N.*, 10 novembre 1990, p. 2, Ryjkov, 'Intervention au IVe Congrès des députés du peuple de l'URSS', 19 décembre 1990.
82. *Les Nouvelles de Moscou*, 8 juillet 1990, p. 3.
83. *Bulletin de l'A. I.N.*, 14 août 1990, p. 3.
84. *Bulletin de l'A. I.N.*, 26 octobre 1990, p. 4.
85. Thèses du CC du 23 mai 1988', supplément *Nouvelles de Moscou*, n° 23, 1988.
86. 'Rapport de Gorbatchev à la XIXe Conférence', supplément *Nouvelles de Moscou*, n° 27, 1988, p. 7.
87. Lénine, *Tome 30*, p. 271.
88. Lénine, *Tome 32*, p. 39 et 42.

89. *Inprecor*, n° 285, 3 avril 1989, p. 3–4.
90. 'Discours 7 mai 1988', supplément *Nouvelles de Moscou*, n° 21 -1988, p. 6.
91. *Nouvelles de Moscou*, n° 21, 27 mai 1990.
92. *Nouvelles de Moscou*, n° 21, 27 mai 1990, n° 35, 2 septembre 1990.
93. 'Documents et matériaux XXVIIIe Congrès', éd. Novosti, 1990, p. 41.
94. *Ibidem*, p. 42.
95. *Ibidem*, p. 91–92.
96. *Ibidem*, p. 93.
97. *Ibidem*, p. 51.
98. *Nouvelles de Moscou*, n° 23 (2282), 10 juin 1990.
99. *Nouvelles de Moscou*, n° 47 (2306), 25 novembre 1990.
100. *Nouvelles de Moscou*, n° 29 (2288), 22 juillet 1990.
101. *Temps Nouveaux*, n° 30–1990, p. 5.
102. *Temps Nouveaux*, n° 28–1990, p. 5–6.
103. *Nouvelles de Moscou*, n° 21 (2280), 27 mai 1990.
104. *Nouvelles de Moscou*, n° 47–1990, p. 6.
105. *Nouvelles de Moscou*, n° 21, 27 mai 1990, p. 6.
106. *Nouvelles de Moscou*, n°43–1990, p. 8.
107. *Bulletin APN*, 25 septembre 1990.
108. A. P.Novosti, *Bulletin*, 16 novembre 1990.
109. *Temps Nouveaux*, n° 42–1991, p. 10–11.
110. *The Indépendant*, 12 décembre 1990, 'Soviet pleas for aid bring worry...'
111. Gourévitch A-, *Bulletin de l'A. I.N.*, 24 octobre 1990.
112. *Temps Nouveaux*, n° 46–1990.
113. *Inprecor*, n° 304–1990, p. 16–17.
114. Lénine, *Tome 32*, p. 381–387, p. 293–300, p. 190–199.
115. *Temps Nouveaux*, n° 42–1990, p. 10–11.
116. *Signal*, n° 24, 1943, Numéro spécial de l'Est, p. 12–13.
117. *Temps Nouveaux*, n° 38–1990, p. 42.
118. *Nouvelles de Moscou*, 22 juin 1990, p. 6.
119. *Nouvelles de Moscou*, 13 mai 1990, p. 5.

120. *Nouvelles de Moscou*, 2 septembre 1990, p. 6–7, 'Pour la grève et la propriété privée', sondage.
121. *Nouvelles de Moscou*, 2 septembre 1990, p. 6–7, 'Le rôle politique du mouvement ouvrier', Léonid Gordon.
122. *Nouvelles de Moscou*, n° 30 (2289), 29 juillet 1990.
123. Dietz Barbara, *Zukunftsperspektiven der Sowjetunion*, Verlag Beck, München 1984, p. 19 et 25.
124. Ryjkov, 'Intervention au 4e Congrès des députés du peuple', 19 décembre 1990, *Pravda*, 20 décembre 1990, doc. n° 39 — VOSD1-901220DR31, p. 6–8.
125. *Ibidem*.
126. *Temps Nouveaux*, n° 44–1990, p. 30.
127. Ryjkov, 'Intervention au 4e Congrès des députés du peuple', 19 décembre 1990, *Pravda* 20 décembre, doc. n° 39 — VOSD1-901220DR31, p. 6–8.
128. *The Wall Street Journal*, 21 novembre 1990, 'Kremlin warns of massive deficit'.
129. *Nouvelles de Moscou*, 25 novembre 1990, p. 5; *De Standaard*, 13 décembre 1990, 'Gorbatchev roept op tot...'
130. *Le Figaro*, 12 décembre 1990, 'Le traité de l'Union...'
131. Gorbatchev, 'Déclaration du président', *Pravda*, 23 janvier 1991, doc, n°1 — VOSD1-910123DR30, p. 1–2.
132. *Ibidem*.
133. Gorbatchev, 'Allocution 28 novembre 1990', *Izvestia*, 1 décembre 1990, doc. n° 35 VOKI1-901203DR30, p. 10.
134. Traite de l'Union — Projet', *Pravda*, 24 novembre 1990, doc. n° 32 - VOSD1-901126DR31, p. 1.
135. Ryjkov, 'Intervention au 4e Congrès des députés du peuple', 19 décembre 1990, *Pravda*, 20 décembre 1990, doc. n° 39 — VOSD1-901220DR31, p. 5 et 4.
136. *Le Figaro*, 20 décembre 1990, 'Sous la menace de l'état d'urgence'.
137. *Nouvelles de Moscou*, n° 45 (2304), 11 novembre 1990, p. 7.
138. *Le Figaro*, 20 décembre 1990, 'Sous la menace de l'état d'urgence'.

139. *Nouvelles de Moscou*, n° 40–1990, p. 6.
140. *Nouvelles de Moscou*, n° 21–1990, p. 9.
141. *Nouvelles de Moscou*, n° 41 (2300) 14 octobre 1990.
142. *The Wall Street Journal*, 26 novembre 1990, 'Gorbatchev offers unity...'
143. *Newsweek*, 3 décembre 1990, p. 24.
144. *The Guardian*, 29 décembre 1990, 'Partnership in péril'.
145. *De Standaard*, 27 novembre 1990, 'Washington begint tegenspelers...'
146. *The Wall Street Journal Europe*, 7–8 décembre 1990, 'Food aid to Moscow'.
147. Gorbatchev, 'Déclaration', *Pravda*, 23 janvier 1991, p. 3.
148. Gorbatchev, 'Allocution au CC du PCUS', 10 décembre 1990, *Pravda*, 11 décembre 1990,
doc. n° 37 — VOKP1–901211DR30, p. 7.
- 149.. Nichanov Rafik, 'Rapport au 4e Congrès des députés du peuple', 19 décembre 1990, *Pravda*,
20 décembre 1990, doc. n° 41 VOSD1–901220DR32, p. 12.
150. *Bulletin AIN*, 9 octobre 1990, p. 2.
151. *The Guardian*, 20 décembre 1990, 'Dialogue of equals...'
152. *Le Monde*, 14 décembre 1990, 'Le KGB en première ligne'
153. *The Wall Street Journal*, 18 décembre 1990, 'Gorbatchev calls for'
154. *Le Figaro*, 29 décembre 1990.
155. *Dépêche AFP*, 201133, 20 décembre 1990.
156. *Libération*, 20 décembre 1990.
157. *Le Figaro*, 20 décembre 1990, 'Sous la menace...'; Internationale Herald Tribune,
20 décembre 1990, 'Gorbatchev threatens...'
158. *International Herald Tribune*, 27 novembre 1990, 'For the Soviet Union...' Stefan Collignon.
159. *Nouvelles de Moscou*, 14 octobre 1990, p. 6.
160. *Nouvelles de Moscou*, 19 août 1990, p. 6, 'Que doit-il se produire?' article du général-colonel I. Rodionov.
161. *Nouvelles de Moscou*, n° 41, 25 novembre 1990.

162. 'Rapport à la deuxième conférence du mouvement Unité', 14 avril 1990, Moscou;
- Solidaire*, n° 48–49, 12 décembre 1990, p. 18–19; n° 1, 2 janvier 1991.
163. *La Vie Internationale*, août 1990, p. 3–16.
164. Nagels Jacques, *Du socialisme perversi au capitalisme sauvage*, éd. ULB, 1991, p. 21, 38, 59.
165. *Ibidem*, p. 58.
166. *Nouvelles de Moscou*, n° 37, 16 septembre 1990.
167. Nagels Jacques, *op. cit.*, p. 21, 38, 59.
168. *Nouvelles de Moscou*, n° 43, 28 octobre 1990, p. 13.
169. *Temps Nouveaux*, n° 41–1990, p. 17.
170. *Temps Nouveaux*, n° 43–1990, p. 27–28.
171. *Nouvelles de Moscou*, n° 42–1990, p. 12. fc
172. *Temps Nouveaux*, n° 36–1990, p. 5–6.
173. *NRC-Handelsblad*, 10 janvier 1991, p. 7.

Pour conclure.

Mars 1991. Deux points de rupture.

En fin de parcours, nous voilà retournés aux questions qui ont ouvert ce livre: comment définir la nature de classe de l'Union soviétique? Peut-on y déceler des chances d'une révolution nouvelle?

L'analyse qui cerne le mieux les réalités des pays socialistes, reste celle avancée au cours des années soixante par Mao Zedong. Elle peut, aujourd'hui, être précisée à la lumière des événements récents de l'Europe de l'Est, de l'URSS et de la Chine. Cependant, elle a été déformée par des exagérations gauchistes lors de la révolution culturelle, ce qui a rendu plus facile sa réputation totale au cours des années quatre-vingt par Deng Xiaoping.

Voici comment Mao Zedong voyait l'avenir du socialisme.

"La société socialiste couvre une longue, très longue période historique. Durant toute sa durée, la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat se poursuit, la question de savoir qui l'emportera, de la voie capitaliste ou de la voie socialiste, subsiste, c'est-à-dire que le danger de la restauration capitaliste demeure." "La révolution socialiste dans le seul domaine économique (en ce qui concerne la propriété des moyens de production) ne suffit pas, et, d'ailleurs, n'assure pas la stabilité. Il doit y avoir aussi la révolution socialiste complète dans les domaines politique et idéologique. La lutte pour savoir qui l'emportera dans les domaines politique et idéologique, le socialisme ou le capitalisme, demande une très longue période avant qu'il ne soit décidé de son issue. Quelques dizaines d'années n'y suffiront pas; cent ans, voire des centaines d'années, sont nécessaires à la victoire définitive. (...) Dans cette période historique du socialisme, nous devons maintenir la dictature du prolétariat, mener la révolution socialiste jusqu'au bout, si nous voulons empêcher la restauration capitaliste et nous devons entreprendre l'édification socialiste, afin de créer les conditions pour le passage au communisme." "Avant l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev, les activités des nouveaux éléments bourgeois étaient limitées et sanctionnées. Mais, depuis que Khrouchtchev a pris le pouvoir et a usurpé graduellement la direction du Parti et de l'Etat, ces nouveaux éléments bourgeois sont parvenus à des positions dominantes au sein du Parti et du gouvernement et dans les domaines économiques, culturels et autres. Ils sont devenus une couche privilégiée de la société soviétique." "Même sous la domination de la clique de Khrouchtchev, la masse des membres du PCUS et le peuple poursuivent les glorieuses traditions révolutionnaires cultivées par Lénine et Staline, s'en tiennent au socialisme et aspirent au communisme. (...) Parmi les cadres soviétiques, nombreux sont ceux qui s'en tiennent toujours aux positions révolutionnaires du prolétariat et à la voie socialiste, qui sont fermement contre

le révisionnisme de Khrouchtchev." "La lutte des classes, la lutte pour la production et l'expérience scientifique sont les trois grands mouvements révolutionnaires de l'édification d'un pays socialiste puissant. Ces mouvements constituent une sûre garantie permettant aux communistes de se débarrasser du bureaucratisme, de se prémunir contre le révisionnisme et le dogmatisme et de demeurer toujours invincibles, une sûre garantie permettant au prolétariat de s'unir avec les larges masses travailleuses et de pratiquer une dictature démocratique. Si, en l'absence de ces mouvements, on laissait se déchaîner les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les éléments malfaisants et les monstres de tous genres, tandis que nos cadres fermentaient les yeux et n'opéreraient pas de distinction entre l'ennemi et nous dans nombre de cas, mais collaboreraient avec l'ennemi et se laisseraient gagner par la corruption et la démoralisation, si nos cadres étaient ainsi entraînés dans le camp ennemi ou si l'ennemi parvenait à s'infiltrer dans nos rangs, et si beaucoup de nos ouvriers, paysans et intellectuels étaient laissés sans défense face aux tactiques tant enveloppantes que brutales de l'ennemi, alors peu de temps se passerait, peut-être quelques années ou une décennie, et tout au plus quelques décennies, avant qu'une restauration contre-révolutionnaire n'ait inévitablement lieu à l'échelle nationale, que le parti marxiste-léniniste ne devienne un parti révisionniste ou un parti fasciste et que toute la Chine ne change de couleur."¹

Dans la patrie de Lénine, Khrouchtchev a usurpé le pouvoir en 1956, après trois années d'habiles manœuvres et de savants préparatifs. Il a ensuite dû consolider son pouvoir à la direction du parti, en éliminant la majorité du bureau politique lors de la lutte contre "la clique antiparti Molotov-Malenkov-Kaganovitch". Par des attaques idéologiques et politiques contre des principes essentiels de la construction socialiste, Khrouchtchev a d'abord changé l'orientation fondamentale du PCUS. Ceci constituait un préalable pour permettre aux cadres bureaucratisés et opportunistes d'acquérir des privilèges et de se constituer en couche sociale distincte. Même après l'élimination de Khrouchtchev, certains cadres dirigeants ont poursuivi les efforts pour en revenir aux principes marxistes-léninistes. Les bases socialistes de la société n'étaient pas encore détruites et des millions de communistes persévéraient dans leur travail révolutionnaire. Lors de la période Brejnev, la couche dirigeante a accumulé des privilèges croissants et elle s'est enrichie par une panoplie de moyens illégaux. Mais elle devait toujours parasiter, en quelque sorte, une base économique et politique qui ne lui appartenait pas. Les communistes authentiques pouvaient toujours défendre un certain nombre d'acquis de la classe ouvrière. Les lois socialistes, les mesures favorables aux travailleurs et l'idéologie marxiste-léniniste conti-

naient à exercer une grande influence dans la société. La couche dirigeante réduisait le marxisme à un chapelet de formules figées et importait toute sorte de courants idéologiques de l'Occident. Dénaturant la pensée socialiste, elle rendait une deuxième jeunesse à des idéologies bourgeoises surannées. Dans un nombre croissant de secteurs, les nouveaux éléments bourgeois transformaient les moyens de productions et les biens de l'Etat en leur propriété privée. Ils concluaient des mariages d'affaire avec les capitalistes nouveaux du secteur informel, dont ils toléraient l'extension. A la fin de la période Brejnev, une nouvelle classe capitaliste s'était soudée qui poursuivait des intérêts propres, antagoniques à ceux des travailleurs. Cette classe, devenue adulte, s'apprêtait à lutter pour l'instauration de sa dictature ouverte. Il lui fallait débarrasser le pays des dernières influences, des dernières apparences marxistes-léninistes. Elle trouva en Gorbatchev un drapeau, dans la glasnost un moyen d'expression, dans la perestroïka une légitimation de ses projets de privatisation.

L'Union soviétique a connu deux grands points de rupture avec le socialisme: le rapport de Khrouchtchev de 1956 qui marqua la répudiation de certains principes essentiels du léninisme, et la perestroïka de Gorbatchev qui ouvrit, en 1990, le passage à l'économie du marché.

Le révisionnisme de Khrouchtchev a ouvert une période de transition du socialisme au capitalisme. Au cours de cette période, des éléments socialistes continuaient à lutter avec les éléments capitalistes. Ce serait réduire la réalité d'une façon scolastique, que de poser le problème uniquement en termes: dictature du prolétariat ou dictature de la grande bourgeoisie. Les nouveaux et anciens éléments bourgeois ont eu besoin de trente ans pour passer de la prime enfance à l'âge adulte, pour affirmer et consolider leurs positions dans le domaine politique, idéologique et économique. Le processus de dégénérescence, entamé en 1956, a demandé trois décennies pour en finir avec le socialisme.

Nous avons cru, à l'époque, que Khrouchtchev avait établi un mode de production spécifique, celui du capitalisme d'Etat, forme supérieure de capitalisme où la "nomenklatura" possède collectivement les moyens de production. Cette thèse n'est pas tenable. L'expérience prouve qu'il ne s'agissait pas d'un système d'exploitation ayant sa propre base économique. Revenue de la dictature du prolétariat, se départant laborieusement d'une économie socialiste planifiée, la société soviétique n'a pas pu trouver, sous l'enseigne du révisionnisme, des mécanismes adéquats et stables d'exploitation de la force du travail et d'utilisation des ressources matérielles, qui lui auraient permis d'affronter les puissances impérialistes. Au cours des périodes Khrouchtchev et Brejnev, les nouveaux éléments bourgeois ont forgé leurs

armes, mais dès qu'ils en ont eu la force, ils se sont lancés dans le combat pour la propriété privée des moyens de production.

Certains maintiennent que Brejnev présidait un pays sous régime capitaliste d'Etat et qu'à la fin de son règne, une bourgeoisie libérale avait accumulé assez de forces pour affronter la bourgeoisie bureaucratique. Mais on remarquera que les attaques les plus féroces des légions de la glasnost, n'ont pas eu pour cible principale le système Brejnev, mais bien Staline et les bases du socialisme abhorré qu'il a défendues. Et, comme en Europe de l'Est, nous voyons des Brejnev-boys se défaire allègrement des structures hybrides mises en place par leur patron, pour embrasser le marché libre et l'entreprise privée.

Dans la conception du capitalisme d'Etat, le parti révisionniste constituait le creuset de la nouvelle bourgeoisie: parti brejnévien, nomenklatura et nouvelle bourgeoisie étaient synonymes. Or, avec l'achèvement du processus de dégénérescence, nous voyons que la nouvelle bourgeoisie en URSS comme à l'Est, se débarrasse du parti communiste en le transformant de fond en comble et en lançant le multipartisme bourgeois.

Gorbatchev, est-il le sosie de Khrouchtchev? Le point d'aboutissement de la dégénérescence n'est pas son point de départ. Khrouchtchev dut rassembler le noyau de base de la nouvelle bourgeoisie, Gorbatchev donne expression à une classe bien assise. En 1956, pour former son premier carré de bourgeois, Khrouchtchev dut produire une démagogie ultra-gauche, promettant le communisme pour 1980. Gorbatchev proclame ouvertement l'échec des illusions communistes. Khrouchtchev promet de rattraper et de dépasser les Etats-Unis au cours des années soixante-dix. Gorbatchev reconnaît la supériorité du système américain et va quémander son aide. Khrouchtchev renforça la collectivisation et transforma les kolkhoses en sovkhoses. Gorbatchev veut la privatisation de la terre. Khrouchtchev fit des prophéties sur la victoire mondiale de son socialisme. Gorbatchev demande la réintégration de l'URSS dans l'économie capitaliste mondiale.

Les exemples de Cuba et de la Chine contredisent aussi la théorie que le révisionnisme à la tête du parti scèle automatiquement la restauration du capitalisme et le rétablissement de la dictature de la bourgeoisie.

Les communistes cubains ont fait un long chemin avec Brejnev dans sa marche vers le révisionnisme et l'hégémonisme. Pourtant, le Parti communiste cubain a montré sa capacité à rectifier ses erreurs. Le parti s'efforce de rétablir une conception et une pratique révolutionnaire du marxisme-léninisme.

Lorsque Hu Yaobang et, plus tard, Zhao Zhiyang furent secrétaire général du

Parti communiste chinois, ils ont amplifié presque toutes les aberrations que Khrouchtchev a produites. Il faudrait conclure, en toute logique, à la restauration du capitalisme en Chine, comme le font d'ailleurs certains. Or, nous avons vu se déchaîner des luttes violentes au sein du PCC et la fraction la plus droitière a reçu de sérieux coups en juin 1989. Mais les affrontements politiques continuent, et si l'hypothèse de l'émergence d'un Gorbatchev chinois n'est pas à exclure, il n'est pas non plus impossible que Mao Zedong se réveille à une seconde existence.

Quittons la contre-révolution de velours, sur cette note optimiste. Qui vivra, verra.

Ludo Martens. Bd. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, Belgique

Notes.

1.. 'Le Pseudo-communisme de Khrouchtchev — 14 juillet 1964', dans: *Débat sur la ligne générale*, éd. Pékin, 1965, p. 482-492